

Date de Publication : 4 avril 2024

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



29
mars
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Chaque jour à vos côtés

cantal
LE DÉPARTEMENT

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 29 Mars 2024
Horaire: 14:30

CANTAL ATTRACTIF

24CP03-1 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Gîtes de France pour l'année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2024

24CP03-2 GIP « Ma Région, ma santé - Auvergne-Rhône-Alpes » : convention de mise à disposition de locaux entre le Centre Hospitalier Pierre Raynal et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP03-3 Convention de partenariat avec Radio Bort Artense

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP03-4 Convention pour la participation à la production de l'émission Petits Plats en Equilibre

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP03-5 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP03-6 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP03-7 Aménagement des Routes Départementales n°319 et n°39 - Communes de Maurs et Murat - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP03-8 Aménagement de la Route Départementale n°319 - Commune de Maurs - Indemnisation de fermiers

ANNEXE - Délibération

24CP03-9 Protocole d'accord pour la mise à disposition d'un terrain sur la Commune d'Alleuze pour les besoins de l'exploitation des réseaux de téléphonie mobile

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Protocole d'accord

ANNEXE - 2- Plans

24CP03-10 Bail entre la société TDF et le Conseil départemental pour la location d'un terrain sur la Commune de Saint-Jacques-des-Blats destiné à l'installation et l'exploitation d'un site radioélectrique

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Bail

ANNEXE - 2- Plan

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP03-11 Forfait Autonomie au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

24CP03-12 Convention relative à l'attribution d'une subvention à la Fédération des Centres sociaux et socio-culturels du Cantal dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Prise en compte des spécificités des gens du voyage"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP03-13 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304091 - Hautes Terres Communauté

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - HTC

24CP03-14 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304621 - ACART

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - ACART

24CP03-15 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304453 - ADAPEI

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - ADAPEI

24CP03-16 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304105 - AINOC

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - AINOC

24CP03-17 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304724 - AURORE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - AURORE IAE

24CP03-18 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304520 - DISPO SERVICES

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - DISPO-SERVICES

24CP03-19 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304359 - OXYGENE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - OXYGENE

24CP03-20 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304666 - REACTIVE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - REACTIVE

24CP03-21 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304267 - AFAPCA - Cantal Mouv

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - AFAPCA - Cantal Mouv

24CP03-22 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304287 - AFAPCA - Clauses Sociales d'Insertion

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - AFAPCA - Clauses Sociales

24CP03-23 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304285 - AFAPCA - Dispositif RESPIR

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - AFAPCA - Respir

24CP03-24 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion Professionnelle hors IAE - Rejet de l'opération 202304725 - AURORE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - AURORE - STEP'S

24CP03-25 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304629 - DAHLIR

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - DAHLIR - OSH

24CP03-26 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304481 - CD15 Cantal Emploi Insertion

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - CD15 - Cantal Emploi Insertion

24CP03-27 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304529 - CD15 - Coordination de l'offre d'insertion

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - CD15 - Coordination

24CP03-28 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Opération 202303969 - CD 15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - CD15 - ASE

24CP03-29 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Opération 202304622 - DAHLIR

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - DAHLIR OSL

24CP03-30 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Rejet de l'opération 202304725 - FIT

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande - FIT

24CP03-31 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Rejet de l'opération 202304357 - UDAF - Maison des familles itinérantes

ANNEXE - Délibération

24CP03-32 Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale -
Rejet de l'opération 202304576 - UDAF - La maison du numérique
ANNEXE - Délibération

24CP03-33 Chéquier PASSCANTAL saison 2024-2025 - Convention
avec les partenaires
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Convention

24CP03-34 Aide aux collèges publics pour les transports occasionnés
par les déplacements pédagogiques
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Tableau récapitulatif

24CP03-35 Bourses départementales d'enseignement
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Bourses départementales collèges
ANNEXE - Bourses départementales enseignement supérieur

24CP03-36 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté
de Communes du Pays de Salers - Rénovation et requalification du
camping du Falgoux
ANNEXE - Délibération

24CP03-37 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté
de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Commune du Rou-
get-Pers - Création de deux cellules commerciales
ANNEXE - Délibération

24CP03-38 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres
Communauté - Réhabilitation de la piscine municipale de Massiac
ANNEXE - Délibération

24CP03-39 Convention de mise à disposition d'un local au sein de la
MSD de Mauriac en faveur de la Caisse d'Assurance Retraite et de San-
té au Travail
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Convention

CANTAL RESPONSABLE

24CP03-40 Espaces Naturels et Ruraux - Conventions d'objectifs avec les associations partenaires

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention CPIE Haute Auvergne

ANNEXE - 2-Convention CEN Auvergne

ANNEXE - 3-Convention FDAAPPMA

ANNEXE - 4-Convention Mission haies

24CP03-41 Espaces Naturels Sensibles - Contrat ENS site de Chastel-sur-Murat et subvention pour le pilotage et l'animation des sites de Hautes Terres Communauté

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Contrat ENS

ANNEXE - 2-Programme d'actions

24CP03-42 Lutter contre les campagnols terrestres - Subvention au Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles d'Ally - Brageac - Chaussenac - Escorailles - Sainte-Eulalie

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

24CP03-43 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

24CP03-44 Remise des biens mobiliers réformés aux Domaines

ANNEXE - Délibération

24CP03-45 Protocole d'accord transactionnel - Marché public de travaux lié au remplacement de la chaudière du collège Marcellin BOULE à Montsalvy

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Protocole d'accord

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-1

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Gîtes de France
pour l'année 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant le budget et le programme de soutien en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

- **DECIDE** d'attribuer à l'association Gîtes de France Cantal une subvention de 10 000 € sur la base du budget prévisionnel 2024 de 438 870 € T.T.C.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Gîtes de France pour l'année 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant de 10 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au Budget départemental, chapitre 65, nature 6574, fonction 94.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

<p style="text-align: center;">CONVENTION 2024 ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL ET GITES DE FRANCE CANTAL</p>
--

Entre,
Le Conseil départemental du Cantal sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par le Président du Conseil départemental du Cantal, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du 29 mars 2024,
ci-après dénommé : le Département,

Et

L'association Gîtes de France Cantal, association loi 1901, sise 34 avenue des Pupilles de la Nation, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Michel CABANES,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article I – Objet de la Convention :

Le tourisme est un des premiers secteurs d'activités du Cantal et demande pour un développement cohérent, un partenariat entre les différentes structures concernées par la promotion, l'accueil, l'animation, la communication et la commercialisation.

L'association Gîtes de France Cantal participe à la mise en œuvre de la politique de développement local et d'aménagement du territoire et favorise la promotion de la destination Cantal grâce à la notoriété de son label.

Au moyen d'une politique de labellisation permettant le suivi et le contrôle des classements, par la visite et l'agrément des hébergements, l'association garantit aux consommateurs la qualité de l'hébergement et aux administrations publiques la bonne utilisation des fonds publics octroyés aux propriétaires d'hébergements qui sont membres de l'association et peuvent seuls utiliser la marque Gîtes de France.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation du Département aux missions de l'association Gîtes de France Cantal, détaillées à l'article II et de préciser en conséquence les engagements des signataires de la présente convention.

Article II – Missions de l'association Gîtes de France Cantal :

L'association Gîtes de France Cantal a d'une part une activité institutionnelle et d'autre part une activité de prestataire de services à destination de ses membres. Elle engage chaque année un programme général d'actions organisé autour des missions suivantes :

Activités institutionnelles (certifiées ISO 9001) :

A) - Accompagnement des porteurs de projets :

Elles comprennent tout d'abord l'ensemble des activités liées à la participation de l'association au développement local à travers des actions de sensibilisation, de réflexion, d'information des porteurs de projet :

- recherche active de porteurs de projets potentiels,
- rendez-vous individualisés avec les porteurs de projet,
- visite de l'ensemble des projets avec un architecte-conseil du C.A.U.E,
- réalisation d'un rapport de visite,
- appui technique au montage du dossier,
- suivi des projets.

B) – Gestion du label Gîtes de France :

Elles comprennent ensuite les activités liées à la gestion du label Gîtes de France :

- classement et agrément des hébergements,
- contrôle de la qualité des hébergements par un suivi des classements,
- réalisation de documents techniques,
- réunions de secteurs à destination des adhérents,
- gestion des litiges avec les clients.

Prestations de services aux membres :

L'association Gîtes de France Cantal :

- développe des activités de formation obligatoires :
 - connaissance du réseau
 - fiscalité et comptabilité
 - visite d'hébergements avec le C.A.U.E
 - commercialisation et promotion
 - accueil
 - permis d'exploiter,
- développe également des formations optionnelles :
 - décoration
 - relooking de meubles
 - HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point)
- réalise et diffuse des supports d'information,
- organise un soutien individualisé aux membres.

Article III – Engagements du Département :

Le Département s'engage à apporter un soutien financier à la réalisation des missions des Gîtes de France Cantal.

La participation financière du Département est évaluée à partir du programme d'actions et du budget prévisionnel acceptés par les signataires de la convention et répondant à la stratégie 2024 de développement touristique du Cantal. Elle est fixée à 10 000 € pour l'année correspondant à un budget d'un montant de 438 870 € TTC. L'annexe jointe précise le plan de financement de l'opération subventionnée.

Le paiement de cette subvention intervient selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % de la subvention sur demande écrite de l'association des Gîtes de France Cantal,
- le solde sur présentation d'un bilan intermédiaire technique et financier et du programme d'actions financées à l'échéance du 10 décembre 2024 et des données statistiques en lien avec l'Observatoire départemental du Tourisme.

Article IV – Engagements des Gîtes de France Cantal :

L'association Gîtes de France Cantal s'engage à réaliser le programme d'actions approuvé et à fournir au Département le rapport d'activités et le rapport moral de l'exercice concerné par la subvention dans le mois qui suit leur approbation, ainsi que tous les documents comptables : bilan, compte de résultats et annexes dûment certifiés, dans les mêmes délais.

Elle permettra également à tout moment aux représentants du Département, d'obtenir toute explication utile sur ses actions et sur le respect de ses engagements ainsi que de vérifier l'utilisation de la subvention du Département.

A la demande du Département, l'association Gîtes de France Cantal pourra présenter à la Commission Tourisme du Conseil départemental un suivi de son activité et une évaluation financière et qualitative du programme d'actions engagé.

L'association facilitera l'élaboration de statistiques en fournissant les données dont elle assure la gestion (parc d'hébergements, fréquentation touristique...).

En conséquence, l'association fournira à la fin de chaque exercice les données actualisées nécessaires à l'établissement des statistiques pour l'Observatoire départemental du Tourisme.

L'association Gîtes de France Cantal s'engage à mentionner son partenariat avec le Département dans ses actions et sur ses supports de communication et à soutenir la cohérence départementale de la promotion et de la commercialisation touristiques.

Pour le 10 décembre 2024, l'association Gîtes de France Cantal établira un nouveau programme d'actions faisant apparaître le coût et le plan de financement prévisionnel.

Article V – Durée et modification de la Convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2024.

Toute modification devra faire l'objet d'un avenant approuvé par les organes délibérants des deux parties contractantes.

Article VI – Résiliation :

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnités, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'Association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans préavis en cas de faute lourde.

L'annexe jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac en trois exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Président des Gîtes de France Cantal,

Monsieur Bruno FAURE.

Monsieur Michel CABANES.

Budget prévisionnel Gîtes de France 2024

PRODUITS	Comptes 2021/2022	Budget 2022/2023	Comptes 2022/2023	Budget 2023/2024
PRODUCTION D'AUTRES SERVICES				
70603000 PARTICIPATION FRAIS CLASSEMENT	3 450,00	3 450,00	5 515,00	5 000,00
70603100 FRAIS RECLASSEMENT MEUBLES TOURISME	22 755,00	17 000,00	18 075,00	19 100,00
70605000 PARTICIPATION FRAIS DOSSIER	9 775,00	9 000,00	9 875,00	9 000,00
TOTAL	35 980,00	29 450,00	33 465,00	33 100,00
VENTES DE MARCHANDISES				
70710000 VENTE PANNONCEAUX	2 140,00	2 000,00	2 130,00	2 000,00
70720000 VENTE DE CLASSEURS D'ACCUEIL	220,00	200,00	290,00	200,00
70763000 VENTES DIVERSES	322,20	270,00	270,00	270,00
TOTAL	2 682,20	2 470,00	2 690,00	2 470,00
SUBVENTIONS				
74110000 PARTENARIAT CREDIT AGRICOLE	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
74200000 SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL	12 000,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
COTISATIONS				
75610000 COTISATIONS ADHERENTS	207 595,37	207 000,00	211 777,97	212 000,00
TOTAL	207 595,37	207 000,00	211 777,97	212 000,00
PRODUITS NETS CESSIIONS VAL. MOBILIERES				
76100000 PRODUITS DE PARTICIPATIONS	55 000,00	15 000,00	15 000,00	10 000,00
76700000 REVENUS DES PLACEMENTS	1 308,86	700,00	4 376,97	4 300,00
TOTAL	56 308,86	15 700,00	19 376,97	14 300,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OP. DE GESTION				
77181000 PRODUITS EXCEPTIONNELS	21,80	0,00	0,00	0,00
TOTAL	21,80	0,00	0,00	0,00
REPRISES SUR AMORT. PROV. ET TRANSF. CHARGES				
791241 REMBOURSEMENT FORMATION	967,07	1 000,00	0,00	0,00
79124200 REFACTURATION SALAIRES/CHARGES	159 754,34	162 000,00	163 124,52	165 000,00
TOTAL	160 721,41	163 000,00	163 124,52	165 000,00
TOTAL PRODUITS	475 309,64	429 620,00	442 434,46	438 870,00
Perte	0,00	0,00	0,00	0,00

CHARGES		Comptes 2021/2022	Budget 2022/2023	Comptes 2022/2023	Budget 2023/2024
ACHATS MARCHANDISES					
60710000	ACHAT PANNEAUX GITES DE FRANCE	1 782,00	1 600,00	1 710,00	1 800,00
60720000	ACHAT LIVRETS ACCUEIL	0,00	0,00	432,80	450,00
TOTAL		1 782,00	1 600,00	2 142,80	2 250,00
VARIATIONS STOCKS MARCHANDISES					
60370000	VARIATION STOCK PANNEAUX	-2,40	50,00	154,50	50,00
60371000	VARIATION STOCK LIVRETS	140,40	100,00	-448,40	100,00
TOTAL		138,00	150,00	-293,90	150,00
ACHATS MAT. PREMIERES APPROV.					
60221000	CARBURANTS	2 225,51	2 500,00	1 997,30	2 000,00
60630000	ACHAT PETIT MATERIEL	508,90	200,00	0,00	200,00
60640000	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 583,62	1 500,00	2 807,78	2 000,00
60641000	PHOTOCOPIES	195,75	200,00	497,08	300,00
TOTAL		4 513,78	4 400,00	5 302,14	4 500,00
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES.					
61320000	LOYER	4 686,96	4 686,00	4 686,96	4 686,00
61321000	CHARGES LOCATIVES	2 701,13	2 700,00	2 502,14	2 500,00
61520000	PRODUITS COVID	38,44	50,00	0,00	50,00
61540000	ENTRETIEN MATERIEL DE TRANSPORT	219,60	600,00	745,31	600,00
61610000	PRIMES D'ASSURANCE	1 605,47	1 650,00	2 007,66	2 000,00
61830000	DOCUMENTATION TECHNIQUE	341,00	350,00	546,00	550,00
61850000	FRAIS FORMATION PROPRIETAIRES GITES	113,67	200,00	240,44	250,00
62200000	HONORAIRES DIVERS	36,00	0,00	36,00	36,00
62261000	HONORAIRES COMPTABILITE	1 937,40	1 950,00	2 020,20	2 050,00
62262000	HONORAIRES QUALITE	1 335,92	1 335,00	1 072,57	2 000,00
62262100	HONORAIRES FORMATION	3 180,48	3 300,00	2 960,00	2 500,00
62310000	FRAIS PUBLICITE	1 044,00	1 000,00	1 136,00	1 200,00
62510000	DEPLAC. DEPARTEMENT	2 047,26	2 200,00	1 745,67	1 800,00
62512000	DEPLAC. REGION	0,00	500,00	663,70	600,00
62513000	DEPLAC. NATIONAL	4 299,35	4 500,00	3 745,74	4 000,00
62514000	INDEMNITES KILOMETRIQUES ADMINISTRATEURS	1 602,84	1 650,00	1 607,36	1 600,00
62570000	FRAIS DE RECEPTION	55 004,12	4 000,00	8 340,62	8 300,00
62610000	FRAIS AFFRANCHISSEMENT	2 192,98	1 500,00	1 527,64	1 500,00
62611000	FRAIS BOITE POSTALE	118,80	118,00	118,80	120,00
62620000	FRAIS DE TELEPHONE	2 129,90	2 000,00	2 098,08	2 000,00
62710000	FRAIS BANCAIRES	152,48	150,00	81,80	100,00
62810000	COTISATION UNION REGIONALE	500,00	500,00	300,00	300,00
62820000	COTISATION FNGF	22 892,84	24 000,00	23 868,67	25 098,00
62821000	FONDS DE MUTUALISATION FNGF	858,00	867,00	867,00	878,00
62822000	CONTRIBUTIONS MARQUE	21 042,32	21 528,00	20 588,00	20 232,00
62830000	COTISATION CDT	23,00	23,00	0,00	25,00
62840000	COTISATION CAUE	600,00	600,00	600,00	600,00
TOTAL		131 603,96	81 957,00	84 106,56	85 775,00

CHARGES	Comptes 2021/2022	Budget 2022/2023	Comptes 2022/2023	Budget 2023/2024
IMPOTS TAXES				
63110000 TAXE SUR LES SALAIRES	0,00	0,00	0,00	0,00
63130000 PARTICIPATION EMPLOYEUR FORMATION	2 641,51	2 800,00	1 231,06	1 250,00
63380000 CHARGES FISCALES CONGES PAYES	0,00	5,00	0,00	5,00
TOTAL	2 641,51	2 805,00	1 231,06	1 255,00
SALAIRES ET TRAITEMENTS				
64110000 REMUNERATION PERSONNEL	227 859,07	235 585,00	237 849,63	243 500,00
64114000 ACTIVITE PARTIELLE	0,00	0,00	0,00	0,00
64120000 CONGES PAYES	493,00	600,00	547,00	550,00
64142000 INDEMNITES STAGIAIRES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	228 352,07	236 185,00	238 396,63	244 050,00
CHARGES SOCIALES				
64510000 COTISATIONS A LA MSA	78 132,85	78 500,00	81 460,14	82 000,00
64520000 AGRICA	5 370,52	5 500,00	5 591,94	5 600,00
64530000 COTISATIONS CAISSES RETRAITES CADRES	11 155,74	12 500,00	10 334,47	10 500,00
64540000 MUTUELLE ENTREPRISE	533,42	550,00	569,32	590,00
64580000 PROVISIONS CHARGES SOC. CONGES PAYES	435,00	400,00	163,00	200,00
64910000 INDEMNITES JOURNALIERES MSA	0,00	0,00	0,00	-2 500,00
TOTAL	95 627,53	97 450,00	98 118,87	96 390,00
DOTAT. AMMORT./IMMOB.				
68112000 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	5 589,79	4 573,00	4 473,22	4 500,00
TOTAL	5 589,79	4 573,00	4 473,22	4 500,00
CHARGES EXCEPT. SUR OP. DE GESTION				
67180000 CHARGES EXCEPTIONNELLES	866,01	500,00	0,00	0,00
TOTAL	866,01	500,00	0,00	0,00
IMPOTS				
6951 IMPOTS	413,00	0,00	113,00	0,00
TOTAL	413,00	0,00	113,00	0,00
TOTAL CHARGES	471 527,65	429 620,00	433 590,38	438 870,00
Excédent	3 781,99		8 844,08	0,00

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-2

GIP « Ma Région, ma santé - Auvergne-Rhône-Alpes » : convention de mise à disposition de locaux entre le Centre Hospitalier Pierre Raynal et le Département du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

*Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L.1424-1, L.6323-1 et suivants, et L.6134-1 du Code de la santé publique ;

Vu les articles L.1111-2 et L.4221-1 du Code général des collectivités publiques ;

Vu la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 25 mai 2022 ;

Vu la délibération n°22CD02-15 du Conseil départemental en date du 24 juin 2022 portant adhésion au Groupement d'Intérêt Public "Ma Région, ma santé - Auvergne-Rhône-Alpes" ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition de locaux du Centre Hospitalier Pierre Raynal à CHAUDES-AIGUES, entre ledit Centre Hospitalier et le Département du Cantal, dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention susmentionnée et tout acte s'y rapportant.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention portant mise à disposition de locaux

Entre :

Le Centre Hospitalier Pierre Raynal, dont le siège est situé à CHAUDES-AIGUES (15110) Avenue Pierre Vialard,

Représenté par Madame Christine WILHELM, agissant en sa qualité de Directrice d'hôpital, nommée à cette fonction par arrêté en date du 28 septembre 2022 ;

Ci-après désigné « Centre Hospitalier Pierre Raynal »,

D'une part,

Et :

Le Département du Cantal, dont le siège social sis à AURILLAC (15000) 28 Avenue Gambetta, représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE,

Spécialement habilité aux fins des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 mars 2024,

Ci-après désigné « le Département »,

D'autre part,

Préambule

Le Centre Hospitalier Pierre Raynal accueille déjà un pôle de santé permettant un accueil de professionnels de santé sur la commune, facilitant l'accès de la population rurale du territoire.

Le Département est membre du Groupement d'Intérêt Public (GIP) « Ma Région, ma santé – Auvergne - Rhône-Alpes » qui a pour objet de répondre aux besoins de professionnels de santé ; mettant en place un service public régional partenarial qui aura pour mission de :

- Recruter et salarier des professionnels de santé en priorité des médecins généralistes qui exerceront dans des centres de santé aménagés dans les territoires les plus sous-dotés de médecins, ou en risque de le devenir,
- Porter la création ou reprendre des centres de santé dans des territoires identifiés comme en très forte tension pour lesquels aucune solution n'a été trouvée à ce jour, correspondant à un intérêt régional de maintien ou d'augmentation de l'offre médicale conformément aux articles L. 6323-1 et suivants du Code de la santé publique, puis d'assurer leur gestion et animation,
- Proposer à terme des actions de prévention,
- Prévoir des consultations mobiles de spécialistes ou paramédicaux.

Le cabinet de consultation de Chaudes-Aigues, constitue le « centre principal » de Chaudes-Aigues - Saint-Urcize afin d'offrir une couverture plus large et fonctionnelle pour le territoire, la population étant déjà habituée de cet accueil bi-site indispensable pour une population âgée peu mobile.

Le GIP « Ma Région, ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes » est désigné « l'occupant » pour aider à la bonne compréhension des présentes conditions.

Les parties conviennent toutefois expressément que le GIP « Ma Région, ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes » n'intervient pas au titre de la présente convention de mise à disposition. C'est dans ce cadre que les parties ont convenu ce qui suit.

Article 1-Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives pratiques et financière de la mise à disposition des locaux du Centre Hospitalier Pierre Raynal, au profit du Département membre du groupement d'intérêt public « Ma Région, ma santé-Auvergne Rhône-Alpes » dans le cadre de l'accueil du centre de santé Chaudes Aigues – Saint Urcize.

Article 2-Désignation des locaux mis à disposition

Les locaux situés dans le Centre Hospitalier Pierre Raynal et mis à disposition du Département :

Locaux à usage privatif

- Deux cabinets médicaux.

Espace intérieur à usage exclusif des deux cabinets médicaux et au bureau infirmier

- Deux sanitaires,
- Une salle d'attente,
- Un secrétariat médecins,
- Un espace dénommé « circulation ».

Ces locaux sont visibles sur le plan joint.

Article 3-Destination des locaux

Les locaux faisant l'objet de la présente mise à disposition seront utilisés pour l'exercice de professions relevant d'activités médicales, paramédicales, ostéopathiques ou sociales, à l'exclusion de tout autre usage, en particulier commercial ou d'habitation.

Il ne pourra y être exercé aucune activité commerciale, industrielle ou artisanale.

L'attention du Département a été spécialement appelée sur l'interdiction qui lui est faite de changer en quelque manière que ce soit cette destination.

Article 4-Charges et conditions

La mise à disposition est consentie et acceptée sous les charges et conditions ordinaires et de droit, et en outre, sous celles suivantes que le Département s'oblige à exécuter.

-ETAT DES LIEUX

Le Département prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux d'entrée sera effectué contradictoirement par les parties et fera l'objet d'un procès-verbal annexé aux présentes.

-MODIFICATION DES LIEUX

Le Département ne peut se livrer à aucune mesure de démolition ou de transformation sans l'accord préalable du Centre Hospitalier Pierre Raynal qui doit valider le principe et le coût occasionné par ces changements.

-NETTOYAGE ENTRETIEN REPARATION ET RENOUVELLEMENT

Nettoyage et entretien courant et maintenance

Le Département assure à ses frais le nettoyage et l'entretien courant des ouvrages et équipements.

Le Département doit notamment assurer la gestion de l'entretien, de la maintenance et du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements par des moyens propres.

Par nettoyage, on entend toutes les opérations permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords. Ces opérations seront mises en œuvre par le Département aussi souvent que nécessaire.

Par entretien courant, on entend toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de gros entretien ou de renouvellement.

Gros entretien, renouvellement

Sont à la charge du Centre Hospitalier Pierre Raynal toutes les réparations importantes relatives à la structure et aux éléments de gros œuvre de l'équipement (fondations, murs porteurs, poutres et dalles porteuses, toiture, charpente, crépis, branchements sur les réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement et circuits de distribution), à moins qu'elles ne soient dues à un défaut d'entretien ou à toutes autres fautes du Preneur.

Toutes les autres opérations de gros entretien et de renouvellement des biens ne relevant pas de la garantie décennale à laquelle pourrait prétendre le Bailleur, et dans la limite de 1 500€ HT, restent à la charge du Preneur. Au-delà de cette somme, le coût des opérations de gros entretien et de renouvellement qui s'avèreraient nécessaires à la bonne gestion technique de l'équipement sera supporté par le Bailleur.

Toutes les opérations de gros entretien et de renouvellement à la charge du Preneur seront exécutées dès constat du défaut, sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de ces dégâts.

Les opérations de gros entretien et de renouvellement des biens à la charge du Preneur devront être signalées au Bailleur.

Information au Bailleur

Le Preneur assure le contrôle et le suivi de l'évolution des ouvrages, équipements, matériels mis à sa disposition.

Il informe régulièrement le Bailleur des travaux d'entretien, de réparation et de toute intervention nécessaire relative aux biens concernés, afin d'assurer leur maintien en permanence en bon état d'usage ou de fonctionnement.

Cette obligation d'information et de contrôle ne se limite pas à la vérification de la seule conformité de l'équipement.

Exécution d'office des travaux d'entretien, de réparation ou de renouvellement

Faute pour le Preneur de pourvoir aux opérations d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages, équipements, matériels qui lui incombent dans les conditions définies précédemment, le Bailleur pourra faire procéder, aux frais et risques du Preneur, à l'exécution d'office des travaux ou prestations nécessaires, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze jours, sauf en cas de risque pour les personnes, le délai étant alors de deux jours.

Le Bailleur pourra accorder une prolongation, lorsque les délais d'exécution de travaux, de prestations, de livraison de matériels ou d'appareils seront supérieurs au délai imparti.

Les sommes mandatées par le bailleur en application du premier alinéa, lui seront remboursées par le Preneur, sur présentation de l'acte de mandatement, dans les trente jours de cette présentation.

-AMENAGEMENTS, AMELIORATIONS

Tout projet d'aménagement devra, avant réalisation, être autorisé par le Bailleur au vu des documents permettant d'apprécier l'importance et la consistance des travaux (plans, descriptifs de travaux, notices techniques).

Tous travaux, embellissements, améliorations, installations et décors qui seraient fait dans les lieux mis à disposition du Département, même avec autorisation du Centre Hospitalier Pierre Raynal, deviendront en fin des présentes, de quelque manière et à quelque époque qu'elle arrive, la propriété du Centre Hospitalier Pierre Raynal sans aucune indemnité. Pour les travaux qu'il aura autorisés, le Centre Hospitalier Pierre Raynal ne pourra exiger le rétablissement des lieux loués dans leur état primitif.

Pour les travaux effectués sans son autorisation, le Centre Hospitalier Pierre Raynal aura toujours le droit d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais exclusifs du Département.

-LIBRE ACCES DES LOCAUX

Pendant toute la durée de l'occupation, le Centre Hospitalier Pierre Raynal aura libre accès aux locaux chaque fois qu'il le jugera utile, notamment en cas de travaux pour s'assurer de leur état, ceci avec l'accord de l'occupant, par discrétion et respect envers la patientèle. L'occupant devra laisser visiter lesdits biens immobiliers par le Centre Hospitalier Pierre Raynal, en cas de résiliation du bail pendant une période de trois mois précédant la date effective de son départ. Toutes ces visites ne pourront avoir lieu qu'aux heures ouvrables, après préavis de 24 heures de la part du Centre Hospitalier Pierre Raynal, ceci avec l'accord de l'occupant, par discrétion et respect envers la patientèle.

-INTERDICTIONS DIVERSES

Il est interdit au Département et à son occupant :

- D'embarrasser, occuper, même temporairement, les parties d'immeubles non comprises dans la présente location.
- D'exposer aucun objet aux fenêtres, portes, murs extérieurs ou des parties communes et d'une manière générale tout ce qui pourrait nuire tant à la sécurité des occupants ou des tiers qu'à l'aspect extérieur de l'immeuble, à l'exclusion des plaques d'un modèle agréé renseignant la patientèle.

-EXONERATION DE RESPONSABILITE

Le Département et son occupant feront leur affaire personnelle, sans recours, de tous dégâts causés dans les lieux loués du fait de troubles, émeutes, grèves, ainsi que des troubles de jouissance en résultant, sans toutefois que ceux-ci puissent entraîner pour le Département l'obligation de reconstruire.

Le Centre Hospitalier Pierre Raynal ne sera pas responsable des vols, détournements, détériorations, ou actes criminels dont le Département et son occupant pourraient être victimes dans les locaux mis à disposition. Le Département et son occupant devant faire leur affaire personnelle d'assurer comme ils le jugeront convenable la garde et la surveillance des locaux mis à disposition, tout comme en cas de dégâts causés aux lieux mis à disposition et aux objets s'y trouvant par suite de fuites, d'infiltrations, d'humidité ou d'intervention de tous services publics ou de refoulement d'égouts ou pour toute autre circonstance. Le Département et son occupant doivent s'assurer contre ces risques sans recours ; une attestation sera ainsi fournie annuellement.

Article 5-Cession – Sous-location

La présente mise à disposition est consentie au profit du Département du Cantal, membre du GIP « Ma Région-ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes » et en cette qualité spécifique.

Le Département est ainsi expressément autorisé par le Centre Hospitalier Pierre Raynal à mettre à disposition les locaux objets des présentes au GIP « Ma Région-ma santé-Auvergne-Rhône-Alpes », désigné sous l'appellation « l'occupant » dans le cadre de la création et du fonctionnement du centre de santé porté par la structure ceci conformément à la destination des locaux définie à l'article 3.

La mise à disposition entre le Département et « l'occupant » sera formalisée par une convention spécifique, le Département demeurant toutefois responsable de la bonne application des présentes vis-à-vis du Centre Hospitalier Pierre Raynal.

Article 6-Responsabilité – Assurances

Le Centre Hospitalier Pierre Raynal prendra à sa charge une assurance multirisque immeuble (dégâts des eaux, incendie, responsabilité civile, dommages électriques) ainsi qu'une assurance pour les équipements dont il a la propriété.

Le Département, quant à lui, assurera ses biens, meubles, agencements, pour les dommages causés par incendie, explosion, dégâts des eaux, et se garantira contre les risques professionnels de son activité, les risques locatifs et les pertes de jouissance consécutives à un sinistre, les recours des voisins et des tiers, les bris de glace et généralement tous les autres risques assurés par les locataires dans les polices multirisques des compagnies d'assurances.

Le Département devra s'assurer pour la responsabilité, y compris celle des tiers, consécutive aux travaux qu'il réaliserait dans les locaux loués.

Tout sinistre devra être déclaré au Centre Hospitalier Pierre Raynal quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Les contrats d'assurances, avenants et conditions particulières doivent être communiqués au Centre Hospitalier Pierre Raynal dès la conclusion de la convention. Le Département lui adresse à cet effet, dans un délai d'un mois à dater de leur signature, chaque police et avenant signés par les deux parties.

Cette transmission porte également sur les montants de garantie par nature de risques.

Ces informations sont à fournir à chaque début d'année.

Le Centre Hospitalier Pierre Raynal peut en outre, à toute époque, exiger du Département la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité du Centre Hospitalier Pierre Raynal pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Article 7-Durée de mise à disposition

Les locaux visés à l'article 2 sont mis à disposition du département pour une durée de trois ans à compter de la signature des présentes, reconductible pour la même durée une fois sur décision concordante des parties.

Article 8-Redevance

La présente mise à disposition est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle hors charges locatives de : six cent douze euros et soixante centimes (612,60 € H.C.).

En sus du loyer, le Département remboursera le montant des charges prévisionnelles s'élevant à 100,00 € par mois.

Le loyer toutes taxes comprises s'élève donc à la somme de sept cent douze euros et soixante centimes (712,60 € T.T.C.)

Il est convenu entre les parties que la redevance sera réglée en deux termes, soit en juillet et en janvier, par le Département sur émission d'un titre annuel du Centre Hospitalier Pierre Raynal.

Les parties ont convenu d'un commun accord que la première échéance sera réglée le 1^{er} juillet 2024.

Cette redevance sera réajustée de plein droit chaque année, à la date anniversaire du présent bail, en plus ou en moins et sans aucune formalité, demande ni mise en demeure, en fonction de la variation de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE ou de tout nouvel indice qui pourrait lui être substitué.

Pour effectuer la révision, le dernier indice connu à la date de l'indexation sera comparé à l'indice du même trimestre de l'année précédente.

Pour information, le dernier indice connu est celui du 4^{ème} trimestre 2023 s'élevant à 142,06 points. Le retard dans la publication de l'indice n'autorisera pas le preneur à retarder le paiement du loyer. Celui-ci devra être payé normalement à l'échéance sur la base de l'échéance précédente, sauf redressement ultérieur.

Dans le cas où l'indice ci-dessus ne pourrait plus être appliqué pour quelque cause que ce soit, il sera fait application, à compter de cette date, de l'indice le plus voisin parmi ceux existants alors applicables et publiés par l'INSEE ou un organisme de substitution. À défaut pour les parties de se mettre d'accord sur cet indice le plus voisin dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'une des parties aura proposé à l'autre, par écrit, un indice de remplacement, celui-ci sera déterminé par un expert pris sur la liste de ceux agréés par la cour d'appel du lieu de la situation du bien. Les honoraires et frais de l'expert et de sa désignation seront supportés par moitié par chacune des parties.

Les parties reconnaissent que les stipulations, relatives à la révision annuelle du loyer, constituent pour elles un motif déterminant de la conclusion du présent contrat, sans lesquelles celui-ci n'aurait pas été conclu.

Il est ici précisé que sera pris en charge par le bailleur :

- l'abonnement et la consommation de l'eau (froide et chaude) compte tenu du faible montant à prévoir,
- le contrat d'abonnement pour l'électricité,
- la consommation d'électricité des locaux objet des présentes,
- le chauffage des locaux objet des présentes.

Le preneur prendra à sa charge le ménage des locaux objet des présentes.

Article 9-Impôts et taxes

Le département et son occupant s'engagent chacun en ce qui le concerne à régler tous impôts, contributions et taxes auquel ils sont assujettis au titre de leurs compétences ou activité professionnelle dans le cadre de la mise à disposition objet des présentes, de telle manière que le Centre Hospitalier Pierre Raynal ne soit inquiété de quelque manière que ce soit.

Il est ici précisé que le Centre Hospitalier Pierre Raynal ne paie pas d'impôt foncier.

Article 10-Fin de la mise à disposition

A défaut de paiement à son échéance d'un seul terme de redevance, ainsi que des frais de commandement et autres frais de poursuites, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions de la présente convention, et un mois après un commandement de payer ou une sommation d'exécuter, contenant déclaration par le Centre Hospitalier Pierre Raynal de son intention d'user de son bénéfice de la présente clause, demeuré infructueux, la présente mise à disposition sera résiliée de plein droit.

Dans le cas où le centre de santé porté par le GIP ne salarierait plus de professionnel de santé susceptible d'être accueilli dans les locaux objet des présentes, le Département pourrait solliciter la résiliation de la présente convention, avant son terme, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois.

A l'issue, la convention sera résiliée et la redevance prévue à l'article 8 réglée à prorata temporis de la mise à disposition effective.

Que la mise à disposition arrive à son terme tel que prévu à l'article 7 ou, par anticipation en application du présent article, les locaux, au jour dit de l'expiration de la mise à disposition seront rendus en bon état de réparation et d'entretien, ce qui sera constaté par un état des lieux.

Toute réparation ou remise en état fera l'objet d'une facturation par le Centre Hospitalier Pierre Raynal au Département, la libération des lieux ne sera considérée comme effective qu'après remise des clés et sous réserve que les locaux soient débarrassés de tout objet, mobilier, matériel.

Article 11-Modifications

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12-Règlements des litiges

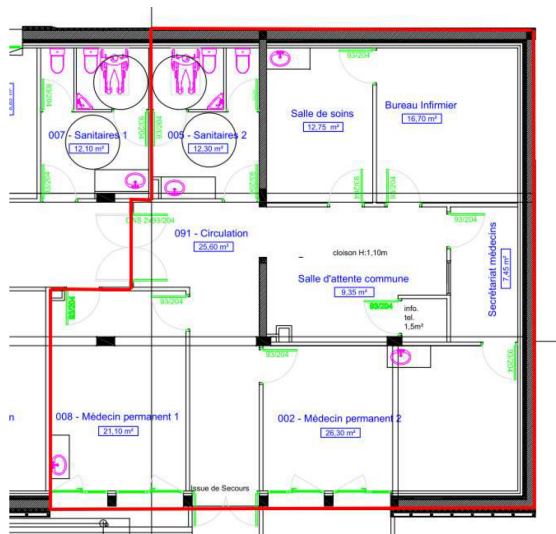
Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fera l'objet d'une procédure en règlement amiable.

En cas d'échec de cette procédure dûment constatée par les parties, la partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait en deux exemplaires originaux à

le

Pour le Centre Hospitalier Pierre Raynal, La Directrice Christine WILHEM	
Pour le Département du Cantal, Le Président Bruno FAURE	



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-3

Convention de partenariat avec Radio Bort Artense

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la convention passée entre l'association Radio Bort Artense et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ;

Considérant que les programmes courts d'informations participent à la valorisation et à la promotion du département ;

- **VALIDE** la convention d'objectifs et de moyens entre le Département et Radio Bort Artense dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la contribution financière du Département de 1 000 € en faveur de Radio Bort Artense.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 6231 du Budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le **DÉPARTEMENT DU CANTAL**, sis Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité aux fins des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 mars 2024, d'une part,

ET

RADIO BORT ARTENSE (RBA), association déclarée, immatriculée sous le SIREN 338194335, dont le siège social est situé 181 Avenue Victor Hugo, 19110 Bort-les-Orgues, représentée par son Président Eric ZIOLO, D'autre part,

Le Département du Cantal et Radio Bort Artense sont ci-après ensemble dénommées les « Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La radio RBA FM inter-régionale (Auvergne Rhône Alpes et Nouvelle Aquitaine) a pour mission d'informer les auditeurs sur la vie du territoire à travers un journal quotidien et des émissions thématiques. Elle produit et diffuse donc des émissions à caractère informatif sur le territoire des collectivités et sollicite dans ce contexte une contribution de 1 000 euros (mille euros).

Ces supports contribuent en effet à informer les habitants des territoires recevant RBA par ondes radios et ceux suivant la radio en version numérique, en diffusant des programmes d'intérêt général et constituent un outil d'attractivité.

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, RBA s'engage à diffuser, en cohérence avec les actions publiques du Conseil Départemental du Cantal, des programmes courts d'information mettant en valeur le territoire du département du Cantal via les événements qui s'y déroulent et les politiques *qui* y sont mises en place, ainsi que des interviews du Président Bruno Faure ou de ses représentants.

La présente convention précise en outre les obligations auxquelles s'engagent les radios locales dans le respect de ses obligations statutaires, des dispositions du Code Général des collectivités territoriales et de la réglementation audiovisuelle, dont notamment la Loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication et la convention passée avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. A ce titre, elle constitue la convention d'objectifs et de moyens prévue par la Loi du 30 septembre 1986 susvisée.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE RBA

Dans le cadre de la contribution du Conseil Départemental du Cantal et dans le respect des règles déontologiques qui s'imposent à un organe d'information à savoir : l'honnêteté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ainsi que l'expression pluraliste des courants de pensée ou d'opinion, le bénéficiaire s'engage à réaliser :

- **divers programmes courts annuels** (1 à 5 min) dans la limite de 12 programmes courts annuels qui pourront être rediffusés régulièrement sur les événements mis en place par le Conseil départemental du Cantal et permettant de mettre en valeur son action en faveur du développement local et de l'attractivité du territoire. Un même sujet pourra être traité deux fois sous un angle différent.

Ces programmes courts :

- traiteront des sujets libres parmi les thématiques suivantes en alternance et selon l'actualité : développement économique, emploi et formation, solidarité (personnes âgées, personnes handicapées, enfance, famille, jeunesse), logement, environnement, aménagement et mobilité, culture et sport, loisir et tourisme, service public ;
 - contribueront à l'éducation civique des auditeurs ;
 - pourront informer les auditeurs sur les modalités d'accès aux services publics présents sur son territoire.
- **un reportage long** sous la forme d'interview au moins une fois par an pour valoriser les projets, réalisations et actualités du Conseil départemental du Cantal.

La personne interviewée sera le Président ou une personne désignée par lui.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE

La Collectivité informera le bénéficiaire :

- de toute inauguration d'équipements financés par la collectivité sur le territoire de diffusion ;
- de toute information relative au traitement d'un sujet relatif à la Collectivité ;
- de l'ordre du jour des séances de la Collectivité ;
- de toute modification apportée aux conditions et modalités de fonctionnement des services de la collectivité ouverts au public sur le territoire de diffusion ;
- de toute manifestation organisée par la Collectivité.

ARTICLE 4 : PARTICIPATION

La collectivité s'engage à verser à RBA un partenariat à hauteur de 1 000 euros (mille euros) en vue de la réalisation de l'objet de la convention.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa signature jusqu'à la date du 31/03/2025. Elle s'achèvera de plein droit et sans formalités.

ARTICLE 6 : ACCES DE LA COLLECTIVITE AUX PROGRAMMES REALISES

La collectivité pourra, pour son propre usage, et à des fins non commerciales, librement accéder et disposer des émissions audio (afin de les diffuser sur ses supports habituels de communication).

ARTICLE 7 : OPERATION DE COMMUNICATION

RBA, bénéficiaire de l'aide de la collectivité, s'engage dans ses opérations de communication pour la promotion de son activité, à mentionner le nom du partenaire ou son logo sur tous les supports de communication.

ARTICLE 8 : SUIVI ET BILAN

RBA FM s'engage à fournir un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de ce partenariat au moyen des indicateurs ci-dessous :

- nombre de programmes réalisés sur la durée de la convention ;
- sujets traités ;
- dates de mise en œuvre et dates de diffusion ;
- publication logo partenaire
- annonces spécifiques concernant le partenaire.

RBA FM et le partenaire procèdent conjointement à l'évaluation quantitative et qualitative de l'opération pour laquelle il a apporté son concours.

ARTICLE 9 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant à l'initiative de l'une ou de l'autre partie signataires de la présente convention.

Tous les avenants font partie intégrante de la présente convention et soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 10 : LITIGES, RESILIATION

S'il advient des litiges dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à trouver des solutions amiables pour mettre un terme à ces litiges sans pour autant mettre un terme à la convention.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention peut être renouvelée autant de fois que souhaitée par les parties.

Fait en deux exemplaires originaux à Aurillac le

Pour le Conseil départemental du Cantal,
Le Président,

Bruno FAURE

Pour RBA FM,
Le Président,

Eric ZIOLO

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-4

Convention pour la participation à la production de l'émission Petits Plats en Equilibre

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre I^{er} et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles et à la Communication C332/01 de la Commission européenne publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 15 novembre 2013, dite « Communication cinéma » ;

Considérant que la réalisation d'une trentaine d'épisodes de l'émission petites plats en équilibre sur le territoire cantalien participe à la valorisation et à la promotion du département ;

Considérant l'intervention du Conseil départemental en soutien aux actions mettant en valeur notre territoire, notamment en matière culturelle ;

- VALIDE la participation du Conseil départemental comme suit :

- versement de 8 000 € HT à l'Agence Place to be Media à la signature de la convention,
- versement d'une subvention complémentaire attribuée dans le cadre du tournage de l'émission et de la location de la maison permettant l'hébergement de l'équipe à proximité du lieu de tournage dont le montant définitif sera ramené au montant des factures produites par l'Agence dans la limite de 25 000 € HT (déduction faite des 8 000 € HT versé à la signature de la convention) ;

- **VALIDE** la convention pour la production de l'émission "Petits Plats en Equilibre" avec l'agence PLACE TO BE MEDIA déterminant les conditions et les modalités de la participation du Conseil départemental dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574 du Budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR LA PRODUCTION DE L'EMISSION PETITS PLATS EN EQUILIBRE

ENTRE

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL**, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, en exécution de la délibération n°24CP03-xx de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 mars 2024,

Ci-après désigné « **le Département** »,

ET

PLACE TO BE MEDIA, SAS au capital de 19.800 Euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 515 356 376, dont le siège social est situé 20 Rue des Colonnes du Trône 75012 Paris et représentée par Monsieur Jean-Dominique BOURGEOIS, en sa qualité de Président,

Ci-après désigné « **l'Agence** »,

Le Département et l'Agence sont ci-après ensemble dénommées les « **Parties** ».

PREAMBULE

L'Agence est une agence de communication dont l'une des spécialités est le conseil et la coordination d'opérations dites de partenariats de communication.

L'Agence est plus particulièrement en relation avec des producteurs de contenus (films cinématographiques, téléfilms, séries télévisées, émissions télévisées, ...).

TF1 Factory (ci-après le « Producteur ») produit l'émission de cuisine « PETITS PLATS EN EQUILIBRE » diffusée sur TF1 (ci-après « l'Emission »). Le Producteur a mandaté l'Agence afin de contracter avec le Département pour accueillir le tournage d'une trentaine d'épisode de l'Emission tournés en juin 2024 et diffusés durant l'été 2024.

Conscient de la visibilité apportée, le Département a décidé d'apporter son concours financier.

Le Conseil départemental a ainsi validé une prise en charge des frais de tournage d'une trentaine d'épisodes de l'Emission tournées dans le Cantal (ci-après la « Subvention »).

Le présent préambule fait partie intégrante des présentes.

CECI EXPOSE, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions et les modalités du partenariat entre les Parties pour la production de l'Emission. Elle précise les conditions d'attribution d'une subvention par le Département dans le cadre du tournage d'une trentaine d'épisodes de l'Emission dans le Cantal.

La convention fixe le cadre général de la prise en charge et les engagements réciproques des parties.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Engagements du Producteur

Au titre de la présente convention, il est convenu que le Producteur mettra en place les actions suivantes :

- Mise en avant du département du Cantal visuellement dans l'émission avec citations, conformément aux impératifs de production, et aux intentions du Producteur,
- Mise en avant des fromages du Cantal via l'utilisation des produits dans le cadre de plusieurs recettes réalisées par le présentateur,
- Mise en avant des produits AOP, producteurs et plats traditionnels dans le cadre de la réalisation de recettes,
- Citation au générique de fin de l'Emission dans le cadre des remerciements du Conseil départemental du Cantal et de ses partenaires dans des conditions déterminées par le Producteur.

2.2 Engagements du Département

Le Département et ses partenaires prendront en compte les frais de coordination de l'Agence et la logistique du tournage de l'Emission et plus précisément des frais suivants concernant 18 personnes :

- billets aller-retour depuis Paris,
- logement avec chambre individuelle,
- repas de l'équipe le midi pour la première moitié du tournage,
- repas de l'équipe le soir sur la totalité du tournage,
- Hébergement spécifique de Laurent Mariotte,
- mise à disposition de 6 voitures de catégorie D,
- mise à disposition d'une maison pour le tournage des recettes validée par le Producteur.

En outre, il est d'ores et déjà convenu que pour des raisons de praticité l'Agence se chargera d'avancer les frais de location de la maison de tournage.

En parallèle, le Département pourra relayer sur ses supports (presse, internet, réseaux sociaux, affichage) dans la limite des espaces disponibles dont il dispose et sous réserve de la validation du Producteur, les actions de communication conduites dans le cadre de la réalisation et de la promotion de l'émission.

Il est convenu qu'en complément le Département facilitera la relation avec les titres média concernés par ses actions pour le relais à donner au partenariat et au lancement de l'émission, dans la limite des usages connus de la Liberté de presse.

Le Département s'engage à ne pas faire d'exploitation commerciale de l'œuvre mais aussi à respecter la chronologie des médias.

2.3 Engagements de l'Agence

L'Agence certifie par la présente être à jour de ses obligations sociales et fiscales. Elle déclare également qu'aucun plan social n'est en cours, qu'elle n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et n'a pas sollicité l'ouverture d'une procédure de règlement de conciliation, telle que prévue aux articles L611-4 et suivants du code du commerce.

L'Agence s'engage à utiliser la subvention accordée exclusivement à la production de l'émission.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Pour soutenir la coordination de l'opération par l'Agence, le Département versera la somme de 8 000 € HT à l'Agence à la signature des présentes.

Par ailleurs, un montant complémentaire est également attribué dans le cadre du tournage de l'émission et de la location de la maison permettant l'hébergement de l'équipe à proximité du lieu de tournage. Le montant définitif attribué à ce titre sera ramené au montant des factures produites par l'Agence dans la limite de 25 000 € H.T. (déduction faite des 8 000 € H.T.).

Dès réception des factures, le Département s'engage à verser le solde de la subvention dans un délai de 30 jours.

L'Agence s'engage à fournir lesdites factures dans les plus brefs délais à compter de leur émission, et au plus tard un an après la fin du tournage.

ARTICLE 4 – GARANTIES

L'Agence garantit le Département pour toutes les poursuites dont il pourrait éventuellement faire l'objet sur le fondement de la présente convention.

Le Département garantit l'Agence qu'il a valablement obtenu l'autorisation de prendre en charge le tournage de l'Emission sans que celui-ci ne puisse être recherché à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 5 – INFORMATION – COMMUNICATION

Au titre de la présente convention, le Producteur s'engage à réaliser les actions de communication suivantes :

- Autoriser des journalistes locaux venir sur le tournage de l'Emission et réaliser une ITW
- Autoriser le Département à réaliser des photos et vidéo du tournage pour la promotion du Cantal
- Citer le Département et apposer le logo sur la page des partenaires
- Informer que l'Emission a tourné dans le Cantal pour la promotion des épisodes concernés « le Cantal » sur tous les supports de communication,

Les Parties conviennent de discuter ultérieurement de toute possibilité d'organiser une campagne de promotion croisée avec le Département ou de participer à une campagne mise en place par le Département

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature et s'achèvera à l'issue de la réalisation des engagements mentionnés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effet.

En outre, en cas de non- exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par l'Agence, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

De convention expresse entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux, pour chacune des parties,

A Aurillac, le

Pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président

Pour l'Agence PLACE TO BE MEDIA
Le Président

Bruno FAURE

Jean-Dominique BOURGEOIS

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-5

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°23CD05-28 du 18 décembre 2023 approuvant le renouvellement du dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales de 13 cantons pour un montant global de 56 677 € au titre du Fonds Cantal Animation.

Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 29 mars 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Amicale de Trémouille	organisation de la Fête de Pâques 2024	500
Retraite Sportive du Pays de Montsalvy	acquisition de matériels pour les activités sportives	300
Pétanque Arpajonnaise	soutien aux frais de déplacements	200
Association "Viens Bouger & Danser"	organisation d'un événement le 9 mars autour des danses latines baptisé "CantaLatino Festival"	300
Ecole Maternelle d'Arpajon sur Cère	organisation d'un voyage scolaire à la ferme pédagogique d'Omps du 13 au 14 juin 2024	252
Entente Football Châtaigneraie Veinazès	organisation de 2 tournois de football les 8 et 9 mai 2024	750
Chorale "Si ça vous chante"	organisation des projets de l'association	300
Les Aînés Ruraux Automne du Puy de l'Arbre	organisation des actions pour les adhérents	300
Association Multisports	compléter et renouveler le matériel	150
Ecole élémentaire d'Arpajon sur Cère	organisation de sorties voile au Club Nautique d'Aurillac et pour un séjour de 2 nuitées à Saint-Priest pour 86 élèves	860
Les Chauffeurs du Cœur	organisation d'une manifestation les 29 et 30 juin 2024 pour récolter des fonds afin d'aider dans son quotidien Jules 2 ans et demi atteint de la mutation du gène GNA01	300
France Rein Cantal	organisation d'actions pour venir en aide aux insuffisants renaux du Cantal	300
CANTON D'AURILLAC 1		
Ecole primaire de Tivoli	organisation d'un voyage scolaire éducatif	800
Comité de Jumelage Ytrac - Monterblanc	fonctionnement 2024	800
Association Cantal Rock	organisation du festival Canta'l Rock 2024	200
Association des Donneurs de Sang Bénévoles Ytrac, Sansac de Marmiesse, Saint-Paul des Landes	fonctionnement	100
Association Les Peintres du Hazard	organisation de l'exposition du 27 avril au 12 mai 2024	200
Mill' et 1 danses	fonctionnement	500
Club du 3e age de la Vallée de l'Authre d'Ytrac	fonctionnement	400
Brigade de Gendarmerie Motorisée BMO - Les Képis pescalunes	organisation d'une compétition crossfit à Aurillac le 6 avril 2024	850
ADAF - Association des Anciens Flauraud	fonctionnement	300
APE de l'Ecole des Volcans d'Auvergne d'Ytrac	organisation d'une classe de mer à Port Leucate du 9 au 12 avril 2024	800
CANTON D'AURILLAC 2		
Association Peuple et Culture Cantal	fonctionnement	300
Association Sportive du Lycée Monnet-Mermoz	organisation d'un séjour sportif à Port Camargue du 29 Avril au 3 mai 2024	300
Association Sportive du Collège Jeanne de la Treilhé	participation au Championnat de France d'athlétisme hivernal à Bordeaux en 2024	150
Cantal Photo Club	organisation de l'édition 2024 du salon de la photographie d'Aurillac aux Écuries du 2 mars au 30 mars 2024.	300
E.R.E.A Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Albert Monier	organisation d'un séjour à la Tranche Sur Mer en juin 2024	300
La Cantalienne Association Omnisports Section Basket	organisation d'un tournoi de basket le 7 avril 2024	300
CANTON D'AURILLAC 3		
Association "Etudes et Découvertes"	organisation de deux voyages d'études dans le Jura	300
Association Sportive du Collège Jeanne de la Treilhé	participation au Championnat de France d'athlétisme hivernal à Bordeaux du 18 au 21 janvier 2024	150
Montagne et Randonnée	fonctionnement	150

Cantal Photo Club	organisation de l'édition 2024 du salon de la photographie d'Aurillac aux Écuries du 2 mars au 30 mars 2024.	300
Handball Club des Volcans	soutien financier pour les opérations jeunes du Club des Volcans	300
Les "Cantaloups - Garous"	organisation du Salon de l'Imaginaire 2024	500
Cos'Arts	organisation du Festival Veau de Ville en avril 2024	500
CANTON DE MAURS		
Comité d'Animation de Calvinet	organisation du 20ème marché de Noël 2024	300
Comité d'Animation Foire à la Cerise	organisation de la 22ème foire aux enchères primée de Saint Constant-Fournoulès	350
Sansac Gym	organisation du marché de Noël de Sansac	200
APE de l'école de Saint-Mamet	organisation d'un séjour pédagogique au Lioran	495
Association des Donneurs de Sang Bénévoles Ytrac, Sansac de Marmiesse, Saint-Paul des Landes	fonctionnement	100
Association Détente et Loisirs	fonctionnement	300
Saint-Mamet Auto Radio Commandée - SMARC	fonctionnement	300
Syndicat des éleveurs de bovins limousins du Cantal	organisation du concours interdépartemental les 9 et 10 septembre 2023 à Saint-Mamet	200
Association Arts et Métiers	fonctionnement	200
Tousartzimut	fonctionnement	200
Talents d'ici & d'ailleurs	organisation du Marché d'Art et d'Artisanat de Marcolès en 2024	300
Comité des Fêtes de Vitrac	organisation de "La Nuit du Drat" 2024	300
Association 15ème Parallèle	organisation du Trail hivernal de Saint-Etienne de Maurs et le fonctionnement	500
L'E Toiles du Peintre	fonctionnement	200
Collège Jean Dauzié	organisation d'un voyage scolaire en Alsace en juin 2024	500
BOGU'ART	fonctionnement 2024	300
CANTON DE MURAT		
Amicale des Joueurs du Rugby-Club de Saint-Flour	organisation de la 2e édition du festival 3F - Fondue à Font d'Al le 16/02/2024 au Lioran	750
Amicale des Sapeurs Pompiers de Murat	participation au championnat de France de ski à Font-Romeu	500
CANTON DE NAUCELLES		
US Crandelloise	Participation au tournoi international Gallia CUP à Uchaud	400
FNACA de la Bertrande	fonctionnement 2024	200
Association des Pêcheurs du Plan d'Eau de Crandelles	organisation des activités 2024	280
ACEOC	organisation de la Dictée Occitane en 2024	150
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
ACCA de Condat	organisation d'un concours de meute sur la voie du lièvre du 9 au 10 mars 2024	300
Amicale Laïque de Riomès Montagnes	organisation d'une grande soirée Irlandaise le 16 mars 2024	150
Les 10 KM du souffle	organisation de la 3e édition de la course des 10 km du souffle	150
Association Trizacoise du Patrimoine	organisation des manifestations en 2024	500
Condat Sports et Loisirs	organisation du Trail Hivernal en 2024	300
Entente Stade Riomais-Condat - ESCR	organisation des finales U13 et des autres manifestations en 2024	500
ASA Arverne	organisation du Rallye du Pays de Gentiane en avril 2024	500
Collège Georges Pompidou de Condat	soutien à la section sportive	6 000
Foire du gras en pays gentiane	organisation de la Foire du Gras	500
Association Moussages pour les Fêtes, le Tourisme et la Culture	organisation des manifestations 2024	500
Association Les Gazelles	organisation des manifestations 2024	300
Moussages Défi Nature	organisation de la randonnée hivernale en février 2024	300
Club de Bridge du Haut Cantal	organisation des manifestations 2024	400

Association Bande de Rêveurs	organisation d'un court métrage en 2024	300
AAPPMA du Pays de Gentiane	réalisation des actions 2023	150
Club Tamalou	organisation des 10 ans du Club	500
FSE du Collège Georges Pompidou de Condat	organisation d'un voyage scolaire et des activités sportives et diverses	700
Groupe Scolaire Georges Pompidou	organisation d'un voyage en Irlande en 2024	300
CANTON DE SAINT-FOUR 1		
Lycée Professionnel Agricole Louis Mallet	participation au Trophée International de l'Enseignement Agricole 2024	400
Collège Saint-Joseph	organisation d'un voyage pédagogique sport et nature à la Bourboule	500
Association Les Rives de l'Arcueil Bonnac	fonctionnement 2024	300
Etape Sanfloraine	organisation de l'Etape Sanfloraine 2024	500
APE de Coren	Sortie scolaire en classe de mer à Palavas-les-Flots	300
APEL Notre Dame	création de sweatshirts avec logo	200
association sportive la gentiane du college la vigiere	projet "Olympisme j'écris ton nom"	500
Association pour le Don de Sang Bénévole du Pays de Saint-Flour	fonctionnement 2024	350
Comice Agricole de Massiac	organisation des journées vaches laitières 2024	400
Association Intercommunale Cézallier Vallée de la Sianne	organisation des Estivales 2024	250
ACCA de Talizat	organisation d'un concours de meute sur lièvre le 17 février 2024	300
Alerte Sanfloraine	participation au championnat de France les 16 et 17 mars 2024	500
Football Club Massiac Molompize Blele	organisation d'un déplacement à Alata lors du week-end de la Pentecôte	300
Club des Trois Sucrs des Chapeloux	reprise des activités	300
La Sanfloraine Judo	participation au championnat de la Coupe de France minimes en 2024	300
ACCA de Tiviers	organisation d'une journée conviviale à Belvezet le 1er avril 2024	300
CANTON DE SAINT-FOUR 2		
Rugby Club de Saint-Flour	acquisition d'un panneau LED pour diffusion des sponsors	1 000
Amicale des Joueurs du Rugby-Club de Saint-Flour	organisation de la 2e édition du festival 3F - Fondue à Font d'Al le 16/02/2024 au Lioran	1 000
Union Sportive Sanfloraine Section Boule Lyonnaise	fonctionnement du Club et aux frais de déplacements	250
Association sauvegarde des Monts du Cantal	organisation de la Fête du pastoralisme en mai 2024 à Cézens	500
Etape Sanfloraine	organisation de l'Etape Sanfloraine 2024	250
Association pour le Don de Sang Bénévole du Pays de Saint-Flour	fonctionnement 2024	200
Collège Blaise Pascal	organisation d'un voyage scolaire	600
Association des Jeunes Sapeurs Pompiers du Collège de Pierrefort	acquisition de parkas JSP	1 280
Groupe Jeunes Planèze Truyère Football	organisation du 21e Tournoi international Jeunes en 2024	250
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Association Savalaure	organisation de l'animation estivale 2024	300
Ecole Elementaire de Omps	organisation d'une voyage scolaire à Paris	300
Amicale Canine Sud Cantal	championnat de France et grands prix SCC d'obéissance 2024	500
Saint-Mamet Handball en Châtaigneraie Cantalienne	déplacement de licenciés et de parents pour assister à la rencontre Montpellier - Paris Saint-Germain	350
Association des Donneurs de Sang Bénévoles Ytrac, Sansac de Marmiesse, Saint-Paul des Landes	fonctionnement	100
Association "Histoire de Danser"	organisation du Gala de fin d'année le 8 juin 2024	300

La Parlanaise	organisation de la course nature et de la randonnée pédestre du 18 août 2024	300
Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Laroquebrou	fonctionnement	400
Collège Jean Dauzié	organisation d'un voyage scolaire en Alsace en juin 2024	500
APE Le Rouget-Pers	organisation d'un voyage scolaire	660
Association des donneurs de sang de Laroquebrou	fonctionnement	300
Association des donneurs de sang bénévoles Cère et Rance en châtaigneraie	fonctionnement	150
CANTON DE VIC SUR CERE		
Comité des Fêtes de Saint-Simon	acquisition de gobelets	300
APE des Ecoles de Mandailles Saint-Julien, Saint-Cirgues de Jordanne, Lascelle	organisation d'un voyage scolaire au Lioran en janvier 2024	500
Gym Sénior Saint - Simon	fonctionnement 2023-2024 et l'acquisition de matériel	300
Carladès Abans	organisation du festival Deman&PassatDeman en mai 2024	1 000
Ecole de Vézac	organisation d'un séjour classe découverte à Ruynes en Margeride	500
Pétanque Vicoise	acquisition de frigos	500
Club de l'Amitié d'Automne	organisation de sorties découvertes en 2024	500
Ecole élémentaire Etienne Labrunie	organisation d'une classe découverte à Taussat du 29 avril au 3 mai 2024	500
La Boule du Puy Mary	acquisition de tenues de pétanque	500
Union Sportive de la Cère	organisation de tournois en juin 2024	500
ACCA de Lascelles	aménagement du local de chasse	500
CANTON DE YDES		
Les marcheurs de la Sumène	organisation d'un après-midi cabaret au Moulin Bleu à Thiers le 7 mars 2024	300
Ydes Athlétisme Club	organisation d'une manifestation sportive avec des courses en septembre 2024	500
Association Sportive Vebret Antignac	acquisition d'équipements	300
Association "Entre Autres"	organisation du 9e Carrefour du Blues en Sumène Artense en 2024	1 500
Pétanque Joyeuse de la Sumène	création d'une école de pétanque et acquisition de matériels	300
Club La Rencontre	organisation des sorties récréatives pour les adhérents	300
TOTAL		56 677

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-6

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Marie-Hélène ROQUETTE ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 500 euros pour l'association « Les Vieux Camions Rouges du Pays de Pierrefort » ;
- 600 euros pour Les Jardins de Saint-Illide ;
- 500 euros pour l'association « Bande de Rêveurs » ;
- 2 000 euros pour Les Films de l'Ouest.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-7

**Aménagement des Routes Départementales n°319 et n°39 - Communes de Maurs et Murat -
Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- VALIDE les acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n° 319 et n° 39 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n° 319
Aménagement "Le Bouissou" - 01173**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MAURS

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
	C66	108	26141	Terre	97,20	0,00	97,20
	C56 - C64	598	28034	Terre	149,50	1 260,00	1 409,50
	C55	646	13482	Terre	581,40	0,00	581,40
	C54	263	8113	Terre	236,70	0,00	236,70
	C849	276	32391	Terre	248,40	0,00	248,40

**Route Départementale n° 39
Rectification virage "Ezoldebeau" - 01186**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MURAT

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Surface en m²	Nature	Principale et Totale
Commune de MURAT	A281	490	Lande	1,00 € non versé

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-8

Aménagement de la Route Départementale n°319 - Commune de Maurs - Indemnisation de fermiers

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière et notamment l'article L.131-5 ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles.

- **DECIDE** l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-dessous :

Aménagement "Le Bouissou" - dossier 01173

Commune de MAURS - RD 319

Fermiers	Propriétaires	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale
GAEC ROUZIERES		C66	108	Terre	63,71 €	510,00 €	573,71 €
GAEC ROUZIERES		C55	646	Terre	381,09 €	960,00 €	1 341,09 €
GAEC ROUZIERES		C54	263	Terre	155,15 €	420,00 €	575,15 €
GAEC DU PRINTEMPS		C849	276	Terre	124,26 €	480,00 €	604,26 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans ces affaires.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-9

Protocole d'accord pour la mise à disposition d'un terrain sur la Commune d'Alleuze pour les besoins de l'exploitation des réseaux de téléphonie mobile

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- APPROUVE le protocole d'accord avec Monsieur _____ pour mise à disposition d'un terrain lui appartenant sur la Commune d'Alleuze pour les besoins de l'exploitation des réseaux de téléphonie mobile dont le projet est joint en annexe ;

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer ledit protocole d'accord et à verser la redevance annuelle due.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROTOCOLE D'ACCORD CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE TERRAIN

Entre les soussignés :

Monsieur _____, domicilié à _____, 15260 ALLEUZE, propriétaire de la parcelle ZT 57 sur la Commune d'Alleuze (Cantal) ;

Et

Le Département du Cantal, dont le siège est 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC Représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité aux présentes par délibération de la Commission Permanente en date du _____.

Ci-après dénommé « Le Département » ;

Préalablement à l'objet des présentes, il est rappelé ce qui suit :

Le Département a fait sien l'objectif que la population du Cantal puisse accéder dans de bonnes conditions techniques et financières au service de la téléphonie mobile.

Pour les besoins de l'exploitation des réseaux de téléphonie mobile, le Département du Cantal procède à l'installation des équipements techniques sur un terrain, situés au lieu-dit « Chemin Communal de Noux » sur la commune d'ALLEUZE, sur la parcelle cadastrée section ZT 57 dont M. _____ est propriétaire.

Ces équipements techniques sont mis à disposition par le Département aux opérateurs de réseaux et de services de communications électroniques, au sens des dispositions du code des postes et des communications électroniques, autorisés par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) à utiliser les fréquences nécessaires à l'établissement et l'exploitation d'un réseau radioélectrique ouvert au public.

Caractéristiques détaillées de la parcelle concernée :

La parcelle ZT 57 d'une contenance totale de 17 ha 53 a 81 ca est concernée par une surface de 99 ca nécessaire à l'installation des équipements techniques comme défini par le Document d'Arpentage n° 102F du 26 septembre 2006 partie 116 avant le remembrement de 2010 (annexe 5).

Ceci étant exposé, les parties conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DU PROTOCOLE

Monsieur _____ accepte de réserver au Département sur la parcelle cadastrée section ZT 57, située au lieu-dit « _____ » sur la commune d'ALLEUZE, dont les caractéristiques sont définies ci-dessous, la surface nécessaire à l'installation d'un réseau d'émission et de son dispositif d'antennes.

Le présent protocole a pour objet la détermination des droits et obligations respectifs de Monsieur _____ et du Département. Il est expressément convenu que les présentes dispositions seront appliquées dans le respect de la réglementation en vigueur, et qu'en cas de changement de celle-ci, les soussignés se concerteront pour réexaminer et adapter les engagements en conséquence.

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION

Monsieur _____ met à la disposition du Département les surfaces portées au « Plan des emplacements mis à disposition » annexé aux présentes (annexe 1) nécessaires aux installations de radiodiffusion raccordées électriquement sur un comptage séparé installé par le Département.

Ces emplacements sont destinés à des antennes et de faisceaux hertziens, reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements sont destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

La parcelle précitée accueille un pylône équipé d'un dispositif d'antennes et faisceaux hertziens, installé selon les normes techniques agréées par le Ministère chargé des télécommunications (organisme compétent).

Le Département fait son affaire d'obtenir le raccordement de tout fluide nécessaire au fonctionnement des équipements techniques des opérateurs, le branchement EDF, ainsi que le branchement d'une ou plusieurs lignes téléphoniques. Monsieur _____ autorise le Département à effectuer les branchements correspondants aux frais exclusifs de celui-ci.

En contrepartie de la présente mise à disposition, Monsieur _____ demande au Département de relier ou de faire relier cette installation à une terre indépendante à ses frais exclusifs.

ARTICLE 3 : DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION

L'emplacement mis à disposition est strictement destiné à un usage technique et ne pourra pas être utilisé en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

Les équipements installés par le Département sur l'emplacement mis à disposition sont détaillés sur le plan joint aux présentes (annexe n°2).

ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES

Le Département s'engage à maintenir l'accès, à protéger et ne pas endommager les plateformes et repères géodésiques de l'IGN lorsqu'il en existe, de même que les balisages éventuels pour la protection aéronautique. Les équipements techniques installés sont et demeurent la propriété du Département. En conséquence, le Département assumera toutes les charges afférentes aux dits équipements techniques.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit (fin de location, cessation d'activité, ou résiliation), le Département pourra reprendre tout ou partie des équipements techniques qu'il aura installé. Cependant, avant toute procédure de remise en état, les parties se concerteront pour trouver la solution la plus adaptée s'agissant notamment du devenir des installations.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est consentie pour une durée de quinze années (15 ans) à compter du premier jour du mois qui suit sa notification. Elle se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes égales d'un an, sauf dénonciation dans les conditions ci-après.

La partie qui souhaite résilier la présente convention devra en informer l'autre partie au moins trois mois avant l'échéance du terme en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, en cas de retrait, de refus, ou d'annulation de l'autorisation mentionnée dans l'exposé qui précède, en cas de suppression ou non renouvellement des autorisations d'exploiter les réseaux de radiodiffusion ou en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives (notamment perturbations des émissions radioélectriques, changement de l'architecture du réseau, évolution technologique du réseau), le Département pourra résilier la présente convention à tout moment, à charge pour lui de prévenir Monsieur _____ par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception au moins 90 jours à l'avance.

ARTICLE 6 : REDEVANCE D'OCCUPATION

Le Département du Cantal s'acquittera auprès de Monsieur _____ de la somme de SIX CENTS EUROS par an (600 euros par an).

Il est convenu entre les parties que la redevance sera réglée en un seul terme, soit en juillet (à voir), par le Département sur émission d'un titre annuel.

Les parties ont convenu d'un commun accord que la première échéance sera réglée le 1er juillet 2024.

La redevance ne fera l'objet d'aucune révision

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES-ASSURANCES

Le Département déclare avoir souscrit les assurances Responsabilité Civile, Dommages aux biens nécessaires à la couverture des dommages matériels,

corporels, et immatériels consécutifs, résultant de ses biens propres dans la limite des plafonds de garanties et des clauses de ses contrats.

La responsabilité pouvant résulter de l'existence des lieux et des biens mis à disposition par le présent contrat relève des règles du droit administratif.

Le Département est gardien exclusif de ses installations, Monsieur ne garantissant aucune surveillance de celles-ci.

A l'expiration du présent contrat, toutes les dispositions du présent article conservent leur plein et entier effet jusqu'au retrait effectif des équipements des opérateurs.

ARTICLE 8 : CESSION – SOUS-LOCATION

Le DEPARTEMENT s'interdit de sous-louer tout ou partie des biens objet des présentes et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE-LITIGES

Les parties font élection de domicile chacune à l'adresse mentionnée en début du contrat.

Les contestations relatives à l'interprétation ou l'exécution des présentes qui s'élèveraient entre les parties seront soumises à la juridiction compétente. Préalablement à tout recours contentieux, les parties s'efforcent de se rapprocher, dans les plus brefs délais, en vue de parvenir à une solution amiable.

ARTICLE 10 : ANNEXES

La présente convention comporte en annexe les documents suivants :

- Plan des emplacements mis à disposition (Annexe n°1)
- Vue en plan de Sécurité (Annexe n°2)
- Plan d'élévation de sécurité (Annexe n°3)
- Plan de vue d'ensemble (Annexe n°4)
- Document d'arpentage (Annexe n°5)

Toute modification aux présentes devra faire l'objet d'un avenant écrit.

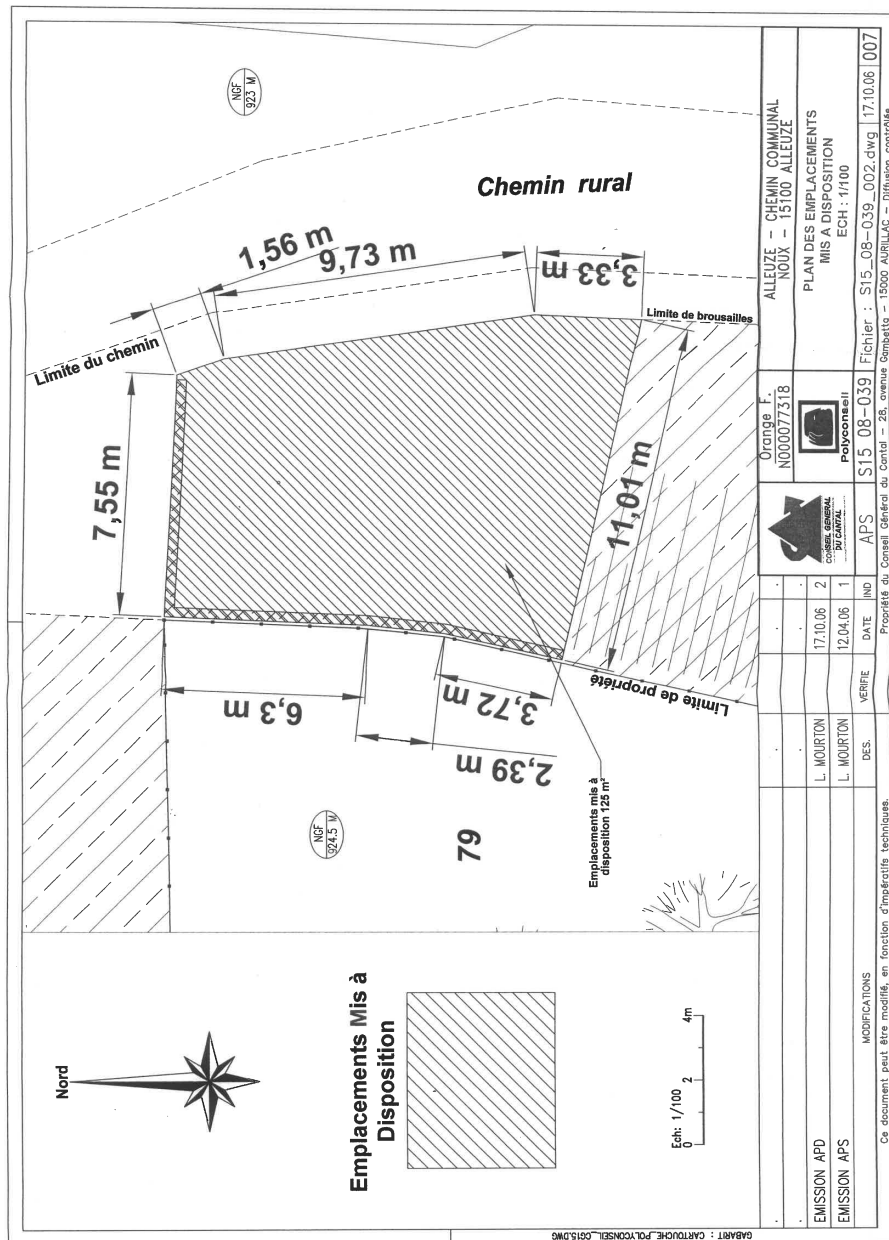
Fait en deux exemplaires originaux,

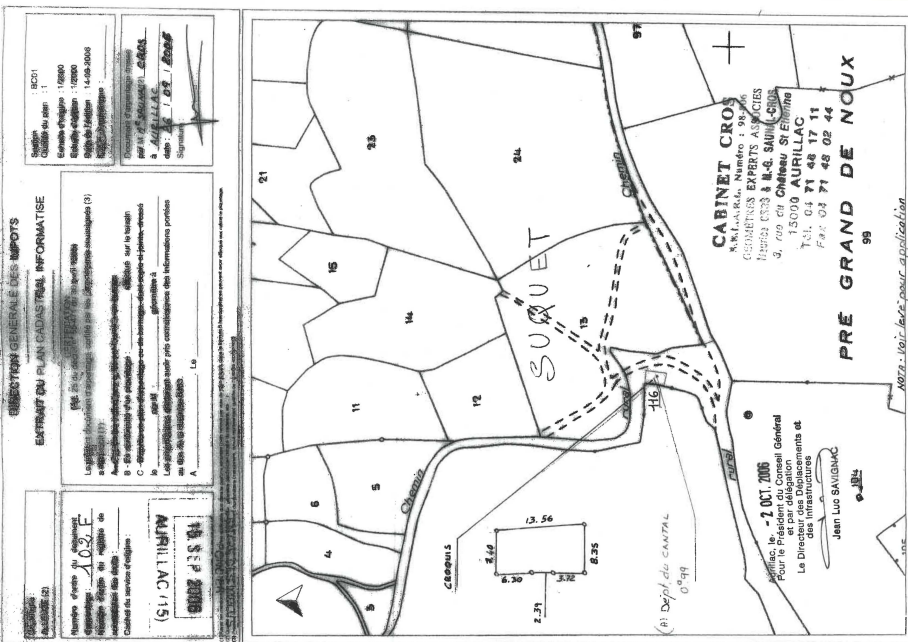
Fait à Aurillac, Le

Le propriétaire,

Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE





Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-10

**Bail entre la société TDF et le Conseil départemental
pour la location d'un terrain sur la Commune de Saint-Jacques-des-Blats destiné à l'installation
et l'exploitation d'un site radioélectrique**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 1110 du Code Civil ;

Considérant que le bail civil signé en date du 1^{er} avril 1998 arrive à échéance, il a été convenu d'établir un nouveau bail pour permettre à la Société TDF de poursuivre l'occupation de la parcelle sur la Commune de Saint-Jacques-des-Blats ;

- APPROUVE le bail entre la Société TDF et le Conseil départemental, consenti pour une durée de 20 ans, pour la location d'une partie de la parcelle cadastrée section B, numéro 609, soit une contenance de 479 m², située sur la Commune de Saint-Jacques-des-Blats et à destiné à l'installation et à l'exploitation d'un site radioélectrique dont le projet est joint en annexe.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer ledit bail et à émettre les titres de recette et recevoir le loyer correspondant.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

BAIL Code Civil

Code IG : 1519201 - Nom du site : St Jacques des Blats 1

Le présent bail ne peut en aucun cas être considéré comme liant les Parties à quelque titre que ce soit sans la signature des personnes compétentes pour les représenter.

BAIL
Conseil Départemental du Cantal / TDF

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département CANTAL, 28 av Gambetta, 15000 Aurillac,

Représentée par Monsieur Bruno Faure, Président du Département,

Agissant au nom et pour le compte dudit Département, en vertu de la délégation qui lui a été conférée en exécution de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 29 mars 2024,

Ci-après dénommée le **"Bailleur"**
d'une part,

ET

TDF, Société par Actions Simplifiée au capital de 166 956 512 €, dont le siège social est 155 bis avenue Pierre Brossolette, 92541 MONTRouGE, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 342 404 399, représentée par Luc Lecoeuvre, agissant en qualité de Responsable Patrimoine Rhône Auvergne, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée **"TDF"**
d'autre part,

Le Bailleur et TDF seront dénommés collectivement les **"Parties"** et individuellement la "Partie".

PREAMBULE

Le Bailleur et TDF ont signé en date du 01/04/1998 un bail civil afin de consentir à la location les Biens loués cités ci-dessous.

Le bail susvisé arrivant à échéance le 31/03/2025, les parties ont convenu de poursuivre l'occupation de TDF conformément aux conditions visées aux présentes.

Il est stipulé entre les Parties que celles-ci agiront de bonne foi et avec une parfaite loyauté pendant la durée du présent bail et ses renouvellements éventuels.

Les parties entendent rappeler également que l'ensemble des clauses du présent bail sont librement négociables au sens de l'article 1110 du Code Civil.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Site radioélectrique, ci-après dénommé "Site" : désigne un emplacement spécialement aménagé en vue de recevoir des stations radioélectriques, lesdits aménagements étant définis ci-après.

Aménagements : sont constitués par un ensemble d'infrastructures comprenant notamment un ou plusieurs pylônes, pylônets, bâtiments, locaux techniques permettant notamment l'installation, la mise en service, l'exploitation, l'entretien des stations radioélectriques.

Station radioélectrique : désigne une ou plusieurs installations d'émission, transmission ou réception, ou un ensemble de ces installations y compris les systèmes antennaires associés, les multiplexeurs et chemins de câbles ainsi que les appareils accessoires, localisés au sol ou aériens, dont l'ensemble constitue les équipements radioélectriques, nécessaires à la fourniture de communications électroniques.

Communications électroniques : "émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons par voie électromagnétique" (article L.32 du Code des Postes et Communications Electroniques).

ARTICLE 2 - OBJET

Le présent bail définit les conditions dans lesquelles le Bailleur loue à TDF les biens décrits à l'article "DÉSIGNATION DES BIENS LOUÉS" ci-après, selon les dispositions du Code civil sur le louage.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES

Le présent contrat est formé d'un ensemble d'articles numérotés de 1 à 30, et des Annexes dénommées comme suit :

- ANNEXE 1 : Plan de situation des Biens loués
- ANNEXE 2 : Copie du titre de propriété des Biens loués
- ANNEXE 3 : Délibération autorisant le Bailleur
- ANNEXE 4 : Conditions d'accès aux Biens loués

ARTICLE 4 - RESILIATION DU OU DES CONVENTIONS ANTERIEURES

La prise d'effet du présent bail emporte résiliation amiable par les deux parties de la ou des conventions antérieures relatives aux Biens loués.

ARTICLE 5 - DESIGNATION DES BIENS LOUES

Le Bailleur loue à TDF, qui accepte, les biens désignés ci-dessous (dénommés "**Biens loués**"), conformément au plan joint en annexe 1, qui fait intégralement partie du présent contrat :

- Une partie de la parcelle cadastrée B 609 pour une contenance de 479 m² (plan en annexe), sur la commune Saint-Jacques-des-Blats, lieu-dit Plomb du Cantal.

A la date de la signature du présent bail, les Parties précisent qu'il existe sur cette parcelle :

- des adductions aériennes ou souterraines pour le raccordement en énergie et les liaisons filaires de télécommunications, nécessaires au bon fonctionnement.

Ces éléments étant et demeurant la propriété exclusive de TDF, ce que le Bailleur reconnaît expressément pour l'avoir accepté lors du précédent bail.

La structure métallique implantée au-dessus du bâtiment appartient à TDF pour avoir été financées par elle.

ARTICLE 6 - DESTINATION DES BIENS LOUES

Les Biens loués sont destinés à l'installation et l'exploitation de site radioélectrique qui seront la propriété de TDF, ceci afin de :

- fournir tout service de communications électroniques à titre principal, connexe ou accessoire, directement ou indirectement, à l'aide de moyens appropriés, et/ou

- y établir et/ou exploiter tout réseau de communications électroniques et/ou tout équipement ou infrastructure participant à un tel réseau ; et/ou

- y effectuer toutes opérations en rapport avec des activités de communications électroniques (telle que, sans que cette liste soit limitative, un contrat de sous location, une prestation d'accueil et/ou de maintenance de tout ou partie d'une station radioélectrique exploitée par un opérateur tiers) notamment en application du droit sectoriel des communications électroniques.

Les Aménagements, lorsqu'ils sont réalisés ou acquis par TDF, demeurent sa propriété pleine et entière, y compris à l'expiration du bail.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'UTILISATION DES BIENS LOUÉS

7-1 TDF peut développer toute activité sur le Site installé sur les Biens loués, dans le respect de la destination de ceux-ci définie à l'article "**DESTINATION DES BIENS LOUÉS**".

7-2 Le Bailleur s'engage à respecter et à faire respecter par tout tiers le droit d'usage des Biens loués consenti à TDF et à ne pas porter atteinte à l'intégrité du Site. A cet effet, en aucun cas les Biens loués ne peuvent être utilisés et/ou modifiés par le Bailleur, ainsi que par les préposés et sous-traitants de ce dernier pendant toute la durée d'application du présent bail.

Il est entendu que les Biens loués définis à l'article "**DÉSIGNATION DES BIENS LOUÉS**" ne pourront être mis à disposition par le Bailleur à des tiers pendant la durée du Bail.

7-3 Dans l'hypothèse où le Bailleur serait dans l'obligation d'effectuer des travaux indispensables au maintien en l'état des Biens loués et susceptibles d'interrompre le fonctionnement et/ou l'exploitation du Site, le Bailleur s'engage à informer TDF par lettre recommandée avec accusé de réception de cette opération, en respectant un préavis minimum de 6 mois. En cas d'urgence, le Bailleur saisit sans délai TDF, et les parties négocient entre elles les conditions de réalisation de ces travaux.

Les travaux visés à l'alinéa précédent ouvrent à TDF le droit de signifier au Bailleur par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, la suspension du bail pendant toute la durée desdits travaux.

En toute hypothèse, les préjudices financiers directs et indirects subis par TDF du fait de ces travaux seront à la charge du Bailleur.

7-4 Sauf accord préalable de TDF ou péril imminent relatif à la sécurité, le Bailleur ne pourra intervenir sur le Site.

7-5 TDF s'engage à respecter pour l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien d'un Site les normes et recommandations en vigueur sur le territoire français. TDF s'engage à répondre dans un délai raisonnable à toutes les préconisations que la loi et/ou les règlements imposeraient en France, même dans le cas où celles-ci nécessiteraient l'arrêt définitif ou temporaire de l'exploitation du Site et ce, dans les délais impartis par ces mêmes lois et règlements.

Le loyer ne sera pas dû pendant la période d'arrêt temporaire.

En cas d'arrêt définitif, le bail sera résilié de plein droit sans qu'aucune indemnité ne soit due au Bailleur à ce titre.

ARTICLE 8 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

TDF fait personnellement son affaire d'obtenir toutes les autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien d'un Site. Elle est autorisée à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme requise par la réglementation en vigueur (permis de construire, déclaration préalable, etc...).

A cet effet et aux termes des présentes, le Bailleur donne dès à présent à TDF son accord permettant l'accomplissement des formalités susvisées.

ARTICLE 9 - TRAVAUX

Les travaux nécessaires à l'installation, la mise en service des Aménagements et Stations radioélectriques, l'exploitation et la modification du Site et des Biens loués sont réalisés aux frais, risques et périls de TDF. Les travaux seront effectués dans le respect des normes techniques et règles de l'art.

TDF pourra procéder à l'implantation et au maintien, sur les Biens loués et/ou sur les parcelles dont Bailleur est propriétaire, en aérien ou en sous-sol, des câbles, gaines, chemins de câble, lignes et fourreaux nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux connexions du Site de TDF (y compris Fibre Optique), aux réseaux filaires de communications électroniques présents sur le domaine public à proximité des Biens loués.

Le Bailleur autorise dès à présent TDF à exécuter ou à faire exécuter tous travaux nécessaires à l'activité déployée sur les Biens loués conformément à la destination précisée à l'Article "**DESTINATION DES BIENS LOUÉS**" du présent bail.

ARTICLE 10 - IMPLANTATION DU PYLONE

Le cas échéant, TDF procédera au remplacement de l'installation technique du pylône et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.

ARTICLE 11 - COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE

Dans l'hypothèse où un tiers solliciterait du Bailleur l'autorisation d'installer des équipements techniques à proximité des Biens loués, le Bailleur s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à ce que soient réalisées, sans que la charge financière en soit supportée par TDF, des études de compatibilité électromagnétique avec les équipements techniques constitutifs du Site de TDF et leur éventuelle mise en compatibilité. TDF s'engage à transmettre au Bailleur les informations nécessaires à la réalisation des études de compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère techniquement impossible à réaliser, ou si le tiers renonce à la réaliser pour quelque motif que ce soit, le Bailleur s'engage à refuser son accord à l'installation desdits équipements techniques projetés par le tiers.

ARTICLE 12 - ALIMENTATION ELECTRIQUE

TDF conservera son alimentation électrique telle qu'elle a pu être consentie lors du précédent bail.

ARTICLE 13 - ENTRETIEN DES BIENS LOUES

Le Bailleur s'oblige aux charges de gros entretien des Biens loués, conformément à l'article 1720 du Code civil.

TDF maintient en bon état les Biens loués pendant toute la durée du bail.

ARTICLE 14 - ACCES AUX BIENS LOUES

Le Bailleur autorise les personnels de TDF, ses sous-traitants, préposés et tout tiers autorisés par TDF, à accéder aux Biens loués à tout moment, suivant les modalités préalablement définies en annexe 4, faisant partie intégrante du présent bail.

Le Bailleur fait bénéficier TDF des servitudes éventuelles dont lui-même est bénéficiaire. Si ces servitudes n'existent pas, TDF pourra demander au Bailleur d'exercer son droit à servitude, notamment de passage.

Le Bailleur accorde un droit de passage temporaire sur les terrains dont il est propriétaire, aux fins de permettre le passage de tout véhicule nécessaire à la construction et l'évolution du site et à l'entretien des Biens loués par TDF. Toute dégradation causée par TDF est interdite et fera, le cas échéant, l'objet d'une remise en état au titre de l'article 1240 du Code civil.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

Le Bailleur assure les Biens loués et est couvert par une assurance "responsabilité civile".

Le Bailleur maintiendra ses assurances pendant toute la durée du bail.

TDF s'oblige à justifier au Bailleur, à première demande de celui-ci, d'une assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile professionnelle au cas où celle-ci serait engagée.

Le Bailleur et ses assureurs renoncent à tout recours contre TDF, les mandataires de TDF et les assureurs des personnes précitées, au titre du présent bail, au-delà de 7.600.000 euros par sinistre et par an.

ARTICLE 16 - DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de Vingt ans (20) années à compter du 01/01/2024

A l'expiration de cette période initiale, le présent bail est ensuite renouvelé dans les mêmes termes et aux mêmes conditions par périodes de dix (10) ans, sauf dénonciation par le Bailleur, par lettre recommandée avec accusé de réception, vingt-quatre (24) mois au moins avant la fin de la période contractuelle en cours.

La dénonciation envoyée par le Bailleur à TDF devra mentionner obligatoirement une proposition à entrer en pourparlers pour le renouvellement de bail au profit de TDF.

A compter de la réception de la lettre signifiant à TDF la dénonciation de la tacite reconduction, les Parties disposeront de 6 mois pour convenir des modalités de poursuite de l'occupation par TDF. A défaut d'accord, le préavis, non suspensif, se poursuivra jusqu'à son terme et TDF devra restituer les Biens loués en application de l'article "RESTITUTION DES BIENS LOUÉS".

Par dérogation à ce qui précède, le Bailleur sera dispensé de mentionner à sa dénonciation de bail une proposition à entrer en pourparlers avec TDF lorsqu'il projette, sur les Biens loués, (i) d'édifier toute construction autre que celle relative à l'activité de TDF ou (ii) de reprendre l'emplacement à des fins personnelles.

ARTICLE 17 - LOYER

17-1 Calcul du loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant le versement d'un loyer annuel comprenant :

- une partie fixe, couvrant la location des biens définis à l'article "DÉSIGNATION DES BIENS LOUÉS" et l'utilisation du Site pour les services audiovisuels, pour les services de Communications électroniques à caractère de service public (gendarmerie, police nationale, service de lutte contre l'incendie, SAMU...) ou des services locaux à caractère d'intérêt général, ainsi que pour les services type Machine to Machine d'un montant de Deux mille Euros (2 000 €)

- une partie variable forfaitaire, calculée en fonction du nombre d'opérateurs de Communications électroniques justifiant d'un contrat d'accueil et/ou commercial avec TDF et ayant la propriété d'équipements installés fournissant un service de téléphonie mobile au public, d'un montant de Deux mille Euros (2 000 €) par opérateur.

Au jour de la signature du présent bail, compte tenu de la présence de Trois opérateurs de Communications électroniques disposant d'équipements installés fournissant un service de téléphonie mobile au public, le loyer s'élève à Huit mille Euros (8 000 €) net. Le Bailleur déclare ne pas être assujéti à la TVA.

Si le Bailleur, en cours de bail, devait opter pour un assujettissement à la TVA, le montant net du loyer sera alors augmenté de la TVA en vigueur au jour où le loyer est exigible.

Le montant du loyer sera donc majoré de la part variable correspondante, par l'arrivée de tout nouveau client ou service sur le Site. Le montant de l'augmentation pour la première année, sera calculé prorata temporis entre la date de mise en service des équipements et le 31 décembre de l'année en cours.

Le montant du loyer sera minoré de la part variable correspondante, par le départ de tout client ou service sur le Site. Le montant de la minoration pour l'année de départ, sera calculé prorata temporis entre la date de départ des équipements et le 31 décembre de l'année en cours.

TDF s'engage à informer le Bailleur, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la date d'entrée sur le site ou de départ du site de tout client ou équipements visé à la partie variable.

Le loyer comprend toutes les charges à l'exception des taxes locatives, prestations, fournitures particulières afférentes aux Biens loués qui seront payées directement par TDF.

17-2 Modalités de paiement du loyer

Le Loyer est payé par avance annuellement sur présentation d'un avis de sommes à payer établi par la perception dont dépend le Bailleur. Afin que le règlement puisse être effectué dans les meilleures conditions, l'avis de sommes à payer devra comporter les indications suivantes :

- Centre De Responsabilité (CDR) : PA22

- Code IG (Identifiant Géographique) du site : 1519201

Les avis de sommes à payer sont à adresser à :

*TDF
TSA 92002
59711 LILLE CEDEX 9*

Le paiement est réalisé durant le mois de Janvier par virement à 30 jours à compter de la date d'émission de l'avis de sommes à payer.

Le virement est réalisé sur le compte N° C1520000000 ouvert à la banque de France, code établissement 30001, code guichet 00161, clé 57.

Le paiement du premier loyer est exigible dès la date de prise d'effet du présent bail. Il est calculé prorata temporis depuis la date d'effet du bail jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

17-3 Révision du loyer

Le loyer est révisable à l'expiration de chaque année civile, sur la base de l'indice du coût de la construction ICC publié par l'INSEE.

La première révision aura lieu le 1er janvier de l'année suivant la signature (et au moins au terme d'une année complète) et l'indice de référence est le dernier indice ICC du 2ème trimestre publié à la date de signature de l'acte.

Pour chaque révision à intervenir, l'indice de référence sera comparé à celui du même trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour le rajustement suivant et ainsi de suite.

Les Parties conviennent expressément qu'en fonction de la variation de l'ICC, la révision s'effectuera de la manière suivante :

- si la variation annuelle de l'ICC est comprise entre 0% et 2 %, le loyer sera augmenté conformément à la variation de l'indice ;

- si la variation annuelle de l'ICC est négative, le loyer ne subira pas de baisse et restera identique au loyer de l'année précédente ;

- si la variation annuelle de l'ICC est supérieure à 2 %, le montant du loyer sera forfaitairement réévalué de 2 %.

Si l'indice choisi cessait d'être publié ou ne pouvait être appliqué pour quelque cause que ce soit, le rajustement se ferait sur la base de l'indice de remplacement qui serait alors publié, avec application, le cas échéant, du coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties conviennent de lui substituer un indice choisi d'un commun accord entre elles.

A défaut d'accord entre les Parties, l'indice de remplacement sera déterminé par un arbitre choisi par les Parties ou désigné, faute d'accord entre elles, par le juge des référés compétent, statuant sur requête de la Partie la plus diligente.

ARTICLE 18 – IMPÔT ET TAXES

TDF s'engage à acquitter tous impôts et taxes qui relèvent de son activité.

ARTICLE 19 - CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de refus de l'une des autorisations mentionnées à l'article "AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES", nécessaires à l'implantation et l'exploitation du Site radioélectrique, le présent bail pourra être résolu, de plein droit, à l'initiative de TDF. Dans cette hypothèse, le Bailleur conservera, à titre d'indemnité, le loyer versé par TDF au titre de la période courant jusqu'à la date de signification par TDF au Bailleur, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, de la réalisation de la clause résolutoire.

TDF procédera, s'il y a lieu, à la remise en état des Biens loués.

ARTICLE 20 - RESILIATION

Dans l'éventualité où TDF n'aurait plus l'utilité des Biens loués, par suite de l'évolution des techniques ou pour toute autre cause, elle pourrait résilier le présent bail à tout moment, moyennant le respect d'un préavis de douze (12) mois signifié au Bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 - OPPOSABILITE DU BAIL

En cas de mutation des Biens loués, le Bailleur s'engage à informer de l'existence du bail et de l'existence des Aménagements et à communiquer le présent bail à tout cessionnaire, et à lui rendre opposable l'ensemble des dispositions qui y sont contenues.

ARTICLE 22 - RESTITUTION DES BIENS LOUES

A la cessation du bail, pour quelle que cause que ce soit, lesdits Aménagements devront être enlevés et les Biens loués remis en leur état initial par TDF, sauf si un accord préalable entre les parties en décidait autrement.

ARTICLE 23 - DROIT DE PREEMPTION CONVENTIONNEL

Pendant toute la durée du bail et de ses renouvellements éventuels, le Bailleur accorde à TDF un droit de préemption pour l'achat des Biens loués.

Ainsi, dans le cas où le Bailleur souhaite vendre la pleine propriété ou en démembrement tout ou partie du ou des terrains d'assiette des Biens loués, le Bailleur devra proposer la vente en priorité à TDF par lettre recommandée avec avis de réception en indiquant le prix et les conditions de la vente projetée et, le cas échéant, les coordonnées exactes du ou des acheteur(s) intéressé(s).

A compter de la réception par TDF de la lettre recommandée mentionnant l'offre de vente du Bailleur, TDF disposera d'un délai d'un mois pour accepter l'offre ou formuler une contre-proposition.

A l'expiration du délai susvisé si les Parties ne sont pas parvenues à un accord ou si TDF n'a pas répondu, TDF sera déchu de plein droit de son droit de préemption et cela n'emportera aucune modification du Bail qui se poursuivra dans les mêmes conditions et notamment sa transmission à tout nouvel acquéreur le cas échéant.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans l'hypothèse où les Parties n'ont pas conclu d'accord pour la vente susvisée et que le Bailleur décide de modifier à la baisse le prix et les conditions de la vente projetée, le Bailleur devra en aviser préalablement TDF par lettre recommandée avec avis de réception afin que TDF puisse se positionner selon les nouvelles conditions du Bailleur à peine de nullité de la vente avec le tiers acquéreur. TDF disposera alors d'un délai de quinze jours pour y répondre favorablement. Passé ce délai ou silence gardé par TDF, cela vaudra renonciation au bénéfice du droit de préemption.

Il est d'ores et déjà convenu que TDF prendra à sa charge les droits de mutation et les frais de notaires. De même, les frais de bornage et le coût des diagnostics obligatoires seront également pris en charge par TDF. Le Bailleur restera seul redevable des éventuelles plus-values immobilières et tout autre taxe ou impôt lui incombant normalement dû en pareille vente.

La vente sera soumise à minima à la levée des conditions suspensives suivantes : (i) absence de toutes suretés sur les Biens vendus (ii) purge de tout droit de préemption.

ARTICLE 24 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le présent bail étant un élément permettant la pérennité de l'activité de TDF, le Bailleur s'engage à conserver strictement confidentiel le Bail y compris ses annexes. En conséquence, le Bailleur s'interdit de communiquer, directement ou indirectement et sous quelle que forme que ce soit, à aucun tiers les faits et les termes du Bail sauf accord préalable de TDF.

Le Bailleur pourra toutefois divulguer les faits et les termes du Bail sans accord préalable de TDF :

- à ses avocats, notaires, comptables, assureurs qui ont strictement besoin d'avoir accès à ces informations dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions et uniquement dans la limite de ce dont ils ont besoin et de ce qui est exigé par la loi, étant observé que chacune des Parties sera réputée responsable des manquements de ses préposés ou mandataires ;
- aux éventuels acquéreurs des Biens loués visés à l'article "**DÉSIGNATION DES BIENS LOUÉS**" du Bail ;
- aux administrations et organismes de tutelle et de contrôle en cas de nécessité ;
- devant les tribunaux en cas de nécessité.

Tout manquement par le Bailleur aux stipulations ci-dessus est susceptible d'engager sa responsabilité contractuelle.

ARTICLE 25 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET LUTTE ANTI-CORRUPTION ET ANTI-BLANCHIMENT

Conformément à la Loi « Informatique et Libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et de l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018, il est précisé que le Bailleur peut obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre des présentes et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications à TDF. Ces informations sont exclusivement utilisées pour la gestion des baux.

Afin de s'assurer de l'identité du bailleur et de sa qualité à signer les présentes, le Bailleur a communiqué la copie de documents qui seront annexées ci-dessous.

Le Bailleur réitère son accord quant à la transmission de ces pièces et accepte sa conservation par TDF.

TDF déclare qu'il conservera ces annexes aux seules fins de la gestion de ce bail et afin de faciliter l'enregistrement du bail. Tout autre usage est interdit.

Le Bailleur pourra s'il le souhaite demander restitution de ces annexes ou leur destruction.

TDF et le Bailleur s'engagent pendant la durée des présentes, à respecter l'ensemble des lois applicables, y compris mais de façon non limitative, les lois anti-corruption et anti-blanchiment applicables en France et le cas échéant à l'international.

Les engagements pris sont développés dans le Code d'éthique du Groupe TDF (version française) disponible à l'URL suivant : <https://www.tdf.fr/groupe/nos-engagements> (cf. fichier .pdf "Code d'éthique du Groupe TDF").

ARTICLE 26 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent bail fera l'objet, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, d'une recherche d'accord amiable entre les parties.

A défaut d'un accord dans un délai de 3 mois après la survenance d'un tel différend, le litige sera porté, à l'initiative de la partie la plus diligente, devant la juridiction compétente du lieu de situation des Biens loués.

ARTICLE 27 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

Le Bailleur, à l'adresse indiquée en tête des présentes.

TDF, sis 114 route des Echets 01390 Tramoyes.

Toute notification à effectuer dans le cadre des présentes sera faite par écrit aux adresses susvisées.

ARTICLE 28 - ENREGISTREMENT DU BAIL

Tous les frais, droits et honoraires de rédaction du présent acte et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés et acquittés par TDF qui s'y oblige.

Ainsi TDF prendra à sa charge les frais relatifs à l'enregistrement du bail par un notaire.

Le Bailleur s'engage à réitérer son engagement de louer par bail authentique et, le cas échéant, à faire certifier sa signature relative à la procuration qui lui sera transmise dans le cadre de la signature du bail authentique.

ARTICLE 29 - COORDONNEES DU BAILLEUR

Pour faciliter les échanges relatifs au présent bail

Nom(s) : Philippe Mourgues

Courriel(s) : pmourgues@cantal.fr

Tél(s) : 0471462164

Coordonnées (mail + tél) de la perception dont dépend le Bailleur : Trésor public 15

ARTICLE 30 - COORDONNEES DU RPS

Sans préjudice des dispositions de l'article 26, pour faciliter les échanges relatifs au présent bail :

TDF :

Nom du Responsable Patrimoine : Luc Lecoeuvre

Courriel : luc.lecoeuve@tdf.fr

Tél : 0472262884

Fait à Aurillac

Le/...../.. Le/...../..

Fait en Deux exemplaires originaux.

Le Bailleur	TDF

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

[colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION ANCIENNE										SITUATION NOUVELLE									
PRÉFIXE : 000					PRÉFIXE : 000					PRÉFIXE : 000					PRÉFIXE : 000				
SECTION	N° DE PLAN	CONTENANCE	SECTION	N° DE PLAN	CONTENANCE	NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE	N° DE LOT DE LOTISSEMENT	CONTENANCE	CARACTÉRISTIQUES DES COMPENSATIONS DES RÉSULTATS	DATE	LEZ	INDIC	MOYEN DE CULTURE	CLASSE	CONTENANCE				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16				
B3	609	18 45 05		a	18 40 26	DEPARTEMENT DU CANTAL		18 40 26	S. graphique										
				b	4 79	DEPARTEMENT DU CANTAL		4 79	SS-90% \Rightarrow -1393										
									régle 110° \Rightarrow 0										
									Total : -1393										
TOTAL		18 45 05		TOTAL	18 45 05				Vérifié et numéroté						TOTAL				

, le

11) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C...

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-11

Forfait Autonomie au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article D.312-159-5 ;

Vu la délibération n° 23CD05-16 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant l'inscription des crédits de fonctionnement au titre de l'action sociale pour 2024 ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 adoptant le budget principal du Département et le budget annexe de la Conférence des financeurs pour 2024 ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie du 11 janvier 2024 portant sur le forfait autonomie alloué à la Résidence de l'Auzelaire à Mauriac au titre de l'exercice 2024 ;

- **FIXE** à 21 757,84 € le forfait autonomie total alloué à la Résidence de l'Auzelaire à Mauriac.

Le montant des dépenses concernant le forfait autonomie d'un total de 21 757,84 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 65113, fonction 4231 du Budget principal du Département.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-12

Convention relative à l'attribution d'une subvention à la Fédération des Centres sociaux et socio-culturels du Cantal dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Prise en compte des spécificités des gens du voyage"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°23CP09-14 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 novembre 2023 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités des gens du voyage » ;

Considérant l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Fédération Départementale des Centres Sociaux et Socio-culturels ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et la Fédération Départementale des Centres Sociaux et Socioculturels du Cantal pour la mise en place d'ateliers thématiques à destination des gens du voyage dont le projet est joint en annexe.

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Conseil départemental à hauteur de 23 984 euros pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DU CANTAL
POUR LA PRISE EN COMPTE DES SPÉCIFICITÉS DES GENS DU VOYAGE**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 29 mars 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DU CANTAL, 68 Bd Louis Dauzier, 15000 AURILLAC, représentée par sa Présidente, Madame Brigitte CHAVIGNIER, ci-après désignée par les termes « **la FDCS** »

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°23CP09-14 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 novembre 2023 approuvant le lancement de l'appel à projets « Prise en compte des spécificités des gens du voyage » ;

Vu la délibération n°24CP03-xx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 mars 2024.

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la Fédération Départementale des Centres Sociaux et Socio-culturels ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2018 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

Afin de garantir l'application effective de ce droit et de prendre en compte la diversité des profils, des parcours et des besoins des publics en insertion, le Département du Cantal a conventionné avec plusieurs structures partenaires pour qu'elles accompagnent des allocataires du RSA en tant que référent unique.

Le Conseil départemental du Cantal a manifesté la volonté de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des gens du voyage en situation de précarité.

C'est ainsi que le Conseil départemental a publié un appel à projets (AAP) en 2024 afin de prendre en compte les **spécificités des gens du voyage** et répondre aux problématiques telles que **l'illettrisme, les difficultés d'accès aux soins, la parentalité et l'insertion professionnelle**.

Cet appel à projets s'inscrit dans la mise en œuvre du PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025 et notamment l'engagement n° 4 « Prise en compte des spécificités de chacun », et de la fiche action n°16 « Proposer un accompagnement adapté aux gens du voyage ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Département confie à la FDCS la mission de développer des réponses adaptées aux publics des gens du voyage présentant des besoins spécifiques, afin d'en favoriser l'inclusion tant sociale que professionnelle.

La Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels du Cantal est en charge d'assurer la mise en œuvre du projet d'accompagnement des gens du voyage dont l'objectif est d'assurer la coordination des deux centres sociaux (Aurillac et Saint-Flour), en garantissant une présence régulière sur les aires d'accueil des gens du voyage et favorisant un partenariat local.

Les actions et services proposés par la FDCS doivent permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle (action d'insertion, aide à la parentalité, accès aux droits, lutte contre l'illettrisme...).

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE LA FDCS

Par la présente convention, la FDCS s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « Prise en compte des spécificités de chacun : proposer un accompagnement adapté aux gens du voyage ».

Son projet d'insertion a pour but de :

- Prévenir l'isolement et les réflexes de repli communautaire des résidents des aires d'accueil des gens du voyage et tendre vers une amélioration des conditions de vie des familles et des enfants ;
- Identifier les freins à l'accès aux dispositifs de droit commun ;
- Aider à l'insertion économique et sociale, veiller à l'accès à l'éducation, la culture, la santé, et l'accès au droit commun.

La Fédération Départementale des centres sociaux mobilisera et coordonnera les centres sociaux intervenants auprès des aires d'accueil des gens du voyage, avec pour objectifs de :

- Sensibiliser et mobiliser les familles du voyage à la scolarisation des enfants et des adolescents.
- Favoriser l'accès aux loisirs des parents, enfants et des jeunes.
- Atténuer les freins à la mobilité en facilitant les déplacements vers les dispositifs de droit commun présents sur la ville.
- Faire le lien avec les structures d'emploi et d'insertion pour des demandes particulières.

Grâce à la coordination des deux centres sociaux (Aurillac et Saint-Flour) et des relations partenariales locales, la FDSC mettra en œuvre des ateliers collectifs thématiques, notamment sur l'aire d'accueil des Dinandiers à Aurillac et l'aire d'accueil de la Touête à Saint-Flour.

Afin de répondre à l'ensemble des besoins des publics, la FDSC s'engage à trouver des solutions également pour les personnes issues de la communauté Gens du Voyage qui ne résideraient pas sur les aires d'accueils principales (Ytrac, l'Aire des Granges (Arajon-sur-Cère), etc.).

Conformément à l'offre de service proposée dans sa candidature, l'accompagnement se déroulera lors des ateliers thématiques suivants :

- Atelier parentalité (134h / 5 couples par atelier) ;
- Ateliers « loisirs créatifs » et lien social (201 heures / 10 adultes par atelier) ;
- Atelier d'accompagnement vers le numérique (134h / 5 personnes par groupe) ;
- Un projet d'insertion professionnelle des jeunes gens du voyage à travers la préparation du code (134 heures / 5 jeunes par groupe).

La FDSC s'engage également à mettre en œuvre des sessions d'informations et d'orientations du public vers les dispositifs d'insertion professionnelle en établissant des passerelles entre les acteurs de ce domaine et la communauté des gens du voyage. L'objectif étant d'attirer les partenaires vers la communauté des gens du voyage et ensuite orienter cette dernière vers la mobilisation des dispositifs.

La FDSC s'engage également à faire appel lorsque nécessaire à tout partenaire extérieur nécessaire à la qualité du contenu des ateliers, en fonction des thématiques travaillées.

Les ateliers peuvent permettre la mise en réseau et l'intervention de partenaires afin de répondre aux besoins exprimés par les gens du voyage ou aux problématiques repérées par les centres sociaux.

Pour le bon déroulement des ateliers, de leur suivi et leur évaluation, la FDSC s'engage à :

- Positionner le public cible au moyen d'une fiche de prescription établie par le Conseil départemental, le prescripteur habilité ou le centre social lui-même en s'assurant de l'adhésion du bénéficiaire. Elle sera co-signée des deux parties ensuite adressée à la FDSC par l'intermédiaire du chef de projet insertion ;
- Tenir un tableau à jour recensant les données de suivi des participants par atelier et par année ;
- Faire émarger les participants à chaque atelier ;
- Organiser un comité de suivi tous les 6 mois pour délivrer des données qualitatives et quantitatives relatives aux participants, échanger sur le déroulement de la présente convention, etc.
- Etablir des points réguliers avec le Service Emploi Insertion et notamment le chef de projet insertion durant la durée de la convention pour échanger sur le déroulement de l'action.

Il est à noter que la participation des allocataires du RSA aux ateliers devra impérativement figurer sur le Contrat d'Engagement Réciproque ou le Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi établi avec le référent unique, et à ce titre, la FDSC s'engage à informer celui-ci de toute entrée.

La coordination entre les différents acteurs est primordiale tout au long du parcours.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNE

La FDSC propose d'accompagner **70 gens du voyage** sur la durée de la convention pouvant être identifiés par les services du Conseil départemental, les partenaires intervenants dans leurs parcours et les centres sociaux.

Il est à noter qu'une même personne pourra participer à plusieurs ateliers ; les ateliers fonctionnent également en entrées-sorties permanentes répondant aux besoins des gens du voyage suivant les thématiques.

Afin d'apporter une solution à l'ensemble des gens du voyage cantalien, la FDSC propose de répartir les ateliers sur l'ensemble du territoire, en dispensant les ateliers à la fois sur les territoires d'Aurillac et à la fois sur le territoire de Saint-Flour.

Le volume de personnes accompagnées et la répartition par territoire pourront faire l'objet d'ajustement lors des comités de suivis, en fonction de la présence des gens du voyage sur les aires et de leur adhésion.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS A DISPOSITION

Pour l'accompagnement des gens du voyage, la FDSC met à disposition une coordinatrice, les référents des centres sociaux (enfance, jeunesse, famille) et des bénévoles.

La précision des équivalences temps plein est à fournir par la FDSC pour plus de précisions des modalités de financement.

La FDSC met à disposition l'ensemble des moyens matériel et humain nécessaire au bon déroulement des ateliers.

La FDSC s'engage à informer le service emploi insertion du Cd15 de tout changement ou de toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre de la convention.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total prévisionnel de l'opération est de **32 984 €** pour la durée de cette convention (du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024).

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est fixée à un montant de **23 984 euros maximum**, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de **72,71 % du coût total de l'opération**.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

La subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de **11 992 euros**, soit une avance de **50 % du montant prévisionnel**, mise en paiement dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de la FDSC selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

ASSOCIATION : Fédération des Centre sociaux et socioculturels du Cantal
Domiciliation bancaire : Agence pro Aurillac (048828)
N° IBAN : FR 76 1680 6048 2130 6175 9600 173
BIC : AGRIFRPP868

ARTICLE 8 - ÉCHANGES D'INFORMATIONS- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES- CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les parties sont susceptibles de recueillir et échanger des données personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant des lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Toute donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès dans le cadre de la présente convention, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre de son objet.

Ces données personnelles sont conservées par la FDSC pendant la durée de mise en œuvre de la présente convention et seront détruites par ce dernier à son terme, sauf disposition législative ou réglementaire contraire.

Conformément à la loi « Informatique et Liberté », les bénéficiaires pourront exercer leurs droits d'accès aux données, de rectification ou d'opposition en contactant le délégué à la protection des données du Département à l'adresse suivante : dpo@cantal.fr ou à Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac.

En cas de violation de ces données personnelles traitées par le FDSC (perte, vol, divulgation, altération, ...), celle-ci en informe le délégué à la protection des données du Département dans un délai de 48h après en avoir pris connaissance.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des informations échangées dans le cadre de la présente convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

8.1 Utilisation de la subvention

La FDSC accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, La FDSC s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, La FDSC s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- La FDSC s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.
- Toute communication ou publication de la FDSC, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

La FDGS s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

La FDGS s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de la FDGS le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

La FDGS devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 7-2, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à la FDGS en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à la FDGS de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Suivi du participant

a) Fiche de prescription

Chaque participant à l'opération fera l'objet d'une prescription co-signée avec son prescripteur. Cette fiche permet d'orienter le participant sur les ateliers thématiques. Une fois complétée et signée, la prescription sera transmise par le référent à la FDGS par l'intermédiaire du chef de projet insertion.

Lorsque l'entrée du participant est validée par la FDGS, la fiche de prescription est complétée par le candidat avec la date d'entrée (date de participation au premier atelier).

A défaut de fiche de prescription individuelle, la FDGS s'engage à fournir une liste nominative des personnes ayant participé aux ateliers sans prescription préalable.

b) Feuille d'émargement

Chaque participant émargera lors de sa participation aux ateliers.

En cas d'absence, le participant devra justifier du motif en fournissant un justificatif écrit.

A défaut de justificatif écrit, au bout de deux absences injustifiées, la FDGS transmettra l'information au Service Emploi Insertion en temps réel.

11.2 Suivi de l'opération

a) Comités de suivi

Le porteur de projet s'engage à mettre en place un comité de suivi composé ad minima du responsable ou du représentant de la structure ou de la personne en charge de la coordination de l'action auprès des centres sociaux et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention pour chaque bassin. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources.

Ces réunions devront avoir lieu semestriellement. L'ordre du jour devra traiter par exemple des points suivants :

- Point sur les entrées (nombre, profil, problématiques, etc.) ;
- Point sur le déroulement des ateliers (difficultés, assiduité, interventions de partenaires, points forts, etc.) ;
- Point administratif (suivi des pièces concernant les participants, etc.)

Ce comité permettra d'assurer le suivi et la pré-évaluation de l'action et de ses éventuels ajustements organisationnels de mise en œuvre.

La FDGS s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de suivi pour établir les dates de réunion. Elle rédige et adresse aux membres le relevé de conclusion de chaque comité de suivi.

b) Comité de pilotage

Le porteur de projet s'engage à mettre en place un comité de pilotage composé ad minima du responsable ou du représentant de la structure de la personne en charge de la coordination de l'action auprès des centres sociaux et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention pour chaque bassin.

D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources.

La FDGS s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir les dates de réunion. Elle rédige et adresse aux membres le relevé de conclusion de chaque comité de pilotage.

Cette réunion devra avoir lieu **avant le 15 octobre 2024** sur invitation du candidat. L'ordre du jour devra traiter ad minima les points suivants :

- Nombre de gens du voyage accompagnés,
- Profil des participants (statut, âge, situation familiale, répartition par genre)
- Nombre d'ateliers réalisés,
- Actions mises en œuvre et/ou partenariats sollicités,
- Nombre de sessions d'informations et d'orientations,
- Dispositifs d'insertion mobilisés ou passerelles établies,
- Nombre de sorties (amélioration de la situation économique, reconversion...)
- Bilan qualitatif de l'accompagnement (comparaison entre la situation à l'entrée et à la sortie, impact mesuré, etc.)

Ce bilan devra être remis dans un délai d'un mois maximum à partir de la fin de la réalisation de la convention, **soit le 31 janvier 2025**.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 - A l'initiative de la FDGS

La FDGS peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

La FDGS est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 - A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la FDGS, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la FDGS est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la FDGS n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque la FDGS refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

La FDGS dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de la FDGS, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de la FDGS ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à la FDGS.

Les sommes dues à la FDGS à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par la FDGS déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7-1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La Présidente de la Fédération des Centres
Sociaux et Socioculturels du Cantal,

Brigitte CHAVIGNIER

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-13

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304091 -

Hautes Terres Communauté

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Didier ACHALME et Gilles CHABRIER se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle par l'Activité Économique - 2024 » n°ARA-OI620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 11 673,88 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 26 735,55 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 43,66 % à Hautes Terres Communauté pour l'opération n°202304091 « 2024-HTC-Atelier Chantier d'Insertion ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 5 836,94 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657348, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304091

Date de dépôt initiale de la demande : 24/10/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024-HTC-Atelier Chantier d'Insertion

Numéro de dossier

202304091

Candidat

Raison sociale : HAUTES TERRES COMMUNAUTE

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

26 735,55 €

Subvention FSE sollicitée

11 673,88 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

20006663700071

Raison sociale

HAUTES TERRES COMMUNAUTE

Adresse

4 RUE DU FAUBOURG NOTRE DAME
15300 MURAT

Statut juridique

Communauté de communes

Nature juridique

Autre public

Code NAF (APE) et activité

N8411Z - Administration publique générale

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

ACHALME

Prénom

Didier

Adresse mail

eszucs@hautesterres.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Non

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Nelly	LABIDOIRE	nlabidoire@hautesterres.fr	Porteur de projet
Emeline	SZUCS	eszucs@hautesterres.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

MURAT

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Hautes Terres Communauté compte près de 13 000 habitants avec un taux de chômage de 3.7%.

Ce chiffre bien en dessous des moyennes régionale et nationale masque la réalité d'une certaine précarité et pauvreté d'une partie de la population.

Le caractère rural du territoire renforce les problématiques d'isolement, de mobilité et d'accès aux services, à l'emploi ou à la formation.

Conscient des difficultés rencontrées par les personnes en situation, ou menacées de pauvreté, la Communauté de communes dès sa création en 2002, a repris la gestion d'un chantier d'insertion.

Le périmètre d'intervention se situe donc sur tout le territoire étendu de Hautes Terres Communauté et de ses 35 communes (Est-Cantal).

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Le passage par le Chantier d'insertion doit permettre aux participants de susciter leur motivation, de lever leurs freins à l'insertion professionnelle, de provoquer des effets positifs en termes de retour à l'emploi permettant d'accéder à une qualification reconnue dans le cadre d'une poursuite de parcours et/ou à un emploi correspondant à leurs attentes et à leurs aptitudes.

Des outils comme des PMSMP peuvent être utilisés, en lien avec les entreprises locales que la CIP connaît.

C'est dans sa globalité un processus de revalorisation de la personne qui est engagé.

Détaillez le contenu de votre projet

Les salariés du chantier d'insertion en réalisant des travaux d'entretiens des espaces verts, de petite maçonnerie ou de petite menuiserie, et acquièrent de nouvelles compétences et savoir-être.

C'est en soit le bénéfice direct pour les participants et le territoire.

L'intervention de l'équipe en insertion permet par ailleurs de renforcer les employés municipaux des communes du territoire.

Cette action assure indirectement l'équité territoriale entre les communes.

Les salariés travaillent 26h par semaine :

1. le lundi, mardi et jeudi sur le chantier
2. un vendredi par mois est consacré aux formations collectives sur différents thèmes (la santé, savoir gérer son budget ...)

Les salariés sont prescrits par différents acteurs de l'emploi : Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, Conseil Départemental, ou peuvent créer des auto-prescriptions sur la plateforme de l'inclusion.

Durant le parcours d'accompagnement, les salariés voient en entretien individuel la conseillère insertion socioprofessionnelle théoriquement 2 à 3 fois par mois, au plus si besoin ou à la demande du salarié.

La CIP travaille en lien étroit avec les référents autres du salarié : assistante sociale, ...

Le périmètre d'intervention se situe donc sur tout le territoire étendu de Hautes Terres Communauté et de ses 35 communes (Est-Cantal)

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Le chantier de Hautes Terres Communauté s'adresse à des personnes éloignées de l'emploi, qui de fait, rencontrent des difficultés socioprofessionnelles.

Par nature, le chantier travaille à l'égalité des chances.

De plus, quelque soit le profil du salarié le montant de la rémunération est identique et l'accompagnement socioprofessionnel est spécifique à chaque individu pour lui offrir les mêmes chances de retour à l'emploi.

En raison de la pénibilité des travaux, le public accueilli sur le chantier de Hautes Terres Communauté est majoritairement masculin (manègement de tronçonneuses, débroussaillages, évacuation des résidus de coupe, etc.). Toutefois le chantier reste ouvert aux femmes.

En 2023, deux femmes étaient sur le chantier, et des modalités particulières ont été mises en œuvre pour faciliter leurs conditions de travail.

De même, la situation de handicap du salarié si est, est prise en compte pour adapter le travail demandé par l'encadrant technique.

Détaillez le calendrier de votre projet

Le projet s'échelonne sur l'ensemble de l'année, du 01/01/24 au 31/12/24.

Les personnes étant employées en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), il y a au fil de l'opération différentes entrées et sorties de participants.

Le contrat des participants est généralement renouvelé pour leur permettre d'achever l'ensemble des démarches initiées sur le plan personnel, social et professionnel.

Hautes Terres Communauté porte à connaissance de Pôle Emploi et des assistantes sociales du territoire les postes à pourvoir.

Après diffusion de l'offre d'emploi, les partenaires orientent les candidats.

Ces derniers sont recrutés selon leur motivation pour les tâches à réaliser sur le chantier et selon leur projet socio-professionnel, ou à défaut d'une idée précise et construite, leurs pistes de réflexion.

La provenance géographique est un critère de sélection supplémentaire, notamment pour des questions de mobilité.

Le fait de recruter des personnes trop éloignées géographiquement et n'ayant pas de solution de transport pérenne risquerait de renforcer la précarité de leur situation.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Le Chantier d'insertion de Hautes Terres Communauté accueille et met en situation de travail, des personnes sans emploi bénéficiaires des minimas sociaux et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Les salariés du chantier d'insertion réalisent des travaux d'entretien des espaces verts, naturels et forestiers (débroussaillage de sentiers de randonnées, ouverture de chemins ruraux, berges de rivières, points de captage d'eau, mise en place de balises, rénovation des clôtures des montagnes d'estives, etc.). Le chantier d'insertion de Hautes Terres Communauté compte 10 places. Les candidats sont principalement orientés par le Conseil Départemental (assistantes sociales), Pôle Emploi et la Mission Locale. L'aide à l'acquisition du savoir-faire et le bon fonctionnement des travaux sont les missions confiées au chef d'équipe qui a su instaurer un climat de confiance. Cette cohésion pousse les salariés à s'impliquer pleinement sur le terrain. L'encadrant technique est employé à plein temps par la collectivité. L'accompagnatrice socio-professionnelle rencontre les salariés régulièrement et bâti avec eux un projet professionnel, un programme de formation et de mise en situation de travail en entreprise.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
14	4	18

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

0.1 ETP de service comptabilité qui assure le budget du dispositif au quotidien : M. Sylvain COUDOUCEL

0.1 ETP de service RH qui assure les bulletins de paie et traitements des absences au quotidien : Mme Véronique CHASSANG

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Non

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

0.7 ETP de CIP qui assure la mise en œuvre opérationnelle : Mme Emeline SZUCS.

Ce taux est fixe sur l'année, ne varie pas.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Production d'un bilan d'action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains et du nombre de participants.

Pour les salariés permanents :

1. bulletins de paie
2. fiches de poste
3. contrat de travail ou arrêté
4. la lettre de mission CIP

Pour les salariés en insertion :

1. émargements des entretiens bilatéraux ASP/salarié en insertion
2. bilans trimestriels de l'accompagnement
3. bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains, du nombre de participants

Les entretiens individuels avec les salariés en insertion se font tous les 10 ou 15 jours, parfois plus selon les besoins.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre ?

1. questionnaire FSE entrée et sortie remplie par la conseillère insertion sur papiers puis rangé dans le dossier individuel des salariés : ils sont détruits une fois les données rentrées dans la plateforme

L'usage du questionnaire d'entrée de la DGEFP de décembre 2022 puis sa destruction à la suite de la saisie sur MDFSE+.

Le renseignement des indicateurs entités sera effectuée par la CIP

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Plusieurs moyens sont mis en œuvre pour respecter les obligations de publicité du cofinancement par le FSE+.

L'emblème et la mention Cofinancé par l'Union Européenne sur tous les supports suivants :

1. Feuilles d'émargements des participants et des encadrants,
2. Contrat de travail,
3. Règlement intérieur,
4. Page du site internet faisant référence à l'opération,
5. signatures mails et
6. réseaux sociaux.

De plus, l'affiche pour la communication de l'UE à travers le FSE+ a été affichée dans les lieux dédiés à l'opération, à savoir :

1. Le local technique
2. Le bureau où se déroulent les entretiens individuels avec la chargée d'insertion

Enfin les documents de promotion mentionneront le cofinancement de l'Union Européenne ainsi que les logos. Les articles relatifs au chantier d'insertion qui paraîtront dans la presse ou dans les bulletins intercommunaux feront mention de l'intervention du FSE+.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Aucune donnée renseignée											
Total			0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Public éloigné de l'emploi, public éligible IAE

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

PASS IAE

Contrat de travail et avenants

Attestation d'inscription à France Travail, Mission Locale ou Cap Emploi : inscription au SPE

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

pour la collecte :

1. questionnaire FSE entrée et sortie,
2. saisie sur papier puis rangé dans le dossier individuel de chaque salarié
3. lien avec la structure qui oriente le candidat (Pôle Emploi, Cap Emploi, Mission Locale, conseillères BRSA du CD15, ...)
4. questionnaire FSE entrée et sortie des salariés

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/(3)	Intér inair e	Pièce joint e
DPE- 01	SZUCS	Chargée d 'insertion	35 695,00 €	1 274	1 820	70,00 %	24 986,50 €	19,61 €	Non	Non
Total			35 695,00 €				24 986,50 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	24 986,50 €	100,00 %
Total	24 986,50 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

contrat de travail ou arrêté fiche de poste

Bulletins de paie

lettre de mission

pas de contrat aidé

CIP affectée à taux fixe

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

RIEN

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	pièce jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	fournitures	100	0,00 €	Non	Sans objet	Non
DPF_02	Dépenses d'amortissement des matériels liés à l'opération	matériel et local	100	0,00 €	Non	Sans objet	Non
DPF_03	Locations de matériel et de locaux nécessitées par l'opération	transports et divers	100	0,00 €	Non	Sans objet	Non
DPF_04	Frais de transports, d'hébergement et de restauration	dotations aux amortissements	100	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	aucune	0	0	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Place jointe
DPAK_01	Salaires et indemnités de stage	charges de personnel	salaires CDD/ds bruts chargés	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de participants, dépenses de fonctionnement, dépenses de personnel, dépenses de prestations externes pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	24 986,50 €	24 986,50 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	1 749,05 €	1 749,05 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	24 986,50 €	93,46 %	24 986,50 € 93,46 %
Dépenses de personnel	24 986,50 €	100,00 %	24 986,50 € 100,00 %
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses indirectes	1 749,05 €	6,54 %	1 749,05 € 6,54 %
Total	26 735,55 €	100,00 %	26 735,55 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre Identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	11 673,88 €	43,66 %	11 673,88 €	43,66 %		
FSE+	11 673,88 €	100,00 %	11 673,88 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux	15 061,67 €	56,34 %	15 061,67 €	56,34 %		
ASP	1 514,17 €	10,05 %	1 514,17 €	10,05 %	Non	Non
Conseil Départemental du Cantal	10 500,00 €	69,71 %	10 500,00 €	69,71 %	Non	Oui
Région	3 047,50 €	20,23 %	3 047,50 €	20,23 %	Non	Oui
Total	26 735,55 €	100,00 %	26 735,55 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	26 735,55 €	100,00 %	26 735,55 € 100,00 %
Dépenses directes	24 986,50 €	93,46 %	24 986,50 € 93,46 %
Dépenses indirectes	1 749,05 €	6,54 %	1 749,05 € 6,54 %
Total des ressources	26 735,55 €	100,00 %	26 735,55 € 100,00 %
Financement européen sollicité	11 673,88 €	43,66 %	11 673,88 € 43,66 %
Financements publics nationaux	15 061,67 €	56,34 %	15 061,67 € 56,34 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 16 /10/2023	Oui
Délégation de signature		Non
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 16 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 28 /11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 16 /10/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel	importé le 07 /12/2023	Oui
lettre de mission CIP	importé le 13 /12/2023	Oui
fiche de poste CIP	importé le 13 /12/2023	Oui
dernier BS nov 2023	importé le 13 /12/2023	Oui
contrat travail CIP	importé le 13 /12/2023	Oui
CV CIP	importé le 13 /12/2023	Oui
lettre de mission logo UE	importé le 15 /12/2023	Oui
AF DDTSPF ACI	importé le 15 /12/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.

3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « Lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
- e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;

4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données

collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

ACHALME

Prénom

Didier

Téléphone

+33 6 70 86 04 33

Adresse mail
eszucs@hautesterres.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-14

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304621 -

ACART

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ "Insertion par l'Activité Économique - 2024" N°ARA-OI620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 44 966,25 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 94 989,25 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 47,34 % à l'association ACART pour l'opération n°202304621 « 2024 ACART - ACI ACCOMPAGNEMENT ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 22 483,12 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304621

Date de dépôt initiale de la demande : 28/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 ACART - ACI ACCOMPAGNEMENT

Numéro de dossier

202304621

Candidat

Raison sociale : ASSOC CANTALIENNE AIDE REMISE AU TRAVAIL

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

94 989,25 €

Subvention FSE sollicitée

44 966,25 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

33896257400061

Raison sociale

ASSOC CANTALIENNE AIDE REMISE AU TRAVAIL

Adresse

14 AV DES PRADES
15000 AURILLAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

VIGUIER

Prénom

FRANCIS

Adresse mail

direction@service15.fr

Fonction dans l'organisme

PRESIDENT

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- MOROT VICTOR DIRECTEUR direction@service15.fr +33 6 81 62 24 39

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Annick	Blanc	annick.blanc@service15.fr	Porteur de projet
Ségolène	MONTOURCY	segolene.montourcy@service15.fr	Porteur de projet
Victor	MOROT	direction@service15.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

AURILLAC

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Suite à la crise sanitaire, le contexte économique est devenu instable empêchant l'accès à l'emploi a une catégorie de personnes jugées trop éloignées de l'emploi.

Le Cantal ayant l'un des taux de chômage les plus faibles, le retour à l'emploi est d'autant plus difficile pour les demandeurs d'emploi accumulant diverses problématiques.

Par ailleurs, les entreprises locales sont en recherche de main d'œuvre.

Les besoins sont:

- redynamiser ce public via des formations , une reprise d'activité, la levée des freins socioprofessionnels.
- mettre en adéquation les besoins en main d'œuvre des entreprises et le public visé.

Notre action intervient dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi ainsi que dans le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi porté par le département du Cantal. Ces deux documents ont été fusionnés réunis en un PDIE-PTIE, afin d'optimiser les actions.

Notre convention dans le cadre de ce PDIE-PTIE nous engage à un accompagnement des personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle permettant l'acquisition de compétences et de qualifications, afin de faciliter le retour à l'emploi durable.

L'ACI, intervient auprès d'un public résidant principalement sur Aurillac et plus généralement sur le territoire de la CABA. Cette zone géographique n'est pas limitée à ce territoire et nous pouvons travailler auprès de public plus éloigné géographiquement.

Les lieux de travail se situent au 14 avenue des Prades pour l'ACI Sous-traitance, 8 Rue du Buis pour l'ACI Couture et Rue Louis Michel pour l'ACI Jardins. Ce dernier est régulièrement délocalisé en fonction des chantiers (Gares SNCF,).

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Dans le contexte économique où l'enjeu de l'accompagnement vers l'emploi des personnes éloignées de l'emploi, les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) ont du développer une offre de service visant la levée des freins pour un accès à l'emploi classique et durable.

ACART propose donc, à un public les plus éloignés de l'emploi, la possibilité de mieux appréhender l'environnement socio-économique.

L'objectif est donc l'accompagnement socioprofessionnel via une prise en charge rapide, individuelle et spécifique à chacun au travers un accompagnement renforcé.

Le nombre de personnes accompagnées est prévu pour 48 ETP environ avec 40% minimum de personnes bénéficiant du RSA.

L'objectif de sortie est d'un minimum de 60 % de sortie positive comprenant les sorties pour formations ou emplois.

Détaillez le contenu de votre projet

ACART est une association comptant 3 chantiers d'insertion pérennes au 01/01/2024.

L'emploi et l'accompagnement socioprofessionnel proposé sont des leviers vers un emploi classique et durable pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

Les objectifs du suivi proposé par les CIP/CESF d'ACART sont:

- d'aider à la construction du projet professionnel et la mise en œuvre d'un parcours d'accès à l'emploi/à la formation,
- développer les passerelles entre ACART et les entreprises (PMSMP,...)
- l'acquisition savoirs êtres, savoir-faire,....
- la mise en relation avec des dispositifs / partenaires (France Addiction, CIDFF, DAHLIR, dispositif RESPIRE, dispositif CANTAL MOUV'.....)

Chaque salarié entrant au sein de ACART bénéficiera donc d'un accompagnement socioprofessionnel individuel et adaptés à ses besoins (levée des freins périphériques).

Notre "vivier" de salariés potentiels en insertion sont obligatoirement inscrits sur la Plateforme de l'inclusion. Les prescripteurs inscrivent les demandeurs d'emploi sur la plateforme en fonction des critères d'éligibilités au PASS IAE.

Les prescripteurs peuvent être Pole Emploi, Mission locale ou d'autres prescripteurs autorisés tels que les associations medico sociale, CIDFF,

L'accompagnement répond à 4 axes principaux:

Axe 1 : Accueil et intégration en milieu de travail

Cet axe porte principalement sur le recrutement, l'accueil des salariés en insertion et la mise en situation de travail

Axe 2 : Accompagnement social et professionnel

Cet axe passe par des entretiens individuels avec les salariés en insertion à minima 1 fois par mois. Une évaluation professionnelle est également faite en lien avec les encadrants techniques afin d'évaluer les savoir être et savoir-faire des salariés en insertion.

Les actions passent également par des techniques de recherches d'emploi et par la lutte contre les conduites à risques ou addictives (sécurité des salariés)

Axe 3 : Formation des salariés en insertion (et des permanents)

Cet axe passe par la formation interne des salariés en insertion sur les activités exercées au sein des ACI. Il leur est également proposé des formations externes, qualifiantes ou certifiantes, qui se réalisent avec des organismes de formation principalement locaux.

Un plan de formation est mis en place pour la formation des salariés permanents.

Axe 4 : Contribution à l'activité économique et au développement territorial

Cet axe passe par :

- Contribuer au développement économique et social en œuvrant pour l'insertion d'un public en proie à de graves difficultés sociales et professionnelles pour faciliter leur accès au marché du travail.
- Pérenniser l'association sur le territoire
- Réaliser des prestations de qualité
- Faire connaître le monde de l'insertion aux entreprises locales « classiques ».

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

ACART est susceptible d'accueillir tout public pouvant bénéficier d'un agrément (délivré sous certains critères: hommes/femmes, BRSA, ASS, demandeur d'emploi longue durée, séniors, jeunes...).

Le public est donc varié: des BRSA, demandeur d'emploi de très longue durée, travailleurs ayant une reconnaissance handicapée, ayant entre 18 et 62 ans, sortant de prison, avec ou sans diplôme, homme comme femme, ...

Locaux adaptés aux personnes handicapées.

Nous travaillons chaque jour à salarier autant de femmes que d'hommes dans nos ateliers.

Détaillez le calendrier de votre projet

Cette action va se dérouler sur l'année 2024 soit du 1er Janvier 2024 au 31 Décembre 2024.

Ces opérations se déroulent au fil de l'eau de la réception des participants.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Accompagnement socioprofessionnel mise en place par les Accompagnatrices socio-professionnelle (ASP)

Il est convenu de réaliser au minimum un entretien individuel et individualisé avec chaque salarié. Ces entretiens sont à la demande des accompagnateurs socioprofessionnel, il peut y avoir des entretiens complémentaires si la situation le nécessite (entretien de recadrage, accompagnement et travail sur la formation et le retour à l'emploi, entretien avec des partenaires de la structure tel que le Dahir, France Addictions, ...).

L'accompagnant socioprofessionnel réalise des bilans réguliers avec chaque encadrant technique pour mesurer le travail effectué par le salarié.

Chaque accompagnant réalise des suivis réguliers avec les différents partenaires pour assurer le bon déroulé des actions et la progression de chaque salarié participant.

Au fil des sorties des salariés, l'accompagnant se charge via la plateforme de l'inclusion de recruter des futurs salariés des différents ACI.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
50	50	100

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

La secrétaire comptable de l'association intervient dans le suivi de la gestion des absences et des paies de tous les salariés. Il s'agit de Sylvie Dubois.

Sylvie consacre 0.2 ETP de son temps de travail au suivi administratif du projet cofinancé FSE+

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Sur le projet "accompagnement socioprofessionnel des salariés en ACI", 2 accompagnatrices socioprofessionnelles sont affectées, toutes deux à temps plein sur l'action soit 2 ETP.

Les CIP sont Ségolène Montourcy et Annick Blanc.

MISSIONS ET ACTIVITES DU POSTE DE CIP :

Sur le plan TECHNIQUE

- Faire connaître les besoins de recrutements et gérer les embauches
- Gestion d'une équipe de travail : salariés en insertion
- Monter des projets (informations collectives)
- Transmission des savoirs être
- Développement du partenariat : prospector des entreprises, les prestataires de formation

Sur le plan SOCIO PROFESSIONNEL

- Accompagner socialement et professionnellement les salariés (détecter et lever les freins à l'emploi par le biais d'entretiens ou autres), mettre en place et évaluer des actions d'insertion dans l'emploi, mobiliser les dispositifs existants de retour à l'emploi et/ou à la formation
- Ecouter, échanger et conseiller les ETI sur le travail quotidien
- Gestion administrative auprès des salariés en insertion
- Évaluer les salariés accueillis (bilans....)
- Recruter les salariés en insertion
- Développer le réseau partenarial (institutions, travailleurs sociaux, conseillers à l'emploi,...)

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Les pièces justificatives seront, les contrats de ASP, les avenants le cas échéant, les feuilles de missions des accompagnatrices socioprofessionnelles ainsi que leur bulletin de paie afin de justifier de leur temps de travail.

Seront également fournis :

- Les feuilles d'émargement des entretiens bilatéraux
- La production d'un bilan des actions de l'année, des moyens humains mobilisés, du nombre de participant et des résultats des sorties.
- Bilans trimestriels de l'accompagnement de chaque salarié.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Les accompagnatrices socioprofessionnelles tiennent à jour des tableurs récapitulant tous les salariés entrants et sortants de la structure.

Les ASP collectent les données et saisissent dans MDFSE+. Le questionnaire est saisi en direct sur MDFS+

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Chaque lieux d'accueil de l'association mettra en affichage le logo et la mention du cofinancement du FSE : Sur les lieux d'activité de chacun des chantiers d'insertion, dans les bureaux des accompagnatrices socioprofessionnelle, dans la salle d'attente et salle de réunion.

La signature des mails des accompagnatrice socioprofessionnelle seront également dotée du logo et de la mention du cofinancement du FSE. Le logo permettra de rediriger vers le site internet du FSE.

Les feuilles émargements auront également le logo et la mention du cofinancement du FSE.

Affiche A3 : Celle-ci comportera le logo et la mention lié au FSE+.

Nous ne faisons aucune publicité sur les réseaux sociaux actuellement. Dans le cas où nous ferions de la publicité, le seul outil à notre disposition est Facebook. Nous nous engageons à ajouter le logo et la mention du conventionnement du FSE.

Le logo est celui de l'UE et la mention est : "Cofinancé par l'Union Européenne".

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	

État			1 038 417,00 €	95,81 %		1 156 102,00 €	96,08 %	1 088 050,00 €	97,48 %	
État	asp	aci	1 038 417,00 €	95,81 %	Non	1 141 102,00 €	94,84 %	1 088 050,00 €	97,48 %	Non
État	fdi	aci	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	Non
État	politique de la ville	aci renova tion	0,00 €	0,00 %	Non	11 000,00 €	0,91 %	0,00 €	0,00 %	Non
État	droit des femmes	aci renova tion	0,00 €	0,00 %	Non	4 000,00 €	0,33 %	0,00 €	0,00 %	Non
Autres collectivités territoriales			20 988,00 €	1,94 %		19 988,00 €	1,66 %	988,00 €	0,09 %	
Autres collectivités territoriales	mairie	aci	988,00 €	0,09 %	Non	988,00 €	0,08 %	988,00 €	0,09 %	Non
Autres collectivités territoriales	caba	aci renova tion	20 000,00 €	1,85 %	Non	19 000,00 €	1,58 %	0,00 €	0,00 %	Non
Conseil régional			24 389,00 €	2,25 %		27 157,00 €	2,26 %	27 157,00 €	2,43 %	
Conseil régional	conseil régional	aci	24 389,00 €	2,25 %	Non	27 157,00 €	2,26 %	27 157,00 €	2,43 %	Non
Total			1 083 794,00 €	100,00 %		1 203 247,00 €	100,00 %	1 116 195,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Toutes personnes éligibles au PASS IAE

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

PASS IAE

Contrat de travail et avenant de chaque participant

Attestation du Service Public de l'Emploi avec une orientation emploi au moment de l'entrée dans le dispositif : Inscription à France Travail, Cap Emploi, Mission Locale ou Service Insertion du Conseil Départemental.

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Le suivi des données des participants se fait via le questionnaire d'entrée et sortie.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF	Nom du sal arié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/ (3)	Inté rim aire	Pièc e joi nte
DPE _01	MONT OURC Y	ACCOMPAGNATRICE SOCIO PROFESSIONNELLE	46 745,00 €	1 820	1 820	100,00 %	46 745,00 €	25,68 €	Non	Non
DPE _02	BLAN C	ANNICK	42 030,00 €	1 820	1 820	100,00 %	42 030,00 €	23,09 €	Non	Non
Tot al			88 775,00 €				88 775,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	88 775,00 €	100,00 %
Total	88 775,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Pour chacune des accompagnatrices socioprofessionnelles, le contrat de travail, la lettre de mission et les bulletins de salaires seront transmis.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passés des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Sans objet - il n'y a aucun personnel affectés n'est sous contrat bénéficiant d'une aide à l'apprentissage, au contrat aidé ou autre.

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	0	0	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	A	A	A	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Place jointe
DPAK_01	Salaires et indemnités de stage	0	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de fonctionnement, dépenses de personnel, dépenses de prestations externes, dépenses de participants pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	88 775,00 €	88 775,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	6 214,25 €	6 214,25 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	88 775,00 €	93,46 %	88 775,00 €
Dépenses de personnel	88 775,00 €	100,00 %	88 775,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	6 214,25 €	6,54 %	6 214,25 €
Total	94 989,25 €	100,00 %	94 989,25 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre Identique	Attestation de co-financement
	44 966,25 €	47,34 %			
Financement européen sollicité	44 966,25 €	47,34 %	44 966,25 €	47,34 %	
FSE+	44 966,25 €	100,00 %	44 966,25 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	50 023,00 €	52,66 %	50 023,00 €	52,66 %	
ASP	13 550,00 €	27,09 %	13 550,00 €	27,09 %	Non
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL	30 000,00 €	59,97 %	30 000,00 €	59,97 %	Oui
REGION AUVERGNE RHONE ALPES	6 473,00 €	12,94 %	6 473,00 €	12,94 %	Oui
Total	94 989,25 €	100,00 %	94 989,25 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
	94 989,25 €	100,00 %	
Total des dépenses			100,00 %
Dépenses directes	88 775,00 €	93,46 %	93,46 %
Dépenses indirectes	6 214,25 €	6,54 %	6,54 %
Total des ressources	94 989,25 €	100,00 %	100,00 %
Financement européen sollicité	44 966,25 €	47,34 %	47,34 %
Financements publics nationaux	50 023,00 €	52,66 %	52,66 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 27 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 30 /11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 28 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable	importé le 28 /11/2023	Oui
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 28 /11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 28 /11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 28 /11/2023	Oui
Statuts	importé le 28 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 29 /11/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 28 /11/2023	Oui
BS ANNICK	importé le 02 /01/2024	Oui
BS SEGOLENE	importé le 02 /01/2024	Oui

CV SEGOLENE	importé le 02 /01/2024	Oui
CV ANNICK	importé le 02 /01/2024	Oui
LETTRE DE MISSION 2024	importé le 02 /01/2024	Oui
CONTRAT SEGOLENE	importé le 02 /01/2024	Oui
CONTRAT ANNICK	importé le 02 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;

- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne: [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
- 4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
 - 5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
 - 6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
 - 7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
 - 8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;

- d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses

directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.

14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

MOROT

Prénom

VICTOR

Téléphone

+33 6 81 62 24 39

Adresse mail

direction@service15.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-15

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304455 -

ADAPEI

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets "Insertion par l'Activité Économique - 2024" n°ARA-OL620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 39 822,77 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 79 619,77 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 50,02 %, à l'association ADAPEI 15 pour l'opération n°202304453 « 2024 - ACI ADAPEI15 - Transition Active Est Cantal ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 19 911,38 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304453

Date de dépôt initiale de la demande : 01/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - ACI ADAPEI15 - Transition active Est Cantal

Numéro de dossier

202304453

Candidat

Raison sociale : ASSOC DEPART AMIS PARENTS ENFANTS INADAP

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

79 619,77 €

Subvention FSE sollicitée

39 822,77 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

32198413000393

Raison sociale

ASSOC DEPART AMIS PARENTS ENFANTS INADAP

Adresse

RUE HENRI RASSEMUSSE REZ DE CHAUSSEE - BP 4
15100 SAINT-FLOUR

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

COSTES

Prénom

Alain

Adresse mail

a.costes@adapei15.com

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- BALEZ Pierre Directeur p.balez@adapei15.com +33 6 83 18 48 92

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Pierre	BALEZ	p.balez@adapei15.com	Porteur de projet
Evelyne	BERGER	e.berger@adapei15.com	Porteur de projet - Saisie des participants
SEVERINE	TROUCHON	s.trouchon@adapei15.com	Porteur de projet - Saisie des participants
isabelle	malmezat	i.malmezat@adapei15.com	Porteur de projet - Saisie des participants

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

ST FLOUR

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Notre projet s'inscrit dans la politique départementale pour l'Insertion et l'Emploi illustré par le soutien du Département au titre du Programme Départemental d'Insertion. Dans un contexte économique jugé plus favorable, avec des résultats encourageants en matière de création d'emploi mais aussi plus incertains de fait de l'impact de la crise sanitaire, de l'urgence des changements environnementaux, l'enjeu de l'accompagnement vers l'emploi des personnes doit se renforcer. Dans ce cadre-là la proposition de parcours de transition du chantier d'insertion de Saint-Flour doit se renforcer dès le début de l'accompagnement des salariés, tant dans le cadre de leur accompagnement individuel social que

professionnel.

Les supports d'insertion seront :

- Atelier conditionnement, sous-traitance et vêtements.
- Atelier espaces verts
- Atelier second œuvre
- Atelier Entretien des locaux

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

L'objectif général est de contribuer à la construction d'un projet professionnel et à la mise en œuvre d'un parcours d'accès à l'emploi.

Les attendus de cet objectif sont de proposer un accompagnement adapté individualisé traitant à la fois des difficultés sociales et professionnelles des participants.

Le nombre de participants devrait être de 60 personnes sur la durée du projet. Le taux de sortie global devrait être de 25 % dont 10% dans l'emploi ou la formation.

Détaillez le contenu de votre projet

Le projet :

- Mobilisation des acteurs : chaque acteur de PDIE et SPIE sera mobilisé tout au long du parcours
- Conditions de prescription des participants : chaque participant aura été positionné sur la plateforme d'inclusion par un prescripteur habilité. Le pass IAE est obligatoire à l'entrée
- Déroulé de l'opération : accueil (service administratif), accompagnement (ASP, ETI), formation (ASP, ETI, services extérieurs), orientation (ASP, ETI, services extérieurs), et sortie (ASP, ETI, service

administratif, entreprises ...)

L'objectif étant de :

- Préparer la reprise d'un emploi
- Assurer la progression individuelle des savoir-être et des savoirs faire
- Faciliter l'accès à des formations afin de développer des compétences transférables
- Lever tout ou partie des freins à l'emploi
- Formaliser un projet professionnel

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Nous recevons chaque personne prescrite sur la plateforme d'inclusion, dès lors que des postes sont ouverts, quelques soient leurs différences.

L'ensemble des ateliers ainsi que les actions sont ouvertes à tous.

Sur l'année 2024, nous devrions embaucher une soixantaine de personnes. La parité hommes femmes devrait être respectée.

Chaque bâtiment de l'ADAPEI est accessible aux personnes handicapées.

Les actions mises en œuvre seront :

- Action TRE (techniques de recherche d'emploi) en interne et externe : ateliers pédagogiques en interne, partenariat avec les opérateurs France Travail.
- Affichage d'information socio-économique : information collective mensuelle avec le service administratif et les ASP.
- Mobilisation des personnes sur des actions proposées par des partenaires (SPE, Mission Locale, AFAPCA : RESPIRE, Cantal Mouv, ...)
- Accompagnement du salarié dans son autonomie administrative et numérique : entretiens individuels et collectifs en interne et en externe.

Détaillez le calendrier de votre projet

Le projet se déroulera entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2024.

Les documents fournis seront le contrat de travail et les avenants ainsi que le PASS IAE.

Le chantier est organisé en entrées et sorties permanentes . Du fait de cette organisation, est proposée aux salariés une progression pédagogique individuelle et individualisée.

Le premier CDDI est de quatre mois. Les suivants seront renouvelables, tous les quatre mois dans la limite de la date du PASS IAE.

La durée des avenants pourra varier en fonction des attentes et/ou besoins pédagogiques du participants et de l'équipe.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Les principales actions mises en œuvre tout au long du parcours de chaque participant seront les suivantes :

- Entretiens mensuels
- PMSMP
- Visites d'entreprises
- Prescription sur des plateformes
- Proposition d'actions préalables à l'emploi (tests MRS, jobs dating, détections de potentiels)

Ces actions se feront dans le respect des personnes et seront individualisées, en fonction du projet et de l'évolution de chacun.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
30	30	60

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Non

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Une comptabilité sur le projet de transition active Est-Cantal sera opérationnelle via le suivi financier de

l'Atelier Chantier d'Insertion.

Les moyens humains sont :

- Un Directeur représentant 0.08 ETP
- Un adjoint technique, représentant 0.1 ETP
- Une secrétaire, en charge du secrétariat et suivi administratif des projets, de la rédaction des contrats et avenants, des payes, 0,60 ETP
- Une comptable en charge de la comptabilité, 0,20 ETP
- Soit au total 0.98 ETP pour le suivi administratif.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Non

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Les moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de l'action seront de deux salariées. Ces personnes, Madame MALMEZAT Isabelle et Madame TROUCHON Séverine sont entièrement affectées, à 100 % de leur temps, au projet.

Ces deux ASP sont en charge de l'accompagnement socio-professionnel des participants du Chantier d'insertion, ce qui représente 2 ETP.

Elles sont toutes les deux CIP, nous fourniront les titres professionnels, les contrats de travail et les CV (CF CV et Diplômes en pièces jointes).

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Pour vérifier les réalisations du projet, nous présenteront :

Pour les participants :

- Bilans trimestriels de l'accompagnement du salarié en insertion
- Production d'un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains et des prestations mobilisés, du nombre de participants et des partenaires accompagnés.
- Feuilles d'émargement des entretiens bilatéraux ASP/salariés en insertion

Pour les personnels en charge de la mise en œuvre opérationnelle :

- Contrats de travail
- Lettres de mission
- Bulletins de paie

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre ?

Les modalités de collecte des données seront :

L'utilisation du questionnaire d'entrée DGEFP, dans l'attente de la recevabilité de la demande, tout en veillant au respect du RGPD. En effet, les questionnaires seront détruits à l'issue de la saisie des données participants dans le respect du RGPD.

Cette action sera réalisée par les deux ASP.

Une fois la demande déclarée recevable, la saisie des données sera directement effectuée dans MDFSE+ au fil de l'eau par les ASP lors de l'entretien individuel.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous respecterons les obligations européennes en matière de publicité en assurant la visibilité de la participation européenne sur l'opération auprès du public et des participants à l'aide d'une affiche et en apposant l'emblème et la mention Cofinancé par l'Union européenne sur les supports de communication avec une description succincte et le soutien financier de l'Union européenne : médias sociaux – document et matériel de communication – signature mail – affiche A3 bien visible du public généré à l'aide de l'outil

FSE+. La publicité sera apposée en salle de réunion, dans les bureaux des ASP, et dans les ateliers, ainsi que sur les feuilles d'émargement lors des entretiens mensuels.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financ eur	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			49 817,00 €	10,83 %		49 817,00 €	7,13 %		30 000,00 €	4,35 %	
Conseil départemental	CDIS	RASPEE	49 817,00 €	10,83 %	Non	49 817,00 €	7,13 %	Non	30 000,00 €	4,35 %	Non
État			395 021,34 €	85,90 %		633 502,59 €	90,72 %		645 175,66 €	93,48 %	
État	ETAT ASP	Aide aux postes	395 021,34 €	85,90 %	Non	633 502,59 €	90,72 %	Non	645 175,66 €	93,48 %	Non
Conseil régional			15 000,00 €	3,26 %		15 000,00 €	2,15 %		15 000,00 €	2,17 %	
Conseil régional	CR AURA	Accompagne ment	15 000,00 €	3,26 %	Non	15 000,00 €	2,15 %	Non	15 000,00 €	2,17 %	Non
Total			459 838,34 €	100,00 %		688 319,59 €	100,00 %		680 175,66 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Public éloigné de l'emploi éligible à l'IAE.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Les documents seront le contrat de travail et les avenants, le cas échéant, pour chacun des participants à l'appui du PASS IAE.

Nous fournirons également l'attestation d'inscription à France Travail

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Questionnaires d'entrée des participants.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon ctio n	Base de dépenses (Salaires annuels charges) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (5) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)-(1)/(3)	Intér linair e	Pièce joint e
DPE_01	MALMEZAT Isabelle	ASP	39 693,00 €	1 820	1 820	100,00 %	39 693,00 €	21,81 €	Non	Oui
DPE_02	TROUCHO N Séverine	ASP	34 718,00 €	1 820	1 820	100,00 %	34 718,00 €	19,08 €	Non	Oui
Total			74 411,00 €				74 411,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	74 411,00 €	100,00 %
Total	74 411,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Leurs bulletins de paye seront fournis, ainsi que le contrat de travail et la lettre de mission. Les ASP, en charge de la mise en œuvre opérationnelle du projet ne bénéficent pas d'un soutien comme l'aide à l'apprentissage, au contrat aidé ou autre.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Logiciel de suivi des temps

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	0	0	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	Sans objet	sans objet	sans objet	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAK_01	Autres	sans objet	sans objet	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de participants, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	74 411,00 €	74 411,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	5 208,77 €	5 208,77 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	74 411,00 €	93,46 %	74 411,00 €
Dépenses de personnel	74 411,00 €	100,00 %	74 411,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	5 208,77 €	6,54 %	5 208,77 €
Total	79 619,77 €	100,00 %	79 619,77 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
	39 822,77 €	50,02 %			
Financement européen sollicité	39 822,77 €	50,02 %	39 822,77 €	50,02 %	
FSE+	39 822,77 €	100,00 %	39 822,77 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	39 797,00 €	49,98 %	39 797,00 €	49,98 %	
CD15	20 000,00 €	50,26 %	20 000,00 €	50,26 %	Non
Etat Part ASP	13 797,00 €	34,67 %	13 797,00 €	34,67 %	Non
REGION AURA	6 000,00 €	15,08 %	6 000,00 €	15,08 %	Non
Total	79 619,77 €	100,00 %	79 619,77 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	79 619,77 €	100,00 %	79 619,77 € 100,00 %
Dépenses directes	74 411,00 €	93,46 %	74 411,00 € 93,46 %
Dépenses indirectes	5 208,77 €	6,54 %	5 208,77 € 6,54 %
Total des ressources	79 619,77 €	100,00 %	79 619,77 € 100,00 %
Financement européen sollicité	39 822,77 €	50,02 %	39 822,77 € 50,02 %
Financements publics nationaux	39 797,00 €	49,98 %	39 797,00 € 49,98 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
------------------	---------	-----------------

Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 13 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 02 /01/2024	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 30 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable	importé le 30 /11/2023	Oui
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 30 /11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 30 /11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant	importé le 07 /02/2024	Oui
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 30 /11/2023	Oui
Statuts	importé le 30 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 30 /11/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 21 /12/2023	Oui
Bulletin de paye Troughon *	importé le 06 /02/2024	Oui
CV et DIPLOMES Mise en oeuvre opérationnelle *	importé le 06 /02/2024	Oui
Bulletin de paye Malmizat *	importé le 06 /02/2024	Oui
Convention RASPEE CD15 *	importé le 08 /02/2024	Oui
Convention REGION AURA *	importé le 08 /02/2024	Oui
FICHE MISSION 2024 *	importé le 09 /02/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne: [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
- e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;

4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de layout, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'

information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

BALEZ

Prénom

Pierre

Téléphone

+33 6 83 18 48 92



Adresse mail
p.balez@adapei15.com

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-16

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304105 -

AINOC

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) : Marie-Hélène CHASTRE se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ "Insertion par l'Activité Économique 2024" n°ARA-OL610 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 9 539,43 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 32 068,43 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 29,75 %, à l'association AINOC pour l'opération n°202304105 « 2024-AINOC-Accompagnement socioprofessionnel en ACI ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50% de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 4 769,71 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304105

Date de dépôt initiale de la demande : 01/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - AINOC - Accompagnement socio-professionnel en ACI.

Numéro de dossier

202304105

Candidat

Raison sociale : ASSOC INTERMEDIAIRE NORD-OUEST CANTAL

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

32 068,43 €

Subvention FSE sollicitée

9 539,43 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

34408944600068

Raison sociale

ASSOC INTERMEDIAIRE NORD-OUEST CANTAL

Adresse

26 RUE DU DOCTEUR BASSET
15210 YDES

Statut juridique

Association intermédiaire

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N7830Z - Autre mise à disposition de ressources humaines

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

VEGA

Prénom

Joaquin

Adresse mail

associationintermediairemauriac3@wanadoo.fr

Fonction dans l'organisme

ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DU NORD OUEST CANTAL

Y a-t-il une délégation de signature ?

Non

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
sylvie	Miranda	association-intermediaire-mauriac@wanadoo.fr	Porteur de projet
Anais	SALLES	associationintermediairemauriac3@wanadoo.fr	Porteur de projet - Saisie des participants

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

YDES

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

L'Atelier et Chantier d'Insertion Ydéalis, Structure d'Insertion par l'Activité Economique, a été créé en Mars 2000 par l'Association Intermédiaire Nord-Ouest Cantal, avec pour objectif de mettre en situation de travail un public désocialisé et éloigné de l'emploi. L'atelier est un sas offrant aux bénéficiaires la possibilité pour une durée limitée, d'une adaptation ou réadaptation à une activité professionnelle et sociale (travail en équipe) luttant ainsi contre l'exclusion.

L'ACI se situe sur la commune de Ydes [15210], territoire enclavé géographiquement qui connaît un déficit en réseaux routiers ; un réseau de transports en commun encore peu développé notamment sur les horaires mais aussi avec des lignes scolaires qui ne sont donc pas en service durant les vacances. Un éloignement des pôles urbains entraîne aussi un manque de diversité sur les métiers les plus représentés sur la commune. De plus, les entreprises d'usinage, porteuses d'emploi sur le bassin, sont actuellement en grandes difficultés (notamment les Menuiseries du Centre) et ne recrutent donc plus sur les postes accessibles à notre public.

Dans ce contexte et après diagnostic, Ydéalis se propose d'accompagner les personnes les plus fragiles afin de lever des freins sociaux [mobilité, santé, addiction, finance etc.] et de proposer un travail de construction autour d'un projet professionnel [travail sur la posture professionnelle, acquisition de compétences etc.] qui entrera en adéquation avec le bassin de l'emploi visé.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

L'Atelier et Chantier d'Insertion Ydéalis a pour objectif d'offrir aux participants désocialisés et/ou éloignés de l'emploi la possibilité, pour une durée limitée, une adaptation ou réadaptation à une activité professionnelle. En travaillant à la fois sur l'acquisition de compétences professionnelles sur les différents postes de travail proposés ; l'acquisition des savoir-être et des savoir-faire nécessaire à l'intégration dans une entreprise et de bénéficier d'un accompagnement individualisé et/ou collectif sur la levée des freins sociaux et professionnels et de travailler sur la construction d'un projet professionnel pérenne. L'objectif final étant une réinsertion durable sur le marché de l'emploi. Ou tout du moins une levée de frein importante à la réinsertion [accompagnement aux soins ; acquisition d'une mobilité ; obtention d'une formation ou d'une qualification].

Détaillez le contenu de votre projet

Activité professionnalisante :

Concernant les activités professionnelles proposées au sein de l'Atelier et Chantier d'Insertion Ydéalis, elles répondent à un besoin réel sur le bassin notamment pour le pôle blanchisserie où aucune entreprise effectuant cette prestation n'existe actuellement. Concernant le pôle sous-traitance, les donneurs d'ordre issu des entreprises du territoire, tel que la "SACATEC", "Les Menuiseries du Centre - Lapeyre" et "Les Maroquineries - Logic", maintiennent leurs engagements envers notre chantier. En 2024, nous souhaitons optimiser davantage notre pôle sous-traitance notamment en prospectant de nouveaux donneurs d'ordre de la région. Le pôle bois, où nous transformons principalement de la palette en buchettes allume-feu, connaît lui aussi une évolution en terme de prestations proposées à nos clients [jardinières, mobiliers de jardin, sapins].

Plus en détail, l'atelier est toujours organisé autour de trois pôles d'activités principales en 2024 :

- **Blanchisserie** : ce pôle consiste à recevoir du linge de particuliers, campings, gîtes et maisons de retraite afin de le laver par une technique écoresponsable et de le repasser. Une extension de ce pôle est présente avec un point couture permettant d'une part, diverses retouches [fourlets, pose de fermeture etc.] et d'autre part, le marquage du linge avec des étiquettes personnalisées pour les EHPAD et les maisons de retraite du bassin. Cet atelier demande une méticulosité dans l'utilisation des produits et des machines et une rigueur au niveau de l'hygiène. Il permet également de travailler la relation clientèle et le service. Des actions de prospections sont régulièrement effectuées afin d'étendre nos services.
- **Sous-traitance** : l'activité de sous-traitance est fournie par les entreprises. Il peut s'agir de l'assemblage et du conditionnement de cales en cartons pour l'entreprise "Etic-Maillot" mais aussi de cales en polystyrènes pour "Les Menuiseries du Centre - Lapeyre", d'un travail d'ébavurage de pièces en caoutchouc pour "SACATEC", des pièces de cuir pour "Les Maroquineries - Logic" et par intermittence la pose d'étiquettes sur des sachets alimentaires pour "Apiflor". En dehors de l'entreprise "Etic-Maillot". Cet atelier consiste dans l'exécution de gestes répétitifs, il demande une maîtrise des savoirs de base dont le comptage [conditionnement et pesée], la lecture [fiche de gamme] et des qualités professionnelles telles que la minutie, le respect des règles d'hygiène, la capacité à contrôler la qualité des lots.
- **Bois** : ce pôle fonctionne principalement autour de la transformation de palettes en buchettes allume-feu. Grâce à un partenariat avec une déchèterie locale, les palettes sont récupérées et désossées dans nos ateliers. Ce bois est ensuite fendu, coupé aux bonnes dimensions puis mis en sac pour la revente auprès de grands magasins mais aussi de particuliers. Ce pôle connaît une évolution avec la fabrication d'articles divers tels que des jardinières, des salons de jardin ou encore des sapins de Noël. Cet atelier demande de savoir utiliser des outils [scies circulaires, massette etc.] et également de respecter strictement les consignes de sécurité dont l'utilisation d'équipement de protection individuel.

Les salariés sont répartis sur les différents ateliers par les encadrants techniques en fonction de la charge de travail sur chaque pôle. Ils essayent au maximum de créer une rotation entre les bénéficiaires sur les trois ateliers afin d'inciter à la polyvalence. Les encadrants techniques les accompagnent aussi sur la prise de poste jusqu'à ce qu'ils soient autonomes sur les tâches. Cet accompagnement passe par la démonstration de gestes techniques mais également l'acquisition de savoir-être comme la ponctualité, l'assiduité, l'esprit d'équipe et toutes les qualités nécessaires à une bonne intégration en entreprise.

L'accompagnement social et/ou professionnel :

Concernant l'accompagnement individuel proposé aux participants, il est prévu un minimum d'une heure d'entretien par mois et par salarié avec la Chargée d'Insertion Professionnelle. Ces entretiens permettent en début de parcours d'établir un diagnostic des freins à lever, qu'ils soient sociaux et/ou professionnels. Les entretiens suivants seront davantage axés sur la construction du projet professionnel et sa validation.

● **L'accompagnement social :** *l'entretien initial en début de parcours permettra de faire le diagnostic de la situation du participant de l'action ; recensant ainsi des informations sur sa situation familiale, ses ressources et sa situation financière, sa santé, sa mobilité et les différents suivis déjà engagés avec d'autres partenaires sociaux dans un souci de maintien du lien avec les partenaires en question. A l'issue de cet entretien initial, une recherche de solution sera proposée par la Chargée d'Insertion Professionnelle [CIP] et/ou la mise en relation avec un partenaire extérieur expert dans son domaine [Assistante Sociale, Conseillère en Économie Sociale et Familiale, Médecin etc.]. La Chargée d'Insertion Professionnelle peut proposer des interventions collectives et/ou professionnels. Les entretiens suivants seront davantage axés sur la construction du projet professionnel et sa validation.*

● **L'accompagnement professionnel :** *le participant est accompagné à la fois par les encadrants techniques sur les différents ateliers dans l'acquisition de compétences et savoirs-être professionnels ; puis par la Chargée d'Insertion Professionnelle dans la construction de son projet professionnel. En effet, au sein des pôles d'activité, sont travaillés les compétences techniques propres à chaque activité [blanchisserie, bois, sous-traitance] mais aussi des savoirs-être précieux pour l'intégration en entreprise comme l'assiduité, la ponctualité, l'esprit d'équipe, la prise d'initiative. De manière le plus souvent individuel, chaque participant profite de temps d'échanges avec la Chargée d'Insertion Professionnelle pour travailler sur les différentes étapes de construction de son parcours d'insertion. L'entretien initial permettra, ici, de reprendre le parcours du bénéficiaires [diplômes, formations, expériences professionnelles, périodes d'immersion] et de questionner la personne sur ses intérêts et sur les conditions de travail souhaitées.*

A la suite des échanges entre participant et Chargée d'Insertion Professionnelle, **plusieurs trajectoires peuvent être définies :**

1. **Une aide à la découverte des métiers et de l'entreprise [principalement pour les personnes n'ayant jamais occupées un emploi] :**
2. A la fois au travers du travail en atelier mais aussi au travers d'échanges sur la présentation en entreprise.
3. Par recherche d'informations sur les différents métiers et rencontre avec des professionnels visant à favoriser une curiosité sur les métiers existants.
4. **Une aide à la construction du projet professionnel :**
5. Lorsqu'un secteur d'activité et/ou plusieurs métiers sont ciblés, ils pourront confronter leur souhait à la réalité de la profession envisagée à travers des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel [PMSMP].
6. PMSMP qui aideront en fonction des objectifs à la découverte de l'entreprise ou du métier ; à la validation d'un projet professionnel ou encore à la construction d'un réseau professionnel venant s'intégrer à la recherche d'un emploi.
7. **Une aide à la construction et à la validation d'un projet professionnel pérenne :** qui passera par des entretiens réguliers, une analyse du besoin en formation et un travail sur les freins à lever et essentiellement par une mise en adéquation avec les besoins du bassin de l'emploi et des perspectives d'emploi.
8. **Une aide à la recherche de formation si l'accès à l'emploi dans le métier ciblé le nécessite :**
9. Par la prise de contact avec les organismes de formation en fonction du métier choisi et des besoins du bénéficiaires.
10. Par la recherche de solutions pour faciliter l'accès à la formation [logement, organisation personnelle, financement].
11. **Une aide à la recherche d'un emploi, une fois le projet validé :**
12. Par un travail sur les techniques de recherche d'emploi [Curriculum Vitae, Lettre de Motivation, prospection des offres d'emploi, entretien de recrutement].
13. La construction d'un réseau d'employeur par rapport au projet professionnel de validé.
14. Une veille active des offres d'emploi.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Les actions mises en œuvre au sein de notre Atelier et Chantier d'Insertion pour veiller :

● **Au respect de l'égalité femmes-hommes** : les postes sont proposés aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Si l'atelier sous-traitance s'adresse aussi bien aux hommes et aux femmes, ce n'est pas forcément le cas de l'atelier blanchisserie [plus féminin] et de l'atelier bois [plus masculin], même s'il ne s'agit pas d'une volonté de la part des représentants de l'atelier. En effet, nous essayons de ne pas féminiser le pôle blanchisserie et inversement pour le pôle bois qui n'est pas réservé au public masculin. Les hommes sont invités à intervenir en blanchisserie soit sur les machines ou au moins en portant les papiers de linges, en assurant les livraisons ; et les femmes sont conviées à mettre les buchettes en sac sur l'activité bois, si elles ne sont pas en capacité d'utiliser les outils. De plus, lors des recrutements nous essayons d'assurer une certaine mixité sur l'atelier.

● **A l'absence de discrimination** : lors des recrutements, une attention particulière est portée pour ne pas exclure des populations fragiles. Les personnes avec un très faible niveau scolaire ou sans qualification pourront être intégré un sein de notre atelier, même si un minimum de savoirs sont nécessaires à la réalisation des missions sur les différents pôles. Elles pourraient aussi bénéficier d'un positionnement avec nos partenaires sur les savoirs de base. Le public jeune, sans expériences professionnelles, se verra proposer un accompagnement à la découverte des secteurs d'activités et des métiers en tension sur le bassin et bénéficiera d'un encadrement technique renforcé. Les personnes possédant une Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé seront suivies sur l'atelier en lien avec les structures du handicap tel que Cap Emploi [en tant que prescripteur], la Maison Départementale des Personnes Handicapées [pour le suivi administratif] et les Établissements et Service d'Aide par le Travail [pour des immersions professionnelles si nécessaire]. Enfin, les personnes de nationalité étrangère, possédant un titre de séjour ou une carte de résident, pourront être recrutées, les seules réserves seront une maîtrise minimum de la langue française.

● **A l'accessibilité des personnes handicapées** : le bâtiment de plain-pied est adapté à tout public et l'ensemble des ateliers sont accessibles. La diversité de nos ateliers permet d'envisager une rotation sur les postes en fonction des problématiques de santé identifiées.

Détaillez le calendrier de votre projet

Du 1er Janvier 2024 au 31 Décembre 2024 : Opération d'accompagnement où les phases du projet sont menées au fil de l'eau avec des entrées et des sorties permanentes de participants.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

L'objectif principal de l'Atelier et Chantier d'Insertion Ydéalis est d'accompagner à l'accès à l'emploi les participants, qui on pour la plupart une longue période d'inactivité derrière eux, pour cheminer vers une réinsertion sociale et professionnelle. L'ACI a pour action de proposer un emploi sur différents pôles d'activités pour permettre une remobilisation professionnelle, l'acquisition de gestes techniques, une posture professionnelle et une méthode de travail mais aussi de construire un parcours d'insertion pour aboutir à un emploi durable. Ce parcours comprend la définition d'un projet professionnel réaliste et réalisable sur le bassin souhaité, une levée des freins à l'emploi tel que le logement, la santé, le budget, la mobilité etc. et la mise en œuvre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel et de formations collectives ou individuelles pour acquérir des compétences et des qualifications.

Les actions mises en place au sein de l'Atelier et Chantier d'Insertion sont les suivantes :

- **Accueil et intégration en milieu de travail :**
- **Procédure de dépôts d'offres et modalités de recrutement :**
- Utilisation de la plateforme de l'inclusion avec la liste des critères d'éligibilité et du travail réalisé en amont par nos prescripteurs habilités,
- Partenariat avec pôle emploi pour la poursuite de l'organisation de Job Dating au sein de la structure.
- Accueil en milieu de travail :
- Présentation de de la structure et visite des locaux et des postes de travail durant la phase de recrutement,
- Mise à jour du livret d'accueil et du règlement intérieur pour que les nouveaux participants gardent une trace de l'engagement et de l'implication inhérent à l'ensemble de la structure. Lorsque le salarié débute sur l'ACI, il signe un contrat de travail lui expliquant les engagements qu'il doit tenir [fournir un travail salarial ainsi qu'un investissement accru dans l'accompagnement socio-professionnel].
- Intégration en milieu de travail pour la prise de poste :
- Explication et suivi lors de la prise de poste au sein des ateliers avec les Encadrants Techniques [présentation à l'ensemble de l'équipe, installation sur le poste de travail avec énoncé des consignes, explications des différents cahiers des charges etc.].
- Lors de son arrivée, le participant se concentre uniquement sur sa prise de poste durant 4 semaines afin de s'adapter et de prendre ses marques, de reprendre un rythme de travail parfois lointain et de se familiariser avec les différentes tâches à effectuer et le travail collectif.

- **Accompagnement social et professionnel** : La base de cet accompagnement est d'abord fixée par les objectifs proposés par le prescripteur sur la plateforme de l'inclusion et la CIP complète ces objectifs grâce au livret d'accompagnement qui lui permet de recenser chaque point important du parcours de vie du salarié [formations et diplômes ; expériences professionnelles ; situation familiale ; santé etc.] afin d'avoir un cadre d'intervention et de mettre en place une trame d'accompagnement avec la personne.
 - **Accompagnement social [interne et externe]** : Il émane principalement du salarié et passe avant tout par un travail individuel favorisé par l'écoute et la compréhension, pour cibler les différentes problématiques et instaurer un climat de confiance avec lui. Ce travail garanti un soutien adapté à la situation particulière de chaque participant.
 - Mettre en œuvre des solutions aux problématiques sociales identifiées pour permettre d'élaborer et d'affiner un parcours d'insertion réaliste sur le bassin. Notamment en poursuivant nos orientations vers l'ensemble des acteurs intervenant auprès du participant pour renforcer son parcours.
 - Actions individuelles ou collectives à poursuivre avec les partenaires extérieurs pour permettre d'une part une orientation du participant vers les acteurs les plus à même d'apporter des réponses adéquates à la situation du salarié et d'autre part, une sensibilisation aux grands thèmes sanitaires et sociales par le biais d'échanges et/ou de réunions collectives.
 - **Accompagnement professionnel [internet et externe]** : Le but est de rendre le participant acteur de son projet.
 - Poursuivre l'apprentissage des gestes, des prérequis professionnels, des savoirs-être et des savoirs-faire de base sur le poste de l'atelier en assurant un encadrement technique.
 - Les encadrants techniques utilisent à leur disposition un document d'évaluation sur les compétences professionnelles acquises tout au long du contrat de travail et avenants.
 - Entretiens mensuels obligatoires avec la Chargée d'Insertion Professionnelle pour analyser les freins à lever, travailler sur les techniques de recherche d'emploi, identifier les besoins en formations complémentaires, obtenir des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel pour explorer un domaine de travail nouveau ou non, et ainsi affiner et valider son projet professionnel et donc de créer un projet d'insertion avec des objectifs fixés à court, moyen et long terme et surtout en relation avec certains partenaires extérieurs à la structure.
-
- **Formation des salariés en insertion** :
 - Poursuivre l'acquisition de compétences professionnelles propres aux pôles d'activités présents sur l'ACI, avec un accompagnement réalisé par les encadrants techniques.
 - Poursuivre l'identification des besoins en formation des salariés par le diagnostic des encadrants techniques, de la CIP mais aussi des partenaires extérieurs comme le CIBC ou encore les tuteurs en charge du salarié lors des périodes d'immersion.
 - Poursuivre l'accompagnement vers les centres de formation en mettant en place les prescriptions et aider au montage financier.

● **Contribution à l'activité économique et au développement territorial :**

- Concernant le développement des parcours de recrutement et la préparation des salariés aux métiers en tension sur le territoire, nous poursuivons la prospection d'entreprises pour la recherche de lieux de stages permettant de valoriser le salarié en insertion directement sur le poste de travail ; d'informer les salariés en insertion sur les métiers en tension sur le bassin.
- Faire connaître aux employeurs du bassin l'utilité d'un Atelier et Chantier d'Insertion avec les différents dispositifs que nous pouvons mettre en place pour faciliter l'intégration du participant au sein de son entreprise.
- Les périodes d'immersion ou encore les missions intérimaires sont de bonnes passerelles pour créer des collaborations solides entre l'atelier et les entreprises du bassin, pour les inciter à passer directement par notre structure lors de leur besoin de recrutement.

● **Mise en place de partenariats :**

- **En interne :** Le partenariat se fait en premier lieu en interne, avec l'équipe encadrante de l'atelier qui observe la posture professionnelle du salarié. Leurs avis sont intéressants pour un départ en stage ou une remobilisation sur le marché du travail. Les pôles d'activités permettent aussi de créer des échanges salariés-encadrants ainsi diverses problématiques peuvent être abordées dans un cadre moins formel et les encadrants transmettent ces informations durant des temps d'échanges avec la CIP.
- **En externe :** Un travail important de partenariat extérieur se fait avec le réseau du bassin pour accompagner le salarié dans sa globalité et lui donner toutes les chances de retourner de manière sereine et pérenne sur le marché de l'emploi. Nous échangeons avec Pôle Emploi, notre principal prescripteur, mais aussi avec la Mission Locale pour un public un peu plus jeune, et Cap Emploi avec un public possédant un handicap. Nous collaborons aussi avec le service social de secteur où certains salariés sont suivis par une assistante sociale, qui elle aussi, œuvre pour lever les freins sociaux. Nous travaillons aussi en lien avec des organismes de formations comme l'AFAPCA notamment pour l'évaluation et la création de parcours mobilité et parcours de santé ; avec le GRETA pour diverses formations [informatique, HACCP etc.]. Nous sommes en lien régulier avec les entreprises et les collectivités du secteur afin de faire un lien rapide lorsqu'un salarié demande des stages ou qu'une structure recrute.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
15	15	30

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le suivi administratif a lieu au siège social de l'Atelier et Chantier d'Insertion Ydéalis c'est à dire à l'Association Intermédiaire du Nord-Ouest-Cantal : 3 avenue Charles Périé, 15200 Mauriac.

Une personne est en charge de ce suivi : Mme MIRANDA Sylvie (0.33 ETP) - Directrice et gestion administrative du projet.

En pièce jointe : Lettre de mission - MIRANDA Sylvie.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Non

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Un salarié permanent sur l'ACI Ydéalis : Mme SALLES Anaïs (1 ETP), Chargée d'Insertion Professionnelle, pour l'accompagnement à la résolution des problèmes à finalité professionnelle [conseille et propose des actions d'accompagnement afin de favoriser l'emploi et l'insertion].

Fonctions principales :

- Accompagnement socioprofessionnel des salariés en CDDi,
- Mise en place des partenariats complémentaires à l'accompagnement,
- Tâches administratives (dossiers salariés, ASP...).

Missions principales :

- Recevoir un public en entretien,
- Établir un diagnostic individuel sur la situation du public reçu : envie du candidat, compétences et situations personnelles ...
- Informer et aider l'orientation du public cible,
- Informer le candidat sur l'état actuel du marché du travail et les différentes possibilités offertes par son profil,
- Accompagner l'élaboration du parcours d'insertion,
- Faire des recommandations sur le parcours le plus adapté,
- Mettre en relation les différents interlocuteurs et coopérer avec des acteurs extérieurs,
- Assurer et veiller au suivi individuel et administratif.

En pièce jointe : Lettre de mission - Anaïs SALLES et diplômes pour justifier des qualifications - Anaïs SALLES.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Pour les participants :

- Les bilans trimestriels de l'accompagnement du salarié en insertion,
- Les feuilles d'émargement des entretiens bilatéraux ASP/salariés en insertion,
- Un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains et des prestations mobilisés.

Pour les moyens humains affectés à la mission :

- Les bulletin de salaire,
- les contrats de travail et/ou avenants,
- Les lettre de missions.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Lors des entretiens individuels avec les salariés en CDDI, la Chargée d'Insertion Professionnelle, Mme SALLES Anaïs collectera les données sous format papier via le questionnaire FSE et les saisira après sur ma démarche FSE +. Une fois les données saisies, le questionnaire est détruit.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Pour respecter nos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+, nous apposerons l'emblème de l'Union européenne et la mention "cofinancé par l'Union européenne" en toutes lettres à côté de l'emblème, en les faisant figurer sur l'ensemble de nos supports de communication, pour nous assurer que les participants à l'opération sont informés du financement de l'opération.

- Les sites internet et les médias sociaux : En cours de construction ainsi que les signatures de mail.

- Les documents et matériels de communication à destination du public et des participants :
- sur l'ensemble des justificatifs de réalisation (contrats de travail, avenants, feuille d'émargement, règlement intérieur etc.).

- Les affiches pour informer le public du soutien obtenu par le fond en affiche A3 :
- dans le bureau de Chargées d'Insertion Professionnelle où se déroule les entretiens d'accompagnement des salariés en insertion ainsi que les différents rendez-vous avec les partenaires extérieurs.
- à l'accueil du bâtiment, visible dès l'entrée, lieu où la clientèle mais aussi les différents donneurs d'ordre entrent et patientes.
- à l'intérieur de chaque salle correspondant à un pôle d'activité [blanchisserie et sous-traitance].
- dans la salle de réunion et de formation.
- au siège social de l'Atelier et Chantier d'Insertion "Ydéalis" c'est à dire à l'Association Intermédiaire Nord-Ouest Cantal.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			28 901,62 €	10,24 %		40 457,46 €	13,15 %		41 375,88 €	10,04 %	
Conseil départemental	ASP Département	non	28 901,62 €	10,24 %	Non	40 457,46 €	13,15 %	Non	41 375,88 €	10,04 %	Non
État			244 561,56 €	86,65 %		258 467,41 €	84,00 %		361 862,04 €	87,83 %	
État	ASP ETAT	non	244 561,56 €	86,65 %	Non	258 467,41 €	84,00 %	Non	361 862,04 €	87,83 %	Non
Conseil régional			8 769,00 €	3,11 %		8 769,00 €	2,85 %		8 769,00 €	2,13 %	
Conseil régional	conseil régional	non	8 769,00 €	3,11 %	Non	8 769,00 €	2,85 %	Non	8 769,00 €	2,13 %	Non
Total			282 232,18 €	100,00 %		307 693,87 €	100,00 %		412 005,92 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Caractéristiques du public ciblé :

Les personnes accueillies au sein de l'ACI sont orientés via la plate-forme de l'inclusion.

Les prescripteurs habilités avec qui nous collaborant le plus souvent sont Pôle emploi, Cap emploi, mission locale, le conseil départemental -au travers des assistantes sociales- et encore les référents de RSA etc.

Les personnes relèvent d'un PASS IAE délivré par la plate-forme de l'inclusion pour une durée maximale de 24 mois.

L'atelier vise un public éloignés de l'emploi qu'il s'agisse d'homme ou de femme. Il peut s'agir de bénéficiaires de minima sociaux rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, des demandeurs d'emploi, - de très longue durée-, des travailleurs ayant une reconnaissance de handicap, les jeunes de moins de 26 ans

Les participants sont reçues en entretien préalable à l'embauche, dès réception de la prescription. Nous réexpliquons les principaux axes de l'accompagnement tels que la redynamisation par la mise en situation de travail dans un collectif organisé, la résolution des "freins" à l'insertion sociale et professionnelle et la construction d'un Projet professionnel.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Pour vérifier l'éligibilité des participants nous utilisons :

- le PASS IAE après validation des critères administratifs d'éligibilité de la plateforme de l'inclusion.
- Une attestation du Service Public de l'emploi.
- le Contrat à Durée Déterminée d'Insertion cosigné entre l'ACI Ydéalis et le participant ainsi que le(s) avenant(s) le cas échéant.

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Les dispositions prises pour assurer la collecte et le suivi des données des participants sont les suivantes :

- feuille d'émargement trimestriel pour les entretiens d'accompagnement (feuille individuel, durée de l'entretien, Chargée d'Insertion Professionnelle qui a mené l'entretien ainsi que sa signature et enfin signature de participant).
- contrat de travail et avenant (cosignature entre le participant et le président de la structure).

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon ctio n	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (5) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(3)	Inté- rieur mail e	Pièce jointe
DPE_03	SALLES Anais	CIP	29 970,50 €	1 820	1 820	100,00 %	29 970,50 €	16,47 €	Non	Non
Total			29 970,50 €				29 970,50 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses			Année 1 - 2024	
			€	%
Dépenses liées à l'opération			29 970,50 €	100,00 %
Total			29 970,50 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Une lettre de mission

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Mme SALLES Anaïs (CIP) est à temps complet à la réalisation du projet et ne bénéficie d'aucun soutien tel que l'apprentissage, contrat aidé ou autre.

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	0	0	0,00 €	Oui	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	autre	aucune dépense			0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Place jointe
DPAK_01	Salaires et indemnités de stage	0	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement, dépenses de participants pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	29 970,50 €	29 970,50 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	2 097,93 €	2 097,93 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	29 970,50 €	93,46 %	29 970,50 € 93,46 %
Dépenses de personnel	29 970,50 €	100,00 %	29 970,50 € 100,00 %
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses indirectes	2 097,93 €	6,54 %	2 097,93 € 6,54 %
Total	32 068,43 €	100,00 %	32 068,43 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre identique	Attestation de co-financement
	9 539,43 €	29,75 %	9 539,43 €	29,75 %		
Financement européen sollicité						
FSE+	9 539,43 €	100,00 %	9 539,43 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux						
CR AURA	2 923,00 €	12,97 %	2 923,00 €	12,97 %	Non	Oui
Conseil départemental du cantal	15 000,00 €	66,58 %	15 000,00 €	66,58 %	Non	Oui
ETAT	4 606,00 €	20,44 %	4 606,00 €	20,44 %	Non	Oui
Total	32 068,43 €	100,00 %	32 068,43 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	32 068,43 €	100,00 %	32 068,43 € 100,00 %
Dépenses directes	29 970,50 €	93,46 %	29 970,50 € 93,46 %
Dépenses indirectes	2 097,93 €	6,54 %	2 097,93 € 6,54 %
Total des ressources	32 068,43 €	100,00 %	32 068,43 € 100,00 %
Financement européen sollicité	9 539,43 €	29,75 %	9 539,43 € 29,75 %
Financements publics nationaux	22 529,00 €	70,25 %	22 529,00 € 70,25 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 17 /10/2023	Oui
Délégation de signature		Non
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 31 /10/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 15 /11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 31 /10/2023	Oui
Statuts	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 09 /11/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 04 /12/2023	Oui
Lettre Mission SALLES Anaïs	importé le 08 /12/2023	Oui
DIPLOME SALLES Anaïs	importé le 15 /11/2023	Oui
AVENANT SALLES Anaïs	importé le 15 /11/2023	Oui
Lettre Mission MIRANDA Sylvie	importé le 15 /11/2023	Oui
Bulletin Paie SALLES Anaïs Décembre 23	importé le 18 /12/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne: [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
- e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;

4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de layout, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'

information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

VEGA

Prénom

Joaquin

Téléphone

+33 6 72 47 65 51

Adresse mail

associationintermediairemauriac3@wanadoo.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-17

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304724 -

AUORE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ "Insertion par l'Activité Économique - 2024" n°ARA-OI620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 14 400 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 24 075 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 59,81 %, à l'association AURORE pour l'opération n°202304724 « 2024 - AURORE - Insertion professionnelle en IAE dans le Cantal ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 7 200 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304724

Date de dépôt initiale de la demande : 02/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - AURORE - Garage solidaire / service solidaires - Insertion Professionnelle en Ateliers Chantier d'Insertion.

Numéro de dossier

202304724

Candidat

Raison sociale : ASSOCIATION AURORE

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

24 075 €

Subvention FSE sollicitée

14 400 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

77568497003594

Raison sociale

ASSOCIATION AURORE

Adresse

31 RUE FALGUIERE SIEGE
75015 PARIS 15

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

COPPEY

Prénom

Pierre

Adresse mail

siege@aurore.asso.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- FEBVRE Olivier Directeur de Territoire o.febvre@aurore.asso.fr +33 6 14 17 49 64
- GUYOT Florian Directeur Général siege@aurore.asso.fr +33 6 70 71 44 22
- LORTON Julie Directrice de Territoire j.lorton@aurore.asso.fr +33 6 70 71 44 22

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Lamri	Guenouche	l.guenouche@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Annabelle	LARDET	a.lardet@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Pascal	POLONAIS	p.polonais@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Thierry	ROY	t.roy@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Thierry	ROY	t.roy@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Mérita	SELIMI	m.selimi@aurore.asso.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

AURILLAC

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Les fortes difficultés d'insertion professionnelle sont le dénominateur commun d'intervention de l'association Aurore dans le Cantal.

Le public cible de notre accompagnement professionnel présente un certain nombre de difficultés en matière de freins liés à l'emploi : jeunes avec un niveau de qualification 3 ou infra, seniors en recherche d'emploi, demandeurs d'emploi avec des difficultés sociales, non maîtrise de la langue française, difficultés d'hébergement freins à la mobilité (cognitive, matérielle, financière), etc.

L'Association Aurore gère notamment des dispositifs d'hébergements, de soins, et des dispositifs d'insertion hors IAE : le programme national E.M.I.L.E et le dispositif national d'accueil Familles Réfugiées Réinstallées.

Depuis 2021, l'association a pérennisé un peu plus son ancrage sur le département du Cantal en créant une structure d'insertion portant deux activités : un garage social ayant pour activité la réparation, la vente et la location de véhicules et une structure de "services solidaires" ayant pour activité l'hygiène et l'entretien de bâtiments et structures collectives.

Ces deux activités ont un double objectif : apporter des services innovants et/ou inaccessibles pour un public précaire et former des personnes sur des métiers en tension sur le département en s'appuyant sur un modèle économique Atelier Chantier d'Insertion.

L'activité de « services solidaires » a débuté en octobre 2021 par des réponses à des marchés publics de la commune d'Aurillac et de la communauté d'agglomération CABA.

Le contexte de cette structure d'insertion s'inscrit selon une enquête du laboratoire de la mobilité inclusive paru en 2016, 86 % des Français estiment que les problèmes de mobilité sont un frein à l'emploi.

Le département du Cantal est un territoire rural avec un relief de moyenne montagne où la mobilité est identifiée depuis plusieurs années comme un frein important à l'insertion professionnelle et à l'inclusion sociale des personnes.

Peu de transports en commun sont présents sur l'ensemble du territoire et lorsqu'ils existent, ils ne desservent que très peu de communes, et proposent des horaires non-adaptées au cadre du travail.

Depuis plus de 10 ans, le Conseil Départemental du Cantal a inscrit la mobilité comme une priorité forte dans son programme départemental d'insertion.

En effet, le manque de mobilité impacte particulièrement les personnes en situation de précarité. Malgré l'existence de réponses spécifiques (préparation au passage du permis, diagnostic et accompagnement mobilité) les problèmes « matériels » de mobilité (réparation, entretien, location, achat de véhicules) restent majeurs.

Localisé au sein de cette région fortement rurale, où les déplacements se font principalement en voiture, Le Garage Solidaire souhaite apporter des solutions de mobilité, concrètes et adaptées au plus grand nombre, et permettre aux personnes en situation de précarité de retrouver leur autonomie de déplacement, indispensable à leur inclusion sociale et professionnelle.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Les dispositifs emplois et les chantiers d'insertion d'Aurore permettent à des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles de bénéficier d'un contrat de travail. Le parcours peut comprendre des actions de formation et d'immersion en entreprises.

L'IAE s'adresse aux personnes particulièrement éloignées de l'emploi :

- Chômeurs de longue durée et très longue durée ;
- Personnes qui touchent des minimas sociaux (RSA, ASS, AAH, etc.) ;
- Jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté et sénior de plus de 50 ans ;
- Travailleurs reconnus handicapés ;
- etc.

L'accompagnement a une double finalité :

- Un taux de sortie dynamique (CDI, CDD, formation qualifiante et création d'entreprise) à hauteur de 60% par an mais aussi l'inclusion sociale : stabilité dans le logement, situation financière redressée et stable, l'accès aux droits des salariés, le passage du permis, etc. ;
- Un accompagnement social et professionnel leur permettant de résoudre un certain nombre de problématiques bloquant l'accès à l'emploi : santé, logement, famille, etc. Les publics sont recrutés en contrat à durée déterminé d'insertion (CDDI) pour des durées variant de 8 à 24 mois selon la nature de leur accompagnement et de leur progression.

Ce projet d'insertion que nous vous soumettons est centré sur deux volets : un garage social et solidaire et des services solidaires. Le projet répond à un double objectif. Permettre d'aider et accompagner les personnes les plus précaires à s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail et d'un autre côté, redynamiser le territoire du Cantal et apporter des services innovants de mobilité.

Détaillez le contenu de votre projet

Les parcours d'insertion proposés sont structurés autour des axes suivants :

Étape 1 : repérage/orientation

- Identification des demandeurs d'emploi en lien avec les services publics de l'emploi (pôle emploi et mission locale) mais également au moyen de permanences emploi. Les participants qui s'y présentent sont les plus éloignés du SPE et du marché du travail. Le passage par un emploi aidé à temps partiel est le plus indiqué pour préparer une reprise d'activité dite "classique".
- Participation aux réunions d'équipe des prescripteurs habilités ou réunion BRSA des Pôles Emploi locaux ;
- Recrutement via la plateforme de l'inclusion. L'implantation géographique de nos services d'insertion vise à toucher une population de demandeurs d'emplois et/ou bénéficiaire du RSA important. Le recrutement est réalisé par session collective tous les 2/3 mois (en fonction des besoins). Tous les candidats inscrits sur la plateforme sont contactés pour la session de recrutement (accueil inconditionnel) et chaque prescripteur est informé de la convocation et de l'issue de la session collective ;

Étape 2 : diagnostic

Chaque nouveau participant est reçu lors de son premier jour de travail afin d'établir un diagnostic socio-professionnel qui servira de fil rouge à son accompagnement lors de son parcours d'insertion.

- l'accueil-intégration cadrée et organisée par les encadrants techniques et CIP. En fonction des activités, un programme est planifié pour : découvrir l'environnement de travail (locaux, vestiaires, chantiers), présentation aux collègues, remise des équipements obligatoires de protection individuelle, explication de leur utilisation et leur obligation
- la remise du livret d'accueil ainsi que la signature du contrat et autres documents administratifs (mutuelle, ticket restaurants, etc.),
- la présentation des différents interlocuteurs administratif (directeur, chef de service, assistant administrative, conseillère en insertion professionnelle etc.).
- Après 2 semaines sur le chantier, un premier bilan de la période d'essai est réalisé par le trinôme Cadre /CIP/encadrant technique d'insertion. Il permet d'ajuster l'accompagnement proposé.

Étape 3 : accompagnement professionnel et social

- **Le volet professionnel** passe par la formation théorique et opérationnelle en interne. L'accompagnement vers l'emploi est réalisé via la mise en situation de production : les bénéficiaires acquièrent les techniques et les savoirs nécessaires pour la réalisation du métier support du chantier ou de l'entreprise d'insertion. Nous nous appuyons sur une méthodologie "d'apprendre en faisant" qui se traduit par des "formations" réalisées par les encadrants techniques sur : l'utilisation des machines et les règles de sécurité, les techniques et règles de nettoyage, l'objectif de chaque outillage, l'apprentissage du vocabulaire technique et professionnel, etc.
- la tenue d'un poste de travail : arrivée à l'heure et en tenue adaptée, appliquer et respecter les consignes de travail, faire attention aux matériels utilisés et à son environnement de travail, la relation avec autrui, etc. ;
- la détermination des objectifs et intentions professionnels par les CIP au cours du premier mois : volonté d'avoir un emploi en temps partiel ou temps plein, un CDD, CDI ou formation, les contraintes à prendre en compte (secteur géographique, mobilité, contexte familiale, etc.), le projet professionnel à définir ou ajuster (domaine d'activité) ;
- la mise en situation dans d'autres milieux professionnels. Cela peut se traduire par l'organisation de stages, de périodes d'immersion, de participations à des forums pour l'emploi, à des visites d'entreprise, etc. Afin de développer le réseau d'entreprises partenaires, des prospections physiques et téléphoniques sont organisées une fois par mois. La mise en place de job dating ou d'animation RH permet de proposer des solutions d'emploi aux salariés et d'entretenir le réseau ;
- **Le volet social** se concentre sur la levée des freins à l'emploi par l'accompagnement des CIP. Au delà de la "remise" au travail, les personnes accueillies bénéficient d'un accompagnement personnalisé dans leurs démarches d'insertion. Le projet réside dans la structuration d'accompagnement individualisé, renforcé et intégré, via la proposition de solutions coordonnées à la levée de tous types de freins à l'emploi, sociaux, professionnels. Il se traduit par des entretiens individuels réguliers permettant à chaque personne d'acquérir les techniques nécessaires à une recherche d'emploi active et structurée. Il est construit avec les partenaires locaux des chantiers et entreprise d'insertion : missions locales, Pôle Emploi, projet ville, maison de l'emploi, entreprises et structures de l'insertion par l'activité économique, etc.
- L'action d'accompagnement répond aux objectifs du programme opérationnel en permettant de toucher un public fragile : des personnes sans emploi, en situation, ou menacées, de pauvreté en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre les possibilités d'un retour à l'emploi durable (cumul de freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi).
- la remise à niveau sur des savoirs de base grâce à des formations réalisées par des OF et par les CIP.

L'activité réalisée est une activité support permettant une remobilisation professionnelle, consolider un cadre de travail avec les savoirs professionnels et la confiance en soi.

Les salariés bénéficient de moyens matériels (machines professionnelles etc.) et humains (personnels formés) mis à leur disposition. Pour mener à bien son accompagnement de qualité, l'association se base sur :

- les ateliers de formation en interne (Technique de Recherche d'Emploi (TRE), Alphabétisation, gestion de budget, etc.) ;
- l'activité des services solidaires comme support de travail dans un cadre de redynamisation ;
- l'activité du garage solidaire à travers différentes techniques de mécanique ;
- l'accompagnement individualisé et le suivi renforcé des bénéficiaires ;
- la mise en place des périodes d'immersion, la participation au forum de l'emploi, la relation avec les entreprises.

La création d'un "groupe métier insertion Aurore" rassemblant l'ensemble des structures d'insertion de l'association permet la mutualisation des bonnes pratiques et l'orientation des publics vers le chantier ou l'entreprise d'insertion la plus adaptée à sa situation vis à vis de l'emploi tout en tenant compte de sa situation sociale.

Étape 4 : la sortie du dispositif

- Celle-ci se prépare de concert entre les parties prenantes : le salarié en insertion, le cadre, l'encadrement technique et l'accompagnement social et professionnel.
- Une sortie est dite dynamique si le participant est orienté vers une formation professionnelle ou un emploi pérenne.
- Un accompagnement est proposé dans l'emploi pour ceux qui le souhaite, sur une durée maximale de 6 mois qui permet de faciliter un maintien dans l'emploi dit "classique".
- Si en fin de parcours le participant présente toujours des difficultés à s'insérer dans le monde du travail (souvent liées à des freins périphériques qui perdurent), le réseau partenarial est activé afin d'envisager une suite de parcours vers d'autres acteurs de l'insertion ou du service public de l'emploi.

Orientation des publics

Les publics sont principalement orientés via la plateforme "béta-inclusion".

Celle-ci est alimentée par la cheffe de service en fonction des besoins des ACI.

La mise en œuvre du projet est assurée par une Conseillère en Insertion Professionnelle affectée à 0,50 ETP.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

La prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes se traduit dans ce projet par la volonté de maintenir, dans la mesure du possible, une parité femmes-hommes via un recrutement pouvant favoriser les candidatures féminines :

- Toutes les fiches de postes sont rédigées en écriture inclusive pour permettre autant aux femmes qu'aux hommes de se projeter sur les postes ;
- Toutes les activités supports peuvent être exercées indifféremment par des femmes ou des hommes et ne nécessitent pas d'efforts particuliers ;
- Les conditions de travail proposées sont adaptées à un public mixte : vestiaires et toilettes séparés.

Lors de l'accueil des nouveaux salariés :

- Nous tenons compte de la situation des familles monoparentales en adaptant les horaires de travail aux contraintes familiales (garde enfants, crèche, école, etc.) ;
- Nous tenons compte des modes de garde et adaptons ensuite nos plannings de travail aux contraintes éventuelles. Les salariés étant majoritairement sur un contrat à 26h par semaine, une journée reste non travaillée. Celle-ci adaptée en fonction des demandes et besoins des personnes accompagnées ;
- Dans le cadre du suivi socioprofessionnel, nous venons en complément de l'accompagnement réalisé par le partenaire prescripteur en appui pour certaines personnes dans leur recherche de modes de garde et/ou d'allocations compensatoires.

Nous favorisons à travers nos recrutements l'embauche de personnes très éloignées de l'emploi, quels que soient leur origine, âge, sexe ou problématique, dans un principe d'égalité des chances. Tous les candidats sont contactés sans sélection pour les sessions de recrutement.

Ces principes sont intrinsèquement liés aux statuts de l'Association Aurore, et c'est bien dans ce cadre statutaire que nos activités ont été portées.

L'Association Aurore se donne pour but l'accueil inconditionnel de toute personne.

A ce titre et au niveau de l'insertion professionnelle, la candidature de toute personne titulaire d'une RQTH est examinée en fonction de la nature du poste proposé et de l'aptitude physique du ou de la candidate.

Détaillez le calendrier de votre projet

L'action se déroule sur toute l'année en continu. Elle permet d'intégrer et d'accompagner les salariés en insertion sur le principe des entrées / sorties permanentes en file active.

Le projet se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 (projet initié en 2021).

L'objectif est de la pérennisation du projet.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

L'action principale est l'accompagnement socioprofessionnel des personnes dans leurs démarches d'accès à l'emploi, tout en les valorisant durant toute la durée de construction du parcours :

- Diagnostic, suivi individuel allant jusqu'à l'inscription au service public de l'emploi (permanences emploi)
- Accompagnement et accès à l'emploi (ateliers et chantiers d'insertion et entreprise d'insertion)
- Suivi avant et pendant l'emploi durable :

L'objectif majeur de cette nouvelle méthode d'accompagnement est le maintien en emploi « classique » des salarié.e.s. L'accompagnement se base sur 3 repères clés : symétrie des contacts entre salarié.e.s et entreprises – le/la salarié.e est toujours contacté.e en premier – le/la permanent.e est bien identifié.e en amont par le/la salarié.e et l'entreprise. Pour la mise en œuvre, les permanents ont bien identifié leur rôle tout au long de la prise en charge ; chaque rôle étant primordial dans le soutien au/à la salarié.e. Cela permet de rassurer le/la salarié.e en cas de doute, questionnement, etc. mais également l'entreprise qui reste frileuse à l'embauche de personne en parcours d'insertion.

Afin répondre aux besoins des entreprises qui sont en grande pénurie de main d'œuvre, un travail autour des offres d'emploi et des salarié.e.s présents sur les structures est réalisé. La finalité étant de faire concorder les besoins des entreprises et les compétences et objectifs professionnels des salarié.e.s.

Sur le territoire, nous avons deux supports d'activités :

- Le garage solidaire activité centrée sur la mécanique automobile à Aurillac vise à pallier les difficultés matérielles de mobilité que rencontrent les personnes en situation de précarité sur l'ensemble du département du Cantal. Son objectif est d'être au service des personnes les plus précaires du territoire et de contribuer à la réussite de leur insertion professionnelle, mais aussi, de leur inclusion sociale.
- Les services solidaires à Aurillac qui propose l'entretien et le maintien du cadre de vie prestation de nettoyage des bâtiments communaux.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
10	5	15

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le Directeur d'Activités : Pascal Polonais (0,2 ETP) :

- Suivi qualitatif et quantitatif du projet,
- Animation des partenariats notamment financier,
- Coordination et management des équipes,
- Interlocuteur du service FSE de la DREETS.

La Cheffe de service : Emilie Roussel (0,2 ETP)

- Suivi de l'organisation des activités,
- Assure l'interface entre les acteurs,
- Conception des évaluations,
- Coordination de l'équipe.

Responsable Administrative et Financière : Aude Marcilly puis Annabelle Lardet (0,1 ETP)

- Suivi financier du projet,
- Conception des bilans et suivi des CSF.

Assistante administrative : Elodie Lopes (0,7 ETP)

- Assure la coordination administrative,
- L'accueil, la réception et l'orientation des publics,
- Saisie des participants et de récolte des pièces sur ma-demarche-fse-plus.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

Afin de respecter et d'anticiper l'ensemble des obligations liées à la gestion des financements européens, Aurore est accompagnée par un cabinet spécialisé dans la mobilisation des fonds européens structurels et d'investissement et plus particulièrement du Fonds social européen devenu FSE+.

Par ailleurs, une fois le projet conventionné, l'ensemble des personnes impliquées dans l'opération sera formé à cette gestion des fonds européens notamment sur l'importance des obligations de publicités, la collecte des indicateurs participants, sur la traçabilité des actions réalisées dont les pièces d'éligibilité des participants et sur le reporting financier.

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

L'action est organisée comme suit :

- Une conseillère en insertion professionnelle (0,5 ETP) : suivi individuel des salariés en insertion et accompagnement à la résolution des problématiques sociales et personnelles, veille sociale et professionnelle, développement du partenariat, prospections d'employeurs, veille sociale et professionnelle, suivi administratif des participants, saisie des informations concernant les participants dans ma-demarche-fse-plus.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

La vérification de la réalisation du projet pourra être réalisée avec les pièces et éléments suivants :

- La production d'un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains, du nombre de participants accompagnés
- Les feuilles d'émargement des entretiens bilatéraux CIP/salariés en insertion
- Les bilans trimestriels d'accompagnement des salariés en insertion

Pour les personnels en charge de la mise en œuvre opérationnelle, les dépenses seront justifiées avec les pièces suivantes :

- Contrats de travail + avenants le cas échéant
- Lettre de mission
- Bulletins de paie.

Concernant le présent projet, il s'agira des pièces relatives à la CIP.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre ?

Dans la mesure où le projet vise l'accompagnement direct de participants, la collecte des données se limitera essentiellement aux « indicateurs participants ». Sauf information contraire nous ne serons a priori pas concernés par les « indicateurs entités ».

Les questionnaires DGEFP seront détruits à l'issue de la saisie des données dans MDFSE+ selon les consignes du RGPD.

Pour les « indicateurs participants », fort de notre expérience, en Île-de-France et dans le Cantal, sur les projets cofinancés par les fonds européens auprès de la DROETS Île de France et plus globalement auprès des différents organismes intermédiaires au niveau de l'association (PLIE, Département, Région et Aise), nous avons prévu de nous appuyer sur le questionnaire confectionné par la DGEFP (version Décembre 2022).

Ce document sera renseigné par chaque participant à l'entrée sous format papier dans le dispositif puis saisie selon les préconisations de la DGEFP, une saisie au fil de l'eau, sur Ma Démarche FSE+ par les assistantes administratives de chaque projet. Un contrôle sera également effectué 2 fois dans l'année par le chef de service pour s'assurer de la fiabilité et de la complétude des données saisies.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous avons bien pris connaissance des obligations de publicité comprises dans le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes – Chapitre III – Article 46 à 50 et l'Annexe IX à savoir d'apposer l'emblème de l'Union européenne (le drapeau) associée à la mention « Cofinancé par l'Union européenne » sur tous les supports de présentations, les fiches d'émargement et sur tous les documents de communication.

Par ailleurs, cette obligation d'information, qui est cumulative avec l'obligation de publicité, comprend 3 niveaux d'obligation qui seront respectés par notre structure avec :

- Une signalétique dédiée au sein des locaux notamment une affiche à l'entrée extérieur du bâtiment dans les bureaux, la salle d'attente et box d'accueil ;
- Une communication auprès des participants notamment au moment des sessions d'informations collectives mais aussi en direction des partenaires, grâce aux différents supports de communication (affiche, plaquette...) ou lors des forums emploi ou rencontres partenariales ;
- Sur le site Internet et les médias sociaux, avec la mise en avant de la participation des fonds européens avec les obligations de publicité et un article spécifique. Les obligations de publicités apparaîtront dès l'arrivée sur le site sans nécessité de scroller.
- Apposition de l'emblème de l'Union Européenne (drapeau) associée à la mention "cofinancé par l'union européenne dans la signature de la CIP.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			16 594 368,00 €	9,55 %		17 266 131,00 €	9,82 %		18 862 912,00 €	9,90 %	
Conseil départemental	10-15-24-45-75-77-78-91-92-93-94-95	Hébergement Soin Insertion	16 594 368,00 €	9,55 %	Non	17 266 131,00 €	9,82 %	Non	18 862 912,00 €	9,90 %	Non
Union européenne			1 036 670,00 €	0,60 %		1 442 478,00 €	0,82 %		1 332 519,00 €	0,70 %	

Union européenne	(FSE, Erasmus, ITI, IE), REACT-UE	Hébergement Soin Insertion	1 036 670,00 €	0,60 %	Non	1 442 478,00 €	0,82 %	Non	1 332 519,00 €	0,70 %	Non
État			148 887 543,00 €	85,72 %		148 877 844,00 €	84,64 %		158 130 035,00 €	82,96 %	
État	Ministères et Préfectures	Hébergement Soin Insertion	148 887 543,00 €	85,72 %	Oui	148 877 844,00 €	84,64 %	Oui	158 130 035,00 €	82,96 %	Oui
Autres collectivités territoriales			417 596,00 €	0,24 %		559 596,00 €	0,32 %		563 226,00 €	0,30 %	
Autres collectivités territoriales	Communautés d'agglomérations	Hébergement Soin Insertion	417 596,00 €	0,24 %	Non	559 596,00 €	0,32 %	Non	563 226,00 €	0,30 %	Non
Autres organismes publics			4 128 917,00 €	2,38 %		5 177 724,00 €	2,94 %		8 970 223,00 €	4,71 %	
Autres organismes publics	Agences d'Etat, etc.	56 229	4 128 917,00 €	2,38 %	Non	5 177 724,00 €	2,94 %	Non	8 970 223,00 €	4,71 %	Non
Conseil régional			2 631 365,00 €	1,51 %		2 571 287,00 €	1,46 %		2 755 423,00 €	1,45 %	
Conseil régional	Ile de France, Grand-Est, etc.	Hébergement Soin Insertion	2 631 365,00 €	1,51 %	Non	2 571 287,00 €	1,46 %	Non	2 755 423,00 €	1,45 %	Non
Total			173 696 459,00 €	100,00 %		173 695 650,00 €	100,00 %		190 614 339,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

A titre indicatif, en 2022, nos publics présentaient les caractéristiques suivantes :

- Demandeur d'emplois depuis plus de deux ans : 65%
- Niveau de formation inférieur à 3 : 85%

Le projet vise à accompagner les personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du Service Public de l'Emploi.

Les salariés en parcours d'insertion ne sont pas choisis à partir de critères purement administratifs. Il s'agit bien de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles, comme :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée,
- Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA),
- Les bénéficiaires de minima sociaux,
- Les jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification ou sans expérience, etc.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Pour justifier l'éligibilité de chaque participant à savoir :

- Attestation d'inscription France travail
- Le pass IAE
- les contrat de travail et les avenants.

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Fort de notre expérience sur les projets cofinancés par les fonds européens sur la période 2014/2020 auprès de la Drieets IDF et plus globalement auprès des différents organismes intermédiaires au niveau de l'association (PLIE, Département, Région et Avise), nous avons prévu de nous appuyer sur le questionnaire confectionné par la DGEFP (version 28 novembre 2018 puis juin 2022).

Ce document sera renseigné par chaque participant à l'entrée sous format papier dans le dispositif puis saisie tous les trimestres, sur Ma Démarche FSE+ par les assistantes administratives.

Un contrôle sera également effectué 2 fois dans l'année par la cheffe de service pour s'assurer de la fiabilité et de la complétude des données saisies.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon- ctio- n	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (5) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(6)	Inté- rieur mair- ie	Place jointe
DPE- 01	SERIEYS	CIP	45 000,00 €	910	1 820	50,00 %	22 500,00 €	24,73 €	Non	Oui
Total			45 000,00 €				22 500,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses		Année 1 - 2024	
		€	%
Dépenses liées à l'opération		22 500,00 €	100,00 %
Total		22 500,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

La salariée (CIP, Mine Serieys) est affectée à taux fixe et ne relève pas d'un contrat aidé.

Justificatif : lettre de mission, avec les mentions conformément au décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses du programme FSE+ pour la période de programmation 2021-2027.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passés des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Aucun salarié à temps variable .

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	Divers	Divers	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DREXT_01	Divers	Divers	0	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	Divers		0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de participants, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	22 500,00 €	22 500,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	1 575,00 €	1 575,00 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	22 500,00 €	93,46 %	22 500,00 € 93,46 %
Dépenses de personnel	22 500,00 €	100,00 %	22 500,00 € 100,00 %
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses indirectes	1 575,00 €	6,54 %	1 575,00 € 6,54 %
Total	24 075,00 €	100,00 %	24 075,00 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre Identique	Attestation de co-financement
	14 400,00 €	60,00 %	14 400,00 €	60,00 %		
Financement européen sollicité						
FSE+	14 400,00 €	100,00 %	14 400,00 €	100,00 %	Oui	Non
Autres co-financements européens	7 500,00 €	31,25 %	7 500,00 €	31,25 %		
Conseil Départemental du Cantal	7 500,00 €	100,00 %	7 500,00 €	100,00 %	Non	Non
Financements publics nationaux	2 100,00 €	8,75 %	2 100,00 €	8,75 %		
Etat / ASP	2 100,00 €	100,00 %	2 100,00 €	100,00 %	Non	Non
Total	24 000,00 €	100,00 %	24 000,00 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total	
Total des dépenses	24 075,00 €	100,00 %	24 075,00 €	100,00 %
Dépenses directes	22 500,00 €	93,46 %	22 500,00 €	93,46 %
Dépenses indirectes	1 575,00 €	6,54 %	1 575,00 €	6,54 %
Total des ressources	24 075,00 €	100,00 %	24 075,00 €	100,00 %
Financement européen sollicité	14 400,00 €	59,81 %	14 400,00 €	59,81 %
Autres co-financements européens	7 500,00 €	31,15 %	7 500,00 €	31,15 %
Financements publics nationaux	2 100,00 €	8,72 %	2 100,00 €	8,72 %
Autofinancement	75,00 €	0,31 %	75,00 €	0,31 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
------------------	---------	-----------------

Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 02 /12/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 02 /12/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 02 /12/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 02 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 02 /12/2023	Oui
Statuts	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 02 /12/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 07 /12/2023	Oui
Contrat de travail CIP Magali Serieys	importé le 02 /12/2023	Oui
Licence CIP Magali Serieys	importé le 02 /12/2023	Oui
Lettre de mission CIP Magali Serieys	importé le 02 /12/2023	Oui
lettre de mission SERIEYS Magali	importé le 12 /02/2024	Oui
Convention CD 15	importé le 12 /02/2024	Oui
Annexe financière ASP	importé le 12 /02/2024	Oui
Lettre de mission mme SERIEYS	importé le 13 /02/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;

- e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.

10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom
LORTON

Prénom

Julie

Téléphone

+33 6 70 71 44 22

Adresse mail

j.lorton@auore.asso.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-18

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304520 - DISPO SERVICES

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Gilles COMBELLE et Vincent DESCOEUR se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M.52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ "Insertion par l'Activité Économique - 2024" n°ARA-OI620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 48 015 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 85 065 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 56,85 %, à l'association DISPO SERVICES pour l'opération n°202304520 « 2024 - DISPO SERVICES - ACI - Accompagner et favoriser l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 24 007,50 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304520

Date de dépôt initiale de la demande : 16/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - DISPO-SERVICES-ACI - Accompagner et favoriser l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi

Numéro de dossier

202304520

Candidat

Raison sociale : DISPO SERVICES

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

85 065 €

Subvention FSE sollicitée

48 015 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

39805567300055

Raison sociale

DISPO SERVICES

Adresse

7 RUE FIGEAGISE MAISON DE SERVICES
15600 MAURS

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

COMBELLE

Prénom

Gilles

Adresse mail

disposervices1@orange.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Non

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Noémie	LACIPIERE	dispo.services@orange.fr	Porteur de projet
Gilles	PICARROUGNE	gpicarrougne1@gmail.com	Porteur de projet
Gilles	PICARROUGNE	gpicarrougne1@gmail.com	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

MAURS

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

L'activité de DISPO SERVICES sur le territoire a mis en évidence des difficultés particulières d'insertion :

- Un niveau de formation très faible voire inexistant
- le problème de mobilité
- l'isolement géographique et social
- des lacunes en matière de savoirs faire ménagers
- des difficultés comportementales issues de périodes d'inactivités professionnelles de longues durées
- la représentation importante des salariés de l'association intermédiaire bénéficiant de minima sociaux

Cet état des lieux a été partagé par tous les intervenants sociaux et partenaires lors d'un travail de réflexion et d'analyse commun.

Par ailleurs, les emplois familiaux représentant 50 % de l'activité de l'association intermédiaire réalisée auprès des particuliers, il est souvent difficile de proposer des missions ponctuelles à ce public en raison des difficultés énoncées ci-dessus. Ainsi, certaines personnes se trouvent sans réponse en terme de mise en situation de travail.

Notre projet s'inscrit dans la politique du département du Cantal pour l'insertion et l'emploi.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

L'association DISPO-SERVICES a souhaité créer de nouvelles activités pour permettre d'une part aux personnes les plus éloignées de l'emploi de s'insérer socialement et professionnellement par le biais d'un contrat de travail sur du moyen terme et d'autre part, les amener à répondre aux exigences du marché du travail et aux besoins de la population en matière de services.

En s'appuyant sur des activités supports développées par les ateliers de menuiserie, de couture, de blanchisserie pressing et d'aménagement d'espace naturel et de restauration du petit patrimoine bâti, notre de projet est :

- d'accompagner les salariés en insertion afin de proposer des solutions visant à lever tous les freins qui viennent polluer leur projet professionnel.

-de favoriser l'accès au travail de ces personnes en leur proposant dans le cadre adapté d'un atelier d'insertion de se former à des prestations de qualité, de bénéficier de mesures d'accompagnements individualisés. Leur permettre de retrouver par le biais de ces contrats, la possibilité d'acquérir une dignité, une autonomie, la protection et reconnaissance sociale par le travail.

- de faire reconnaître les savoir-faire, leurs compétences, leurs qualités et de les valoriser afin de préconiser des solutions de sorties durables

La mise en œuvre de l'accompagnement est assurée par les 3 conseillères en insertion.

Le nombre prévisionnel de participant est de 38 à savoir 17 hommes et 21 femmes.

Le taux de sortie par l'emploi se réfère aux objectifs négociés lors du dialogue de gestion avec nos partenaires institutionnels. Il est prévu 60% de sorties dynamiques réparties à 30% dans l'emploi durable, 15% dans l'emploi de transition et 15% de sorties positives.

Les actions d'insertion sont détaillées dans le contenu de notre projet ainsi que dans la liste des principales actions.

Détaillez le contenu de votre projet

Les missions d'un ACI sont définies à l'article L.322-4-16-8 du code du travail. Les ateliers d'insertion de Dispo Services assure l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des activités collectives de personnes mentionnées au 1 de l'article L 322-4-16 et organise le suivi, l'accompagnement l'encadrement technique et la formation de leurs salariés en vue de faciliter la réinsertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable.

Notre projet est de permettre aux personnes les plus éloignées de l'emploi de s'insérer socialement et professionnellement par le biais d'un contrat de travail sur du moyen terme d'une part et d'autre part, les amener à répondre aux exigences du marché du travail et aux besoins de la production en matière de services. Ces dernières se voient renforcées via l'intervention du FSE du fait d'une plus grande présence des interventions sur l'opération pour un meilleur suivi des participants en vue de leur insertion socio-professionnelle. L'objectif de l'intervention du FSE est donc de renforcer l'accompagnement proposé aux participants. Pour se faire Dispo Services a recruté des Conseillers(es) en insertion professionnel(le) afin d'accompagner les salariés durant leur temps de travail au besoin et au gré des difficultés rencontrées pour faciliter leur intégration dans la structure, leur épanouissement personnel et professionnel et prévoir une sortie de la structure par l'emploi et/ou la formation.

Au service des salariés, il propose au quotidien :

- d'accueillir et d'informer les salariés dès que nécessaire
- un dispositif de prise en charge des problèmes de santé (bilan de santé)
- de conduire des entretiens individuels dès que nécessaire
- de poser un diagnostic des besoins
- de mobiliser les mesures, les dispositifs, les partenaires financiers et sociaux nécessaires à la réalisation du projet
- d'écouter, rassurer, valoriser
- de mettre en place les mesures qui visent à rapprocher les salariés des entreprises (Pour les ACI : 1 PMSMP à minima par personne et par an et ce autant que nécessaire dans le cadre de la bonne réalisation du projet professionnel)
- de traiter la dimension administrative et financière liée à la réalisation du projet
- de rendre accessible aux salariés et aux employeurs les mesures d'aide au retour à l'emploi ou à la formation
- de mettre à disposition les outils et de former aux techniques de recherche d'emploi
- de proposer des actions de formation collective

Afin d'assurer au salarié un accompagnement global et au plus près des réalités du quotidien, les CIP travaillent en étroite collaboration avec tout un réseau de partenaires : associations caritatives, travailleurs sociaux, entreprises, centre de formation, professionnels de l'orientation, professionnels de la santé, institution...

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Les ateliers et chantiers d'insertion de Dispo-Services ne cible pas en particulier de recrutement spécifique homme femme, ni les candidats en situation du handicap et ne pratiquent aucune discrimination. Seule la situation socio professionnelle et le projet d'insertion des candidats sont pris en compte. Les ACI de Dispo-Services garantissent le principe d'égalité salariale et prennent en compte dans l'organisation des ateliers, des chantiers et des postes de travail, les contraintes propres à chaque candidats ainsi que la situation familiale notamment les monoparentales.

Détaillez le calendrier de votre projet

La période de réalisation du projet est du 1er Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

ACTIONS MISES EN PLACE DANS LE CADRE DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO PROFESSIONNEL

Les ACI embauchent des personnes bénéficiant du PASS IAE. De ce fait L'ACI s'adresse au public le plus éloigné de l'emploi.

Les ACI mobilisent ainsi les outils de la politique d'accès et de retour à l'emploi mais développe aussi leur propre stratégie en utilisant les ressources locales, en créant un ancrage économique dynamique dans les territoires.

Les outils et les propositions d'accompagnement sont conduits sur la base du volontariat et du libre choix des salaires.

- **Les entretiens individuels** sont privilégiés aussi souvent que nécessaire

- **Les évaluations techniques trimestrielles**

- **Les périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP)** permettent de se confronter à des situations réelles pour découvrir un métier ou un secteur d'activité, confirmer un projet professionnel ou initier une démarche de recrutement.

- **Les évaluations des PMSMP sur site** permettent de croiser les regards, recueillir les avis des professionnels : valider, encourager ou infirmer un projet

- **Les visites collectives d'entreprise** permettent aux salariés de découvrir des postes de travail en direct et d'initier un contact vers une entreprise

- **Les congés pour convenance personnelle** sont mobilisables sans préavis et rendent les salariés disponibles immédiatement pour effectuer de courtes périodes de travail en entreprise et sécuriser les parcours sans période de non droit et à la demande des salariés.

- **Les relais auprès des agences d'intérim** permettent de diversifier ses expériences professionnelles ; ce peut être un tremplin pour découvrir de nouveaux métiers et acquérir de nouvelles compétences et savoir-être, en matière de capacité d'adaptation à des environnements et des postes variés.

- **Les MAD de l'association intermédiaire DISPO SERVICES** peuvent être utilisés comme supports de diversité des situations de travail et repérage des habiletés.

- **L'accompagnement à l'accès à la formation** certifiante ou qualifiante. L'ACI est un lieu où les fonds de formation du PIC IAE sont mobilisables par le biais de l'OPCA.

- **L'accompagnement à l'accès à la mobilité** est incontournable de l'insertion. Les partenariats techniques, financiers sont connus, sollicités et font partie du projet d'insertion et du temps de travail.

- **L'accompagnement à la santé** est proposé lors du recrutement sous forme de bilan de prévention santé organisé par l'association ISBA et la CPAM 15.

- **L'accompagnement à la prévention et à la citoyenneté** : Des actions de sensibilisation et d'information sont organisées tout au long du parcours

- **Un partenariat existant de prévention des risques professionnels** existe depuis la création de l'ACI sous forme de

- plans de prévention avec le Service de Prévention des risques professionnels de la CARSAT

- avec le service de médecine du travail et le document unique des risques professionnels

- **Les actions collectives de rapprochement avec les besoins de recrutement des entreprises** : forum de l'emploi, détection de potentiel, campagne de recrutement POLE EMPLOI

- **L'accompagnement à l'accès au français oral et écrit** est mobilisé dès que nécessaire et fait partie intégrante du parcours d'insertion ;

- **L'accompagnement Aux Techniques de Recherche d'Emploi TRE** dès que besoin d'organiser et d'élaborer des outils de recherche d'emploi.

- **L'accompagnement auprès des associations caritatives** lorsqu'une situation d'urgence financière le nécessite et vient compléter d'autres dispositifs

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
17	21	38

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Non

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le directeur Gilles PICARROUGNE consacre 60% de son temps de travail au projet. Il réalise le suivi administratif en lien avec les financeurs, compile les justificatifs qualitatifs et comptable. En cas d'absence Mme LACIERE Noémie assura la liaison avec les différents partenaires (5% de son temps de travail).

30% du temps de l'agent comptable est consacré au suivi comptable de l'opération.

Au total c'est 0.95 ETP de l'association DISPO-SERVICES qui assure le suivi administratif du projet.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

3 conseillères en insertion correspondant à 2 ETP.

LAFRAGETTE Evelyne DECESF (diplôme d'état de conseillère en économie sociale et familiale) 1 ETP à 100% sur l'action

CAMBON Marie Lise DECESF (diplôme d'état de conseillère en économie sociale et familiale) 0.5 ETP à 100% sur l'action

PETITPRETRE Lucie DECESF (diplôme d'état de conseillère en économie sociale et familiale) 0.5 ETP à 100% sur l'action

Leur mission est d'accompagner les salariés dans la réflexion et mise en place d'un projet d'insertion professionnelle de promouvoir la structure et développer les activités ainsi que d'assurer le recrutement des salariés en insertion.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

La production d'un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des action, du calendrier réalisé, des résultat obtenus, des moyens humains, du nombre de participants accompagnés. Les feuilles d'émargement des entretiens bilatéraux CIP/Salariés en insertion. Les bilans trimestriels d'accompagnement des salariés en insertion ainsi que pour les CIP, le Contrat de travail, la Lettre de mission et le Récapitulatif annuel de paye (ou bulletins de paye).

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre ?

Les Conseillères en Insertion Professionnel sont chargées de la collecte des données, de l'utilisation des questionnaires d'entrée de la DGEFP, dans l'attente de la recevabilité de la demande, tout en veillant au respect du RGPD. Une fois la demande déclarée recevable, la saisie des données sera directement effectués dans ma démarche FSE+ au fil de l'eau. Les questionnaire seront par la suite détruits.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

site internet

affichage format A3 présentant le soutien octroyé par FSE+

mention du soutien du FSE+ sur tous les supports de communication de la structure (papier entête, réseaux socio, mail, article de presse...)

Les obligations européennes en matière de publicité sont respectées en assurant la visibilité de la participation européenne sur l'opération auprès du public et des participants en apposant l'emblème et la mention Cofinancé par l'Union Européenne sur les supports de communication indiqués et la signature mail des personnels en charge de la mise en œuvre opérationnelle.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		30 000,00 €	11,05 %	
Conseil départemental	Conseil départemental	DISPO-SERVICES	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	30 000,00 €	11,05 %	Non
État			404 829,00 €	92,80 %		417 435,00 €	92,90 %		210 000,00 €	77,37 %	
État	ÉTAT	DISPO-SERVICES	404 829,00 €	92,80 %	Non	417 435,00 €	92,90 %	Non	210 000,00 €	77,37 %	Non
Conseil régional			31 423,00 €	7,20 %		31 923,00 €	7,10 %		31 423,00 €	11,58 %	
Conseil régional	Conseil régional	DISPO-SERVICES	31 423,00 €	7,20 %	Non	31 923,00 €	7,10 %	Non	31 423,00 €	11,58 %	Non
Total			436 252,00 €	100,00 %		449 359,00 €	100,00 %		271 423,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Bénéficiaire d'un PASS IAE pour les Ateliers et chantiers d'insertion

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Nous justifions l'éligibilité d'un participant par l'obtention du PASS IAE par un prescripteur habilité et la conclusion d'un contrat de travail et de leurs avenants ainsi que l'attestation d'inscription à France Travail.

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

L'obtention du PASS IAE par un prescripteur habilité garantit la collecte et le suivi des données participants

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon- ctio- n	Base de dépenses (Salaires annuels charges) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(3)	Intér linair e	Pièce joint e
DPE_ 01	LAFRAGET TE Evellyne	CIP	42 000,00 €	1 820	1 820	100,00 %	42 000,00 €	23,08 €	Non	Oui
DPE_ 02	CAMBON Marie Lise	CIP	20 000,00 €	910	910	100,00 %	20 000,00 €	21,98 €	Non	Oui
DPE_ 03	PETITPRET RE Lucile	CIP	35 000,00 €	910	1 820	50,00 %	17 500,00 €	19,23 €	Non	Oui
Total			97 000,00 €				79 500,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	79 500,00 €	100,00 %
Total	79 500,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

contrats de travail et lettres de mission. Les CIP ne relèvent pas de contrats aidés.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

tous les salariés sont affectés à 100% ou à taux fixe.

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	0	0	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	0	0	0	000000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	0	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de participants, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	79 500,00 €	79 500,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	5 565,00 €	5 565,00 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	79 500,00 €	93,46 %	79 500,00 € 93,46 %
Dépenses de personnel	79 500,00 €	100,00 %	79 500,00 € 100,00 %
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses indirectes	5 565,00 €	6,54 %	5 565,00 € 6,54 %
Total	85 065,00 €	100,00 %	85 065,00 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	48 015,00 €	56,45 %	48 015,00 €	56,45 %	
FSE+	48 015,00 €	100,00 %	48 015,00 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	37 050,00 €	43,55 %	37 050,00 €	43,55 %	
DEPARTEMENT	30 000,00 €	80,97 %	30 000,00 €	80,97 %	Oui
ETAT	7 040,00 €	19,00 %	7 040,00 €	19,00 %	Oui
REGION	10,00 €	0,03 %	10,00 €	0,03 %	Oui
Total	85 065,00 €	100,00 %	85 065,00 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	85 065,00 €	100,00 %	85 065,00 € 100,00 %
Dépenses directes	79 500,00 €	93,46 %	79 500,00 € 93,46 %
Dépenses indirectes	5 565,00 €	6,54 %	5 565,00 € 6,54 %
Total des ressources	85 065,00 €	100,00 %	85 065,00 € 100,00 %
Financement européen sollicité	48 015,00 €	56,45 %	48 015,00 € 56,45 %
Financements publics nationaux	37 050,00 €	43,55 %	37 050,00 € 43,55 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 16 /11/2023	Oui
Délégation de signature		Non
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 16 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 16 /11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 06 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 16 /11/2023	Oui
Statuts	importé le 16 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 16 /11/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 16 /11/2023	Oui
CV LAFRAGETTE Evelyne	importé le 16 /11/2023	Oui
CV CAMBON Marie Lise	importé le 16 /11/2023	Oui
CV PETITPRETRE Lucie	importé le 16 /11/2023	Oui

Contrat travail LAFRAGETTE Evelyne	importé le 16 /11/2023	Oui
Contrat de travail CAMBON Marie Lise	importé le 16 /11/2023	Oui
Contrat de travail PETITPRETRE Lucie	importé le 16 /11/2023	Oui
Lettre de mission LAFRAGETTE Evelyne	importé le 16 /11/2023	Oui
Lettre de mission CAMBON Marie-Lise	importé le 16 /11/2023	Oui
Lettre de mission PETITPRETRE Lucie	importé le 16 /11/2023	Oui
PETITPRETRE Lucie lettre de mission signée	importé le 18 /01/2024	Oui
CAMBON Marie Lise lettre de mission signée	importé le 18 /01/2024	Oui
LAFRAGETTE Evelyne lettre de mission signée	importé le 18 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
 5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
 6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
 7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
 8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :

- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'

affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.

14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

COMBELLE

Prénom

Gilles

Téléphone

+33 6 86 04 39 47

Adresse mail

disposervices1@orange.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-19

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304359 -

OXYGENE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ "Insertion par l'Activité Économique - 2024" N°ARA-OI620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 21 865,00 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 49 006,00 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 45,10 %, à l'association OXYGENE pour l'opération n°202304359 « 2024 – OXYGENE – Accompagnement des salariés éloignés de l'emploi ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 10 932,50 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304359

Date de dépôt initiale de la demande : 25/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024-OXYGENE-accompagnement socioprofessionnel des salariés éloignés de l'emploi

Numéro de dossier

202304359

Candidat

Raison sociale : OXYGENE

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

49 006 €

Subvention FSE sollicitée

21 865 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

41214347100040

Raison sociale

OXYGENE

Adresse

35 BD DE CANTELOUBE
15000 AURILLAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

SOUBRIER

Prénom

RAYMOND

Adresse mail

direction@oxygene15.fr

Fonction dans l'organisme

PRESIDENT

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- TEYSSEDRE véronique directrice direction@oxygene15.fr +33 6 52 84 21 19

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Véronique	TEYSSEDRE	direction@oxygene15.fr	Porteur de projet
Véronique	TEYSSEDRE	compta@oxygene15.fr	Porteur de projet - Saisie des participants

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

AURILLAC

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

L'association Oxygène, créée en 1997, a pour objet statutaire de développer l'offre d'insertion en faveur des publics en difficulté en mettant en œuvre un ensemble d'activités lié au domaine de l'environnement du recyclage et du service en se fixant pour objectifs de :

- Dispenser une insertion de qualité
- Développer des activités diversifiées
- Etablir une logique partenariale

Pour cela elle s'est dotée d'une équipe de 6 permanents à temps plein, d'un bâtiment de 1450 m² à usage d'ateliers, bureaux et salle de réunion-formation afin de concilier au mieux sa logique d'insertion avec ses impératifs économiques.

L' Association OXYGENE s'inscrit dans la politique départementale pour l'insertion et l'emploi et est soutenue financièrement par le Département du CANTAL dans le cadre du PDI.

L'Association OXYGENE porte 3 Ateliers Chantiers d'Insertion pour un agrément de 32 ETP salariés en insertion en 2024.

L'ATELIER PALETTES (14 ETP salariés en insertion) consiste en la récupération, démontage, réparation, fabrication de palettes normées ou spécifiques pour les entreprises du bassin d'Aurillac. Les déchets de coupe sont utilisés pour fabriquer des buchettes d'allumage. A destination des particuliers, nous réalisons sur commandes du mobilier en palettes.

L'ATELIER ELECTROMENAGER (8 ETP salariés en insertion) fonctionne depuis 25 ans sur l'apport volontaire des particuliers, réparation, reconditionnement du gros électroménager pour revente.

L'ATELIER COLLECTE (10 ETP salariés en insertion) effectue des travaux de sous-traitance pour les entreprises du bassin : imprimerie, cosmétique, distribution...

Les ACI permettent la mise en situation de travail des salariés ,l'accompagnement socio professionnel combiné au travail des encadrants techniques visent à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi durable, en travaillant notamment sur les savoirs être et savoir faire professionnels.

Le public est constitué majoritairement de demandeurs d'emploi de longue durée, de bénéficiaires des minima sociaux, de personnes peu ou pas qualifiés présentant de réelles difficultés d'insertion, venant de tous les horizons, jusqu'à 21 nationalités qui doivent cohabiter en intégrant les usages et codes professionnels pour réussir leur intégration sociale et professionnelle.

Toutes les problématiques sociales et professionnelles sont représentées: apprentissage de la langue, logement, mobilité, formation...

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Quelles sont les raisons pour lesquelles le projet existe et quel objectif poursuit-il ?

Le projet vise à améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des salariés en insertion en les accompagnant vers l'emploi et/ou la formation en associant les acteurs du territoire pour lever les freins sociaux et professionnels.

Le projet représente environ 65 participants recrutés au fil de l'eau pour un nombre de sorties évaluées à 23.

Sont attendues 60 % de sorties dynamiques à savoir 10 % d'emplois durables (2 sorties), 15% en emploi de transition (CDD, INTERIM) et 35 % en sorties positives (embauche dans une autre structure IAE ou entrée en formation ou autres) pour un nombre d'immersion attendu de 3.

Détaillez le contenu de votre projet

L'embauche des salariés en insertion se fait au fil de l'eau tout au long de l'année, car les entrées et sorties sont permanentes

Les candidats éligibles au PASS IAE sont inscrits sur la plateforme de l'inclusion par les prescripteurs habilités. Ils sont convoqués à un entretien d'embauche individuel par l'Association OXYGENE.

Les entretiens sont réalisés au sein de la structure, chaque candidat est reçu par la directrice et l'animateur socioprofessionnel qui conduisent l'entretien en utilisant une fiche de candidature. Les candidats non retenus sont informés par écrit de la décision de la structure, les autres font l'objet d'une intégration en milieu de travail par le biais d'un CDDI.

Le jour de la prise de poste, l'intégration en milieu de travail est réalisée par l'accompagnateur socioprofessionnel. La procédure est consignée dans une note d'accueil dont la lecture conjointe fixe le cadre professionnel. Cette note revient sur la présentation d'Oxygène, l'organigramme de l'association, le C.D.D.I., l'accompagnement, la formation, la réglementation, les droits et devoirs du salarié, le respect des consignes de sécurité, les horaires, le règlement intérieur, la rémunération, la santé et la sécurité en insistant particulièrement sur l'accident de travail et les procédures en termes d'absences et de retards.

L'accompagnateur socioprofessionnel fait lecture avec le salarié du contrat de travail en explicitant les termes qui posent d'éventuels problèmes de compréhension. Il insiste particulièrement sur la nécessité pour le salarié d'informer Pôle emploi de son nouveau statut au regard de sa situation pour éviter toute radiation qui supprime l'accès aux prescriptions nécessaires au parcours d'insertion. Il informe également le salarié sur les différentes aides qu'ouvre le contrat de travail (aide à la mobilité, aide au parent isolé...).

Un bilan d'intégration mené par l'encadrant technique et l'accompagnateur socioprofessionnel avec le salarié a lieu au cours de la période d'essai. Cette période validée, l'accompagnateur réalise le diagnostic social et professionnel du salarié en consignait dans le dossier diagnostic les informations concernant les formations et le parcours professionnel antérieur, ainsi que les problématiques sociales identifiées comme étant un frein à l'insertion professionnelle.

Les activités des ATELIERS sont les supports d'insertion des Chantiers à savoir pour:

L'ATELIER PALETTES comprend des activités de récupération, démontage, réparation, fabrication de palettes normées ou spécifiques, de fabrication de buchettes d'allumage. Deux postes sont consacrés à la réalisation de mobilier en palettes.

L'ATELIER ELECTROMENAGER comprend des postes de récupération, réparation, nettoyage et démontage du gros électroménager.

L'ATELIER COLLECTE est composé de postes de sous-traitance principalement des postes d'assemblage manuel ou pneumatique de pièces pour l'industrie cosmétique

Les activités permettent la mise en situation de travail, le respect des horaires et des consignes de travail (sécurité), la reprise d'un rythme de travail. Elles sont encadrées par des encadrants techniques qui possèdent une expérience conséquente. Chaque encadrant est responsable de son atelier, il veille au respect des règles de vie collective, il forme les salariés à l'utilisation des outils de production en appliquant les consignes de sécurité et corrige les comportements incompatibles avec un milieu professionnel

L'accompagnement socio-professionnel est permanent, et vient en appui du salarié tout au long de son contrat. Devant toute difficulté, le salarié rencontre pendant ses heures de travail, l'accompagnateur Xavier BLANC est présent à temps complet sur le site. Il détecte les problématiques sous-jacentes et met en place les résolutions. Par sa connaissance du réseau, il propose et oriente le salarié vers les dispositifs et structures adaptés.

Chaque salarié est reçu par l'accompagnateur socioprofessionnel en entretiens individuels réguliers qui permettent à partir du diagnostic de départ de construire un parcours d'insertion professionnelle avec les différents partenaires et acteurs du territoire (organismes de formation, réseau d'entreprise) en utilisant des outils d'insertion comme les PPSMP (immersions), les ETTI, les agences d'intérim...

L'association privilégie pendant le parcours en ACI, toute activité professionnelle extérieure en relation avec le projet notamment les missions ETTI, intérim, CDD ou CDI en heures complémentaires.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Dans la structure environ 1/3 des salariés sont des femmes, 2/3 sont des hommes, mais cela tient avant tout, aux activités supports (fabrication de palettes, récupération, dépannage et livraison d'électroménager) les femmes s'orientent davantage vers des activités d'assemblage.

Aucune discrimination à l'embauche ne peut être observée, tous les postes sont ouverts à tous, de tous âges (nos salariés ont entre 19 et 65 ans), sexes, nationalités (21 représentées en 2022), handicap (8 salariés sur 65).

Concernant les salariés en situation de handicap, la structure s'adapte en lien avec le médecin du travail et CAP EMPLOI pour proposer un poste adapté: horaires aménagées, poste en station debout ou assise, avec ou sans port de charge.

Détaillez le calendrier de votre projet

Le projet se déroule sur l'année 2024, il est mené au fil de l'eau avec des entrées et des sorties permanentes de participants

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

- recrutement de salariés via la plateforme de l'inclusion
- mise en situation de travail sur les ateliers (savoirs être et savoir faire)
- **diagnostic de la situation sociale et professionnelle**
- suivi individuel renforcé (entretiens)**
- l'apprentissage des gestes et des prérequis professionnels**
- construction d'un parcours insertion**
- recherche et orientation vers les dispositifs appropriés pour prise en charge des problématiques**
- orientation, positionnement formation, emploi, intérim**

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
45	20	65

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

1 COMPTABLE à 0.10 ETP sur l'action affecté à la saisie et au contrôle des données.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Non

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

L'accompagnement socioprofessionnel est réalisé par un ASP en CDI à temps complet, Xavier BLANC (BAC + 4) qui travaille dans la structure depuis 2011 à ce poste. Il possède une solide expérience.

Cf: CV + copie diplôme

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

La production d'un bilan d'accompagnement trimestriel

Les feuilles d'émargements d'entretiens bilatéraux

La production d'un bilan rendant compte des écarts entre les actions du calendrier réalisé, des résultats obtenus des moyens humains mobilisés et du nombre de participants accompagnés

Lettre de mission de l'ASP

le contrat de travail de l'ASP et ses bulletins de paie

Le contrat de l'ASP ne bénéficie pas d'un contrat aidé, ni d'un soutien comme l'aide à l'apprentissage

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

L'ASP est en charge de la collecte des données , de l'utilisation du questionnaire d'entrée DGEFP (en veillant au respect de la RGPD) et de leur saisie dans MDFSE+

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Le public et les participants sont informés de la participation européenne car l'emblème et la mention "Cofinancé par l'Union européenne" sont apposés sur les supports de communication :

AFFICHES A3 dans le hall d'entrée de la structure ainsi que dans le BUREAU DE L'ASP, et sur les panneaux d'affichage de chaque ATELIER.

Site internet

Signature mail de l'ASP

Papier entête de la structure

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Montant 2022		Montant 2023		Aides de minimis - 2021	Aides de minimis - 2022	Aides de minimis - 2023
			€	%	€	%	€	%			

Conseil départemental			19 940,00 €	2,52 %		22 424,00 €	2,88 %	25 000,00 €	3,27 %	
Conseil départemental	CD15	RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIOPRO	19 940,00 €	2,52 %	Non	22 424,00 €	2,88 %	25 000,00 €	3,27 %	Non
État			696 289,00 €	88,02 %		741 414,00 €	95,22 %	725 000,00 €	94,80 %	
État	ASP	AIDE AUX POSTES	696 289,00 €	88,02 %	Non	741 414,00 €	95,22 %	725 000,00 €	94,80 %	Non
Autres collectivités territoriales			60 000,00 €	7,59 %		0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	
Autres collectivités territoriales	PLIE DE LA CABA	MISE EN SITUATION DE TRAVAIL	60 000,00 €	7,59 %	Non	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %	Non
Conseil régional			14 800,00 €	1,87 %		14 800,00 €	1,90 %	14 800,00 €	1,94 %	
Conseil régional	AURA	SOUTIEN AUX ACI	14 800,00 €	1,87 %	Non	14 800,00 €	1,90 %	14 800,00 €	1,94 %	Non
Total			791 029,00 €	100,00 %		778 638,00 €	100,00 %	764 800,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Public orienté vers l'IAE par les prestataires habilités présentant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

PASS IAE

CONTRATS DE TRAVAIS ET AVENANTS

ATTESTATION D'INSCRIPTION POLE EMPLOI

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

MISE EN PLACE DE TABLEAUX

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon- ctio- n	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (5) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(3)	Inté- rieur mail e	Pièce jointe
DPE- 01	BLANC	ASP	45 800,00 €	1 820	1 820	100,00 %	45 800,00 €	25,16 €	Non	Non
Total			45 800,00 €				45 800,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses			Année 1 - 2024	
			€	%
Dépenses liées à l'opération			45 800,00 €	100,00 %
Total			45 800,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

LETTRE DE MISSION

CONTRAT DE TRAVAIL

Avec quels documents justifierez-vous le temps passés des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

PAS DE TEMPS VARIABLE

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Explicitier l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Frais de transports, d'hébergement et de restauration	0	0	0,00 €	Oui	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DREXT_01	aucun	0	oxygene	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	0	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de participants, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	45 800,00 €	45 800,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	3 206,00 €	3 206,00 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	45 800,00 €	93,45 %	45 800,00 €
Dépenses de personnel	45 800,00 €	100,00 %	45 800,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	3 206,00 €	6,54 %	3 206,00 €
Total	49 006,00 €	100,00 %	49 006,00 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de cofinancement
Financement européen sollicité	21 865,00 €	44,62 %	21 865,00 €	44,62 %	
FSE+	21 865,00 €	100,00 %	21 865,00 €	100,00 %	Non
Recettes	27 141,00 €	55,38 %	27 141,00 €	55,38 %	
CD15	15 000,00 €	55,27 %	15 000,00 €	55,27 %	Non
REGION AURA	2 691,00 €	9,91 %	2 691,00 €	9,91 %	Non
asp	9 450,00 €	34,82 %	9 450,00 €	34,82 %	Non
Total	49 006,00 €	100,00 %	49 006,00 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	49 006,00 €	100,00 %	49 006,00 € 100,00 %
Dépenses directes	45 800,00 €	93,46 %	45 800,00 € 93,46 %
Dépenses indirectes	3 206,00 €	6,54 %	3 206,00 € 6,54 %
Total des ressources	49 006,00 €	100,00 %	49 006,00 € 100,00 %
Financement européen sollicité	21 865,00 €	44,62 %	21 865,00 € 44,62 %
Recettes	27 141,00 €	55,38 %	27 141,00 € 55,38 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 06/11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 24/11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 24/11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable	importé le 24/11/2023	Oui
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 24/11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 28/11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 24/11/2023	Oui
Statuts	importé le 24/11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 24/11/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 24/11/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] » :
 - a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « Lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;

4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données

collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

TEYSSÉDRE

Prénom

Véronique

Téléphone

+33 6 52 84 21 19

Adresse mail

oxygene.direction@orange.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-20

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion par l'Activité Economique - Opération 202304666 -

REACTIVE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-27 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets "Insertion par l'Activité Économique - 2024" n°ARA-OI620 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 4 917,52 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 25 397,52 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 19,36 % à l'association REACTIVE pour l'opération n°202304666 « 2024-REACTIVE - Accompagnement socioprofessionnel ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 2 458,76 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304666

Date de dépôt initiale de la demande : 03/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024-REACTIVE-Accompagnement socioprofessionnel

Numéro de dossier

202304666

Candidat

Raison sociale : ASSOCIATION REACTIVE

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

25 397,52 €

Subvention FSE sollicitée

4 917,52 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

82369160500013

Raison sociale

ASSOCIATION REACTIVE

Adresse

AV DE LA GARE
15200 MAURIAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N9609Z - Autres services personnels n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Madame

Nom

MIJANCOS

Prénom

Lucia

Adresse mail

les.fadrys@cegetel.net

Fonction dans l'organisme

Présidente

Y a-t-il une délégation de signature ?

Non

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Séverine	BADAL	severine.acireactive@orange.fr	Porteur de projet
Vincent	BESSAT	directeur.gentianeavenir@gmail.com	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle en IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI620

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Communal

Commune

MAURIAC

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

L'Association Réactive, est un Atelier et Chantier d'Insertion dont l'activité s'inscrit dans le cadre, défini par l'état, par l'insertion économique

L'Association a pour but d'offrir des possibilités d'insertion professionnelle à un public en difficulté, éloignés de l'emploi.

L'Association se propose d'atteindre ses objectifs notamment par la mise en oeuvre d'un dispositif d'insertion de qualité, le maintien et la création d'ateliers de travail diversifiés, qui permettront de construire un véritable projet professionnel avec un suivi personnalisé en partenariat avec les organismes compétents. Elle développera tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objectif social.

L'Atelier et Chantier d'Insertion est constitué d'une équipe de deux permanents, un Conseiller en Insertion Professionnelle à 90% et d'une Encadrante Technique d'Insertion à plein temps.

L'ACI est doté d'un local (en location), de 280 m2, composé d'un atelier de conditionnements avec deux pôles d'activité et d'un bureau.

L'ACI porte deux pôles d'activité:

- **L'Atelier QUALIPAC :** (6 ETP salariés en insertion) Réalisation de l'assemblage de composants de bouchons de parfums pour des contenants de cosmétiques de luxe
- **L'Atelier ESTIC-MAILLOT:** (4 ETP salariés en insertion) Réalisation d'assemblage de lames en cartons pour la confection de croisillons de séparation et protection de bouteilles en verre.

Le public est composé essentiellement de demandeurs d'emploi de longue durée, de bénéficiaires des minima sociaux, de personnes peu ou pas qualifiées.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Le projet vise à améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des salariés en insertion en les accompagnant vers l'emploi et/ou la formation, en associant les acteurs du territoire pour lever les freins sociaux et professionnels.

Le projet représente 14 participants recrutés au cours de l'année pour un nombre de sorties évaluées à 10.

Sont attendues 40% de sorties dynamiques à savoir 10% d'emploi durables (1 sorties).

Détaillez le contenu de votre projet

L'embauche des salariés en insertion se fait en parallèle, selon les entrées et les sorties des personnes accueillies au sein de l'ACI (Fin de contrat, sortie vers un emploi, sortie vers une formation...).

Les candidats éligibles sont inscrits sur la plateforme de l'inclusion par les prestataires habilités.

Le candidat est contacté pour un entretien préalable à l'embauche par le conseiller d'insertion professionnelle.

Les entretiens sont réalisés au sein de l'ACI. Chaque candidat est reçu par le conseiller d'insertion professionnelle et l'encadrant technique d'insertion qui conduisent l'entretien en utilisant la fiche d'informations.

Lors de l'admission au sein de l'ACI, l'intégration est réalisée par le conseiller en insertion professionnelle qui constitue la première mise en place du livret d'accompagnement, il réalise la lecture et fait signer les documents (CDDI, Droits et Devoirs, Contrat d'engagement réciproque...).

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Dans l'atelier, 1/3 des salariés sont des femmes et 2/3 sont des hommes, dues aux candidatures réaliser par les prescripteurs habilités sur la plateforme inclusion.

Aucune discrimination à l'embauche, tous les postes sont ouverts à tous (âge, sexe, handicap.).

Le sexe, nationalités, handicap (5 salariés en situation de handicap sur 14 en 2023). Pour les personnes en situation de handicap, un contact est réalisé avec le référent CAP Emploi, voir la médecine du travail pour proposer des aménagements adaptés (mobilier adapté, poste station assis/debout, aménagement des horaires, port de charge) .

Détaillez le calendrier de votre projet

Le projet se déroulera sur l'année 2024. Il est mené en lien avec les entrées et les sorties permanentes des salariés.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

- Recrutement de salariés via la plateforme de l'inclusion ou par candidature spontanée.
- Diagnostic de la situation et suivi individuel socioprofessionnel des salariés
- Mise en situation de travail (Savoirs être et Savoirs-faire)
- Construction d'un d'un parcours insertion
- Recherche et orientation vers les dispositifs appropriés (Formation, emploi, intérim...)
- Suivi individuel renforcé

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
10	4	14

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Non

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le porteur de projet à 0.1 ETP sur l'action affectée à la saisie des données.

Madame BADAL Séverine, Encadrante Technique D'Insertion 0,9 ETP et chargée du suivi administratif 0,1 ETP.

Le directeur, Monsieur BESSAT Vincent, (direction.gentianeavenir@gmail.com), porteur de projet affecté au suivi du dossier.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Non

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

L'accompagnement socioprofessionnel est réalisé par un conseiller en insertion professionnelle à 0,9 ETP.

Mr BOURSON Bruno travaille au sein de l'ACI depuis le 30 Janvier 2023, à ce poste.

Ci joint en pièces jointes le CV et le diplôme de CIP.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

- L'élaboration du bilan d'accompagnement trimestriel
- les feuilles d'émargement bilatéraux
- Lettre de mission du CIP
- Le contrat de travail du CIP
- Les bulletins de salaire du CIP
- Le CV
- Le diplôme de CIP
- Un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains, du nombre de participants.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Le CIP est en charge de la collecte des données, de l'utilisation du questionnaire d'entrée DGEFP (en veillant au respect de la RGPD) et leur saisie dans la MDFSE+.

Le questionnaire sera détruit après la saisie sur la MDFSE+ dans le respect du RGPD.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

La visibilité de la participation européenne sur l'opération auprès du public et des participants est assurée à l'aide d'une affiche et en apposant l'emblème et la mention Cofinancé par l'Union européenne sur les supports de communication avec une description succincte et le soutien financier de l'Union européenne: Document et matériel de communication, réseau social, signature mail du CIP, Affiche A3 bien visible du public généré à l'aide de l'outil FSE+.

Le projet de site internet est à l'étude, il devrait être opérationnel au cours de l'année 2024.

Le public et les salariés sont informés de la participation Européenne par l'affichage de l'emblème et la mention "Cofinancé par l'Union Européenne ", au sein de l'ACI. Des affiches A3 sont apposées sur la porte d'entrée vitrée, dans l'atelier et dans le bureau des encadrants.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financieur	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021		Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%			€	%		€	%	

Conseil départemental		27 017,00 €	12,23 %		24 536,00 €	11,65 %		13 500,00 €	38,04 %	
Conseil départemental	CD15	27 017,00 €	12,23 %	Non	24 536,00 €	11,65 %	Non	13 500,00 €	38,04 %	Non
Union européenne		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		4 917,52 €	13,85 %	
Union européenne	FSE+	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	4 917,52 €	13,85 %	Non
État		193 964,00 €	87,77 %		186 134,00 €	88,35 %		15 096,00 €	42,53 %	
État	ASP	193 964,00 €	87,77 %	Non	186 134,00 €	88,35 %	Non	15 096,00 €	42,53 %	Non
Conseil régional		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		1 980,00 €	5,58 %	
Conseil régional	Région AURA	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	1 980,00 €	5,58 %	Non
Total		220 981,00 €	100,00 %		210 670,00 €	100,00 %		35 493,52 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Le public orienté vers l'IAE par les prestataires habilités, présentent des difficultés d'insertion socioprofessionnelle.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

- Le Pass IAE
- Les contrats de travail
- Les avenants
- L'attestation d'inscription au SPE (France travail, Cap emploi, Mission locale, CD15)

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Mise en place du livret d'accompagnement

Mise en place de tableaux pour la réalisation des suivis

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon- ctio- n	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (5) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(3)	Inté- rieur ou mar- ché	Pièce jointe
DPE- 01	BOURS ON	CIP	23 736,00 €	1 638	1 638	100,00 %	23 736,00 €	14,49 €	Non	Non
Total			23 736,00 €				23 736,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses			Année 1 - 2024	
			€	%
Dépenses liées à l'opération			23 736,00 €	100,00 %
Total			23 736,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Lettre de mission

Contrat de travail

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Pas de temps variable

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Frais de transports, d'hébergement et de restauration	0	0	0,00 €	Oui	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	AUTRE	0	ACIREACTIVE	000000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAIR_01	Frais de transports, d'hébergement et de restauration	Déplacements	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses		Année 1 - 2024	
		€	%
Dépenses liées à l'opération		0,00 €	0,00 %
Total		0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de fonctionnement, dépenses de prestations externes, dépenses de participants, dépenses de personnel pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	23 736,00 €	23 736,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	1 661,52 €	1 661,52 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	23 736,00 €	93,46 %	23 736,00 €
Dépenses de personnel	23 736,00 €	100,00 %	23 736,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	1 661,52 €	6,54 %	1 661,52 €
Total	25 397,52 €	100,00 %	25 397,52 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre identique	Attestation de co-financement
	4 917,52 €	19,36 %	4 917,52 €	19,36 %		
Financement européen sollicité	4 917,52 €	19,36 %	4 917,52 €	19,36 %		
FSE+	4 917,52 €	100,00 %	4 917,52 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux	20 480,00 €	80,64 %	20 480,00 €	80,64 %		
ASP	5 000,00 €	24,41 %	5 000,00 €	24,41 %	Non	Non
DEPARTEMENT	13 500,00 €	65,92 %	13 500,00 €	65,92 %	Non	Non
REGION	1 980,00 €	9,67 %	1 980,00 €	9,67 %	Non	Non
Total	25 397,52 €	100,00 %	25 397,52 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	25 397,52 €	100,00 %	25 397,52 € 100,00 %
Dépenses directes	23 736,00 €	93,46 %	23 736,00 € 93,46 %
Dépenses indirectes	1 661,52 €	6,54 %	1 661,52 € 6,54 %
Total des ressources	25 397,52 €	100,00 %	25 397,52 € 100,00 %
Financement européen sollicité	4 917,52 €	19,36 %	4 917,52 € 19,36 %
Financements publics nationaux	20 480,00 €	80,64 %	20 480,00 € 80,64 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 18 /12/2023	Oui
Délégation de signature		Non
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 14 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 14 /12/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 19 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 02 /12/2023	Oui
Statuts	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 18 /12/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 14 /12/2023	Oui
CV CIP BOURSON Bruno	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme CIP BOURSON Bruno	importé le 24 /01/2024	Oui
Bulletins de paie	importé le 24 /01/2024	Oui

Récépissé de la préfecture	importé le 16 /01/2024	Oui
Attestation sur l'honneur Gentiane Avenir	importé le 16 /01/2024	Oui
Convention 2023 et Annexe financière	importé le 16 /01/2024	Oui
Attestation sur l'honneur + Document URSSAF	importé le 16 /01/2024	Oui
CAC	importé le 16 /01/2024	Oui
Nouveaux statuts	importé le 16 /01/2024	Oui
Fiche de mission Mr BOURSON Bruno	importé le 24 /01/2024	Oui
contrat de travail bourson	importé le 16 /01/2024	Oui
Attestation sur l'honneur + Document URSSAF	importé le 16 /01/2024	Oui
bulletin de paie 2023	importé le 16 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités

précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
 5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
 6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
 7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.

8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.

14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

MIJANCOS

Prénom

Lucia

Téléphone

+33 6 09 95 65 08

Adresse mail

severine.acireactive@orange.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-21

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304267 - AFAPCA - Cantal Mouv

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n° 2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2024 » n°ARA-OI618 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 339 660,67 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 564 610,67 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 60,16 % à l'association AFAPCA pour l'opération n° 202304267 « 2024 - AFAPCA - Cantal Mouv - Plateforme de mobilité ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 169 830,33 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304267

Date de dépôt initiale de la demande : 02/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - AFAPCA - Cantal Mouv - Plateforme de mobilité

Numéro de dossier

202304267

Candidat

Raison sociale : AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

564 610,67 €

Subvention FSE sollicitée

339 660,67 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPAR_R/CR40%

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

39773301500101

Raison sociale

AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI

Adresse

16 PL DE LA PAIX
15000 AURILLAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Autres associations

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

PRADAL

Prénom

Gérard

Adresse mail

contact@afapca.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- SAVARIC Pierre Directeur contact@afapca.fr +33 6 84 99 96 91

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Cécile	GUEIDAN	clauses-sociales@afapca.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Martine	LINARD	contact@cantalmov.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Pierre	SAVARIC	contact@afapca.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (4.1% de demandeur d'emploi de catégorie A au second trimestre 2023). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre, qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national, masque en fait une évasion importante des compétences du territoire, notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagnera de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Structure d'Insertion par l'Activité Economique mais également de formation en travaillant simultanément sur la problématique de mobilité liée à notre territoire.

En réponse à ce constat, le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi a défini cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente

Le PDIE confirme et amplifie la mobilisation du département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées :

- En utilisant les différentes formes d'actions individuelles ou d'interventions collectives pour remobiliser les personnes, créer une dynamique de parcours, et favoriser la mobilité des publics, qu'elle soit physique ou intellectuelle,

- En luttant contre les freins périphériques à l'emploi.

C'est pourquoi l'AFAPCA souhaite se positionner comme un acteur départemental permettant de travailler à l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi avec une approche globale en tenant compte entre autre des problématiques de mobilité via son dispositif **CANTAL'MOUV** - Plateforme de mobilité

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

La plateforme de mobilité départemental CANTAL MOUV puise son existence du constat suivant :

- Une ventilation très diffuse sur le territoire de montagne aux mobilités malaisées ce qui provoque des difficultés structurelles d'intervention pour la sphère publique et participe à la fragilité de la population vivant sur le territoire
- Des aides à la mobilité partielles plus ou moins pertinentes mais pas de dispositif global territorial qui répond à ces problématiques
- La capacité à se déplacer de manière autonome est une dimension essentielle de la cohésion des territoires et de l'insertion socio professionnelle
- Les publics en insertion ou en recherche d'emploi sont souvent confrontés à des difficultés de mobilité qui ont des causes diverses : économiques, sociales, psychologiques, cognitives

De plus, le Cantal compte environ 145 000 habitants, répartis sur un territoire de moyenne montagne très peu densément peuplé.

Hormis dans le bassin d'Aurillac, la plupart des communes sont classées en niveau de pauvreté élevé avec des populations très âgées et pauvres, vivant dans des zones dépeuplées et des logements vétustes.

Ce niveau de précarité est très accentué sur le **territoire de Mauriac** qui, par ailleurs, accueille la population la plus vieillissante. Le niveau de ressources de la population est faible, **60 % des foyers fiscaux** ne sont **pas imposés**.

Le territoire de Saint-Flour présente lui aussi un vieillissement et une situation socio-économique homogène assez défavorables. (Source : Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025)

Plus de 3000 demandeurs d'emploi de catégorie A et 1900 personnes sont bénéficiaires du RSA au second trimestre 2023, et 50% d'entre elles ont des problèmes de mobilité, y compris dans la zone la plus densément peuplée (CABA), mais aussi dans l'hyper ruralité.

Aussi, en tant que porteur de projet, l'AFAPCA souhaite mettre en œuvre un parcours d'accompagnement à la mobilité sur le territoire du Cantal, à savoir sur les bassins de vie d'Aurillac (Aurillac, Maurs, Montsalvy, Le Rouget...), de Mauriac (Mauriac, Ydes, Riom es Montagnes, Saint Martin Valmeroux...) et de Saint Flour (Saint Flour, Murat, Massiac...), permettant de travailler à l'accès à une mobilité autonome et durable pour un public éloigné de l'emploi entre autre sur l'ensemble du département autour de la combinaison suivante :

- Bilan Mobilité (évaluation des ressources, des compétences, des capacités, des freins et de la motivation du bénéficiaire).
- Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger »

Le dispositif Cantal Mouv - Plateforme de mobilité doit permettre d'accompagner environ 400 bénéficiaires en file active sur les trois bassins de vie. Cet accompagnement peut être réalisé en présentiel et/ou en distanciel afin de tenir compte des difficultés de mobilité des participants. En présentiel l'AFAPCA met en œuvre de permanences au plus près des bénéficiaires. Il est à noter qu'une unité mobile de formation est à disposition des enseignants de la conduite et des référents de parcours afin de rendre accessible à l'échelle du département, des dispositifs tel que des ateliers de code renforcé ou prépa code.

Détaillez le contenu de votre projet

Pour permettre cet accompagnement (présentiel et/ou distanciel), l'AFAPCA met à disposition des participants, des référents de parcours - Conseiller En Mobilité d'Insertion - formatrice FLE, des référentes de parcours - coordinatrice, des enseignants de la conduite, une assistante des référents de parcours ainsi que son directeur qui dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire.

L'AFAPCA assure la gestion comptable et financière du dispositif et des prestataires qui interviennent (auto école commerciale, centre de formation...) ainsi que la gestion administrative et opérationnelle des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif.

Pour ce faire différentes étapes sont mises en œuvre.

L'AFAPCA met à disposition des prescripteurs un support qui explique l'organisation, le contenu de l'accompagnement de façon synthétique (Prescription numérique, public, durée, lieu, contenu, contacts, etc.)

Prescriptions

Le public est orienté sur le dispositif par son référent (les travailleurs sociaux du Conseil départemental, de Pole Emploi, de la Mission Locale, du Cap Emploi, de la MSA, les Conseillers d'insertion Professionnel des SIAE, de l'école de la deuxième chance, les intervenants d'organisme de formation, les animateurs des centres sociaux, les adultes relais, les acteurs de l'intégration...) au moyen d'une prescription numérique qui doit être accompagnée d'un justificatif d'éligibilité.

Accompagnement

Chaque entrée dans le dispositif, suite à une prescription numérique transmise avec la pièce jointe demandée, **donnera lieu à un entretien** ayant pour objectif d'individualiser et d'accompagner le parcours des bénéficiaires en fonction de leurs projets. Si l'entretien n'a pas lieu, la prescription est considérée comme non aboutie et le dossier du participant n'est pas ouvert.

Il devra permettre, entre autres, de s'assurer que le bénéficiaire a une bonne connaissance du/des projets mobilité pré ciblés, qu'il possède des atouts qu'il peut transférer vers le/les projets professionnels et qu'il suivra les prestations proposées à travers un travail sur son projet socioprofessionnel et une évaluation de son profil psycho-professionnel en abordant entre autre les enjeux suivants.

- Répondre aux demandes immédiates
- Amener le bénéficiaire à réfléchir à sa mobilité liée à son projet professionnel
- Amener le bénéficiaire à prendre conscience de ses capacités, savoirs faire et ressources
- Chercher l'adhésion au projet mobilité
- Faire évoluer ses représentations
- Sensibiliser aux alternatives à la voiture
- Identifier ses freins professionnels et ceux lié à sa mobilité

A partir de ces données, s'ensuivront une recherche de solution pour accéder à la mobilité autonome (via la mobilisation des dispositifs de droit commun, de réseaux de personnes et structures ressources impliqués à différents niveaux ou le montage d'un parcours spécifique), l'élaboration d'un montage financier en mobilisant diverses ressources.

Le Bilan Mobilité est un pré requis pour tout accompagnement sur le parcours mobilité.

Toutefois, un participant pourra intégrer directement la phase « accompagnement individualisé » si un bilan mobilité de même nature a été réalisé soit :

- Dans les 2 ans précédents la demande d'entrée en accompagnement individuel
- Dans le cadre d'une action en faveur de l'accès à la mobilité d'un des partenaires comme Pole Emploi (MBI), le Conseil Régional...

A l'issue de ce bilan mobilité, l'AFAPCA sera en mesure de proposer un parcours d'accompagnement individualisé adapté dont l'objectif est de **permettre au bénéficiaire d'acquérir une mobilité autonome et durable**.

L'objectif est d'apporter les clefs pour "savoir et pouvoir bouger" de façon autonome. Cela passe par l'accompagnement individuel et collectif, l'un enrichissant l'autre.

Savoir bouger

Souvent, lorsqu'on aborde les problèmes de mobilité on les réduit principalement au simple moyen de locomotion comme avoir une voiture. Mais, les problématiques vont bien au-delà. C'est pourquoi l'étape préalable de travailler sur le « savoir bouger » est nécessaire pour :

- Améliorer son sens de l'orientation, sa connaissance du territoire et des transports
- Améliorer les bases sociolinguistiques pour les publics étrangers pour gagner en autonomie et s'inscrire dans une démarche d'acquisition du code de la route à terme en les orientant vers du droit commun ou en finançant des formations de FLE mobilité (dépense de participant).
- Travailler sur les freins à la mobilité tels que le manque de confiance en soi, la gestion du stress et de ses émotions via le dispositif RESPIR (consultations avec des psychologues, ostéopathes, des diététiciennes, des socio esthéticiennes et des intervenants de pratiques alternatives complémentaires)
- Se préparer à l'examen du code de la route avec différents ateliers via l'auto-école solidaire...

Pouvoir bouger

Lorsque tous les freins à la mobilité ont pu être travaillés, la dernière étape est de proposer des offres de mobilité aux bénéficiaires

Ainsi à l'issue des ateliers préparatoires, les participants peuvent être réorientés vers une auto-école commerciale pour passer l'Examen Théorique Général (Code) ou poursuivre leur parcours sur l'auto-école solidaire.

SI le participant passe son code au sein d'une auto-école commerciale, le cout du forfait code est à sa charge.

Si le participant passe son code au sein de l'auto-école solidaire, une participation de 30 € lui sera demandée. Le cout de l'Examen Théorique Général (code) reste à la charge du participant.

A l'issue de l'obtention du code de la route, les publics en grande difficulté accèderont en interne à l'apprentissage de la conduite via l'auto-école solidaire après une évaluation réalisée par l'enseignant de la conduite de l'auto-école solidaire pour expertiser les personnes en difficulté face au permis de conduire.

Dans ce cas un forfait de 270 € pour les heures de conduite sera demandé.

Pour ceux, pour qui la conduite n'est pas problématique, ils seront réorientés vers l'auto-école commerciale de leur choix et une participation de 1000 € maximum pourra leur être alloué (dépenses de participant).

Les publics déjà titulaires du code de la route via une auto-école commerciale mais ayant des difficultés sur l'apprentissage de la conduite pourront accéder à l'auto-école solidaire pour bénéficier de la pédagogie adaptée.

De même, les publics déjà inscrit en auto-école commerciale ayant fait des heures d'apprentissage en boîte manuelle ou en boîte automatique et ayant échoué à l'examen pourront accéder à l'auto-école solidaire, au cas par cas après évaluation par l'enseignant de la conduite, pour bénéficier de la pédagogie adaptée. Un forfait de 270 € pour les heures de conduite sera demandé.

De plus, l'auto-école solidaire pourra mettre en œuvre la formation permettant de transformer son permis boîte automatique en boîte manuelle. Dans ce cas une participation de 10 € par heure de conduite réalisées sera demandée.

L'accompagnement individualisé doit aussi permettre la recherche de financement pour l'achat et la réparation de véhicules

- en prenant contact avec des partenaires (Conseil départemental, CAF, Parcours Confiance, associations caritatives...) et en rédigeant les dossiers de financement
- en cofinçant via les dépenses de participant.

Coordination

Une fonction de coordination portée par Mesdames LINARD ET VIALLE permet de centraliser les spécificités et besoins du public accueilli, de le formaliser auprès des professionnels et des différents partenaires et prescripteurs pour imaginer des réponses adaptées.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Concernant l'égalité femmes hommes, les référents de parcours sont sensibilisés aux difficultés du travail féminin.

La prise de rendez vous pour les entretiens, les horaires des ateliers proposés aux participants tiennent donc compte des spécificités individuelles.

Concernant l'absence de discrimination, il ne peut pas y avoir d'entrée directe sur le dispositif Cantal Mouv - Plateforme de mobilité. Son action s'appuie sur des prescripteurs locaux (les travailleurs sociaux du Conseil départemental, de Pole Emploi, de la Mission Locale, du Cap Emploi, de la MSA, les Conseillers d'insertion Professionnel des SIAE, de l'école de la deuxième chance, les intervenants d'organisme de formation, les animateurs des centres sociaux, les adultes relais, les acteurs de l'intégration...). Ce sont eux qui orientent les personnes vers le dispositif si celles-ci sont concernées par ses champs d'intervention.

Les prescripteurs locaux sont sensibilisés lors de la réunion de lancement du dispositif sur les publics éligible et la lutte contre les discriminations

Il est à noter que les **personnes et travailleurs handicapés** font partie des publics éligible au dispositif Cantal Mouv - Plateforme de mobilité.

Les locaux de l'AFAPCA sont aux normes PMR ainsi que les lieux d'accueil lors de nos permanences délocalisées sur les bassins de vie de Mauriac et de Saint flour.

Il est à noter que les bénéficiaires choisissent à leur discrétion l'auto école commerciale de leur choix.

Détaillez le calendrier de votre projet

Accueillir en file active les participants du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Outils numériques et formatifs:

- Accès à l'application WEB : www.cantalmouv.fr
- Accès à une base de données des aides
- Accès à une demande de prescription numérique
- Accès à un calculateur d'itinéraire
- Logiciel gestion auto-école
- Logiciel de code de la route
- 1 box tests de code avec des tablettes pour reproduire à l'identique les conditions de l'examen théorique

Outils pédagogiques et techniques:

- Livret conduite,
- kit élève,
- Fiche de suivi, Fiche évaluation conduite
- 1 véhicule école boîte manuel
- 1 véhicule école boîte automatique
- Un camion aménagé avec bureau et salle de formation pour réaliser les accompagnements et des ateliers hors du siège de l'AFAPCA

Outils d'accompagnement:

- Prestation Bilan Mobilité
- Prestation Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » et/ou « Pouvoir Bouger »
- Prestation Atelier « Prépa Code »

Cette action permet aux bénéficiaires de l'atelier, de se familiariser avec le vocabulaire spécifique au code de la route afin de faciliter par la suite leur apprentissage en auto-école commerciale

- Prestation Atelier « Intégra Code »

Cette action permet à un public réfugié, avec un niveau linguistique A2, d'améliorer ses compétences sociolinguistiques pour valider les pré requis à l'entrée en formation code de la route en auto-école.

- Prestation Atelier « Intégra Mob »

Cette action permet à un public réfugié d'améliorer ses compétences sociolinguistiques (FLE mobilité) et d'acquérir les premières notions de sécurité routière

- Prestation Atelier « Code Renforcé »

Cet atelier permet de dispenser à minima 10 cours de code sur les 10 familles du code de la route (*conformément au référentiel REMC*) avec une pédagogie adaptée et de se perfectionner sur l' apprentissage par des séries de code effectuées en présence d'un enseignant de la conduite et de la sécurité routière

- Parcours permis via une auto-école commerciale ou l'Auto-école Solidaire sur véhicule boîte automatique ou boîte manuelle
- Ingénierie de financement pour « Réparation, Achat & location de véhicule »
- ...

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
200	200	400

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Madame LONGUECAMP, possédant un niveau Bac Pro en comptabilité et secrétaire comptable de l'association depuis décembre 2011, en charge du suivi administratif, comptable, social des salariés est affectée à 0.34 ETP du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif CANTAL MOUV.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Monsieur SAVARIC Pierre, titulaire d'un Master 2 et Directeur de l'AFAPCA depuis 2016, est affecté à 60 % de son temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif Cantal Mouv afin de:

- Mettre en œuvre des réunions de présentation
- Coordonner l'action
- Réunion interne de coordination
- Point d'avancement sur les accompagnements, répartition sur les ateliers
- Validation des cofinancements
- Echange avec les partenaires et prescripteurs
- Echange avec les prestataires du dispositif
- Animer les Comités de Pilotage
- Ecrire les procédures et les protocoles du dispositif
- Déployer de nouvelles solution et développer le dispositif
- Collecter et archiver les pièces justificatives,
- Saisir le bilan, renseigner les indicateurs entité
- ...

Madame LINARD Martine (titulaire d'un BTS et possédant une expérience de plus de 15 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion) et **Madame VIALLE Mélanie** (Titulaire d'un Master 2 et en fonction à l'AFAPCA depuis 2018), toutes deux Référentes de parcours - Coordinatrices, sont affectée respectivement à **60% et à 80 % de leurs temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024** dans le cadre du dispositif Cantal Mouv afin de:

- Gérer les prescriptions reçues en lien avec l'assistante des référents de parcours : rendez-vous bénéficiaires et liens partenaires,
- Réaliser le diagnostics et de conseils en Mobilité : analyse des besoins, des demandes et des potentialités,
- Participer à l'élaboration d'un projet personnalisé d'accès à l'autonomie,
- Déterminer l'offre de service associée (formation, orientations vers d'autre dispositif, transport collectif, etc.),
- Accompagner de manière personnalisée les bénéficiaires en lien avec les prescripteurs (POLE EMPLOI, Missions Locales, Travailleur sociaux du Conseil départemental, SPIP, ESAT, CCAS etc.),
- Informer, sensibiliser, mettre en situation : information transport collectif, tarification...
- Apprendre la lecture de cartes, le repérage dans la ville et sur un réseau de transport, optimiser un itinéraire, mettre en situation le cas échéant
- Promouvoir les modes de déplacements doux
- Effectuer le suivi informatique des dossiers des participants
- Participer à la création des progressions pédagogiques des formations à la mobilité
- Concevoir, mettre en œuvre et évaluer les modules de formation collective.
- Maîtriser les arguments pour mobiliser les partenaires et sensibiliser les acteurs, repérer les freins possibles et les conseils à apporter, maîtriser l'usage des outils, concevoir des supports d'animation / sensibilisation / communication

De même que **Mme PAGES Alanna** (titulaire d'un Diplôme d'Etat Conseillère en Economie Sociale et Familiale et en fonction à l'AFAPCA depuis 2019) et **M. REJAUD Dominique** (titulaire d'un DEUG et possédant une expérience de plus de 10 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion) , tous deux Référent de parcours sont affectés chacun à 100% de leurs temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif Cantal Mouv afin d'accompagner les bénéficiaires pour:

- Réaliser le diagnostics et de conseils en Mobilité : analyse des besoins, des demandes et des potentialités,
- Participer à l'élaboration d'un projet personnalisé d'accès à l'autonomie,
- Déterminer l'offre de service associée (formation, orientations vers d'autre dispositif, transport collectif, etc.),
- Accompagner de manière personnalisée les bénéficiaires en lien avec les prescripteurs (POLE EMPLOI, Missions Locales, Travailleur sociaux du Conseil départemental, SPIP, ESAT, CCAS etc.),
- Informer, sensibiliser, mettre en situation : information transport collectif, tarification...

- Apprendre la lecture de cartes, le repérage dans la ville et sur un réseau de transport, optimiser un itinéraire, mettre en situation le cas échéant
- Promouvoir les modes de déplacements doux
- Effectuer le suivi informatique des dossiers des participants

Il est à noter qu'un recrutement d'un (e) référent (e) de parcours, conseiller en mobilité d'insertion est prévu afin de tenir compte du nombre de prescription et de maintenir une qualité d'accompagnement satisfaisante.

Mme LASSALLE Isabelle, Titulaire d'une capacité à l'enseignement du FLE, Référente de parcours depuis 2019 est affectée à 100% de son temps partiel (0.34ETP) du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif Cantal Mouv afin d'accompagner les bénéficiaires sur les même mission que les autres référents de parcours avec une mission complémentaire de formatrice FLE qui consiste en:

- Définir les méthodes et outils pédagogiques d'une formation
- Concevoir des modules de formation
- Actualiser des outils de formation / pédagogiques
- Concevoir des outils de formation / pédagogiques
- Présenter et promouvoir une formation
- Accueillir les personnes
- Animer une formation
- Encadrer des stagiaires dans leur formation
- Sensibiliser un nouveau collaborateur au dispositif
- Mettre en place des actions correctives et préventives
- Évaluer le travail d'un stagiaire
- Corriger des évaluations (exercices, travaux pratiques, examens)

M GOHIER Michel, titulaire du BPCASER et enseignant de la conduite depuis 2013, est affecté à 100 % de son temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 et **Mme ROBERT Sonia**, titulaire du BPCASER et enseignante de la conduite depuis 2005), elle aussi est affectée à 100 % de son temps plein mensuel sur le dispositif Cantal Mouv afin de :

- Réaliser l'évaluation à l'entrée, former à l'obtention du permis de conduire, par des cours de code et de conduite adaptés.
- Mettre en place une pédagogie et une évaluation adaptée aux publics en difficultés en créant et adaptant ses outils pédagogiques aux difficultés du public.
- Réaliser des entretiens individuels de suivi, et définir avec les bénéficiaires les objectifs. Utiliser pour ce faire des outils d'accompagnement.
- Travailler en partenariat avec les institutions, acteurs spécialisés.
- Faciliter la présence des bénéficiaires par tous moyens : leur transport, l'adaptation des horaires de code et de conduite...
- Rendre compte du travail d'accompagnement effectué aux Référents de parcours . (bilans, réunions)
- Effectuer le suivi informatique des dossiers des participants

Mme CASTANIER Laurence (titulaire d'un CAP et en fonction à l'AFAPCA depuis 2011), assistante des référents de parcours, est affectée à 60 % de son temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif Cantal Mouv pour renseigner les bénéficiaires du dispositif, les orienter vers le bon atelier et/ou référent de parcours et/ou réorienter vers les prescripteurs si nécessaires.

Elle valide aussi les prescriptions numériques après vérification de l'éligibilité des publics

Elle participe au réunion d'équipe hebdomadaire pour l'attribution des prescriptions aux référents de parcours, fixe les rendez-vous d'accompagnement des bénéficiaires, gère le planning des rendez-vous, la tenue des agendas...

Elle gère aussi les absences des bénéficiaires sur les groupes de formation (Prépa Code, Intégra Code, Code Renforcé...) et rédige les justificatifs de présences des bénéficiaires au besoin

Elle rédige les contrats de financement, vérifie de la complétude des dossiers et gère les sorties des bénéficiaires en prenant attache auprès d'eux si nécessaire pour valoriser leur situation actuelle

Il est à noter qu'aucun salariés ne relèvent d'une mesure de contrat aidé

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Concernant les dépenses de personnel, les éléments suivant seront transmis:

- Bulletin de salaire
- Fiche de poste
- Contrat de travail
- Lettre de mission

Concernant les indicateurs de réalisation, les éléments suivant seront transmis:

- Contrat d'engagement CANTAL MOUV signé par le bénéficiaire lors de son entrée dans le dispositif ou la feuille d'émargement Bilan - Accompagnement Mobilité MBI de Pole Emploi
- Bilan de parcours par bénéficiaire issu de notre logiciel interne (gestion.afapca) ou la charte d'adhésion Bilan - Accompagnement Mobilité MBI de Pole Emploi
- Feuille d'émargement du parcours mobilité cosignées du référent / participant ou la feuille d'émargement Bilan - Accompagnement Mobilité MBI de Pole Emploi

Pour ceux orientés vers l'outil interne Auto Ecole Solidaire

- Contrat d'engagement complémentaire de l'Auto Ecole Solidaire
- Feuilles d'émargement cosigné par l'enseignant/prestataire/participant
- Contrat de financement pour justifier des forfaits code et/ou conduite payés par le participant à l'AFAPCA
- Résultat à l'examen théorique général du permis de conduire (code de la route)
- Certificat d'examen du permis de conduire

Pour ceux orientés vers des auto écoles commerciales

- Contrat de financement bilatéral (entre le porteur de projet et le participant) pour justifier des cofinancements
- Factures des prestataires
- Relevé de compte

La production d'un écrit dans le bilan Cantal Mouv – Plateforme, rendant compte des écarts de calendrier réalisé, de résultats obtenus, des moyens humains et des prestations mobilisées, du nombre de participants

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Renseignement et mise à jour de l'outil informatique de gestion interne à l'AFAPCA permettant de valoriser les indicateurs suivants:

- Nombre de personnes accompagnées
- Nombre de prescripteur différents sur le dispositif
- Information concernant les participants (répartition pas sexe, par tranche d'âges, par niveau de qualification, par bassin de vie, situation administrative [RSA, RQTH...]
- taux de mise en étape

Cette mise en étape doit favoriser le rapprochement du participant vers une mobilité autonome

Elle se traduit par:

- Des propositions d'actions : orientation vers les auto écoles commerciales, le garage solidaire, les garages commerciaux, FLE, dispositif RESPIR...
- Des montages spécifiques de plan de financement pour le cofinancement du projet mobilité du participant: Permis, Achat, Réparation, Location de véhicule...
- La mobilisation sur les outils mobilisés mis en œuvre par l'AFAPCA via l'Auto Ecole Solidaire: Prépa Code, Code renforcé, Intégra Code, Intégra Mob, conduite boîte automatique et/ou boîte manuelle
- taux de sortie du dispositif avec un objectif mobilité atteint (code obtenu, conduite obtenue, code et conduite obtenue, achat véhicule, réparation véhicule, location de véhicule...)

Pour ceux orientés vers l'outil interne Auto Ecole Solidaire

- Nombre de bénéficiaires accompagnés
- Nombre de bénéficiaires présentés à l'examen théorique
- Nombre de bénéficiaires qui ont obtenu l'examen théorique
- Nombre de bénéficiaires présentés à l'examen pratique
- Nombre de bénéficiaires qui ont obtenu l'examen pratique

Concernant les données participants et entités sont collectées et saisies directement dans ma démarche FSE + via un export de fichier xlsx issu de notre logiciel de gestion interne.

Le rythme des imports des données sera d'une fois par trimestre et réalisé par Pierre SAVARIC.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous serons attentifs à :

- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur le site internet. Une rubrique ou une page dédiée sera consacrée au projet. Les logos seront en haut de page pour éviter au visiteur de faire défiler la page pour voir les logos.
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur l'ensemble des support de communication
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur l'ensemble des publications sur les réseaux sociaux
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur les signatures mail
- La présence d'affiche avec l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne » à l'accueil de l'association et dans les bureaux dédiés.

Le dossier du comité de pilotage de fin d'année ainsi qu'une copie écran de notre site internet seront fournies.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			9 533,00 €	3,19 %		8 712,00 €	1,85 %		145 440,00 €	56,11 %	
Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	DEFI15	9 533,00 €	3,19 %	Non	8 712,00 €	1,85 %	Non	5 440,00 €	2,10 %	Non

Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	RESPIR	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	40 000,00 €	15,43 %	Non
Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	Cantal Mouw	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	100 000,00 €	39,58 %	Non
Union européenne			86 448,00 €	28,96 %		152 690,00 €	32,37 %		0,00 €	0,00 %	
Union européenne	FSE	IMPACT Cantal	29 123,00 €	9,76 %	Non	42 977,00 €	9,11 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Intégra Code	23 968,00 €	8,03 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Auto Ecole Solidaire	0,00 €	0,00 %	Non	109 713,00 €	23,26 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Clauses Sociales d'Insertion	33 357,00 €	11,18 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
État			109 507,00 €	36,69 %		206 234,00 €	43,73 %		0,00 €	0,00 %	
État	DDETSPP - DDDE	IMPACT Cantal	2 000,00 €	0,67 %	Non	2 000,00 €	0,42 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non

État	DDETSPP - BOP 104	DEFI 15 SIAE	15 000,00 €	5,03 %	Non	9 000,00 €	1,91 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DDETSPP - FDI	DEFI 15 SIAE	22 507,00 €	7,54 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DDETSPP - FDI	Clauses Sociales d'Insertion	0,00 €	0,00 %	Non	32 373,00 €	6,86 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DRESTT - Stratégie Pauvreté	Cantal Mou	65 000,00 €	21,78 %	Non	133 175,00 €	28,24 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	ANCT	IMPACT Cantal	5 000,00 €	1,68 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DRESTT - PIC IAE	DEFI 15 SIAE	0,00 €	0,00 %	Non	29 686,00 €	6,29 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres collectivités territoriales			5 000,00 €	1,68 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	
Autres collectivités territoriales	CABA	IMPACT Cantal	5 000,00 €	1,68 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics			4 000,00 €	1,34 %		4 000,00 €	0,85 %		8 500,00 €	3,28 %	

Autres organismes publics	MOB In Aura	Autro Ecole Solidaire	0,00 €	0,00 %	Non	4 000,00 €	0,85 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Autres organismes publics	MOB In Aura	Cantal Mouv	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	8 500,00 €	3,28 %	Non
Autres organismes publics	MOB In Aura	Intégra Code	4 000,00 €	1,34 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Conseil régional			84 000,00 €	28,14 %		100 000,00 €	21,20 %		105 250,00 €	40,61 %	
Conseil régional	Conseil Régional	DEFI15	50 000,00 €	16,75 %	Non	58 000,00 €	12,30 %	Non	58 000,00 €	22,38 %	Non
Conseil régional	Conseil Régional	Cantal Mouv	34 000,00 €	11,39 %	Non	42 000,00 €	8,91 %	Non	47 250,00 €	18,23 %	Non
Total			298 488,00 €	100,00 %		471 636,00 €	100,00 %		259 190,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Toutes les personnes en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable : par exemple, compétences et savoirs de base peu ou mal maîtrisés, très faible niveau de formation/qualification, personnes confrontées à des problèmes de logement, de santé, de mobilité, de garde d'enfants, personnes en situation de handicap... Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

Il peut s'agir (liste non exhaustive) :

- de demandeurs d'emploi,
- de personnes salariées en SIAE,
- de personnes salariées en contrat aidé,
- de personnes sans emploi bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA),
- de bénéficiaires de minima sociaux (ASS, etc.),
- de jeunes de 16 ans à 25 ans, suivis par les Missions Locales et autres structures d'insertion,
- ...

L'orientation des bénéficiaires s'effectue par prescription numérique

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

L'un des justificatifs d'éloignement de l'emploi suivant doit nous être transmis:

- attestation Pole Emploi, avis de situation Pole Emploi
- attestation Mission Locale,
- Attestation CAP Emploi,
- Attestation du Service Cantal Emploi Insertion mentionnant une orientation emploi
- ...

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Les données participants sont collectées et saisies directement dans ma démarche FSE + via un export de fichier xlsx issu de notre logiciel de gestion interne.

Le rythme des imports des données sera d'une fois par trimestre et réalisé par Pierre SAVARIC

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF _LIG NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/ (3)	Inté rima ire	Plac e joi nte
-------------------	-------------------	----------	---	---------------------------------------	---------------------------	--	---	---	---------------------	----------------------

DPE _01	SAVARIC Pierre	Directeur	75 799,00 €	1 001	1 820	55,00 %	41 689,45 €	41,65 €	Non	Oui
DPE _02	CASTANIE R Laurence	Assistante référent de parcours	35 872,00 €	1 092	1 820	60,00 %	21 523,20 €	19,71 €	Non	Oui
DPE _03	VIALLE Mélanie	Référente de parcours - Coordinatrice	50 896,00 €	1 456	1 820	80,00 %	40 716,80 €	27,96 €	Non	Oui
DPE _04	LINARD Martine	Référente de parcours - Coordinatrice	50 896,00 €	1 092	1 820	60,00 %	30 537,60 €	27,96 €	Non	Oui
DPE _05	LASSALLE Isabelle	Référente de parcours	15 595,00 €	624	624	100,00 %	15 595,00 €	24,99 €	Non	Oui
DPE _06	REJAUD D ominique	Référent de parcours	42 783,00 €	1 820	1 820	100,00 %	42 783,00 €	23,51 €	Non	Oui
DPE _07	PAGES Alanna	Référente de parcours	42 783,00 €	1 820	1 820	100,00 %	42 783,00 €	23,51 €	Non	Oui
DPE _08	GOHER Michel	Enseignant de la conduite	46 854,00 €	1 820	1 820	100,00 %	46 854,00 €	25,74 €	Non	Oui
DPE _09	ROBERT Sonia	Enseignante de la conduite	46 411,00 €	1 820	1 820	100,00 %	46 411,00 €	25,50 €	Non	Oui
DPE _10	Recrute ment	Référent de parcours	35 011,00 €	1 517	1 517	100,00 %	35 011,00 €	23,08 €	Non	Non

Tota l			442 900,00 €				363 904,05 €		
-----------	--	--	--------------	--	--	--	--------------	--	--

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	363 904,05 €	100,01 %
Total	363 904,05 €	100,01 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Fiche de poste, contrat de travail et lettre de mission

Avec quels documents justifierez-vous le temps passés des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Non concerné

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DFA0_01	Autres	Participation FLE mob/permis/réparation/achat...		55 145,00 €	Oui
Total				55 145,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	55 145,00 €	100,00 %
Total	55 145,00 €	100,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 40% sur les dépenses de personnel pour le calcul des coûts restants

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	363 904,05 €	363 904,05 €
Coûts restants	145 567,62 €	145 567,62 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	419 049,05 €	74,22 %	419 049,05 € 74,22 %
Dépenses de personnel	363 904,05 €	86,84 %	363 904,05 € 86,84 %
Dépenses de participants	55 145,00 €	13,16 %	55 145,00 € 13,16 %
Coûts restants	145 561,62 €	25,78 %	145 561,62 € 25,78 %
Total	564 610,67 €	100,00 %	564 610,67 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024	Total		Périmètre identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	339 660,67 €	339 660,67 €	60,16 %		
FSE+	339 660,67 €	339 660,67 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux	162 000,00 €	162 000,00 €	28,69 %		
CAF du Cantal	10 000,00 €	10 000,00 €	6,17 %	Oui	Non
Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes	52 000,00 €	52 000,00 €	32,10 %	Oui	Non
Conseil départemental du Cantal	100 000,00 €	100 000,00 €	61,73 %	Oui	Non
Recettes	62 950,00 €	62 950,00 €	11,15 %		
Forfait Code (30 €/participants) et Conduite (270 €/participants) - Base de calcul - 50 forfaits code et 35 forfaits conduite	10 950,00 €	10 950,00 €	17,39 %	Oui	Non
Mob In AURA	10 000,00 €	10 000,00 €	15,89 %	Oui	Non
Pole Emploi - Marché à bon de commande MBI (662,87€ par accompagnement) - 3 financements possible - 100% / 50% / 30%	42 000,00 €	42 000,00 €	66,72 %	Oui	Oui
Total	564 610,67 €	564 610,67 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	564 610,67 €	100,00 %	564 610,67 € 100,00 %
Dépenses directes	419 049,05 €	74,22 %	419 049,05 € 74,22 %
Coûts restants	145 561,62 €	25,78 %	145 561,62 € 25,78 %
Total des ressources	564 610,67 €	100,00 %	564 610,67 € 100,00 %
Financement européen sollicité	339 660,67 €	60,16 %	339 660,67 € 60,16 %
Financements publics nationaux	162 000,00 €	28,69 %	162 000,00 € 28,69 %
Recettes	62 950,00 €	11,15 %	62 950,00 € 11,15 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 30 /10/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 30 /11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 31 /10/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 31 /10/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 31 /10/2023	Oui
Statuts	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 31 /10/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 31 /10/2023	Oui
Lettre de mission M LINARD	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission P SAVARIC	importé le 12 /12/2023	Oui

Fiche de poste A PAGES	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste D REJAUD	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste I LASSALLE	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste L CASTANIER	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste M GOHIER	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste M LINARD	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste S ROBERT	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste M VIALLE	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste P SAVARIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Lettre de mission A PAGES	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission D REJAUD	importé le 12 /12/2023	Oui
Bulletin de salaire A PAGES	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire D REJAUD	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire I LASSALLE	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire L CASTANIER	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire M GOHIER	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire M LINARD	importé le 31 /10/2023	Oui

Bulletin de salaire M VIALLE	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire P SAVARIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire S ROBERT	importé le 31 /10/2023	Oui
justificatif de publicité	importé le 31 /10/2023	Oui
Lettre de mission M VIALLE	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission I LASSALLE	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission S ROBERT	importé le 12 /12/2023	Oui
PV du CA du 10 nov 2023	importé le 30 /11/2023	Oui
Budget prévisionnel 24 validé en CA du 10 nov 23	importé le 30 /11/2023	Oui
Lettre de mission L CASTANIER	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission M GOHIER	importé le 12 /12/2023	Oui
Feuille émargement type	importé le 12 /12/2023	Oui
Budget prévisionnel 2024 - Version 2 - Janv 24	importé le 30 /01/2024	Oui
Budget prévisionnel 2024 - Plateforme Cantal Mouv	importé le 30 /01/2024	Oui
Budget prévisionnel 2024 - Pole Mobilités Durables	importé le 30 /01/2024	Oui
Fiche de poste P SAVARIC 2024	importé le 30 /01/2024	Oui
Lettre de mission P SAVARIC 2024	importé le 30 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :
 - a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne: [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;

4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'

information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom
SAVARIC

Prénom
Pierre

Téléphone
+33 6 84 99 96 91



Adresse mail
contact@afapca.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-22

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304287 - AFAPCA - Clauses Sociales d'Insertion

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M.52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors Insertion par l'Activité Economique 2024 » n°ARA-OI618 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 23 529,60 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 41 529,60 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 56,66 % à l'association AFAPCA pour l'opération n° 202304287 « 2024 - AFAPCA - Clauses Sociales d'Insertion ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 11 764,80 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304287

Date de dépôt initiale de la demande : 02/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - AFAPCA - Clauses Sociales d'Insertion

Numéro de dossier

202304287

Candidat

Raison sociale : AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

41 529,6 €

Subvention FSE sollicitée

23 529,6 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/CR40%

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

39773301500101

Raison sociale

AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI

Adresse

16 PL DE LA PAIX
15000 AURILLAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Autres associations

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

PRADAL

Prénom

Gérard

Adresse mail

contact@afapca.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- SAVARIC Pierre Directeur contact@afapca.fr +33 6 84 99 96 91

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Cécile	GUEIDAN	clauses-sociales@afapca.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Martine	LINARD	contact@cantalouv.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Pierre	SAVARIC	contact@afapca.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (4.1% de demandeur d'emploi de catégorie A au second trimestre 2023). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national masque en fait une évasion importante des compétences du territoire notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagne de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Structures d'Insertion par l'Activité Economique mais également de formation en travaillant simultanément le lien et les relations aux entreprises du territoire pour changer le regard de ces dernières sur le public en insertion.

Aussi, le développement des Clauses Sociales d'Insertion est intégré dans la feuille de route triennal de l'IAE sur le département du Cantal et les membres du CDIAE en 2017 ont souhaité la mise en place d'un poste de facilitateur départemental pouvant permettre ce développement. Depuis janvier 2018, l'AFAPCA porte cette mission de facilitation des Clauses sociales d'Insertion.

Cette action s'inscrit aussi dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et de l'Emploi du Cantal 2021 - 2025 , qui se réfère au Pacte Territorial d'Insertion et de l'Emploi 2021 - 2025 du Conseil Départemental du Cantal (fiche action N°5)

Le dispositif des Clauses Sociales d'Insertion a pour mission de:

- Répondre aux exigences du volet social du développement durable dans un marché public.
- Répondre aux besoins des SIAE en terme de sortie vers l'emploi durable au titre de la DGEFP
- Répondre aux besoins en compétences des entreprises et branches porteuses d'emplois actuels et à venir

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Il s'agit donc ici de mettre en œuvre une mission de promotion et d'animation des Clauses Sociales d'Insertion dans les marchés publics sur le territoire cantalien à savoir avec les maîtres d'ouvrage aussi bien du bassin de vie d'Aurillac, de Mauriac que de Saint Flour.

Le poste de facilitatrice départementale doit permettre de travailler en file active sur quatre axes:

- **Accompagner les maîtres d'ouvrage** (élus et techniciens);
- Sensibilisation
- Information
- conseiller et aider à la réflexion sur des actions d'insertion et à la rédaction du dossier de consultation des marchés publics
- Contrôler l'exécution des marchés clausés
- **Animer et coordonner les partenariats avec les structures de l'insertion par l'activité économique** et de l'emploi pour faire coopérer entre entreprises (SIAE, ESAT, EA) et développer leur capacité à obtenir et réaliser des marchés
- **Accompagner les entreprises** dans l'exécution des actions d'insertion en favorisant la mise en relation avec des candidats
- **Recenser un volume d'heure potentiel de Clauses d'Insertion Sociale pour le département du Cantal**

L'objectif est donc de clausurer environ 10 000 heures sur le département du Cantal par année civile en permettant de prendre en compte l'insertion sociale et professionnelle dans la commande publique en accompagnant une vingtaine d'opérateurs par an.

Détaillez le contenu de votre projet

Afin de favoriser le déploiement des Clauses Sociales d'Insertion au sein des marchés publics sur le département du Cantal, la facilitatrice a une fonction de coordination auprès des donneurs d'ordre et des entreprises attributives

Le rôle de la Facilitatrice auprès des Donneurs d'ordre consiste à:

- Conseiller le Donneur d'Ordre dans la sélection des marchés pouvant porter clause
- Réaliser un sourcing auprès des entreprises, SIAE et prescripteurs employeurs le cas échéant
- Analyser les Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE qui comporte les CCTP et CCAP) pour dimensionner et rédiger la clause en lien avec le donneur d'ordre
- Suivre et Contrôler la réalisation de la clause sociale d'insertion pour chaque marché clausé.
- Rendre compte du déroulement du dispositif et transmettre le bilan quantitatif et qualitatif de l'opération aux Donneurs d'Ordre

Le rôle de la Facilitatrice auprès des Entreprises consiste à:

- Informer les entreprises qu'elles peuvent solliciter la mission de facilitation des clauses sociales dès la phase de consultation (coordonnées de la facilitatrice dans les CCAP)
- Prendre contact avec les entreprises dès l'attribution des marchés
- Définir les besoins avec l'entreprise attributaire et les modalités d'exécution: Mise à Disposition; Contrat CDD, CDI, Apprentissage, Intérim...
- Solliciter l'ensemble des partenaires "emploi" de la clause sociale (SPIE, SIAE, Agence d'intérim conventionnée...) et faciliter le recrutement en fonction du besoins et de la demande de l'entreprise
- Valider l'éligibilité du/de la candidat(e) retenu(e).

Pour atteindre l'objectif tout en évitant des marchés public non attribué et en sécurisant les recrutements des entreprises attributaires, la facilitatrice des Clauses Sociales d'insertion utilise la méthodologie suivante pour repérer des candidats éligibles aux clauses sociales et répondre ainsi aux attentes des donneurs d'ordre :

- chaque entreprise attributaire d'un marché choisit la modalité de réalisation qui lui convient. S'il le souhaite, il peut solliciter les services de l'AFAPCA dans le repérage de candidats/tes
- lorsque l'entreprise attributaire ou son prestataire de mise à disposition souhaite être accompagné dans le repérage de profils, la facilitatrice sollicite par email l'ensemble des prescripteurs, en précisant : le poste à pourvoir, la date indicative de début, la durée du contrat, les modalités d'embauche, les compétences et capacités attendues. La fiche de prescription est jointe à l'email envoyé
- les prescripteurs repèrent des candidats/tes répondant aux attentes de l'entreprise et renvoie une fiche de prescription par candidat/te repéré/ée ainsi que son CV
- la facilitatrice vérifie l'éligibilité de chaque candidat/te au dispositif des clauses sociales
- un échange téléphonique entre le prescripteur et la facilitatrice peut compléter les informations fournies par la fiche de prescription et le CV
- la facilitatrice transmet aux entreprises les CV de tous/tes les candidats/tes éligibles et orientés/tées
- dans le cas d'une mise à disposition de personnel par une ETTL, ETT ou AI, ces dernières informent la facilitatrice des clauses sociales d'insertion, des modalités de la délégation et de l'identité du candidats (éligible d'office)

En effet, les salariés/ées positionnés/ées au titre de la réalisation des clauses sociales peuvent avoir été recrutés/ées par un biais autre que celui des orientations des prescripteurs), d'autre part, elle permet de recenser des données sur les participants et leur situation, avant, pendant et après une situation d'emploi liée à la clause sociale et de les compiler de manière anonyme

Toutes ces candidatures sont consignées dans une base de données, nourrie par les différentes prescriptions. Les candidatures peuvent alors être proposées lors de chaque mise en œuvre d'un marché portant clause.

La mission de facilitation des Clauses Sociales d'Insertion **s'inscrit dans le partenariat:**

● **Des partenaires institutionnels**

- Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, Conseil département du Cantal, Les EPCI, les services de l'Etat...

● **Des réseaux mobilisés**

Les SIAE du département et leurs têtes de réseau, Alliance Ville Emploi, les représentants d'entreprises...

Cette liste est non exhaustive.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Concernant l'égalité femmes-hommes, la facilitatrice des Clauses Sociales d'Insertion est sensibilisée aux difficultés du travail féminin.

La prise de rendez vous entre entreprise et participants tient compte des spécificités individuelles.

Une attention particulière est portée au public féminin pour plus d'égalité femmes-hommes au sein des clauses sociales, notamment dans la présentation des profils aux entreprises

Elle constitue surtout un défi : en France, en 2016, les clauses ont été réalisées à 86% par des hommes.

Concernant l'absence de discrimination, il ne peut pas y avoir d'entrée directe sur la mission de facilitation des clauses sociales. Son action s'appuie sur des prescripteurs locaux (Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, Acteurs de l'intégration, SIAE...). Ce sont eux qui orientent les personnes vers le dispositif si celles-ci sont concernées par ses champs d'intervention.

Il est à noter que **les travailleurs handicapés** font partie des publics éligible à la Clause Sociale d'Insertion

Les locaux de l'AFAPCA sont aux normes PMR ainsi que les lieux d'accueil lors de nos permanences délocalisées sur les bassins de vie de Mauriac et de Saint flour.

Les prescripteurs locaux, les entreprises attributaires et les donneurs d'ordres sont sensibilisés sur les publics éligibles et la lutte contre les discriminations. Cette sensibilisation est inhérente aux missions de la facilitatrice des clauses sociales

Détaillez le calendrier de votre projet

L'action se déroulera de 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

Cette opération comprend-elle des participants ?

Non

Liste des principales actions

Promotion et animation des clauses sociales d'insertion dans les marchés publics du territoire via un poste de facilitatrice départementale des Clauses Sociales d'Insertion comme interface entre les maîtres d'ouvrage (collectivités locales, bailleurs sociaux..), les acteurs de l'emploi (Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, Conseil départemental..) , les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (AI, EI, ETTI, ACI), les partenaires sociaux et les entreprises

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Monsieur SAVARIC Pierre, titulaire d'un Master 2 et Directeur de l'AFAPCA depuis 2016, est affecté à 5 % de son temps mensuellement du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif des Clauses Sociales d'Insertion afin de:

- Mettre en œuvre des **réunions de présentation**
- Coordonner l'action
- Réunion interne de coordination
- Point d'avancement sur la mission et le volume d'heures réservées
- Point sur les prospect et appuie à la prospection et les partenariats
- Appui sur l'opération ANRU - Quartier de marmiers
- Animer les Comités de Pilotage
- Ecrire les procédures et les protocoles du dispositif
- Collecter et archiver les pièces justificatives,
- Saisir le bilan, renseigner les indicateurs entité
- ...

Madame LONGUECAMP, possédant un niveau Bac Pro en comptabilité et secrétaire comptable de l'association depuis décembre 2011, est en charge du suivi administratif et comptable à hauteur de 0.857 ETP dont 0.005 ETP pour les clauses sociales d'insertion

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Madame GUEIDAN Cécile, titulaire d'une licence, possédant 17 ans d'expérience, est facilitatrice des clauses sociales d'Insertion depuis janvier 2019 au sein de l'AFAPCA.

Elle consacre 100 % de son temps salarié à l'AFAPCA à cette mission soit 0.571 ETP afin de:

- Conseiller le Donneur d'Ordre dans la sélection des marchés pouvant porter clause
- Réaliser un sourcing auprès des entreprises, SIAE et prescripteurs emploi le cas échéant
- Analyser les Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE qui comporte les CCTP et CCAP) pour dimensionner et rédiger la clause en lien avec le donneur d'ordre
- Suivre et Contrôler la réalisation de la clause sociale d'insertion pour chaque marché clausé.
- Rendre compte du déroulement du dispositif et transmettre le bilan quantitatif et qualitatif de l'opération aux Donneurs d'Ordre
- Informer les entreprises qu'elles peuvent solliciter la mission de facilitation des clauses sociales dès la phase de consultation (coordonnées de la facilitatrice dans les CCAP)
- Prendre contact avec les entreprises dès l'attribution des marchés
- Définir les besoins avec l'entreprise attributaire et les modalités d'exécution: Mise à Disposition; Contrat CDD, CDI, Apprentissage, Intérim...
- Solliciter l'ensemble des partenaires "emploi" de la clause sociale (SPIE, SIAE, Agence d'intérim conventionnée...) et faciliter le recrutement en fonction des besoins et de la demande de l'entreprise
- Valider l'éligibilité du/de la candidat(e) retenu(e).
- Participer à l'activité du réseau facilitateur AURA
- Réaliser de la veille sectorielle
- Se former sur les spécificités de la mission
- ...

Il est à noter qu'aucun salarié affecté à cette opération n'est en contrat aidé.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Concernant les dépenses de personnel, les éléments suivants seront transmis:

- Bulletin de salaire
- Fiche de poste
- Contrat de travail
- Lettre de mission

Concernant les indicateurs de réalisation, les éléments suivants seront transmis lors du bilan annuel:

- le nombre de structures rencontrées (EPCI, Commune, maîtres d'ouvrage, d'entreprise et de structures de l'IAE)
- le recensement d'un volume d'heure potentiel en clause d'insertion sociale pour l'avenir
- le nombre de marchés clausés
- le nombre de lots clausés
- le taux d'effort moyen soit le pourcentage que représente les heures clausées dans le marché public
- le nombre d'entreprises attributaires et le nombre d'entreprises engagées par année civile
- le nombre de bénéficiaires ayant bénéficié du dispositif des clauses sociales par année civile ainsi que le nombre de contrat signé et le nombre d'heures réalisé
- ...

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Renseignement et mise à jour de l'outil informatique de gestion et d'évaluation des Clauses Sociales d'Insertion par Mme Gueidan Cécile. (logiciel UP Clauses)

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous serons attentifs à :

- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne », sur le site internet. Une rubrique ou une page dédiée sera consacrée au projet. Les logos seront en haut de page pour éviter au visiteur de faire défiler la page pour voir les logos.
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne », sur l'ensemble des support de communication
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne », sur l'ensemble des publications sur les réseaux sociaux
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne », sur les signatures mail
- La présence d'affiche avec l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne » à l'accueil de l'association et dans les bureaux dédiés.

Le dossier du comité de pilotage de fin d'année ainsi qu'une copie écran de notre site internet seront fournies .

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Montant 2022		Montant 2023		Aides de minimis - 2021	Aides de minimis - 2022	Aides de minimis - 2023	Aides de minimis - 2024
			€	%	€	%	€	%				
Conseil départemental			9 533,00 €	3,19 %	8 712,00 €	1,85 %	145 440,00 €	56,11 %				
Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	DEFI15	9 533,00 €	3,19 %	8 712,00 €	1,85 %	5 440,00 €	2,10 %	Non			Non

Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	RESPIR	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	40 000,00 €	15,43 %	Non
Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	Cantal Mouw	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	100 000,00 €	39,58 %	Non
Union européenne			86 448,00 €	28,96 %		152 690,00 €	32,37 %		0,00 €	0,00 %	
Union européenne	FSE	IMPACT Cantal	29 123,00 €	9,76 %	Non	42 977,00 €	9,11 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Intégra Code	23 968,00 €	8,03 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Auto Ecole Solidaire	0,00 €	0,00 %	Non	109 713,00 €	23,26 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Clauses Sociales d'Insertion	33 357,00 €	11,18 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
État			109 507,00 €	36,69 %		206 234,00 €	43,73 %		0,00 €	0,00 %	
État	DDETSPP - DDDE	IMPACT Cantal	2 000,00 €	0,67 %	Non	2 000,00 €	0,42 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non

État	DDETSPP - BOP 104	DEFI 15 SIAE	15 000,00 €	5,03 %	Non	9 000,00 €	1,91 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DDETSPP - FDI	DEFI 15 SIAE	22 507,00 €	7,54 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DDETSPP - FDI	Clauses Sociales d'Insertion	0,00 €	0,00 %	Non	32 373,00 €	6,86 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DRESTT - Stratégie Pauvreté	Cantal Mou	65 000,00 €	21,78 %	Non	133 175,00 €	28,24 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	ANCT	IMPACT Cantal	5 000,00 €	1,68 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DRESTT - PIC IAE	DEFI 15 SIAE	0,00 €	0,00 %	Non	29 686,00 €	6,29 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres collectivités territoriales			5 000,00 €	1,68 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	
Autres collectivités territoriales	CABA	IMPACT Cantal	5 000,00 €	1,68 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics			4 000,00 €	1,34 %		4 000,00 €	0,85 %		8 500,00 €	3,28 %	

Autres organismes publics	MOB In Aura	Autre Ecole Solidaire	0,00 €	0,00 %	Non	4 000,00 €	0,85 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Autres organismes publics	MOB In Aura	Cantal Mouv	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	8 500,00 €	3,28 %	Non
Autres organismes publics	MOB In Aura	Intégra Code	4 000,00 €	1,34 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Conseil régional			84 000,00 €	28,14 %		100 000,00 €	21,20 %		105 250,00 €	40,61 %	
Conseil régional	Conseil Régional	DEFI15	50 000,00 €	16,75 %	Non	58 000,00 €	12,30 %	Non	58 000,00 €	22,38 %	Non
Conseil régional	Conseil Régional	Cantal Mouv	34 000,00 €	11,39 %	Non	42 000,00 €	8,91 %	Non	47 250,00 €	18,23 %	Non
Total			298 488,00 €	100,00 %		471 636,00 €	100,00 %		259 190,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIG- NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(6)	Intér- limai- re	Plac- e joi- nante
DPE- _01	GUEIDA N Cécile	Facilitatrice des Clauses Sociales	29 664,00 €	1 039	1 039	100,00 %	29 664,00 €	28,55 €	Non	Oui
Total			29 664,00 €				29 664,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	29 664,00 €	100,00 %
Total	29 664,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Fiche de poste, contrat de travail et lettre de mission

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Non concerné

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 40% sur les dépenses de personnel pour le calcul des coûts restants

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	29 664,00 €	29 664,00 €
Coûts restants	11 865,60 €	11 865,60 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	29 664,00 €	71,43 %	29 664,00 € 71,43 %
Dépenses de personnel	29 664,00 €	100,00 %	29 664,00 € 100,00 %
Coûts restants	11 865,60 €	28,57 %	11 865,60 € 28,57 %
Total	41 529,60 €	100,00 %	41 529,60 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	23 529,60 €	56,66 %	23 529,60 €	56,66 %	
FSE+	23 529,60 €	100,00 %	23 529,60 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	18 000,00 €	43,34 %	18 000,00 €	43,34 %	
DDETSP - FDI	18 000,00 €	100,00 %	18 000,00 €	100,00 %	Non
Total	41 529,60 €	100,00 %	41 529,60 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	41 529,60 €	100,00 %	41 529,60 € 100,00 %
Dépenses directes	29 664,00 €	71,43 %	29 664,00 € 71,43 %
Coûts restants	11 865,60 €	28,57 %	11 865,60 € 28,57 %
Total des ressources	41 529,60 €	100,00 %	41 529,60 € 100,00 %
Financement européen sollicité	23 529,60 €	56,66 %	23 529,60 € 56,66 %
Financements publics nationaux	18 000,00 €	43,34 %	18 000,00 € 43,34 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
------------------	---------	-----------------

Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 31 /10/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 28 /11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 31 /10/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 31 /10/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 31 /10/2023	Oui
Statuts	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 31 /10/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire C Gueidan	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste C Gueidan	importé le 31 /10/2023	Oui
Justificatif de publicité	importé le 31 /10/2023	Oui
Lettre de Mission C Gueidan	importé le 12 /12/2023	Oui
PV du CA du 10 novembre 2023	importé le 28 /11/2023	Oui
Budget Prévisionnel 2024 validé en CA du 10 nov 23	importé le 28 /11/2023	Oui
Fiche de Poste P SAVARIC	importé le 30 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;

- e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.

10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants
Oui

Choix du signataire

Nom
SAVARIC

Prénom

Pierre

Téléphone

+33 6 84 99 96 91

Adresse mail

contact@afapca.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-23

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304285 - AFAPCA - Dispositif RESPIR

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2024 » n°ARA-OI318 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 83 576,84 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 141 576,84 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 59,03 % à l'association AFAPCA pour l'opération n° 202304285 « 2024 - AFAPCA - Dispositif RESPIR ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 41 788,42 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304285

Date de dépôt initiale de la demande : 30/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - AFAPCA - Dispositif RESPIR

Numéro de dossier

202304285

Candidat

Raison sociale : AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

141 576,84 €

Subvention FSE sollicitée

83 576,84 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

39773301500101

Raison sociale

AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI

Adresse

16 PL DE LA PAIX
15000 AURILLAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Autres associations

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

PRADAL

Prénom

Gérard

Adresse mail

contact@afapca.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- SAVARIC Pierre Directeur contact@afapca.fr +33 6 84 99 96 91

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Cécile	GUEIDAN	clauses-sociales@afapca.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Martine	LINARD	contact@cantalouv.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Pierre	SAVARIC	contact@afapca.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (4.1% de demandeur d'emploi de catégorie A au second trimestre 2023). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre, qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national, masque en fait une évasion importante des compétences du territoire, notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagnera de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Structure d'Insertion par l'Activité Economique, mais également de formations en travaillant simultanément sur la problématique de freins annexes tels que des difficultés d'ordre psychologique et / ou d'ordre organique.

En réponse à ce constat, le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi a défini cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente

Le PDIE confirme et amplifie la mobilisation du département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées :

- En utilisant les différentes formes d'actions individuelles ou d'interventions collectives pour remobiliser les personnes, créer une dynamique de parcours, et favoriser la mobilité des publics, qu'elle soit physique ou intellectuelle,
- En luttant contre les freins périphériques à l'emploi.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

En tant que porteur de projet, l'AFAPCA permet l'accès, à court terme, à des consultations d'intervenants de pratiques alternatives complémentaires (sophrologue, naturopathe, coach sportif, réflexologues., relaxologue., acupunctrice, micro kinésithérapeute, art thérapeutes. professeurs de Qi Gong, Shiatsu ...), de professionnels psychologues, ostéopathes, socio esthétiques et diététiciens pour un soutien ponctuel, visant :

- à lever des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels et/ou de souffrances corporelles ponctuelles pour faciliter l'insertion sociale et un mieux-être des bénéficiaires,
- à retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire,
- à proposer un coaching bien être et soins esthétiques pour les amener à revaloriser leur image,
- à orienter les personnes vers des soins de droits communs pour un suivi si nécessaire,
- à préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion
- à faciliter le parcours d'insertion socioprofessionnel avec **la mise en œuvre de consultations à destination de 200 personnes** éloignées de l'emploi sur l'année 2024 en renforçant leur employabilité et donc l'accès à l'emploi.

L'accompagnement par les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, les psychologues, les ostéopathes, les socio esthéticiennes et les diététiciennes s'effectue auprès des publics fragiles éloignés de l'emploi sur l'ensemble du département du Cantal à savoir les bassins de vie d'Aurillac, de Mauriac et de Saint Flour afin de favoriser leur retour à l'emploi.

Détaillez le contenu de votre projet

L'AFAPCA met à disposition des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés pour les consultations de l'accompagnement du public cible sur l'ensemble du département du Cantal à savoir les bassins de vie d'Aurillac, de Mauriac et de Saint Flour.

A l'heure où cette demande de financement est rédigée, les appels à candidature pour sélectionner les prestataires intervenants sur le dispositif RESPIR pour l'année 2024 est toujours en cours

Pour rappel en 2023, **Mme Nathalie Chauvet** est la professionnelle intervenante pour les consultations psychologiques, **Mme Valérie Chaliér et M. Stéphane Dracon entre autre** sont les professionnels intervenants pour les consultations ostéopathiques, **Mesdames Marie Vigier, Perrine Legrand et Florence Dupuy** sont les professionnelles intervenantes pour les consultations diététiques et **Mesdames Cécile Ricard et Stéphane Rieutord** sont les professionnelles intervenantes pour les consultations en socio esthétiques.

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, une prestation externalisée est mise en place afin de :

- Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
- Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
- Réserver les salles le cas échéant
- Travailler en collaboration avec la personne ressource au sein de l'AFAPCA pour favoriser le meilleur parcours de prise en charge du bénéficiaire

L'AFAPCA assure la gestion comptable et financière du prestataire fédérant les intervenants de pratiques alternatives, des prestations des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes.

Chaque professionnel intervenant assurera sa propre prise de rendez vous

L'AFAPCA assure la gestion administrative et opérationnelle des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif.

Pour ce faire différentes étapes sont mises en œuvre.

L'AFAPCA met à disposition des prescripteurs un support qui explique l'organisation, le contenu de l'accompagnement de façon synthétique (Prescription numérique, public, durée, lieu, contenu, contacts, etc.)

Prescriptions

Le public est orienté sur le dispositif par son référent (les travailleurs sociaux du Conseil départemental, de Pole Emploi, de la Mission Locale, du Cap Emploi, de la MSA, les Conseillers d'insertion Professionnel des SIAE, de l'école de la deuxième chance, les intervenants d'organisme de formation, les animateurs des centres sociaux, les adultes relais, les acteurs de l'intégration...) au moyen d'une prescription numérique qui doit être accompagnée d'un justificatif d'éloignement de l'emploi et du contrat d'engagement RESPIR.

Accompagnement

Chaque entrée dans le dispositif, suite à une prescription numérique transmise avec les pièces jointes demandées, donnera lieu à un entretien avec la référente de parcours, uniquement, pour les consultations d'intervenants de pratiques alternatives complémentaires afin de d'orienter le bénéficiaire vers la pratique la plus adaptée.

La prescription validée vers un professionnel psychologue, ostéopathe, socio esthéticienne ou diététicienne permettra le commencement des consultations individuelles sans avoir d'entretien préalable avec la référente de parcours.

Les participants pourront bénéficier selon l'orientation et leurs besoins :

- D'une à 5 consultations individuelles avec un **psychologue**, (non renouvelables). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et pour tenir compte de l'intérêt de la personne dans son orientation. Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à deux consultations (non renouvelables) suivant le diagnostic effectué avec l'**ostéopathe**. Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 2 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à 5 consultations individuelles avec une **socio esthéticienne**, (non renouvelables). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et pour tenir compte de l'intérêt de la personne dans son orientation. Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à cinq consultations (non renouvelables) suivant le bilan diététique effectué avec la **diététicienne**. Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.

- D'une à 5 consultations individuelles avec **un intervenant de pratique alternative complémentaire** (sophrologue, naturopathe, coach sportif, réflexologues., relaxologue., acupunctrice, micro kinésithérapeute, art thérapeutes. professeurs de Qi Gong, Shiatsu ...), Certaines pratiques nécessitent plus de 5 consultations pour obtenir une évolution, aussi des renouvellements peuvent être préconisés. Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et le changement d'intervenant en cours d'accompagnement est possible pour permettre la complémentarité des pratiques alternatives. Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.

Coordination

Une fonction de coordination portée par M. SAVARIC et le prestataire de service permet de centraliser les spécificités et besoins du public accueilli, de le formaliser auprès des professionnels et des différents partenaires et prescripteurs pour imaginer des réponses adaptées à ce public.

Partenariats avec les prescripteurs *pour faire connaître le dispositif et pour les informer:*

- Conseiller en Insertion Professionnel des SIAE,
- Animateurs-trices des centres sociaux,
- Travailleurs-eurs sociaux des différents organismes locaux (Conseil départemental/ CCAS/ Communes/ CAF/ MSA,...),
- Conseillers-ères emploi (CIDFF15/ /Pôle emploi/ Cap emploi),
- Responsables des associations caritatives (Secours Populaires, Secours Catholique, Emaus, les restos du Cœur...), et des associations de prévention (Association Addictions France,...),
- Les organismes de formation (GRETA, INFA, AFORMAC, E2C, MFR...)

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Concernant l'égalité femmes hommes, la référente de parcours est sensibilisée aux difficultés du travail féminin.

La prise de rendez vous entre les professionnels et les participants tient donc compte des spécificités individuelles.

Concernant l'absence de discrimination, il ne peut pas y avoir d'entrée directe sur le dispositif RESPIR. Son action s'appuie sur des prescripteurs locaux(les travailleurs sociaux du Conseil départemental, de Pole Emploi, de la Mission Locale, du Cap Emploi, de la MSA, les Conseillers d'insertion Professionnel des SIAE, de l'école de la deuxième chance, les intervenants d'organisme de formation, les animateurs des centres sociaux, les adultes relais...). Ce sont eux qui orientent les personnes vers le dispositif si celles-ci sont concernées par ses champs d'intervention.

Les prescripteurs locaux sont sensibilisés lors de la réunion de lancement du dispositif sur les publics éligible et la lutte contre les discriminations

Il est à noter que les travailleurs handicapés font partie des publics éligible au dispositif RESPIR.

Les locaux de l'AFAPCA sont aux normes PMR ainsi que les lieux d'accueil lors de nos permanences délocalisées sur les bassins de vie de Mauriac et de Saint flour.

Détaillez le calendrier de votre projet

Accueillir en file active les participants du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Le dispositif RESPIR : **RE**seau de **S**oins et de **P**ratiques pour une Insertion **R**éussie est destiné à un public éloigné de l'emploi afin de lever des freins socioprofessionnels à travers un mieux-être physique et psychique avec la mise en place de consultations psychologiques, ostéopathique, diététiques, socio esthétiques et de pratiques alternatives complémentaires diverses.

Ce dispositif mobilise donc :

- des professionnels de pratiques alternatives à la santé pour accompagner le public dans la levée des freins ;
- les prescripteurs sur les trois bassins de vie du département pour rendre accessible au plus grand nombre le dispositif ;
- une référente de parcours pour orienter et accompagner les bénéficiaires sur les prises en charge proposées par les professionnels afin de permettre la levée des freins périphériques favorisant l'insertion socioprofessionnelle.
- une assistante de la référente de parcours
- le directeur de l'AFAPCA

Elle réalise un point de situation avec la référente de parcours lors de la réunion hebdomadaire consacrée au dispositif et un point d'accompagnement mensuel avec les professionnels intervenant pour vérifier de la présence des bénéficiaires lors des consultations

Le dispositif RESPIR doit permettre d'accompagner environ 200 bénéficiaires sur les bassins d'Aurillac; de Mauriac et de Saint Flour.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
60	140	200

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Madame LONGUECAMP, possédant un niveau Bac Pro en comptabilité et secrétaire comptable de l'association depuis décembre 2011, en charge du suivi administratif, comptable, social des salariés est affectée à 0.10 ETP du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif RESPIR.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Monsieur SAVARIC Pierre, titulaire d'un Master 2 et Directeur de l'AFAPCA depuis 2016, est affecté à 20 % de son temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif RESPIR afin de:

- Mettre en œuvre des **réunions de présentation**
- Coordonner l'action
- Réunion interne de coordination
- Point d'avancement sur les accompagnements, répartition sur les professionnels intervenants
- Echange avec les partenaires et prescripteurs
- Echange avec les prestataires du dispositif
- Animer les Comités de Pilotage
- Ecrire les procédures et les protocoles du dispositif
- Collecter et archiver les pièces justificatives,
- Saisir le bilan, renseigner les indicateurs entité
- ...

Madame LINARD Martine (titulaire d'un BTS et possédant une expérience de plus de 15 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion), Référente de parcours, est affectée à 40 % de son temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif RESPIR afin de:

- mettre en œuvre un entretien individuel avec le bénéficiaire
- vérifier l'adhésion de la personne
- valider l'orienter au mieux avec le bénéficiaire en fonction de ses besoins
- transmettre la fiche de suivie après validation, au professionnel intervenant le plus pertinent par rapport à la problématique repérée
- Suivre les parcours des bénéficiaires permettant aux référents prescripteurs d'être informés de l'évolution et des préconisations proposées à l'issue de la prise en charge par l'intermédiaire de :
- Fiche navette via la fiche de suivie mise en place après les cinq premières séances.
- Contact téléphonique et/ou mail entre les séances si nécessaires

Mme CASTANIER Laurence (titulaire d'un CAP et en fonction à l'AFAPCA depuis 2011), assistante de la référente de parcours, est affectée à 20 % de son temps plein mensuel du 01/01/2024 au 31/12/2024 dans le cadre du dispositif RESPIR pour renseigner les bénéficiaires du dispositif, les orienter vers le bon professionnel et/ou la référente de parcours et/ou réorienter vers les prescripteurs si nécessaires.

Elle valide aussi les fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics et les transmet vers le professionnel de santé en fonction de la demande:

- Pratiques alternatives orientées vers la référente de parcours
- Consultations psychologique orientées vers la professionnelle
- Consultations ostéopathique orientées vers le professionnel de secteur
- Consultations diététique orientées vers le professionnel de secteur
- Consultations socio esthétique orientées vers le professionnel de secteur

Elle réalise un point de situation avec la référente de parcours lors de la réunion hebdomadaire consacrée au dispositif et un point d'accompagnement mensuel avec les professionnels intervenant pour vérifier de la présence des bénéficiaires lors des consultations

Il est à noter qu'aucun salariés ne relèvent d'une mesure de contrat aidé

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Concernant les dépenses de personnel, les éléments suivant seront transmis:

- Bulletin de salaire
- Fiche de poste
- Contrat de travail
- Lettre de mission

Concernant les indicateurs de réalisation, les éléments suivant seront transmis:

- Contrat d'engagement RESPIR signé par le bénéficiaire
- Fiche de suivi RESPIR retraçant le parcours du bénéficiaire:
- émargement des consultations
- bilan de la prise en charge
- préconisations éventuelles
- Factures des prestataires

la production d'un écrit dans le bilan du dispositif RESPIR rendant compte des écarts de calendrier réalisé, de résultats obtenus, des moyens humains et des prestations mobilisées, du nombre de participants

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Renseignement et mise à jour de l'outil informatique de gestion interne à l'AFAPCA permettant de valoriser les indicateurs suivants:

- Nombre de personnes accompagnées
- Nombre de prescripteur différents sur le dispositif
- Nombre de professionnel intervenant
- Nombre de séances d'accompagnement par type d'accompagnement (Psychologique, Ostéopathique, Socio esthétique, Diététique, Pratiques alternatives)
- Renseignements sur les bénéficiaires (âge, sexe, qualification)

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous serons attentifs à :

- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur le site internet. Une rubrique ou une page dédiée sera consacrée au projet. Les logos seront en haut de page pour éviter au visiteur de faire défiler la page pour voir les logos.
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur l'ensemble des support de communication
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur l'ensemble des publications sur les réseaux sociaux
- La présence de l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne ». sur les signatures mail
- La présence d'affiche avec l'emblème avec la mention « Cofinancé par l'Union Européenne » à l'accueil de l'association et dans les bureaux dédiés.

Le dossier du comité de pilotage de fin d'année ainsi qu'une copie écran de notre site internet seront fournies.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			9 533,00 €	3,19 %		8 712,00 €	1,85 %		145 440,00 €	56,11 %	
Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	DEFI15	9 533,00 €	3,19 %	Non	8 712,00 €	1,85 %	Non	5 440,00 €	2,10 %	Non

Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	RESPIR	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	40 000,00 €	15,43 %	Non
Conseil départemental	Conseil départemental du Cantal	Cantal Mouw	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	100 000,00 €	39,58 %	Non
Union européenne			86 448,00 €	28,96 %		152 690,00 €	32,37 %		0,00 €	0,00 %	
Union européenne	FSE	IMPACT Cantal	29 123,00 €	9,76 %	Non	42 977,00 €	9,11 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Intégra Code	23 968,00 €	8,03 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Auto Ecole Solidaire	0,00 €	0,00 %	Non	109 713,00 €	23,26 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Union européenne	FSE	Clauses Sociales d'Insertion	33 357,00 €	11,18 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
État			109 507,00 €	36,69 %		206 234,00 €	43,73 %		0,00 €	0,00 %	
État	DDETSPP - DDPE	IMPACT Cantal	2 000,00 €	0,67 %	Non	2 000,00 €	0,42 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non

État	DDETSPP - BOP 104	DEFI 15 SIAE	15 000,00 €	5,03 %	Non	9 000,00 €	1,91 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DDETSPP - FDI	DEFI 15 SIAE	22 507,00 €	7,54 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DDETSPP - FDI	Clauses Sociales d'Insertion	0,00 €	0,00 %	Non	32 373,00 €	6,86 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DRESTT - Stratégie Pauvreté	Cantal Mou	65 000,00 €	21,78 %	Non	133 175,00 €	28,24 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	ANCT	IMPACT Cantal	5 000,00 €	1,68 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	DRESTT - PIC IAE	DEFI 15 SIAE	0,00 €	0,00 %	Non	29 686,00 €	6,29 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres collectivités territoriales			5 000,00 €	1,68 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	
Autres collectivités territoriales	CABA	IMPACT Cantal	5 000,00 €	1,68 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics			4 000,00 €	1,34 %		4 000,00 €	0,85 %		8 500,00 €	3,28 %	

Autres organismes publics	MOB In Aura	Autre Ecole Solidaire	0,00 €	0,00 %	Non	4 000,00 €	0,85 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Autres organismes publics	MOB In Aura	Cantal Mouv	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	8 500,00 €	3,28 %	Non
Autres organismes publics	MOB In Aura	Intégra Code	4 000,00 €	1,34 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Conseil régional			84 000,00 €	28,14 %		100 000,00 €	21,20 %		105 250,00 €	40,61 %	
Conseil régional	Conseil Régional	DEFI15	50 000,00 €	16,75 %	Non	58 000,00 €	12,30 %	Non	58 000,00 €	22,38 %	Non
Conseil régional	Conseil Régional	Cantal Mouv	34 000,00 €	11,39 %	Non	42 000,00 €	8,91 %	Non	47 250,00 €	18,23 %	Non
Total			298 488,00 €	100,00 %		471 636,00 €	100,00 %		259 190,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Toutes les personnes en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable : par exemple, compétences et savoirs de base peu ou mal maîtrisés, très faible niveau de formation/qualification, personnes confrontées à des problèmes de logement, de santé, de mobilité, de garde d'enfants, personnes en situation de handicap... Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

Il peut s'agir (liste non exhaustive) :

- de demandeurs d'emploi,
- de personnes salariées en SIAE,
- de personnes salariées en contrat aidé,
- de personnes sans emploi bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA),
- de bénéficiaires de minima sociaux (ASS, etc.),
- de jeunes de 16 ans à 25 ans, suivis par les Missions Locales et autres structures d'insertion,
- ...

L'orientation des bénéficiaires s'effectue par les prescripteurs via une prescription numérique.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

L'un des justificatifs d'éloignement de l'emploi suivant doit nous être transmis:

- attestation Pole Emploi, avis de situation Pole Emploi
- attestation Mission Locale,
- Attestation CAP Emploi,
- Attestation du Service Cantal Emploi Insertion mentionnant une orientation emploi
- ...

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Les données participants sont collectées et saisies directement dans ma démarche FSE + via un export de fichier xlsx issu de notre logiciel de gestion interne.

Le rythme des imports des données sera d'une fois par trimestre et réalisé par Pierre SAVARIC

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF LIG NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/ (3)	Inté rima ire	Plac e joi nte
DPE _01	SAVARIC Pierre	Directeur	75 799,00 €	364	1 820	20,00 %	15 159,80 €	41,65 €	Non	Non
DPE _02	LINARD Martine	Référente de parcours	50 896,00 €	728	1 820	40,00 %	20 358,40 €	27,96 €	Non	Non
DPE _03	CASTANIE R Laurence	Assistante Référente de parcours	35 873,00 €	364	1 820	20,00 %	7 174,60 €	19,71 €	Non	Non
Total			162 568,00 €				42 692,80 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	42 692,80 €	100,01 %
Total	42 692,80 €	100,01 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Fiche de poste, contrat de travail et lettre de mission

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Non concerné

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	pièce jointe
DPF_01	Locations de matériel et de locaux nécessitées par l'opération	Loyer Dispositif RESPIR	801 90 € par mois	9 622,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				9 622,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	9 622,00 €	100,00 %
Total	9 622,00 €	100,00 %



Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	Prestations	Pratiques alternatives complémentaires			34 500,00 €	Non
DPEXT_02	Prestations	Consultations Diététiques Aurillac			1 800,00 €	Non
DPEXT_03	Prestations	Consultations Socio Esthétiques Saint Flour			2 100,00 €	Non
DPEXT_04	Prestations	Consultations Ostéopathiques Aurillac - Mauriac			3 360,00 €	Non
DPEXT_05	Prestations	Consultations Psychologique - 3 bassins de vie			31 100,00 €	Non
DPEXT_06	Prestations	Consultations Ostéopathiques Saint Flour			840,00 €	Non
DPEXT_07	Prestations	Consultations Socio Esthétiques Aurillac			3 900,00 €	Non
DPEXT_08	Prestations	Consultations Diététiques Saint Flour			1 200,00 €	Non
DPEXT_09	Prestations	Consultations Diététiques Mauriac			1 200,00 €	Non
Total					80 000,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	80 000,00 €	100,02 %
Total	80 000,00 €	100,02 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	Aucunes	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de fonctionnement, dépenses de participants, dépenses de personnel, dépenses de prestations externes pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	42 692,80 €	42 692,80 €
Dépenses de fonctionnement	9 622,00 €	9 622,00 €
Dépenses de prestations externes	80 000,00 €	80 000,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	9 262,04 €	9 262,04 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	132 314,80 €	93,46 %	132 314,80 €
Dépenses de personnel	42 692,80 €	32,27 %	42 692,80 €
Dépenses de fonctionnement	9 622,00 €	7,27 %	9 622,00 €
Dépenses de prestations externes	80 000,00 €	60,46 %	80 000,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	9 262,04 €	6,54 %	9 262,04 €
Total	141 576,84 €	100,00 %	141 576,84 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre identique	Attestation de co-financement
	83 576,84 €	59,03 %	83 576,84 €	59,03 %		
Financement européen sollicité						
FSE+	83 576,84 €	100,00 %	83 576,84 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux	58 000,00 €	40,97 %	58 000,00 €	40,97 %		
Conseil départemental du Cantal	40 000,00 €	68,97 %	40 000,00 €	68,97 %	Oui	Non
DDTSPP - DDFE	3 000,00 €	5,17 %	3 000,00 €	5,17 %	Oui	Non
DDTSPP - FRE	15 000,00 €	25,86 %	15 000,00 €	25,86 %	Oui	Non
Total	141 576,84 €	100,00 %	141 576,84 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	141 576,84 €	100,00 %	141 576,84 € 100,00 %
Dépenses directes	132 314,80 €	93,46 %	132 314,80 € 93,46 %
Dépenses indirectes	9 262,04 €	6,54 %	9 262,04 € 6,54 %
Total des ressources	141 576,84 €	100,00 %	141 576,84 € 100,00 %
Financement européen sollicité	83 576,84 €	59,03 %	83 576,84 € 59,03 %
Financements publics nationaux	58 000,00 €	40,97 %	58 000,00 € 40,97 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 30 /10/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 28 /11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 31 /10/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 31 /10/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 31 /10/2023	Oui
Statuts	importé le 31 /10/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 31 /10/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 31 /10/2023	Oui
Bail AFAPCA - RESPIR	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire L CASTANIER	importé le 31 /10/2023	Oui

Bulletin de salaire M LINARD	importé le 31 /10/2023	Oui
Bulletin de salaire P SAVARIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Justificatif de publicité	importé le 31 /10/2023	Oui
Contrat de travail M LINARD	importé le 31 /10/2023	Oui
Contrat de travail L CASTANIER	importé le 31 /10/2023	Oui
Contrat de travail P SAVARIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste P SAVARIC	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste L CASTANIER	importé le 31 /10/2023	Oui
Fiche de poste M LINARD	importé le 31 /10/2023	Oui
Lettre de mission L CASTANIER	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission M LINARD	importé le 12 /12/2023	Oui
Lettre de mission P SAVARIC	importé le 12 /12/2023	Oui
Budget prévisionnel validé en CA le 10 nov 23	importé le 28 /11/2023	Oui
PV du CA du 10 novembre 2023	importé le 28 /11/2023	Oui
Appel à candidature Prestataire Coordination	importé le 19 /01/2024	Oui
Fiche de poste P SAVARIC 2024	importé le 30 /01/2024	Oui
Lettre de mission P SAVARIC 2024	importé le 30 /01/2024	Oui

Budget prévisionnel des prestations 2024

importé le 30
/01/2024

Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;

- e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.

10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom
SAVARIC

Prénom

Pierre

Téléphone

+33 6 84 99 96 91

Adresse mail

contact@afapca.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-24

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion Professionnelle hors IAE - Rejet de l'opération 202304725 - AURORE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE - 2024 » n°ARA-OI618 ;

Considérant qu'à la lecture du projet portée par l'association AURORE, celui-ci relève de la Priorité 6 « Favoriser l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants » et n'est donc pas conforme à l'appel à projets susvisé ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de rejeter l'opération n°202304725 « Association Aurore - STEP'S - Insertion Professionnelle hors IAE dans le Cantal - 2024 » portée par l'association AURORE au motif de la non-conformité de l'opération à l'appel à projets « Insertion professionnelle hors Insertion par l'Activité Économique - 2024 » n°ARA-OI618 et des lignes de partage du Programme National FSE+ 2021-2027.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304725

Date de dépôt initiale de la demande : 02/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

Association Aurore - STEP'S - Insertion Professionnelle hors IAE dans le Cantal - 2024

Numéro de dossier

202304725

Candidat

Raison sociale : ASSOCIATION AURORE

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

101 676 €

Subvention FSE sollicitée

45 000 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPAR_R/CR40%

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

77568497003594

Raison sociale

ASSOCIATION AURORE

Adresse

31 RUE FALGUIERE SIEGE
75015 PARIS 15

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.

Type de porteur de projet

Atelier et chantier d'insertion (ACI)

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

COPPEY

Prénom

Pierre

Adresse mail

siege@aurore.asso.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- GUYOT Florian Directeur Général siege@aurore.asso.fr +33 6 70 71 44 22
- LORTON Julie Directrice de Territoire j.lorton@aurore.asso.fr +33 6 70 71 44 22
- FEBVRE Olivier Directeur de Territoire o.febvre@aurore.asso.fr +33 6 14 17 49 64

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Lamri	Guenouche	l.guenouche@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Annabelle	LARDET	a.lardet@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Pascal	POLONAIS	p.polonais@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Thierry	ROY	t.roy@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Thierry	ROY	t.roy@aurore.asso.fr	Porteur de projet
Mérita	SELIMI	m.selimi@aurore.asso.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Les fortes difficultés d'insertion professionnelle sont le dénominateur commun d'intervention de l'association Aurore dans le Cantal. Le public cible de notre accompagnement professionnel présente un certain nombre de difficultés en matière de freins liés à l'emploi : jeunes avec un niveau de qualification 3 ou infra, seniors en recherche d'emploi, demandeurs d'emploi avec des difficultés sociales, non maîtrise de la langue française, difficultés d'hébergement freins à la mobilité (cognitive, matérielle, financière), etc.

L'Association Aurore gère notamment des dispositifs d'hébergements, de soins, et des dispositifs d'insertion : le programme national E.M.I.L.E, le dispositif national d'accueil Familles Réfugiées Réinstallées et une structure d'insertion de garage solidaire et de services solidaires.

Le dispositif STEP's (Solution Tremplin vers une Expérience Professionnelle, Personnalisée et Progressive) a été créé et mis en place par le relais Ozanam sur le secteur de Grenoble en 2016 et s'est développé par la suite sur d'autres territoires de la région Auvergne – Rhône-Alpes. STEP's est un dispositif de mise en situation d'emploi ouvert à des personnes qui en sont a priori les plus éloignées en raison de leurs conditions de vie et de leurs difficultés personnelles (situations de mal-logement, parcours de rue, parcours migratoires, faible expérience professionnelle, etc).

Le dispositif montre que l'accès à un emploi reste possible et porteur pour des personnes en situation de précarité. Il part du constat que les dispositifs d'accès à l'emploi existants pour les personnes en étant éloignés requièrent des critères d'insertion avancés (inscription et actualisation Pôle Emploi, maîtrise de la langue française, etc). Des exigences difficiles à tenir, suscitant parfois de l'incompréhension ou du désintérêt lorsque les personnes recherchent un accès réel et direct à l'emploi.

L'objectif est de trouver un rythme adapté aux situations et contraintes des personnes (garde d'enfants, autres démarches en cours, reprise d'un rythme professionnel après une longue période d'inactivité, parcours de soins, etc), avec une valorisation rapide notamment via un paiement à la semaine des heures travaillées.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Le dispositif STEP's permet à des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles de bénéficier d'un contrat de travail. Le parcours peut comprendre des actions de formation et d'immersion en entreprises.

Il s'adresse aux personnes particulièrement éloignées de l'emploi en raison de leurs conditions de vie et de leurs difficultés personnelles (situations de mal-logement, parcours de rue, parcours migratoires, faible expérience professionnelle, etc.). STEP's est ouvert à toute personne qui souhaite travailler mais qui est confrontée à des difficultés persistantes d'accès à l'emploi. Il n'y a pas de critère à remplir pour l'intégrer : toute personne disposant d'une autorisation de travailler en France peut être accueillie, sans limite d'expérience ou de niveau.

Dans le cadre du déploiement de l'action sur le Cantal en novembre 2022, nous avons fait le choix de limiter notre intervention sur la commune d'Aurillac dans un premier temps, l'AI, partenaire étant sur cette commune. Sur l'essaimage 8 bénéficiaires ont pu effectuer leurs premières heures au sein des différentes structures de l'AI ACART : boutique solidaire, ateliers de conditionnement, 3 bénéficiaires du programme ont intégré début mars 2023 l'ACI d'Aurore : service hygiène et garage et une participante au projet est depuis avril 2023 en CDDI au sein de l'AI ACART

Dès le début de l'essaimage sur le territoire, les partenaires de l'action sociale ont répondu présents et ont rapidement orientés des personnes sur le dispositif. Après cette première expérience, nous nous rendons compte que bien accompagné et coordonné, l'accès à un emploi reste possible et porteur pour des personnes en situation de précarité. Pour la suite nous souhaitons pouvoir déployer STEP's sur l'ensemble du territoire et ainsi proposer à un public plus large des premières heures de travail.

Nous réfléchissons également à la mobilité des candidats en lien avec le Garage solidaire du CA notamment pour ceux habitants sur des zones blanches en terme de transport.

Fort de notre lien avec le service insertion du département, nous souhaitons renforcer l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en incluant au minimum 60% de BRSA..

Notre objectif est d'accompagner 30 bénéficiaires (20 hommes et 10 femmes) sur l'année de l'exercice avec la possibilité pour au moins 8 d'entre eux de prolonger l'expérience de 21 heures supplémentaires.

Le parcours d'accompagnement STEP's a une triple finalité :

- Un accès à un contrat de travail de courte durée, sans prérequis,
- Des postes de travail diversifiés et adaptés aux participants,
- Des bilans et des orientations vers les interlocuteurs ou dispositifs appropriés.

Détaillez le contenu de votre projet

STEP's vise à offrir à des personnes en situation de grande précarité un dispositif adapté, souple et accessible destiné à favoriser un accès à l'emploi de courte durée, et pouvant constituer une porte d'entrée pour une insertion sociale et professionnelle plus durable. Ce dispositif constitue un outil mobilisé par les équipes de travailleurs sociaux dans le cadre de l'accompagnement des publics en situation de pauvreté et précarité vers l'insertion. Il s'agit d'engager, dans le cadre de ce dispositif, une autre forme de partenariat et d'action en faveur de l'insertion des publics qui en sont les plus éloignés, via la proposition de lieux d'accueil pour effectuer des heures en situation d'emploi.

C'est un dispositif de coordination où les bénéficiaires (orientés ou non par des prescripteurs) sont mis en relation avec des Ateliers Chantiers d'Insertion en capacité de les accueillir, via un contrat établi par une association intermédiaire (AI) ACART. De ce fait, l'action s'appuie largement sur des partenaires locaux.

Le fonctionnement concret du dispositif se base sur les SIAE du territoire. Le dispositif permet à la personne accueillie de travailler entre 40 et 60 heures, réparties sur deux à trois mois (soit environ deux demi-journées par semaine), avec un rythme progressif, adapté à ses possibilités. Elle va ainsi pouvoir (re) découvrir le cadre d'un emploi à son rythme et faire un bilan de ses attentes, aptitudes et possibilités.

STEP's permet :

- Pour les participants : percevoir rapidement des ressources (rémunération, lien social, découverte d'un métier...) et faire le point sur les freins et leviers du parcours (confiance en soi, santé, logement, emploi, formation...).
- Pour les référents accompagnateurs : répondre à la demande des personnes qui souhaitent travailler, s'appuyer sur une expérience concrète pour construire des propositions adaptées aux besoins et aux demandes des personnes accompagnées, se départir de certaines représentations.

Qui fait quoi ?

- Les orienteurs : L'orientation vers STEP's se veut souple et ouverte à tout type de structures et services : accueils de jour, structures de veille sociale, services d'hébergement, maraudes, services de solidarité du Département, etc. Parfois, des participants se présentent aussi d'eux-mêmes. Si le professionnel qui oriente est aussi le référent social ou emploi du participant, il lui sera demandé de participer aux bilans durant tout le parcours. Lorsque le participant n'a pas de référent, la coordinatrice de STEP's peut l'aider à en trouver.
- Les associations intermédiaires : Les AI partenaires de STEP's ont un rôle principalement administratif : elles portent les contrats de travail et de mise à disposition des participants auprès d'Ateliers et Chantiers d'Insertion.
- Les structures d'insertion : Des structures d'insertion partenaires, en premier lieu des Ateliers et Chantiers d'Insertion, proposent des postes de travail, réfléchis en amont avec la coordinatrice. Les encadrants techniques en particulier sont mobilisés sur ce dispositif. Les postes proposés sont ancrés dans des secteurs divers : couture, maraîchage, peinture, espaces verts, manutention, nettoyage, mécanique etc.

A noter que le contrat de mise à disposition de l'AI permet de diversifier les lieux de travail. Par exemple, des postes peuvent être imaginés au sein des services des collectivités territoriales, dans la mesure où un accueil et un encadrement particuliers peuvent être mis en place.

Le parcours des participants à STEP's :

- En amont : La personne qui souhaite participer, ou son référent, prend contact avec l'association AURORE coordinatrice de STEP's sur le territoire. La Cheffe de service et la coordinatrice du dispositif, reçoivent la personne intéressée pour faire le point avec elle sur sa situation et ses attentes, et lui présenter le dispositif et les différents postes de travail. Si la personne est toujours intéressée, la coordinatrice réunit les informations et documents nécessaires pour que l'AI partenaire puisse établir une déclaration d'embauche et un contrat.
- Au démarrage : Le premier jour de travail, la coordinatrice accompagne le bénéficiaire sur le lieu de travail pour le mettre en lien avec l'encadrant technique, qui l'accueillera et le supervisera tout au long du parcours STEP's. Si la prise de poste est en ACI, à l'arrivée de la personne, l'ACI informe l'AI de sa présence. L'AI envoie alors à l'ACI le contrat, le relevé d'heures, et le contrat de mise à disposition.
- Temps de travail : La personne peut travailler jusqu'à 40 heures au total, échelonnées en demi-journées ou journées sur plusieurs semaines (rythme progressif adapté selon les besoins de la personne et les contraintes de la structure d'accueil). Il est possible de prolonger le parcours jusqu'à 61 heures quand cela s'avère opportun, par exemple pour découvrir un autre métier ou secteur. Après chaque jour travaillé, le participant peut récupérer sa paie, en espèces auprès de l'association AURORE.
- Bilan(s) : A la fin de cette expérience de travail, et parfois, pendant lorsque cela s'avère nécessaire, un bilan est réalisé en présence du participant, de la coordinatrice du programme STEP's, et l'encadrant technique. Lors de ce temps d'échange, des orientations peuvent être suggérées à la personne pour la suite de son parcours. Ces orientations et conseils ne sont pas seulement liés à l'emploi, mais peuvent aussi concerner d'autres difficultés auxquelles la personne est confrontée, selon ce que l'expérience de STEP's a pu révéler.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

La prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes se traduit dans ce projet par la volonté de maintenir, dans la mesure du possible, une parité femmes-hommes via un recrutement pouvant favoriser les candidatures féminines :

- Toutes les activités supports peuvent être exercées indifféremment par des femmes ou des hommes et ne nécessitent pas d'efforts particuliers ;
- Les conditions de travail proposées sont adaptées à un public mixte : vestiaires et toilettes séparés.

Lors de l'accueil des nouveaux salariés :

- Dans le cadre du suivi socioprofessionnel, nous venons en complément de l'accompagnement réalisé par le partenaire prescripteur via l'appui pour certaines dans leur recherche de modes de garde et/ou d'allocations compensatoires.

Nous favorisons, à travers les orientations, des personnes très éloignées de l'emploi, quels que soient leur origine, âge, sexe ou problématique, dans un principe d'égalité des chances. Tous les candidats sont contactés sans sélection pour les entretiens.

Ces principes sont intrinsèquement liés aux statuts de l'Association Aurore, et c'est bien dans ce cadre statutaire que nos activités ont été portées.

Détaillez le calendrier de votre projet

L'action se déroule sur toute l'année en continu. Elle permet d'intégrer et accompagner les salariés en insertion sur le principe des entrées / sorties permanentes.

Le projet se déroule du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 (projet initié par une expérimentation en 2023).

L'objectif est de la pérennisation du projet.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

L'action principale est l'accompagnement socioprofessionnel de remobilisation des personnes dans leurs démarches d'accès à l'emploi, tout en les valorisant durant toute la durée de construction du parcours :

- Diagnostic, suivi individuel allant jusqu'à l'inscription au service public de l'emploi (permanences emploi).
- Accompagnement et accès l'emploi (ateliers et chantiers d'insertion et entreprise d'insertion).

Les principaux buts, pour les bénéficiaires, de cette nouvelle méthode d'accompagnement sont de :

- Faire le point sur les freins et les leviers qui impactent le parcours des participants : afin de reprendre confiance en soi, d'envisager une formation, de prendre en compte sa santé, de postuler à une offre d'emploi, de trouver un appui pour son logement, etc.
- Percevoir rapidement des ressources liées à l'emploi : rémunération, lien social, découverte de métiers, conseils d'une équipe, etc.

La finalité et l'objectif majeur de cet accompagnement est que le participant intègre une structure IAE en contrat de CDDI.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
20	10	30

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Secrétariat - 0.20 ETP: suivi facturation bénéficiaire, suivi des indicateurs FSE, suivi de l'administratif pour le dossier FSE

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

Afin de respecter et d'anticiper l'ensemble des obligations liées à la gestion des financements européens, Aurore est accompagnée par un cabinet spécialisé dans la mobilisation des fonds européens structurels et d'investissement et plus particulièrement du Fonds social européen devenu FSE+.

Par ailleurs, une fois le projet conventionné, l'ensemble des personnes impliquées dans l'opération sera formé à cette gestion des fonds européens notamment sur l'importance des obligations de publicités, la collecte des indicateurs participants, sur la traçabilité des actions réalisées dont les pièces d'éligibilité des participants et sur le reporting financier.

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Un.e coordinateur.ice d'accompagnement (1 ETP) :

- Assurer la coordination du dispositif STEP'S.
- Vérifier l'éligibilité des candidats orientés par les partenaires sur le dispositif STEP'S
- Accueillir, évaluer les besoins et définir le suivi des parcours, soutenir la motivation des bénéficiaires au cours du parcours dans l'élaboration d'un projet professionnel et la levée des freins à l'insertion professionnelle et le développement du lien social.
- Prospecter les ACI du territoire et assurer une veille afin de connaître les opportunités de partenariat en lien avec le profil des candidats.

- Organiser et animer des visites auprès des ACI partenaires et ce afin de favoriser l'acquisition de postures et savoir être professionnels.
- Organiser et animer les bilans de fin parcours avec l'ensemble des acteurs liés au parcours de la personne accompagnée et valider une orientation à l'issue du parcours.

Suivi du dossier sur ma démarche FSE+ et des documents nécessaires au bilan

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Réalisations prévisionnelles : accompagnement de 30 participants dont objectif 60% de BRSA. Inscription des participants sur la plateforme mademarchefseplus.

Nous estimons la fréquence prévisionnelle d'entretiens par participant sur une fourchette comprise entre 2 et 3 entretiens sur toute la durée du parcours. A noter que cette base peut être revue à la hausse en fonction du besoin de nos publics. Chaque entretien fait l'objet de la signature d'une feuille d'entretien renseignée par le référent de parcours et signée par le participant.

60% des participants : données déclaratives des participants, appuyées par un contrat d'insertion.

Bilan de l'action réalisé stipulant les écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains et des prestations mobilisées, du nombre de participants et des partenaires accompagnés. Un bilan individuel par participant retraçant son accompagnement. Suivi Attestation d'inscription à France Travail des participants.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre ?

Dans la mesure où le projet vise l'accompagnement direct de participants, la collecte des données se limitera essentiellement aux « indicateurs participants ». Sauf information contraire nous ne serons a priori pas concernés par les « indicateurs entités ».

Pour les « indicateurs participants », fort de notre expérience, en Île-de-France et dans le Cantal, sur les projets cofinancés par les fonds européens auprès de la DRIEETS Île de France et plus globalement auprès des différents organismes intermédiaires au niveau de l'association (PLIE, Département, Région et Aise), nous avons prévu de nous appuyer sur le questionnaire confectionné par la DGEFP (version 28 novembre 2018 puis juin 2022).

Ce document sera renseigné par chaque participant à l'entrée sous format papier dans le dispositif puis saisie tous les trimestres, sur Ma Démarche FSE+ par les assistantes administratives de chaque projet. Un contrôle sera également effectué 2 fois dans l'année par le chef de service pour s'assurer de la fiabilité et de la complétude des données saisies.

Une fois les informations saisies sur Ma Démarche FSE+, les questionnaires seront détruits conformément à la recommandation explicite de la CNIL au moment de l'introduction de ce questionnaire (cf Délibération no 2014-447 du 13 novembre 2014 portant avis sur un projet d'arrêté relatif à la mise en oeuvre d'un téléservice de l'administration dénommé «Ma démarche Fonds social européen» (demande d'avis no 1788645 V1)

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous avons bien pris connaissance des obligations de publicité comprises dans le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes – Chapitre III – Article 46 à 50 et l'Annexe IX à savoir d'apposer l'emblème de l'Union européenne (le drapeau) associée à la mention « Cofinancé par l'Union européenne » sur tous les supports de présentations, les fiches d'émargement et sur tous les documents de communication.

Par ailleurs, cette obligation d'information, qui est cumulative avec l'obligation de publicité, comprend 3 niveaux d'obligation qui seront respectés par notre structure avec :

- Une signalétique dédiée au sein des locaux notamment une affiche à l'entrée extérieur du bâtiment dans les bureaux, la salle d'attente et box d'accueil ;
- Une communication auprès des participants notamment au moment des sessions d'informations collectives mais aussi en direction des partenaires, grâce aux différents supports de communication (affiche, plaquette...) ou lors des forums emploi ou rencontres partenariales ;
- Sur le site Internet et les médias sociaux, avec la mise en avant de la participation des fonds européens avec les obligations de publicité et un article spécifique. Les obligations de publicités apparaîtront dès l'arrivée sur le site sans nécessité de scroller.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Montant 2022		Montant 2023		Aides de minimis - 2021	Aides de minimis - 2022	Aides de minimis - 2023	Identifiant
			€	%	€	%	€	%				
Union européenne			1 036 670,00 €	0,60 %	1 442 478,00 €	0,82 %	1 332 519,00 €	0,70 %				
Union européenne	(FSE, Erasmus, ITI, IE), REACT-UE	Hébergement Soin Insertion	1 036 670,00 €	0,60 %	1 442 478,00 €	0,82 %	1 332 519,00 €	0,70 %	Non			Non
Conseil départemental			16 594 368,00 €	9,55 %	17 266 131,00 €	9,82 %	18 862 912,00 €	9,90 %				

Conseil départemental	10-15-24-45-75-77-78-91-92-93-94-95	Hébergement Soin Insertion	16 584 368,00 €	9,55 %	Non	17 266 131,00 €	9,82 %	Non	18 662 912,00 €	9,90 %	Non
État			148 887 543,00 €	85,72 %		148 877 844,00 €	84,64 %		158 130 035,00 €	82,96 %	
État	Ministères et Préfectures	Hébergement Soin Insertion	148 897 543,00 €	85,72 %	Oui	148 877 844,00 €	84,64 %	Oui	158 130 035,00 €	82,96 %	Oui
Autres collectivités territoriales			417 596,00 €	0,24 %		559 596,00 €	0,32 %		563 226,00 €	0,30 %	
Autres collectivités territoriales	Communautés d'agglomérations	Hébergement Soin Insertion	417 596,00 €	0,24 %	Non	559 596,00 €	0,32 %	Non	563 226,00 €	0,30 %	Non
Autres organismes publics			4 128 917,00 €	2,38 %		5 177 724,00 €	2,94 %		8 970 223,00 €	4,71 %	
Autres organismes publics	Agences d'Etat, etc.	56 229	4 128 917,00 €	2,38 %	Non	5 177 724,00 €	2,94 %	Non	8 970 223,00 €	4,71 %	Non
Conseil régional			2 631 365,00 €	1,51 %		2 571 287,00 €	1,46 %		2 755 423,00 €	1,45 %	
Conseil régional	Ile de France, Grand-Est, etc.	Hébergement Soin Insertion	2 631 365,00 €	1,51 %	Non	2 571 287,00 €	1,46 %	Non	2 755 423,00 €	1,45 %	Non
Total			173 696 459,00 €	100,00 %		175 695 650,00 €	100,00 %		190 614 339,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

A titre indicatif, nos publics présentent les caractéristiques suivantes :

Plus de 70% des candidats sont bénéficiaires du RSA. Plus d'hommes que de femmes ont été orientés sur le dispositif, cela s'explique notamment par les difficultés des mamans à s'organiser sur les modes de garde des enfants. La majorité des bénéficiaires du programme rencontrent des difficultés de santé notamment psychologique (anxiété, agoraphobie, difficultés de sommeil) et somatiques importantes. Nous sommes également confrontés à des problèmes de mobilité (pas de véhicules, pas de permis B) aussi pour les mises en situations professionnelles nous nous adaptons (location de vélo électrique via la garage solidaire, transport à la demande du domicile au lieu de la mission).

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Pour chaque bénéficiaire accueilli, un dossier est constitué dans lequel sont intégrés différents documents (diagnostic initial, données administratives du candidat etc.) et en particulier une fiche de liaison ou un document d'identité. Ce dossier va d'une part, recenser certains éléments sur le bénéficiaire mais d'autre part, il va permettre de mesurer quelle(s) évolution(s) ont été réalisées durant le suivi du bénéficiaire.

Attestation d'inscription à France Travail pour 60 % des bénéficiaires (BRSA), les 40 % restant ne seront pas en capacité de fournir cette attestation au démarrage de l'action mais durant le parcours nous nous engageons à les accompagner à cette inscription pour arriver à un taux à la sortie de 100%.

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Fort de notre expérience sur les projets cofinancés par les fonds européens sur la période 2014/2020 auprès de la Drieets IDF et plus globalement auprès des différents organismes intermédiaires au niveau de l'association (PLIE, Département, Région et Aise), nous avons prévu de nous appuyer sur le questionnaire confectionné par la DGEFP (version 28 novembre 2018 puis juin 2022).

Ce document sera renseigné par chaque participant à l'entrée sous format papier dans le dispositif puis saisie tous les trimestres, sur Ma Démarche FSE+ par les assistantes administratives.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIG- NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/ (3)	Inté- rima- ire	Plac- e joi- nte
DPE _02	A recruter	Travailleur social accompagnement	46 000,00 €	1 820	1 820	100,00 %	46 000,00 €	25,27 €	Non	Non
DPE _03	Lopez / à recruter	Assistante administrative	46 000,00 €	364	1 820	20,00 %	9 200,00 €	25,27 €	Non	Non
Total			92 000,00 €				55 200,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	55 200,00 €	100,00 %
Total	55 200,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Pour les personnels affectés à 100% à la réalisation du projet, conformément au décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses du programme FSE+ pour la période de programmation 2021-2027, nous justifierons le temps passé par l'intermédiaire des copies des lettres de mission.

Ces documents préciseront les missions et la période d'affectation des personnels. Un exemple est annexé en PJ du présent dossier afin d'obtenir la validation de l'autorité de gestion. Le salarié concerné est un salarié à plein temps de profil travailleur social (éducateur spécialisé, assistante sociale, CESF ou CIP).

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Pour simplifier la gestion administrative du dossier nous avons décidé de valoriser uniquement le personnel consacré à 100% à l'accompagnement des personnes en insertion professionnelle dans le cadre de leur accueil et de la construction de leur projet professionnel.

De plus conformément à l'appel à projet nous n'avons pas valorisé les fonctions transversales, fonctions supports ou fonctions de direction à savoir les directeurs de territoire, les directeurs d'Activité, les responsables administratifs et financiers ainsi que les assistants administratifs.

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	24396		24 396,00 €	Non
Total				24 396,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	24 396,00 €	100,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	24 396,00 €	100,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 40% sur les dépenses de personnel pour le calcul des coûts restants

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	55 200,00 €	55 200,00 €
Coûts restants	22 080,00 €	22 080,00 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	79 596,00 €	78,28 %	79 596,00 € 78,28 %
Dépenses de personnel	55 200,00 €	69,35 %	55 200,00 € 69,35 %
Dépenses de participants	24 396,00 €	30,65 %	24 396,00 € 30,65 %
Coûts restants	22 080,00 €	21,72 %	22 080,00 € 21,72 %
Total	101 676,00 €	100,00 %	101 676,00 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre Identique	Attestation de co-financement
	45 000,00 €	59,65 %	45 000,00 €	59,65 %		
Financement européen sollicité						
FSE+	45 000,00 €	100,00 %	45 000,00 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux	30 444,00 €	40,35 %	30 444,00 €	40,35 %		
Conseil Départemental du Cantal	10 000,00 €	32,85 %	10 000,00 €	32,85 %	Oui	Non
DREETS Auvergne Rhône Alpes	20 444,00 €	67,15 %	20 444,00 €	67,15 %	Oui	Non
Total	75 444,00 €	100,00 %	75 444,00 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	101 676,00 €	100,00 %	101 676,00 € 100,00 %
Dépenses directes	79 596,00 €	78,28 %	79 596,00 € 78,28 %
Coûts restants	22 080,00 €	21,72 %	22 080,00 € 21,72 %
Total des ressources	101 676,00 €	100,00 %	101 676,00 € 100,00 %
Financement européen sollicité	45 000,00 €	44,26 %	45 000,00 € 44,26 %
Financements publics nationaux	30 444,00 €	29,94 %	30 444,00 € 29,94 %
Autofinancement	26 232,00 €	25,80 %	26 232,00 € 25,80 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 02 /12/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 02 /12/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 02 /12/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 02 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 02 /12/2023	Oui
Statuts	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 02 /12/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 07 /12/2023	Oui
lettres de mission	importé le 06 /02/2024	Oui
diplome	importé le 06 /02/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] » :
 - a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;

4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appli « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'

information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

LORTON

Prénom

Julie

Téléphone

+33 6 70 71 44 22



Adresse mail
j.lorton@auore.asso.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-25

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304629 - DAHLIR

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors Insertion par l'Activité Economique - 2024 » n°ARA-OI618 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 36 393 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 60 655 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 60 % à l'association DALHIR pour l'opération n°202304629 « 2024 - DAHLIR Cantal - La mise en mouvement au service d'une meilleure employabilité ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 18 196,50 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera prélevé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304629

Date de dépôt initiale de la demande : 02/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - DAHLIR Cantal - La mise en mouvement au service d'une meilleure employabilité

Numéro de dossier

202304629

Candidat

Raison sociale : DAHLIR

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

60 655 €

Subvention FSE sollicitée

36 393 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/CR40%

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

75218622100145

Raison sociale

DAHLIR

Adresse

8 IMP DU VIADUC
43700 BRIVES-CHARENSAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N9499Z - Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire

Type de porteur de projet

Autres associations

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

BERTRAND

Prénom

André

Adresse mail

abertrand@dahlir.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- BARUCH Pierre Emmanuel Directeur pebaruch@dahlir.fr +33 6 82 04 72 03

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Claire	BARTHELEMY	cbarthelemy@dahlir.fr	Porteur de projet
Pierre-Emmanuel	BARUCH	pebaruch@dahlir.fr	Porteur de projet
Davy	Dentresangle	ddentresangle@dahlir.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Analyse générale :

La question de la formation professionnelle et de l'emploi pour les personnes les plus fragilisées est un enjeu majeur de notre société. Si l'emploi n'est pas une condition suffisante pour garantir l'inclusion sociale, son absence ou sa perte est en revanche un facteur de risque de basculement vers la précarité. Laquelle peut conduire, si d'autres facteurs s'y ajoutent, à la pauvreté et l'exclusion. Dans ce cas, l'accumulation des freins peut s'avérer trop importante pour la personne qui ne sera pas en mesure d'accéder directement à la formation ou à l'emploi. Un accompagnement dans une logique de parcours intégré et dans une démarche d'approche globale de la personne semble donc incontournable pour lever les freins socio-professionnels.

Données spécifiques du Cantal : malgré un taux de chômage faible dans le Cantal, l'impact économique de la crise sanitaire s'est accompagné de chocs profonds sur l'emploi et sur l'accès à l'emploi pour les personnes les plus défavorisées. Le département enregistre de fortes fractures sur le marché de l'emploi. Les contrats à durée déterminée et précaires se multiplient et certains groupes sociaux demeurent exclus ou du moins désavantagés. Or l'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le DAHLIR œuvre dans cet écosystème partenarial rassemblant les acteurs de l'emploi, depuis 2020 les comités techniques et les comités de pilotage ont permis d'affirmer tout l'intérêt d'une action basée sur une entrée loisir avec comme outil spécifique "l'activité physique" et plus récemment "l'activité culturelle". Les dernières années (2022/2023) dans le cadre de l'action soutenu conjointement par le FSE et la DREETS ont permis de confirmer l'intérêt pour les publics orientés par le SPE et/ou l'IAE.

Le projet s'inscrit pleinement dans la politique départementale pour l'Insertion et l'Emploi illustrée par le soutien du département du Cantal au titre du Programme Départemental d'Insertion ; en outre nous pouvons noter également le soutien de la DDETS Cantal qui par l'intermédiaire du Fond Régional pour l'Emploi à soutenu conjointement au programme FSE le développement d'une action spécifique avec le réseau de l'Insertion par l'Activité Economique et avec le SPE. Ce soutien via le FRE s'est terminé sur l'année 2023, mais nous envisageons de pouvoir le renouveler sur les prochaines années. A cet instant nous n'avons pas pu acter de convention de partenariat en raison de l'actualité associée à la réorganisation du SPE mais nous sommes en lien étroit avec eux pour constituer une action conjointe tant sur le plan opérationnel qu'institutionnel.

Le sens de l'action DAHLIR :

Le dispositif DAHLIR Insertion, dans le cadre du projet "la mise en mouvement au service d'une meilleure employabilité" utilise l'activité physique et plus largement l'activité de loisirs (physique, culturelle, artistique, bénévolat...) pour travailler conjointement avec le SPE et l'IAE l'accompagnement vers l'emploi des publics présentant et ressentant un besoin de travailler sur les compétences transversales. C'est pourquoi, nous proposons une offre socio-sportive à destination des personnes éloignées orientées par le SPE et l'IAE.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Objectif général : Favoriser une meilleure employabilité et travailler sur la levée des freins socio-professionnels des publics orientés et accompagner par le SPE et l'IAE

Objectifs spécifiques :

- Créer une dynamique d'acteurs en faveur d'un projet d'amélioration de l'employabilité par les activités de loisirs
- Utiliser l'activité physique comme outil de l'insertion socio-professionnelle
- Utiliser les activités culturelles comme outil de l'insertion socio-professionnelle
- Assurer un accompagnement individualisé respectant le concept d'universalisme proportionné
- Favoriser la levée des freins et obstacles à l'insertion socio-professionnelle
- Travailler sur les compétences transversales dans un objectif d'amélioration des critères d'employabilité

Objectifs opérationnels :

- Outiller la démarche d'accompagnement socio-professionnelle à partir du loisir

Travailler sur des objectifs personnalisés et réalisables identifiés par la personne et son Conseiller en Insertion Professionnelle (ou formateur).

- Travailler les compétences transversales à partir de l'outil support du loisir en accord avec les objectifs de départ

Exemples : l'esprit d'équipe, la prise de décision, la confiance en soi, la posture, le respect du cadre et d'autrui, le dépassement de soi, son positionnement dans le groupe...

- Assurer la synergie du réseau d'acteurs

Co-construire et mettre en synergie un réseau d'acteurs autour de la personne afin de sécuriser son parcours global jusqu'à son autonomie et éviter des ruptures d'accompagnement (en lien avec les professionnels de l'insertion, clubs/associations, institutionnels). Informer sur les droits d'accès à la pratique de loisirs et faciliter l'intégration socio-professionnelle de la personne par un accompagnement individualisé vers une pratique de loisir autonome et pérenne en partant de sa demande jusqu'à l'adhésion vers un club ou une association de son choix.

- Accompagner vers une meilleure employabilité

Conjointement avec les partenaires du SPE afin de mettre en complémentarité les expertises de chacun mais également en changeant le positionnement et le regard associé entre le CIP et le bénéficiaire.

- Pérenniser l'insertion socio-professionnelle

Grâce au suivi et l'accompagnement du projet sur la durée, permettre à la personne accompagnée de se remobiliser dans des démarches de retour vers l'emploi (sécurisé et sécurisant) et de s'intégrer dans la société via un suivi de proximité et concomitant à l'ensemble des professionnels gravitant autour de son projet.

Détaillez le contenu de votre projet

Le dispositif DAHLIR Insertion dans le cadre du projet "la mise en mouvement au service d'une meilleure employabilité" utilise l'activité de loisirs comme un outil pour travailler les compétences transversales sources d'une meilleure employabilité.

Au travers de sa méthodologie innovante, le dispositif permet de révéler voire de renforcer des compétences transversales chez les personnes accompagnées, nécessaires pour une démarche de retour à l'emploi pérenne.

Outil complémentaire pour les partenaires du champ de l'emploi, c'est un moyen d'aborder d'une manière différente et complémentaire l'accompagnement à l'accès à l'emploi.

1 - La co-construction au cœur de nos actions :

L'implantation du dispositif DAHLIR INSERTION au sein d'un territoire répond à des diagnostics préalables et à une demande des acteurs du territoire en concertation avec les services de l'état (DREETS, DDETS, Conseils Départementaux).

Par conséquent, les actions de l'association DAHLIR et sa démarche d'accompagnement prennent en compte les spécificités des territoires (acteurs, contexte géographique...). Des rencontres avec les différents partenaires sont organisées en amont de la mise en place de l'action pour informer et affiner le sens de cette dernière et co-construire les modalités d'exécution afin de rendre la complémentarité la plus efficiente possible. En effet, l'adhésion et l'investissement de l'ensemble des professionnels du réseau partenarial sont essentiels à la réussite de l'action.

Sur le département du Cantal cette étape de co-construction a pleinement été réalisée, les différents acteurs sont mobilisés et favorables au projet. Suite aux échanges qui ont découlées de l'année 2023, il apparaît important autant pour les partenaires institutionnels qu'opérationnel de pouvoir proposer un projet aux orientations provenant directement du SPE et/ou IAE. Le suivi s'effectue en comité technique et comité de pilotage.

Depuis le dernier comité de pilotage les rapprochements avec le SPE ont été amplifiés.

- Liste des partenaires institutionnels avec lesquels nous travaillons dans le cadre de ce projet :

Conseil Départemental du Cantal : Cellule Cantal Emploi Insertion ; Cellule FSE

DDETS 15 : Politique de la ville, développement de l'emploi

- Liste des partenaires opérationnels engagés activement dans le projet (liste non exhaustive des partenaires actifs)

CELLULE CANTAL INSERTION DEPARTEMENT

SIAE ACART

SIAE ADAPEI ST FLOUR

SIAE DISPO SERVICES MAURS

E2C

MISSION LOCALE

POLE EMPLOI

ADAPEI EMPLOI ACCOMPAGNE

CAP EMPLOI

Le projet n'a pas vocation à se limiter à un nombre de partenaires orienteurs, les autres acteurs du SPE et de l'IAE, en fonction des attentes et possibilité un partenariat spécifique pourra en découler ; nous avons déjà initié des contacts avec REACTIVE et REAGIR, la DDETS sera sollicité pour une mise en lien avec les autres structures.

2 - Des étapes adaptées et adaptables au projet de chacun

- 1ère étape : Repérer les personnes et identifier leurs besoins.

Le repérage des personnes cibles peut s'opérer par des professionnels de l'insertion, les acteurs du service public de l'emploi mais également par les clubs et associations du territoire. En revanche, l'orientation des personnes vers cette action est réalisée par des Conseillers en Insertion Professionnelle préalablement coordonnés avec le DAHLIR.

En effet, afin de garantir le sens de l'action (public cible, enjeux, finalités) il est indispensable que notre interlocuteur privilégié soit le référent de parcours socio-professionnel de la personne accompagnée. Les personnes ciblées par notre accompagnement présentent une typologie et des parcours de vie très variés. Par conséquent, la démarche d'accompagnement au regard des objectifs individuels fixés est individualisée en fonction des besoins de la personne.

- 2ème étape : Proposer un accompagnement individualisé au plus près des envies et des besoins de la personne

Le/la chargé(e) d'accompagnement DAHLIR est un(e) professionnel(le) des sciences et techniques en activités physiques adaptées ou un expert en médiation sociale. A ce titre, il est expert de la prise en charge dans son champ d'intervention des publics cibles et du tissu associatif territorial. L'association DAHLIR a fait le choix de positionner un unique interlocuteur (chargé d'accompagnement) pour les personnes accompagnées et leurs référents tout au long de son parcours et son suivi.

Dans le cadre de cette deuxième étape nous retrouvons trois phases complémentaires, non obligatoire (pour la phase 1) et non hiérarchisées (des retours en arrière peuvent se faire au gré des besoins). Ces phases sont détaillées dans la description des principales actions.

Il est important de préciser que si l'outil support reste le même la phase 1 est totalement adaptée à la finalité du projet, on ne retrouve ainsi pas la même structuration et méthodologie.

3 - Le numérique au service de l'accompagnement des bénéficiaires :

L'association DAHLIR a mis en place un support informatique : le progiciel DAHLIR.

Celui-ci permet d'échanger et d'avoir une traçabilité commune avec les référents socio-professionnels. Cela permet de suivre régulièrement l'évolution des objectifs individuels fixés en croisant les observations et les indicateurs de chacun.

Cet outil sert de carnet de liaison, avec pour finalité d'ajuster au mieux l'accompagnement, le suivi ainsi que les objectifs et le projet de la personne accompagnée.

Il a notamment pour vocation d'être le gage de la qualité de l'accompagnement que nous recherchons et d'avoir une vision fine du territoire d'intervention. Son utilisation sert de support à l'analyse en cas de rupture dans le parcours d'un bénéficiaire, afin de mettre en exergue le point ou les éléments de bascule.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Les Interventions menées dans le cadre du DAHLIR INSERTION sont pour tous les publics (femmes et hommes).

Des actions communes aux différents partenaires sont réalisées au moins 2 fois par an pour favoriser la mixité des publics.

L'esprit même du DAHLIR est de permettre à tous d'avoir accès aux mêmes droits et notamment les loisirs. Dans les statuts il est précisé « le principe d'accessibilité généralisée, qu'il s'agisse de l'école, de l'emploi, de la culture, des loisirs, doit permettre une participation des personnes en situation de handicap à la vie sociale en organisant la cité autour d'eux ». L'association a pour objet de participer à l'intégration régulière et pérenne des personnes en situation de handicap dans les loisirs en milieu ordinaire. La notion de handicap est appréhendée de manière la plus large possible : elle englobe tout type de handicap dont le handicap social (personnes en situation d'isolement, d'exclusion, de déracinement). Le sport est ainsi utilisé comme un levier d'inclusion social et professionnel. Pour permettre de répondre aux obstacles liés à la situation des personnes nous nous appuyons sur notre réseau de partenaires et des professionnels de l'insertion pour privilégier l'accès aux droits communs (garde d'enfants, mobilité, aide à la prise de licence...), trouver des solutions avec les clubs et associations (coût de l'adhésion, co-voiturage...) ou encore solliciter des associations caritatives (bourse aux vêtements,...). L'objectif de cette collecte (chaussures et tout matériel sportif confondu) est de permettre l'accès au sport tout en luttant contre les inégalités sociales et éviter toutes formes de discrimination.

Détaillez le calendrier de votre projet

L'action (phase 1 à 3) se déroule de façon continue du 01/01/2024 au 31/12/2024 avec des entrées et sorties permanentes dans le cadre de l'accompagnement collectif et individuel ; voici la présentation du calendrier avec le démarrage des différentes étapes partenariales (la phase 3 est incluse de fait dans la continuité des phases 1 et 2).

- 2024
- Phase 1 : mois de démarrage de chacun + partenaires associés

SI AE ACART : à partir du mois de janvier

SI AE ADAPEI ST FLOUR : à partir du mois de janvier

MISSION LOCALE : à partir du mois de janvier

- Phase 2 :

CELLULE CANTAL INSERTION Département : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

SI AE ACART : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

SI AE ADAPEI ST FLOUR : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

SI AE DISPO SERVICES MAURS : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

E2C : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

MISSION LOCALE : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

POLE EMPLOI : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

ADAPEI EMPLOI ACCOMPAGNE : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

CAP EMPLOI : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

D'autres structures SIAE sont en cours de rencontre et devraient pouvoir intégrer l'action au cours de l'année 2024.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Notre projet s'articule autour de 3 phases opérationnelles destinées à l'accompagnement du public et nécessite deux phases préalables de repérage et/ou orientation du public.

- **Phase préalable 1 : l'orientation du public**

L'orientation est travaillée avec les partenaires du SPE et les structures de l'IAE ; l'objectif étant de partager les besoins et pouvoir d'agir de chacun afin de créer une action complémentaire à l'accompagnement vers l'emploi plus "classique". Ce préalable est indispensable afin d'éviter les erreurs d'orientation mais également pour s'assurer que l'engagement des personnes dans ce type de parcours se fait en connaissance de cause.

- **Phase préalable 2 : L'engagement et la formalisation d'objectifs**

Après l'orientation vers l'action il s'agit de formaliser l'engagement de la personne et les objectifs associés. Cette phase est réalisée conjointement par les 3 parties (participants, partenaires, DAHLIR) lors d'un entretien mais également formalisées par écrit.

- **Phase I : La remise en mouvement, la revalorisation de la personne et l'accompagnement vers une meilleure employabilité par la pratique de l'activité physique.**

Les bénéficiaires ont besoin dans un premier temps de soutien, d'accompagnement, et de sécurité. Cette première phase s'appuie dans un premier temps sur la création d'un lien de confiance avec l'ensemble du groupe (participants, référents et intervenant) avec une approche bienveillante recherchant la revalorisation personnelle. Cette phase de découverte et d'approfondissement à partir des activités sportives se fait en groupe restreint (pas plus de 12 personnes) ; elle est organisée hebdomadairement, d'une durée minimum de 1h30, avec systématiquement la mise en place d'une date de fin (contrairement aux projets avec une entrée principalement sociale). En fonction du partenaire les entrées peuvent se faire en groupe constitué ou au fil de l'eau.

Sur le fond, replacer la personne à l'initiative de ces choix lui permettra de se mobiliser sans se sentir contrainte. Le plaisir valorisé par une identification de la réussite, la mise en place d'indicateurs précis, la formalisation d'objectifs à court terme clairs et accessibles, seront autant de leviers qui permettront de travailler les compétences transversales dans un objectif d'amélioration de l'employabilité. Les activités sont ainsi abordées pour donner l'occasion d'expérimenter des situations similaires à celle du travail, de mobiliser des compétences sociales, relationnelles, comportementales et transversales.

Certains bénéficiaires n'effectuent pas la bascule en phase 2 pour diverses raisons, pour autant la phase 3 reste activée pour l'accompagnement socio-professionnel.

● Phase II : L'inclusion et la réinsertion socio-professionnelle.

La confiance en soi, en l'autre, le plaisir de s'engager, l'ouverture aux autres, le développement de liens sociaux et l'acquisition d'autres compétences transversales stimulent la personne à se projeter et à émettre un projet d'inclusion au sein d'un club sportif ou d'une association de loisirs. A noter que l'accès au bénévolat peut en faire partie.

Dans cette nouvelle étape de parcours, le/la chargé(e) d'accompagnement DAHLIR a pour rôle de mettre tout en œuvre pour faciliter son inclusion.

1/ Prendre en compte le projet de la personne à travers un ou plusieurs entretiens : ces derniers vont permettre d'affiner le projet et d'identifier les obstacles éventuels tels que la mobilité, la parentalité (ex : garde d'enfants), les moyens financiers, la disponibilité...

2/ Se coordonner avec la personne et son référent de parcours, et indirectement d'autres professionnels qui sont susceptibles de lever les obstacles identifiés tout au long de la construction du projet (ex : assistante sociale...) en s'appuyant sur le droit commun.

3/ Rencontrer les professionnels et les bénévoles de l'association ou du club en amont et lors de l'accueil de la personne. Le DAHLIR fait ainsi le lien entre les besoins et les attentes de la personne avec l'offre territoriale la plus pertinente pour y répondre. Cela implique parfois un accompagnement de l'association ou du club pour la mise en place d'adaptations (temporelles, financières, matérielles...).

4/ Se rendre avec la personne sur la/les séances d'essais programmées avec la structure de loisir. Cette étape permet au chargé d'accompagnement DAHLIR de s'assurer que l'ensemble des parties prenantes adhère au projet et qu'il ne subsiste plus d'obstacles.

5/ Rendre compte régulièrement aux référents de parcours de l'avancée du projet : de la demande à l'adhésion de la personne avec des échanges directs, ainsi que via le progiciel de l'association DAHLIR. Cela permettra à ces derniers de prendre en compte les événements pour travailler le projet socioprofessionnel de la personne.

Cette phase a pour ambition de contribuer à la réinsertion socioprofessionnelle des usagers. L'intégration sociale des personnes dans le champ des loisirs va contribuer à l'insertion dans l'emploi par la remobilisation physique et psychique, l'adaptabilité à un nouvel environnement et la capacité de développer un réseau.

De plus, et dans la continuité de la phase I, cette intégration donne l'occasion d'expérimenter des situations similaires au sein du club ou de l'association à celles du travail, de mobiliser des compétences socio-professionnelles pour retrouver le chemin de l'emploi.

Certains des bénéficiaires de l'action n'ont pas besoin de passer par la phase 1 et peuvent être accompagnés de manière individuelle directement vers la phase 2.

Ce besoin est notamment défini par les partenaires orienteurs et des bénéficiaires ainsi que par la connaissance du milieu associatif et des possibles par le chargé d'accompagnement DAHLIR.

● Phase III : Le suivi de projet

Si la personne pratique une activité de façon autonome, ce n'est pas pour autant que la pérennité du projet est garantie ; de la même façon ce n'est pas parce que la personne ne bascule pas sur une phase 2 que l'évolution et la levée de certains freins ne sont pas présents.

En effet, il est important de rester à l'écoute et en alerte de façon collective pour éviter des ruptures d'accompagnement et ainsi pouvoir anticiper les nouveaux obstacles liés à des changements de situation (reprise d'emploi, entrée en formation, déménagement...). Ainsi, le DAHLIR réalise régulièrement un suivi du projet de loisir auprès de la personne, des structures de loisirs, du référent socioprofessionnel. Il s'agit d'une étape nécessaire pour anticiper de nouveaux obstacles face auxquels la personne pourrait se retrouver démunie. De même, l'arrêt d'une pratique sportive est le premier indicateur de la dégradation d'une situation sociale d'une personne, qui amène le référent de parcours socioprofessionnel à être vigilant sur les autres domaines (emploi, logement, santé...).

Le/la chargée d'accompagnement DAHLIR, à travers son suivi de projet de loisir ainsi que le référent de parcours, via son suivi socioprofessionnel, trouvent là encore une complémentarité dont l'objectif est d'accompagner la personne à être autonome dans la gestion de ces projets.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
30	30	60

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Nombre d'ETP, fonction et missions. Suivi de la mission DAHLIR INSERTION "La mise en mouvement vers une meilleure employabilité" + Suivi FSE :

- Davy Dentreangle (Responsable Opérationnel) 0.05 ETP
- Claire Barthelemy (Assistante administrative) 0.05 ETP
- Louise Clerc (Responsable territoriale Cantal 0,15 ETP

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Equipe de chargé d'accompagnement :

Emmanuel Moesse, chargé d'accompagnement QPV : 0.2 ETP ; Educateur Sportif formé à la médiation socioprofessionnelle par le loisir (Baccalauréat + BPJEPS)

Vanessa Muratet , chargée d'accompagnement, coordinatrice du DAHLIR Insertion : 0.60 ETP ; Conseillère en Economie Sociale et Familiale, Educatrice Sportive, formée à l'accompagnement socio-professionnel par le loisir(BTS + BPJEPS)

Florian Rapineau, chargé d'accompagnement : 0.55 ETP ; Professeur d'Activité Physique Adapté formé à l'accompagnement socio-professionnel par le loisir (Licence STAPS APAS)

Soit un total de : 1.35 ETP sur 2024.

Intervention Phase 1 : celles-ci seront réalisées par Vanessa Muratet et Florian Rapineau

- Préparation, animation et bilan de la séance
- Confidentialité des informations
- Point régulier avec les travailleurs sociaux et professionnels du service public de l'emploi
- Bilan de chaque séance (quantitatif et qualitatif) dans les 48h
- Participation au Comité technique et Comité de Pilotage
- Gestion du matériel pédagogique

Afin d'assurer un lien entre la phase 1 et la phase 2, des réunions peuvent être organisées entre l'éducateur sportif, les référents emploi et le bénéficiaire.

Suivi phase 2 : celles seront réalisés par Vanessa Muratet , Florian Rapineau ou Emmanuel Moesse en fonction des orientations.

- Entretien individuel avec le bénéficiaire demandeur pour affiner le projet sportif (motivations, disponibilités...)
- Accompagnement sur la première séance
- Travail en lien avec les CIP pour résoudre les obstacles : coût de la licence, déplacement....
- Suivi tout au long de l'année
- Mise en place du réseau
- Travail avec les clubs pour un accueil de qualité mais aussi avec les différents acteurs du champ socio-professionnel
- Formation des éducateurs sportifs susceptibles d'intégrer la démarche (au besoin)
- Repérage des publics en situation d'insertion socio-professionnelle

Suivi phase III : celles seront réalisés par Vanessa Muratet et Florian Rapineau

- Organisation d'actions en partenariat avec les acteurs sociaux (forum sport et emploi par exemple)
- Evitement des ruptures d'accompagnement

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

- Feuille d'émargement attestant de l'engagement dans un accompagnement DAHLIR pouvant comporter 3 étapes (Phase 1, Phase 2 et Phase 3) qui précisera les envies d'activités et la/les date(s) d'entretien(s)
- Feuilles d'émargement lors de chaque séance Phase 1 cosignées par le participant et le chargé d'accompagnement/éducateur DAHLIR
- Un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre les actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus
- Feuilles d'émargement lors de réunions d'équipe, Comité technique, Comité de pilotage précisant l'objet, l'heure de début et de fin de réunion, signées par l'ensemble des personnes présentes.
- Bilan et Compte-rendu des Comités techniques et du Comité de pilotage
- Pour les dépenses de personnel affectés à l'opération : les fiches de postes, les lettres de mission (les salariés n'étant pas affectés à 100% à l'opération), les contrats de travail et les bulletins de salaire.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Nous utiliserons, en format papier, le "Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le programme national Fonds social européen Plus « emploi, inclusion, jeunesse et compétences »". La collecte des questionnaires sera assurée par les salariés de l'association affectés à l'opération.

Les salariés affectés à l'opération sont garants du contrôle des données de la fiche de prescription et de la récupération des données d'éligibilité des participants.

L'équipe administrative composée de Claire Barthelemy et Louise Clerc est garante du rassemblement des documents, de leurs classements et stockage et de la restitution de l'ensemble des éléments lors du bilan.

Claire Barthélemy est responsable de la gestion des questionnaires et de l'incrémentation des données sur la plateforme MDFSE + ; l'incrémentation s'effectue à partir du fichier Excel d'import des données participants MDFSE + (disponible sur la plateforme).

Davy Dentesangle est responsable des éléments associés aux justificatifs de réalisation et tout ce qui concerne les aspects financiers.

Après saisie des informations sur la plateforme MFSE + le questionnaire papier sera détruit, celle-ci sera assurée par l'équipe administrative dédiée au projet.

De plus, l'association DAHLIR a mis en place un support informatique : le progiciel DAHLIR. Celui-ci permet une traçabilité du suivi et de la saisie des participants.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous nous engageons à respecter les deux principes suivants :

- Apposer l'emblème de l'Union Européenne sur l'ensemble des supports et occupant une place de choix
- Utiliser la mention « Cofinancé par l'Union Européenne » figurant en toutes lettres à côté de l'emblème.

Nous veilleront ainsi à :

- La présence du logo de **l'emblème de l'Union européenne et la mention "Cofinancé par l'Union européenne"** sur les feuilles d'émargement, les fiches d'orientation, les bilans, comptes-rendus, les communications relatives aux événements sur les réseaux sociaux et autres supports de présentation relatifs à l'opération financée.
- La présence de **l'emblème de l'Union européenne et la mention "Cofinancé par l'Union européenne"** sur le site internet ainsi que sur les signatures de mails des salariés affectés à l'opération.
- Une information, la présence des logos et la mention sur des affiches d'accueil de notre bâtiment au format minimum A3 annonçant que le projet est cofinancé par le FSE + sera visible du public.
- Une information des partenaires et des participants à travers une présentation sur le rôle joué par l'Europe dans l'action.

Des photos attestant de l'affichage des logos et de la mention ainsi qu'une copie écran de notre site internet et des signatures de mails seront fournies lors du dépôt du bilan de l'opération.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			156 122,00 €	9,09 %		197 490,00 €	10,70 %		251 446,00 €	12,95 %	
Conseil départemental	ALLIER	DS	22 000,00 €	1,28 %	Non	23 000,00 €	1,25 %	Non	24 400,00 €	1,26 %	Non

Conseil départemental	PUY DE DOME	DS	40 622,00 €	2,37 %	Non	64 490,00 €	3,49 %	Non	83 546,00 €	4,30 %	N o n
Conseil départemental	RHONE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	20 000,00 €	1,08 %	Non	20 000,00 €	1,03 %	N o n
Conseil départemental	CANTAL	DS	32 000,00 €	1,86 %	Non	39 000,00 €	2,11 %	Non	43 500,00 €	2,24 %	N o n
Conseil départemental	HAUTE LOIRE	DS	45 500,00 €	2,65 %	Non	49 000,00 €	2,65 %	Non	57 000,00 €	2,94 %	N o n
Conseil départemental	HAUTES ALPES	QPV - DS - DH	16 000,00 €	0,93 %	Non	2 000,00 €	0,11 %	Non	23 000,00 €	1,18 %	N o n
État			777 002,67 €	45,24 %		752 361,52 €	40,76 %		703 585,84 €	36,23 %	
État	DDETS AIN	QPV	6 000,00 €	0,35 %	Non	46 836,00 €	2,54 %	Non	40 833,48 €	2,10 %	N o n
État	DDETS ALLIER	QPV	0,00 €	0,00 %	Non	21 581,00 €	1,17 %	Non	16 897,13 €	0,87 %	N o n
État	DDETS HAUTES ALPES	QPV - DS	5 147,00 €	0,30 %	Non	89 799,00 €	4,86 %	Non	47 901,08 €	2,47 %	N o n

État	DDETS CANTAL	QPV - DS	2 000,00 €	0,12 %	Non	23 152,00 €	1,25 %	Non	29 907,08 €	1,54 %	N o n
État	DDETS DROME	DI	35 000,00 €	2,04 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	35 000,00 €	1,80 %	N o n
État	DDETS LOIRE	QPV	20 000,00 €	1,16 %	Non	39 181,00 €	2,12 %	Non	27 950,96 €	1,44 %	N o n
État	DDETS HAUTE LOIRE	QPV - DI	65 200,00 €	3,80 %	Non	46 182,00 €	2,50 %	Non	57 801,03 €	2,98 %	N o n
État	DDETS PIUY DE DOME	QPV	8 500,00 €	0,49 %	Non	22 635,52 €	1,23 %	Non	30 401,08 €	1,57 %	N o n
État	DRAC AURA	DI	10 000,00 €	0,58 %	Non	6 750,00 €	0,37 %	Non	6 800,00 €	0,35 %	N o n
État	DRJSCS	DI	19 225,67 €	1,12 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	MINISTERE DE LA JUSTICE	DI	6 000,00 €	0,35 %	Non	6 000,00 €	0,33 %	Non	6 000,00 €	0,31 %	N o n

État	DREETS AURA	DI-QPV	80 000,00 €	4,66 %	Non	250 000,00 €	13,54 %	Non	225 000,00 €	11,59 %	N o n
État	DREETS PACA	DI	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	60 000,00 €	3,09 %	N o n
État	PIC PACA	DI	270 430,00 €	15,75 %	Non	58 320,00 €	3,16 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	ANS	DS-DH	147 500,00 €	8,59 %	Non	80 200,00 €	4,34 %	Non	61 000,00 €	3,14 %	N o n
État	DRAÏES PACA	QPV - DS	0,00 €	0,00 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	Non	5 300,00 €	0,27 %	N o n
État	DRAÏES AURA	QPV - DI - DS - DH	102 000,00 €	5,94 %	Non	60 725,00 €	3,29 %	Non	32 800,00 €	1,69 %	N o n
État	MINISTÈRE INTERIEUR	DI	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	20 000,00 €	1,03 %	N o n
Autres collectivités territoriales			44 000,00 €	2,56 %		96 500,00 €	5,23 %		98 450,00 €	5,07 %	

Autres collectivités territoriales	COM AGGLO BOURG EN BRESSE	DI	5 000,00 €	0,29 %	Non	4 000,00 €	0,22 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO AURILLAC	DS	2 000,00 €	0,12 %	Non	2 000,00 €	0,11 %	Non	3 000,00 €	0,15 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO LE PUY	QPV	5 000,00 €	0,29 %	Non	2 500,00 €	0,14 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO BILLOM	DS	0,00 €	0,00 %	Non	20 000,00 €	1,08 %	Non	35 000,00 €	1,80 %	N o n
Autres collectivités territoriales	ANCT	DI-QPV	20 000,00 €	1,16 %	Non	30 000,00 €	1,63 %	Non	20 000,00 €	1,03 %	N o n
Autres collectivités territoriales	METROPOLE DE LYON	DI-DH	12 000,00 €	0,70 %	Non	37 000,00 €	2,00 %	Non	38 200,00 €	1,97 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO GAP	QPV - DI	0,00 €	0,00 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	Non	1 250,00 €	0,06 %	N o n
Autres organismes publics			740 322,00 €	43,11 %		799 468,00 €	43,31 %		888 546,00 €	45,75 %	

Autres organismes publics	CNAF	DH	0,00 €	0,00 %	Non	15 000,00 €	0,81 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics	ARS AURA	DS	579 792,00 €	33,76 %	Non	578 238,00 €	31,33 %	Non	581 038,00 €	29,92 %	N o n
Autres organismes publics	ARS PACA	DS	6 000,00 €	0,35 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics	CAF ALLIER	DH	16 000,00 €	0,93 %	Non	25 000,00 €	1,35 %	Non	40 000,00 €	2,06 %	N o n
Autres organismes publics	CAF CANTAL	DH	22 000,00 €	1,28 %	Non	37 000,00 €	2,00 %	Non	100 000,00 €	5,15 %	N o n
Autres organismes publics	CAF HAUTES ALPES	DH	19 900,00 €	1,16 %	Non	25 000,00 €	1,35 %	Non	23 240,00 €	1,20 %	N o n
Autres organismes publics	CAF HAUTE LOIRE	DH	29 130,00 €	1,70 %	Non	39 370,00 €	2,13 %	Non	51 500,00 €	2,65 %	N o n
Autres organismes publics	CAF PUY DE DOME	DH	40 000,00 €	2,33 %	Non	40 000,00 €	2,17 %	Non	60 000,00 €	3,09 %	N o n

Autres organismes publics	CPAM ALLIER	DS	1 000,00 €	0,06 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM CANTAL	DS	2 000,00 €	0,12 %	Non	3 360,00 €	0,18 %	Non	5 000,00 €	0,26 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM HAUTE LOIRE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	6 500,00 €	0,35 %	Non	4 288,00 €	0,22 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM PUY DE DOME	DS	4 500,00 €	0,26 %	Non	7 500,00 €	0,41 %	Non	7 500,00 €	0,39 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM RHONE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	2 000,00 €	0,11 %	Non	2 000,00 €	0,10 %	N o n
Autres organismes publics	MSA HAUTE LOIRE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	500,00 €	0,03 %	Non	500,00 €	0,03 %	N o n
Autres organismes publics	MSA AUVERGNE	DS	20 000,00 €	1,16 %	Non	20 000,00 €	1,08 %	Non	12 500,00 €	0,64 %	N o n
Total			1 717 446,67 €	100,00 %		1 845 819,52 €	100,00 %		1 942 027,84 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

L'orientation des personnes vers l'action DAHLIR Insertion est réalisée par des professionnels dans le cadre de l'accompagnement vers l'emploi, préalablement coordonnés avec le DAHLIR.

Le public ciblé sont les personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie.

Le dispositif DAHLIR Insertion accompagne :

- Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- Les personnes orientées par le Service Public de l'Emploi.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Pour chacune des personnes accompagnées un justificatif d'éloignement à l'emploi sera fourni :

- Attestation d'inscription au SPE : Pôle Emploi, Mission Locale, CAP Emploi
- Attestation de la Cellule Cantal Emploi Insertion de l'orientation d'un bénéficiaire dans le cadre d'un parcours d'accompagnement à l'emploi avec en pièce complémentaire l'attestation de minima social (RSA-AAH)

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

La collecte des données

- Nous utiliserons le "Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le programme national Fonds social européen Plus « emploi, inclusion, jeunesse et compétences »"

Les informations recueillies seront directement renseignées pour chaque participant sur MDFSE+ à l'entrée de l'opération.

Après saisie des informations sur la plateforme MFSE + le questionnaire papier sera détruit, celle-ci sera assurée par Claire Barthelemy.

L'association DAHLIR a mis en place un support informatique : le progiciel DAHLIR. Celui-ci permet d'échanger et d'avoir une traçabilité commune avec les référents socio-professionnels. Cela permet de suivre régulièrement l'évolution des objectifs individuels fixés en croisant les observations et les indicateurs de chacun. Cet outil sert de carnet de liaison, avec pour finalité d'ajuster au mieux l'accompagnement, le suivi ainsi que les objectifs et le projet de la personne accompagnée. Il a notamment pour vocation d'être le gage de la qualité de l'accompagnement que nous recherchons et d'avoir une vision fine du territoire d'intervention. Son utilisation sert de support à l'analyse en cas de rupture dans le parcours d'un bénéficiaire, afin de mettre en exergue le point ou les éléments de bascule.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIG- NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif coût unitaire (5)=(1)/(5)	Intér final re	Plac e joi nente
DPE _01	Muratet Vanessa	Chargé d'acco mpagnement	36 000,00 €	1 092	1 820	60,00 %	21 600,00 €	19,78 €	Non	Oui
DPE _02	Rapineau Florian	Chargé d'acco mpagnement	29 500,00 €	1 001	1 820	55,00 %	16 225,00 €	16,21 €	Non	Oui
DPE _03	Moessa E rmanue l	Chargé d'acco mpagnement	27 500,00 €	364	1 820	20,00 %	5 500,00 €	15,11 €	Non	Oui
Total			93 000,00 €				43 325,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	43 325,00 €	100,00 %
Total	43 325,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Tous les salariés affectés à l'opération sont affectés à un taux fixe sur l'opération, la lettre de mission reprenant la quotité de temps de travail dédié à l'opération viendra justifier celui-ci. La nature du contrat est précisé sur la lettre la lettre de mission : Emmanuel Moesse : salarié en contrat via l'ASP, sous forme d'un CDI ; contractualisation par une convention de financement entre l'état et le DAHLUR. Florian Rapineau salarié en CDI avec une aide au poste sous la forme d'un FONJEP Jeune ; Vanessa Muratet salariée en CDI contrat classique.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Nous n'avons pas de salarié affecté à un temps variable.

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 40% sur les dépenses de personnel pour le calcul des coûts restants

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	43 325,00 €	43 325,00 €
Coûts restants	17 390,00 €	17 390,00 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	43 325,00 €	71,43 %	43 325,00 €
Dépenses de personnel	43 325,00 €	100,00 %	43 325,00 €
Coûts restants	17 390,00 €	28,57 %	17 390,00 €
Total	60 655,00 €	100,00 %	60 655,00 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total		Périmètre Identique	Attestation de co-financement
	36 393,00 €	70,20 %	36 393,00 €	70,20 %		
Financement européen sollicité						
FSE+	36 393,00 €	100,00 %	36 393,00 €	100,00 %	Oui	Non
Financements publics nationaux	15 452,00 €	29,80 %	15 452,00 €	29,80 %		
ASP - Convention adulte relais	4 512,00 €	29,20 %	4 512,00 €	29,20 %	Non	Oui
DRAJES - SDJES 15 - Fonjep jeune	3 940,00 €	25,50 %	3 940,00 €	25,50 %	Non	Oui
Département du Cantal - PDI E	7 000,00 €	45,30 %	7 000,00 €	45,30 %	Oui	Oui
Total	51 845,00 €	100,00 %	51 845,00 €	100,00 %		

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
	60 655,00 €	100,00 %	
Total des dépenses			
Dépenses directes	43 325,00 €	71,43 %	71,43 %
Coûts restants	17 330,00 €	28,57 %	28,57 %
Total des ressources	60 655,00 €	100,00 %	100,00 %
Financement européen sollicité	36 393,00 €	60,00 %	60,00 %
Financements publics nationaux	15 452,00 €	25,48 %	25,48 %
Autofinancement	8 810,00 €	14,52 %	14,52 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 27 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 05 /12/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 02 /12/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 02 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 02 /12/2023	Oui
Statuts	importé le 02 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 02 /12/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 02 /12/2023	Oui
Justification plan de financement	importé le 02 /12/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :
 - a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « Lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation

professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

BARUCH

Prénom

Pierre Emmanuel

Téléphone

0682047203

Adresse mail

pebaruch@dahlir.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-26

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304481 - CD15 Cantal Emploi Insertion

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

***Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) :** Dominique BEAUDREY et Sylvie LACHAIZE se retirent et ne participent pas au vote.*

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE - 2024 » n°ARA-OI618 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 266 265,64 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 443 776,08 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 60 % au Conseil départemental du Cantal pour l'opération n°202304481 « 2024 - CD15 - Cantal Emploi Insertion ».

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304481

Date de dépôt initiale de la demande : 29/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024-Cd15-Cantal Emploi Insertion

Numéro de dossier

202304481

Candidat

Raison sociale : DEPARTEMENT DU CANTAL

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

443 776,08 €

Subvention FSE sollicitée

266 265,64 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

22150001000014

Raison sociale

DÉPARTEMENT DU CANTAL

Adresse

28 AV GAMBETTA
15000 15015 AURILLAC

Statut juridique

Département

Nature juridique

Département

Code NAF (APE) et activité

N8411Z - Administration publique générale

Type de porteur de projet

Conseil départemental

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

FAURE

Prénom

Bruno

Adresse mail

bfaure@cantal.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- SALSON Franck Directeur Action Sociale Emploi Insertion Logement fsalson@cantal.fr +33 7 85 68 74 70
- ETIENNE Jean-Claude Directeur Général des Services jcetienne@cantal.fr +33 6 07 96 58 74
- TREMOUILLE Hervé Directeur Enfance-Famille htremouille@cantal.fr +33 6 42 04 70 33
- GRANGER Laurence Cheffe du Service Emploi Insertion lgranger@cantal.fr +33 6 72 33 46 01
- TEMPLAR - COSTANT Marc Responsable des affaires européennes mtemplar@cantal.fr 0607415860

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Morgane	ALBEAUX	malbeaux@cantal.fr	Porteur de projet
Amélie	ASTORG	aastorg@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Stéphanie	BONNET	sbonnet@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Catherine	Bodart	cbodart@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Maylis	DUCAMIN	mducamin@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Fabien	GILLES	fgilles@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Laurence	GRANGER	lgranger@cantal.fr	Porteur de projet
Catherine	IZOULET	cizoulet@cantal.fr	Porteur de projet
Franck	SALSON	fsalson@cantal.fr	Porteur de projet
MARTINE	SEMETE	msemete@cantal.fr	Porteur de projet
VIRGINIE	VIGNES	vvignes@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Amélie	VIGUIER	amelie.viguier@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
cécile	carrier	cecile.carrier@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Le rapport de la Cour des Comptes publié en janvier 2022 fait apparaître des résultats contrastés quant au dispositif RSA. Si le RSA permet de protéger les allocataires de la très grande pauvreté, des faiblesses sont néanmoins relevées.

- Un ancrage dans le dispositif RSA lié à une intervention trop tardive : une proportion très importante de personnes sont inscrites dans le dispositif RSA depuis plusieurs années (42 % des allocataires dans le Cantal ont 5 ans ou plus d'ancienneté dans le RSA, contre 33 % au niveau National).
- Une faiblesse de l'accompagnement et de la contractualisation qui obère les perspectives d'insertion,
- Un accès difficile à l'emploi qui compromet la promesse centrale du dispositif de faire des revenus du travail le principal rempart contre la pauvreté.

Un même constat a été fait dans le Cantal dans le cadre du diagnostic réalisé lors du renouvellement du PDI. En effet, une proportion très importante de personnes étaient inscrites dans le dispositif RSA depuis plusieurs années: 42 % des allocataires dans le Cantal avaient 5 ans ou plus d'ancienneté dans le RSA contre 33% au niveau national.

Le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) 2021-2025 a donc confirmé et amplifié la mobilisation du Département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées aux réalités des publics et des territoires, dans le souci d'optimiser les dispositifs d'accompagnement.

En cohérence avec les objectifs de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE), le Conseil départemental et l'État se sont entendus pour mettre en place une série de mesures pour l'inclusion sociale et l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Il s'agissait alors d'atteindre les ambitions suivantes :

- Une étape d'orientation rapide des bénéficiaires du RSA permettant de débiter au plus tôt l'accompagnement et de prévenir l'ancrage dans le RSA ;
- Une inscription des publics en insertion dans une logique de parcours, avec une plus grande porosité entre les accompagnements ;
- La mise en œuvre d'un accompagnement « sur mesure » pour les publics en insertion et un accent mis sur le retour à l'activité.

Enfin, pour favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, il était nécessaire de mettre en œuvre **une prise en charge de leur santé**. Parmi les personnes âgées de 18 à 59 ans, les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) sont moins nombreux à se déclarer en « bonne » ou « très bonne » santé que l'ensemble de la population (58 % contre 77 %). Ils déclarent davantage de restrictions d'activité (28 % contre 17 %) et présentent plus souvent un état de détresse psychologique (36 % contre 14 %).

Il s'agissait là d'accompagner les bénéficiaires du RSA dans la prise en charge de leur santé et dans la mise en place de parcours de soins, du diagnostic à l'accompagnement afin de favoriser leur retour à l'emploi.

Afin d'assurer un maillage territorial, cette opération **sera développée sur les 3 bassins de vie que sont Aurillac, Saint-Flour et Mauriac.**

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Une prise en charge rapide dès l'entrée dans le dispositif RSA permet d'éviter l'ancrage des bénéficiaires. Conformément à la loi, le BRSA a droit à un accompagnement adapté à ses besoins. Aussi, la mise en œuvre d'un rdv d'orientation individuel permettra d'échanger avec tous les nouveaux BRSA dès leur entrée dans le dispositif. Cet échange sur leurs potentialités, leurs compétences, leurs savoir-faire et savoir-être et leurs freins à l'emploi permettra d'établir un diagnostic socio-professionnel. **Un référent unique adapté pourra alors être désigné et une dynamique de parcours enclenchée.**

Le Cantal Emploi Insertion peut aussi intervenir dans le cadre d'un **accompagnement renforcé vers et dans l'emploi**. Dans ce cas, son intervention ne se limite pas à l'accompagnement des bénéficiaires RSA nouveaux entrants. Ce dispositif peut être proposé pour le public cible du PDIE/PTIE à savoir les BRSA, les jeunes sortants de l'ASE et les Bénéficiaires de l'obligation d'emploi travailleurs handicapés (BOETH).

Cet accompagnement individualisé cherchera alors à multiplier les relations avec les entreprises dans une logique de « travail d'abord ». Ainsi, le renforcement de la cellule Cantal Emploi Insertion permettra de prospecter auprès des entreprises locales notamment dans les secteurs en tension pour une mise en relation adaptée au public accompagné et de soutenir les référents de parcours en ayant un rôle de facilitateurs de parcours d'insertion.

Enfin, l'intervention de l'IDE interviendra sur prescription d'un référent de parcours dès lors que la problématique santé est un frein à l'insertion professionnelle du participant.

Détaillez le contenu de votre projet

L'opération "Cantal Emploi Insertion" interviendra selon 3 actions distinctes ou concomitantes:

1. Orientation des nouveaux bénéficiaires du RSA
2. Accompagnement renforcé vers et dans l'emploi
3. Accompagnement santé

Afin d'assurer un maillage territorial, cette opération sera développée sur les 3 bassins de vie que sont Aurillac, Saint-Flour et Mauriac.

Action 1: Cantal Emploi Insertion "Orientation des nouveaux bénéficiaires du RSA"

Dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et du Pacte Territoriale pour l'Insertion pour l'Emploi (PDIE-PTIE) 2021-2025, le Conseil départemental du Cantal a mis l'emploi au cœur de sa politique d'insertion. L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Le bénéficiaire du RSA relevant du périmètre « droits et devoirs » a droit à un accompagnement social ou professionnel adapté à ses besoins et mis en œuvre par un référent unique. Dans cette phase, l'intervention des COIP de Cantal Emploi Insertion s'adresse uniquement aux nouveaux entrants bénéficiaires RSA.

L'objectif recherché est de réduire les délais d'**entrée dans un parcours d'insertion**. Ainsi, dès que le Département est informé de l'entrée dans le dispositif RSA d'un bénéficiaire, un rendez-vous d'orientation est proposé. Ce rendez-vous individuel a pour objectifs de :

- informer les bénéficiaires du RSA de leurs droits et devoirs,
- réaliser un diagnostic social et professionnel,
- désigner le référent unique le plus adapté,
- enclencher la dynamique de parcours.

Deux ETP seront plus particulièrement affectés à la réalisation des entretiens d'orientation. Toutefois, tous les CIP peuvent être amenés à réaliser des entretiens d'orientation dans le cadre de la continuité de service. Sur la base du diagnostic réalisé, un référent unique RSA sera désigné par le Président du Conseil départemental.

L'orientation décidée par le COIP sera adaptée aux besoins du bénéficiaire RSA. Ce dernier pourra ainsi être orienté vers un accompagnement social ou un accompagnement emploi. Le référent unique est en charge d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre d'un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle. Il peut relever des services internes du Département ou bien de partenaires externes avec lesquels le Département conventionne dans le cadre de l'accompagnement RSA.

Action 2: Cantal Emploi Insertion "Accompagnement renforcé vers et dans l'emploi"

Un COIP de Cantal Emploi Insertion peut être désigné comme Référent Unique RSA et aura alors en charge de mettre en œuvre un accompagnement renforcé.

Cet accompagnement intensif peut se décliner en divers objectifs :

- L'élaboration d'un projet professionnel
- L'accompagnement à la recherche d'emploi
- L'accompagnement dans l'emploi dont les salariés en Parcours Emploi Compétences financés par la collectivité départementale.

Le volet "Accompagnement renforcé" n'est pas limité aux bénéficiaires nouveaux entrants. En effet, cet accompagnement renforcé peut être aussi proposé :

- suite à une **demande de réorientation d'un bénéficiaire du RSA orienté social** qui souhaite s'engager dans une démarche d'insertion professionnelle, sur sollicitation du service d'Action Sociale et validation en Equipe pluridisciplinaire.
- suite à une **demande de changement de référent Emploi d'un BRSA** émanant de la Chambre de Métiers, France Active Auvergne, la Mutualité Sociale agricole qui nécessite(nt) une prise en charge renforcée en raison d'un changement de statut d'activités principales (arrêt de l'activité non salariée), les Missions Locales pour les jeunes ayant plus de 26 ans et ne pouvant plus être accompagnés par la MILO.
- **suite à prescription d'un référent social ou professionnel**: jeunes accompagnés par l'Aide sociale à l'enfance dans le cadre d'un contrat jeune majeur et bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés non accompagnés par les services de CAP Emploi qui ont besoin d'un accompagnement socio professionnel intensif en raison **de difficultés d'insertion professionnelle** et qui justifient d'un éloignement de l'emploi.
- Les salariés recrutés en Parcours Emploi Compétences dans le cadre d'un contrat PEC financé par le Conseil départemental.

Les COIP de la cellule "Cantal Emploi Insertion" pourront être aussi sollicités en qualité de **"coordinateur rebond"** pour éviter des sorties sans solution de salariés en CDDI au sein des Ateliers Chantiers d'insertion. leur expertise, permettra de proposer une stratégie "rebond". Cette dernière sera mise en oeuvre par les CIP des ACI. leur présence aux comités de suivi de parcours permettra de faire remonter les difficultés repérées sur les territoires (inadaptation partielle des offres de formation par exemple).

Action 3: Cantal Emploi Insertion "Accompagnement santé"

Accompagner des BRSA, des BOETH ou des jeunes de l'ASE rencontrant **des difficultés d'insertion professionnelle liées à des problématiques de santé.**

Prérequis de la mise en œuvre de l'accompagnement infirmière CEI

- La problématique santé est **un frein à une insertion professionnelle**
- L'intéressé verbalise une problématique de santé au référent de parcours ou au COIP
- L'intéressé doit être soit bénéficiaire du RSA, jeunes bénéficiant d'un contrat jeune majeur ou travailleurs handicapés avec obligation d'emploi non accompagnés par les services de Cap Emploi.

L'intervention de l'infirmière du Cantal Emploi Insertion intervient uniquement sur prescription d'un référent de parcours.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

La loi Notre du 7/08/2015 a conforté les Départements dans leurs missions de solidarités humaines. A ce titre, le Département du Cantal intervient dans le champ de l'enfance, du handicap, de la gestion des allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH), de l'insertion et de l'emploi. **Promouvoir l'égalité femme/homme** est donc au cœur des missions du Département, principal acteur de la cohésion sociale et de la solidarité sur son territoire. L'opération Cantal emploi insertion s'adresse aux femmes et aux hommes sans distinction (BRSA nouvellement orientés ou non, jeunes de l'ASE accompagnés dans le cadre d'un contrat jeune majeur et des bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés non accompagnés par les services de CAP Emploi, qui ont besoin d'un accompagnement renforcé pour faciliter leur retour rapide dans l'emploi.

La prise en charge du handicap est une compétence majeure du Département qui se traduit par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques fortes pour répondre aux besoins individuels des personnes en situation de handicap. L'enjeu est d'apporter aux personnes qui sont confrontées à de telles difficultés des moyens en termes d'équipements et/ou d'accompagnements les plus appropriés à chaque situation pour assurer des conditions de vie adaptées et une meilleure insertion professionnelle.

L'égalité des chances et la non-discrimination est une valeur phare du Département. En effet, l'opération "2024- Cantal Emploi Insertion" est guidée par un objectif de réduction des inégalités sociales. La lutte contre toutes les formes de discrimination et la promotion de l'égalité des chances visent l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle, en privilégiant la mise en œuvre de parcours intégrés et personnalisés de soutien, de conseil et d'orientation, et l'accès à la formation, à l'enseignement, aux services sanitaires et sociaux, aux services de garde d'enfant et à internet. Ceci se fait selon le principe horizontal visant au respect de tous dans sa singularité, de façon transversale (handicap) ou spécifique (absence de discrimination). L'opération Cantal emploi insertion permettra donc d'être plus efficace dans ce rôle.

Détaillez le calendrier de votre projet

L'opération débutera le 01/01/2024 et se terminera au 31/12/2024. L'opération "Cantal Emploi Insertion" est une opération d'accompagnement où les actions du projet sont menées au fil de l'eau avec des entrées et des sorties permanentes des participants.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

A- Action « orientation des nouveaux BRSA »

Finalité: Réduire les délais d'entrée dans un parcours d'insertion afin de limiter un ancrage dans le dispositif préjudiciable à un retour à l'emploi.

Objectif de l'entretien d'orientation: Informer les BRSA de leurs droits et devoirs; réaliser un diagnostic social et professionnel; désigner le référent unique adapté aux besoins du bénéficiaire; enclencher la dynamique de parcours.

Contenu: a. Informations sur les droits et devoirs: Le chargé d'orientation rappelle les droits (droit à l'allocation, droit à l'accompagnement) et devoirs (obligations administratives et obligations d'insertion) liés à la perception de l'allocation RSA. Il l'informe également sur les autres dispositifs auxquels le bénéficiaire peut éventuellement prétendre (actions d'insertion destinées à lever les freins à l'emploi...); **b. Diagnostic socio-professionnel à 360°:** Cet entretien porte sur l'état civil, la formation, l'emploi, la santé, la mobilité, la garde d'enfant, le logement. **c. Désignation du référent unique adapté aux besoins du bénéficiaire:** A partir de ces échanges le professionnel et la personne s'entendent sur un diagnostic partagé permettant de déterminer un parcours d'accompagnement adapté (parcours emploi ou parcours social). Un référent unique RSA est alors désigné. Ce dernier est en charge d'accompagner à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle. Le référent unique peut relever des services internes du Département ou bien de partenaires externes avec lesquels le Département conventionne dans le cadre de l'accompagnement des BRSA

d. Enclenchement d'une dynamique de parcours: Lors du rendez-vous d'orientation, le bénéficiaire s'engage à prendre RDV avec le référent unique désigné. Le chargé d'orientation assurera un suivi administratif post orientation d'une **durée maximale de 3 mois** dont l'objectif est de vérifier le respect des engagements pris lors du Rdv d'orientation.. En cas de non respect, le COIP en informera le chef de projet insertion, garant de la cohérence des parcours d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA. La sortie du participant sera saisie à la date de la désignation du référent unique RSA sauf si le bénéficiaire est accompagné dans le cadre des actions « accompagnement renforcé vers et dans l'emploi » et/ou « accompagnement santé ».

B- Action « orientation des nouveaux BRSA »

Finalité : Assurer une continuité de l'accompagnement (bilans, coaching, entretiens) jusqu'à pérennisation dans l'emploi.

Objectifs: Proposer aux BRSA, aux jeunes sortant de l'ASE accompagnés dans le cadre d'un contrat jeune majeur et aux BOETH, éloignés de l'emploi, un accompagnement intensif à visée d'emploi; Augmenter le nombre de personnes accompagnées dans une dynamique de retour à l'emploi; Favoriser le retour à l'activité et réduire le nombre d'allocataires du RSA de longue durée; Recréer un lien direct avec les employeurs du Cantal; être en appui des professionnels de l'accompagnement dans l'accélération des parcours vers l'emploi.

Contenu : En fonction des besoins des participants, les objectifs poursuivis peuvent être : **a. Elaboration d'un projet professionnel :** Le CIP mobilisera différents outils pour travailler sur le projet professionnel du participant : PEC Cd15, SIAE, actions du PDIE, (estime de soi, mobilité, santé...), PMSMP, OuiForm ... **b. Accompagnement vers l'emploi** Pour ce faire, le CIP facilitera les mises en relation avec les entreprises en mobilisant son réseau employeur, des PMSMP pour initier une démarche de recrutement, **Intensifier les relations avec les entreprises répond à un triple objectif :** Avoir une veille active sur le marché de l'emploi, Favoriser la promotion des candidatures des usagers du CEI, Informer l'employeur de l'éligibilité des personnes accompagnées aux contrats aidés, Il accompagnera le bénéficiaire dans une recherche d'emploi et utilisera, pour ce faire les différents outils et techniques de recherche d'emploi.- **c. L'accompagnement dans l'emploi:** Dans ce cadre, le CIP accompagne les participants du CEI dans l'emploi (rôle de médiateur entre le salarié et l'entreprise) afin de faciliter l'accès à un emploi durable.

Modalités de sélection: L'action est mise en place au bénéfice des personnes en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable. Plus précisément, le public cible est composé de BRSA, des jeunes accompagnés par l'ASE dans le cadre des contrats jeunes majeurs, des BOETH éloignés de l'emploi et non accompagnés par CAP EMPLOI, les salariés précaires recrutés dans le cadre d'un PEC financés par le Cd 15.

Le CIP est désigné référent de parcours et est garant, à ce titre, de la cohérence et du suivi du parcours d'insertion.

Les modalités de sélection sont les suivantes : Suite à sa **désignation en qualité de référent unique RSA** suite au Rdv d'orientation; Suite à une **demande de réorientation d'un bénéficiaire du RSA orienté social** qui souhaite s'engager dans une démarche d'insertion professionnelle; Suite à une **demande de changement de référent Emploi** d'un BRSA émanant de la Chambre de Métiers, France Active Auvergne, la Mutualité Sociale agricole, qui nécessitent une prise en charge renforcée en raison d'un changement de statut d'activités principales (arrêt de l'activité non salariée), les MILO pour les jeunes ayant plus de 26 ans et ne pouvant plus être accompagnés par la MILO, **Suite à prescription d'un référent social ou professionnel :** jeunes accompagnés par l'ASE dans le cadre d'un contrat jeune majeur qui ont besoin d'un accompagnement socio professionnel intensif, les BOETH, éloignés de l'emploi, non accompagnés par les services de CAP Emploi.

C-"Accompagnement santé"

Finalité: Un accompagnement incluant les problématiques sanitaires : Les freins sanitaires sont très présents et nécessitent de pouvoir identifier et insérer le bénéficiaire dans un parcours de santé adapté à ses besoins, et pas uniquement dans le champ du handicap. Des soucis de soins ordinaires (dentaires, ORL...) peuvent être de sérieux obstacles au retour à l'emploi. Des passerelles structurantes entre l'insertion et l'offre de soins sont donc nécessaires pour favoriser le retour à l'emploi.

Objectifs: Accompagner à la levée des freins à l'insertion professionnelle liés à des problématiques de santé en réalisant un diagnostic "santé" prenant en compte à la fois les demandes et besoins du bénéficiaire et du référent de parcours; partageant ce diagnostic avec le bénéficiaire et décliner avec lui les objectifs à atteindre, mettant en place un plan d'accompagnement individualisé du parcours santé, permettant une prise ou reprise de contact avec le secteur médical, aidant le bénéficiaire à prendre conscience de ses difficultés de santé, d'addictions, de souffrances psychiques et le mobiliser dans la prise en compte des pathologies repérées, accompagnant le bénéficiaire (y compris physiquement) vers la prise en charge de ses difficultés, orientant le cas échéant, selon la problématique, vers une prise en charge spécifique, coordonnant l'action des différents intervenants, amenant le bénéficiaire à s'engager dans un processus de changement en lui permettant de restaurer l'image de soi, de retrouver une dynamique et d'enclencher de nouvelles motivations en lien avec l'insertion professionnelle.

Contenu de l'action

Lors de l'accompagnement par un référent de parcours des freins liés à la santé limitant une insertion professionnelle peuvent être identifiés. Dans ce cas et sur prescription du référent de parcours et après validation du chef de service SEI ou du chef de projet, l'infirmière peut intervenir dans le cadre d'entretiens individuels dont la finalité est d'accompagner le bénéficiaire (y compris physiquement) vers la prise en charge des problèmes de santé qui font obstacles à l'insertion professionnelle.

L'infirmière facilite une prise ou reprise de contact avec le secteur médical, oriente si besoin vers une prise en charge spécifique, mobilise des actions santé du PDIE...

Elle peut aussi accompagner le participant dans la régularisation de dossiers administratifs (demande couverture santé solidaire, choix de médecin traitant, demande MDPH...).

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
150	150	300

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le suivi administratif général de l'opération est assuré par le service emploi insertion au sein duquel :

- 0.0435 ETP de l'agent de gestion afin de participer la saisie dans MDFSE+du demande de concours FSE+ et du dossier de demande de paiement ;
- 0.0435 ETP du chef de service emploi insertion afin d'assurer la formalisation de la demande dans le respect des procédures internes et de la réglementation, assurer la saisie du dossier de demande et du dossier de demande, du dossier de bilan de l'opération FSE+, veiller à la conformité de la réalisation de l'opération.

cf. Lettres de mission

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2018

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

A. Action « orientation des nouveaux bénéficiaires du RSA »:

2 ETP seront plus particulièrement affectés à la mise en œuvre des entretiens d'orientation. Toutefois, tous les CIP, à l'exception de l'infirmière, peuvent être amenés à réaliser des entretiens d'orientation dans le cadre de la continuité du service.

- Virginie VIGNES (Chargée d'Orientation et d'Insertion Professionnelle)
- Cécile CARRIER (Chargée d'Orientation et d'Insertion Professionnelle)

B. Action : « Accompagnement renforcé vers et dans l'emploi des chargés d'insertion professionnelle »:

5 ETP seront affectés à la mise en œuvre des accompagnements renforcés vers et dans l'emploi. Ces professionnels peuvent, dans le cadre de la continuité de service, être amenés à intervenir sur l'action « orientation des bénéficiaires du RSA ». Les 5 ETP sont occupés :

- Catherine BODART (CIP)
- Maylis DUCAMIN (CIP)
- Stéphanie BONNET (CIP)
- Fabien GILLES (CIP)
- Amélie VIGUIER (CIP)

C. Action « Accompagnement santé » de l'infirmière du Cantal Emploi Insertion: 1 ETP d'Infirmière Diplômée d'Etat sera affecté à cette action. L'ETP est occupé par :

- Amélie ASTORG (Infirmière)
- Ses missions sont :
- Réaliser un diagnostic "santé" prenant en compte à la fois les demandes et besoins du bénéficiaire et du référent de parcours,
- Assurer un accompagnement individualisé du parcours santé
- Permettre une prise ou reprise de contact avec le secteur médical
- Aider le bénéficiaire à prendre conscience des difficultés de santé, d'addiction, de souffrances psychiques et le mobiliser dans la prise en compte de sa pathologie,
- Accompagner le bénéficiaire (y compris physiquement) vers la prise en charge de ses difficultés.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Action « orientation des nouveaux bénéficiaires du RSA »:

- Liste des BRSA orientés en 2024 validée par la hiérarchie,
- La production d'un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains, du nombre de participants et les lettres de mission pour les personnels affectés à l'opération.

Action : « Accompagnement renforcé vers et dans l'emploi des chargés d'insertion professionnelle »:

- Feuille d'émargement cosignée par le chargé d'insertion professionnelle et le participant,
- Bilan individuel de l'accompagnement.
- La production d'un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains, du nombre de participants et les lettres de mission pour les personnels affectés à l'opération.

Action « Accompagnement santé » de l'infirmière du Cantal Emploi Insertion:

- Feuille d'émargement cosignée par l'infirmière et le participant,
- Bilan individuel de l'accompagnement
- La production d'un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre des actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus, des moyens humains, du nombre de participants et les lettres de mission pour les personnels affectés à l'opération.

Pour les personnels en charge de la mise en oeuvre opérationnelle:

- Contrats de travail,
- Lettres de mission,
- Bulletins de paie.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

La collecte des indicateurs se fera sur la base du questionnaire FSE + 2021-2027 et la saisie sera faite au fil de l'eau, par le Service Emploi insertion. Une fois saisie, le questionnaire FSE+ sera détruit. Toutefois, dans le cadre d'une démarche éco-responsable, la saisie directe sur MDFSE + sera privilégiée.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Le soutien du Fonds social européen Plus (FSE+) sera mentionné sur tous les supports de communication utilisés pour la mise en œuvre d'une opération destinée au public ou aux participants. Les bénéficiaires seront ainsi informés du co-financement de l'opération par l'Union européenne via :

- L'apposition de l'emblème de l'Union européenne sur l'ensemble des supports de communication et de la mention « Cofinancé par l'Union européenne » qui figurera en toutes lettres à côté de l'emblème,
- Une description succincte du projet sera faite sur une page dédiée du site internet officiel du Conseil départemental du Cantal. Cette description fera apparaître la finalité et les résultats de l'opération. Le soutien de l'Union Européenne sera mis en lumière.

L'emblème et la mention Cofinancé par l'Union européenne (ou Financé par l'Union européenne) seront apposés :

- Sur les documents et matériel de communication à destination du public et des participants,
- La présence des logos et la mention sur des affiches d'accueil du bâtiment, Espace Georges Pompidou, Pôle de la solidarité départementale, au format minimum A3 sera visible du public,
- Les signatures mail,
- La page Facebook du Département.

Des photos attestant de l'affichage des logos et de la mention ainsi qu'une copie écran de notre site internet seront fournies lors du dépôt du bilan de l'opération.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Aucune donnée renseignée											
Total			0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

L'action est mise en place au bénéfice des personnes en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontés à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Plus précisément, le public cible, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle liées à des problématiques de santé, est composé de personnes nouvellement bénéficiaires du RSA, ou bénéficiaires des minimas sociaux, ou des jeunes accompagnés dans le cadre d'un contrat jeunes majeurs rencontrant des difficultés dans leur recherche d'emploi ou Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi Travailleurs Handicapés (BOETH).

Les salariés précaires recrutés dans le cadre de PEC et financés par le Conseil départemental sont au nombre de 20. Pour cela, il est nécessaire que ces personnes soient bénéficiaires du RSA et orientés par les conseillers du service Public de l'emploi ou les conseillers en insertion professionnelle du service Emploi Insertion.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

L'éligibilité des participants sera justifiée sur la base des justificatifs suivants:

Actions « accompagnement renforcé vers et dans l'emploi » et « accompagnement santé » :

- Attestation d'inscription à France Travail ou Attestation nominative justifiant de la mise en oeuvre d'un accompagnement par le dispositif Cantal Emploi Insertion ou Attestation MILO ou CAP Emploi ,
- Courrier de désignation de référent unique ou prescription IDE ou Prescription coordinateur Rebond ou Prescription COIP CEI

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

La collecte des indicateurs se fera sur la base du questionnaire FSE +2021-2027 et la saisie sera faite par le Service Emploi insertion. Dans le cadre d'une démarche éco-responsable, la saisie directe du questionnaire FSE + sera privilégiée. En l'absence de dématérialisation, le questionnaire sera détruit après saisi sur l'application.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Fon- ctio- n	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(7)/(3)	Inté- rieur mair e	Pièce joint e
DPE_01	Virginie VIGNES	COI P	53 175,00 €	1 820	1 820	100,00 %	53 175,00 €	29,22 €	Non	Non
DPE_02	Amélie VIGUIER	COI P	52 838,00 €	1 820	1 820	100,00 %	52 838,00 €	29,03 €	Non	Non
DPE_03	Catherine BODART	COI P	53 986,00 €	1 820	1 820	100,00 %	53 986,00 €	29,66 €	Non	Non
DPE_04	Cécile CARRIER	COI P	54 519,00 €	1 820	1 820	100,00 %	54 519,00 €	29,96 €	Non	Non
DPE_05	Fabien GILLES	COI P	50 220,00 €	1 820	1 820	100,00 %	50 220,00 €	27,59 €	Non	Non
DPE_06	Maylis DUCAMIN	COI P	49 441,00 €	1 820	1 820	100,00 %	49 441,00 €	27,17 €	Non	Non
DPE_07	Stéphanie BONNET	COI P	51 718,00 €	1 820	1 820	100,00 %	51 718,00 €	28,42 €	Non	Non
DPE_08	Amélie ASTORG	Infir- miers e	48 847,00 €	1 820	1 820	100,00 %	48 847,00 €	26,84 €	Non	Non
Total			414 744,00 €				414 744,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	414 744,00 €	100,01 %
Total	414 744,00 €	100,01 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Le temps des salariés, affectés à 100 % sur l'opération, sera justifié par la production du contrat de travail et de la lettre de mission.

Les dépenses de personnel n'intègrent pas les rémunérations des contrats aidés.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Pas de temps variable

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Frais de transports, d'hébergement et de restauration	aucune dépense	0	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	DPEXT 01	Aucune dépense	Aucune dépense	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	Aucune dépense	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de participants, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	414 744,00 €	414 744,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	29 032,08 €	29 032,08 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	414 744,00 €	93,46 %	414 744,00 €
Dépenses de personnel	414 744,00 €	100,00 %	414 744,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	29 032,08 €	6,54 %	29 032,08 €
Total	443 776,08 €	100,00 %	443 776,08 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	266 265,64 €	100,00 %	266 265,64 €	100,00 %	
FSE+	266 265,64 €	100,00 %	266 265,64 €	100,00 %	Non
Total	266 265,64 €	100,00 %	266 265,64 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	443 776,08 €	100,00 %	443 776,08 € 100,00 %
Dépenses directes	414 744,00 €	93,46 %	414 744,00 € 93,46 %
Dépenses indirectes	29 032,08 €	6,54 %	29 032,08 € 6,54 %
Total des ressources	443 776,08 €	100,00 %	443 776,08 € 100,00 %
Financement européen sollicité	266 265,64 €	60,00 %	266 265,64 € 60,00 %
Autofinancement	177 510,44 €	40,00 %	177 510,44 € 40,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 14 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 29 /11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 22 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 22 /11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 22 /11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel	importé le 29 /11/2023	Oui
Contrat de projet 2024 Amélie VIGUIER	importé le 12 /01/2024	Oui
Contrat de projet 2024 Cécile CARRIER	importé le 12 /01/2024	Oui
Délégation de signature	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de projet Amélie VIGUIER	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de projet Catherine BODART	importé le 22 /11/2023	Oui

Contrat de projet Fabien GILLES	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de projet Maylis DUCAMIN	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de projet Stéphanie BONNET	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de projet Virginie VIGNES	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de travail Amélie ASTORG	importé le 22 /11/2023	Oui
Contrat de projet Cécile CARRIER	importé le 22 /11/2023	Oui
Budget Principal 2022	importé le 22 /11/2023	Oui
Budget Principal 2020	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Amélie Astorg	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Amélie VIGUIER	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Catherine BODART	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Fabien GILLES	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Maylis DUCAMIN	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Stéphanie BONNET	importé le 22 /11/2023	Oui
CV Virginie VIGNES	importé le 22 /11/2023	Oui
Simulation BS Agent Administratif	importé le 23 /11/2023	Oui
CV Cécile CARRIER	importé le 24 /11/2023	Oui

Lettre de mission L. Granger	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission A. Astorg	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission A. Viguier	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission C. Bodart	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission C. Izoulet	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission C. Carrier	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission M. Ducamin	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission S. Bonnet	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission V. Vignes	importé le 27 /11/2023	Oui
Lettre de mission F. Gilles	importé le 09 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités

précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
 5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
 6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
 7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.

8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'appliquatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.

13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

GRANGER

Prénom

Laurence

Téléphone

+33 6 72 33 46 01

Adresse mail

lgranger@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-27

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Insertion professionnelle hors IAE - Opération 202304529 - CD15 - Coordination de l'offre d'insertion

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Dominique BEAUDREY et Sylvie LACHAIZE se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets l'appel à projets FSE+ "Insertion professionnelle hors IAE - 2024" n°ARA-OI618 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 98 871,85 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 164 786,42 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 60 % au Conseil départemental du Cantal pour l'opération n°202304529 « 2024 - CD15 - Coordination de l'offre d'insertion et animation territoriale de la politique départementale d'insertion du Cantal ».

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304529

Date de dépôt initiale de la demande : 29/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024- Cd15- Coordination de l'offre d'insertion et animation territoriale de la politique départementale d'insertion du Cantal

Numéro de dossier

202304529

Candidat

Raison sociale : DEPARTEMENT DU CANTAL

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.h

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

164 786,42 €

Subvention FSE sollicitée

98 871,85 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

22150001000014

Raison sociale

DÉPARTEMENT DU CANTAL

Adresse

28 AV GAMBETTA
15000 15015 AURILLAC

Statut juridique

Département

Nature juridique

Département

Code NAF (APE) et activité

N8411Z - Administration publique générale

Type de porteur de projet

Conseil départemental

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

FAURE

Prénom

Bruno

Adresse mail

bfaure@cantal.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- SALSON Franck Directeur Action Sociale Emploi Insertion Logement fsalson@cantal.fr +33 7 85 68 74 70
- ETIENNE Jean-Claude Directeur Général des Services jcetienne@cantal.fr +33 6 07 96 58 74
- TREMOUILLE Hervé Directeur Enfance-Famille htremouille@cantal.fr +33 6 42 04 70 33
- TEMPLAR - COSTANT Marc Responsable des affaires européennes mtemplar@cantal.fr 0607415860
- GRANGER Laurence Cheffe du Service Emploi Insertion lgranger@cantal.fr +33 6 72 33 46 01

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Morgane	ALBEAUX	malbeaux@cantal.fr	Porteur de projet
Amélie	ASTORG	aastorg@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Stéphanie	BONNET	sbonnet@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Catherine	Bodart	cbodart@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Maylis	DUCAMIN	mducamin@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Fabien	GILLES	fgilles@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Laurence	GRANGER	lgranger@cantal.fr	Porteur de projet
Catherine	IZOULET	cizoulet@cantal.fr	Porteur de projet
Franck	SALSON	fsalson@cantal.fr	Porteur de projet
MARTINE	SEMETE	msemete@cantal.fr	Porteur de projet
VIRGINIE	VIGNES	vvignes@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
Amélie	VIGUIER	amelie.viguier@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants
cécile	carrier	cecile.carrier@cantal.fr	Porteur de projet - Saisie des participants

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI618

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.h - Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Les travaux menés dans le cadre du PDIE/PTIE 2021-2025 ont mis en évidence une difficulté persistante des prescripteurs à se saisir des offres d'insertion existantes au bénéfice des allocataires de minima sociaux et des demandeurs d'emploi. Les professionnels relèvent en effet que la multiplicité des actions complexifie l'appropriation des outils existants en matière d'accompagnement socio professionnel, l'image du « mille-feuille » étant souvent invoquée pour décrire la tendance à l'empilement des actions et leur manque d'articulation. Parallèlement, le manque de partage d'informations entre partenaires génère une certaine méconnaissance par les prescripteurs de la « boîte à outils » des différents partenaires de l'insertion.

Ainsi, des temps d'échange au niveau local nécessitent d'être renforcés. Enfin, les articulations restent à consolider autour des situations individuelles pour renforcer la cohérence du parcours des publics : un besoin de temps d'échange et de coordination autour des situations entre acteurs de terrain est identifié.

Ces constats confirment l'importance des missions de coordination et d'animation locale, confiées par le Département aux Chefs de projet Insertion positionnés dans chaque territoire.

Chaque individu doit se voir proposer un parcours d'accompagnement personnalisé prenant en compte toutes ses difficultés pour s'insérer (logement, santé, mobilité, etc.). Pour être efficient, ce parcours doit être coordonné entre les différents professionnels pour éviter au bénéficiaire de multiplier les démarches et tendre vers une coordination :

- *Partagée et efficiente,*
- *Respectueuse des coopérations préexistantes,*
- *Reposant sur les instances de pilotage du service public de l'emploi déjà existantes pour plus de lisibilité, d'efficacité et d'efficience,*
- *Permettant à tous de disposer d'une vision d'ensemble et d'une stratégie partagée.*

C'est à ce titre que l'animation et la coordination de l'offre d'insertion est essentielle et doit constituer un gain pour l'opérationnalité et la préservation des maillages fonctionnels. Elle doit ainsi permettre de :

- *Faire remonter des besoins en termes d'actions d'insertion,*
- *Impulser de nouvelles initiatives, individuelles ou collaboratives, à partir des besoins identifiés sur les territoires,*

- *Améliorer la lisibilité de l'offre territoriale d'insertion et son accessibilité pour le public,*
- *Faciliter la diffusion de l'information sur les territoires (approche ascendante et descendante) et créer les conditions d'une animation renouvelée de la politique d'insertion*

En bref, la coordination de l'offre d'insertion et d'emploi du Cantal vise à favoriser une approche globale (multi-partenaire) des situations individuelles de chaque bénéficiaire via un parcours personnalisé et coordonné en lien avec les opportunités du territoire.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Le Département, par cette opération, souhaite répondre aux besoins exprimés : échanger davantage entre l'ensemble des partenaires de l'insertion afin d'apporter une réponse adaptée et coordonnée aux publics les plus éloignés de l'emploi.

- *Faciliter les échanges d'information entre les principaux partenaires,*
- *Améliorer le parcours des publics en insertion, en élaborant un diagnostic et des outils de suivi communs (comité de suivi des parcours),*
- *Renforcer la coordination opérationnelle des acteurs de l'insertion pour allier accompagnement social et professionnel,*
- *Favoriser la mise en commun des programmes d'actions, savoir-faire, dispositifs, outils et services numériques,*
- *Améliorer l'interconnaissance des offres de service, partager les besoins de nouveaux développements ou d'ajustement des actions mises en œuvre localement.*

Pour assurer une couverture territoriale de proximité, cette opération sera animée par les chefs de projets territoriaux implantés sur les territoires de Mauriac, Aurillac et St Flour. Leur présence au sein des Maisons de la solidarité départementale leur permet d'être facilement identifiable par l'ensemble des partenaires et de mettre en place des actions ciblées en fonction des besoins locaux.

Détaillez le contenu de votre projet

Les chefs de projets territoriaux ont pour mission d'assurer l'animation et la coordination . Ainsi, il ont la responsabilité de la mise en œuvre d' une mise en commun, d'une plus grande visibilité et d'un accès facilité à l'offre d'accompagnement social et professionnel.

a. L'animation de l'insertion

L'animation territoriale est mise en œuvre à deux échelles :

- Territoriale : le territoire d'intervention des chefs de projets insertion épouse le périmètre d'intervention des Maisons de la solidarité départemental (Mauriac- Aurillac et St Flour). Les chefs de projet territoriaux sont donc les référents du Service Emploi Insertion sur ces territoires.
- Départementale : à l'échelle du département du Cantal pour une diffusion et des thématiques plus globales.

Pour favoriser la participation du plus grand nombre et limiter les freins, les réunions sont disponibles soit par visioconférence soit en présentiel.

i. Cellule locale de réflexion par arrondissement

Il s'agit de réunir régulièrement les acteurs de l'insertion, c'est-à-dire les professionnels qui interviennent auprès des personnes éloignées de l'emploi ou bénéficiaires des minimas sociaux (référents uniques, partenaires de l'insertion, etc.).

Les objectifs de ces réunions peuvent être :

- D'informer ces professionnels sur l'offre d'insertion en cours du Cd15, qu'elle soit sociale ou professionnelle.
- De faire remonter des informations sur des actions ou événements des partenaires.
- D'échanger autour d'analyse partagée des besoins des publics (apprentissage du français, mobilisation des publics très éloignés de l'emploi, insertion sociale et professionnelle de femmes, de jeunes...) par les acteurs associatifs et les représentants institutionnels, préalable à l'élaboration de projets répondant aux besoins émergents sur les territoires.
- De mettre en place des focus thématiques soit en organisant l'intervention d'un partenaire spécifique à la thématique choisie soit en organisant des groupes de travail sur la problématique spécifique exprimée (pouvant donner lieu par la suite à une action innovante).

En conclusion, les réunions trimestrielles favorisent l'évaluation des besoins spécifiques des publics, le recensement des offres d'insertion et de fait, l'ajustement ou le développement des offres au niveau local ou départemental. L'animation territoriale facilite ainsi l'interconnaissance des acteurs de l'insertion, de leurs dispositifs mais est également motrice dans l'émergence d'idées, de réflexions, de collaborations et d'actions.

ii. Les vendredis de l'insertion

Le Service Emploi Insertion du Conseil départemental du Cantal a créé « Les Vendredis de l'insertion ».

Un vendredi par mois, l'intervention d'un ou plusieurs acteurs de l'insertion sociale ou professionnelle est proposée à divers partenaires à l'échelle départementale (SIAE, agences d'intérim, Pôle Emploi, CAP EMPLOI, Mission Locale, associations pour réfugiés, Fédération des Centres Sociaux, etc.). La programmation se fait soit sur sollicitation du Service Emploi Insertion du Département, soit sur sollicitation d'un partenaire qui souhaite présenter son activité.

Le mode de présentation est le suivant : présentation d'une ou plusieurs structures du champ de l'insertion sociale et professionnelle sur un temps donné puis échanges questions / réponses.

Chaque Vendredi de l'insertion permet d'enrichir les connaissances de chacun et de générer des échanges concrets. L'objectif est de renforcer le travail commun entre tous les acteurs pour simplifier et consolider l'efficacité de l'accompagnement des personnes vers l'emploi. Ces vendredis de l'insertion sont notamment animés par un chef de projets insertion.

b. La coordination

Les chefs de projets insertion se placent comme des techniciens experts qui apportent leur appui technique lors de différentes instances comme les équipes pluridisciplinaires; Un lien entre les différents acteurs gravitant autour des parcours des bénéficiaires pour faciliter l'interconnaissance des évolutions de parcours et l'intérêt des dispositifs en cours ; Une ressource auprès des référents uniques et des partenaires (vision d'ensemble, connaissances du cadre réglementaire lié au RSA, des dispositifs, etc.).

i. Comités de suivis

Pour chaque dispositif mis en œuvre par le Département, bien souvent au travers de conventionnements, le Cd15 pilote des comités de suivis. Il s'agit de réunions mensuelles ou trimestrielles permettant de faire un point d'étape à la fois sur l'action en elle-même, sa coordination et sur le parcours des bénéficiaires.

Animés par les chefs de projets insertion, ces comités permettent d'assurer la coordination sous divers angles : le dispositif, les participants, les acteurs gravitant autour du parcours.

Le parcours des participants est ainsi similaire à une chaîne dont les comités de suivi seraient les maillons de liaisons. Le suivi partagé des parcours entre partenaires est essentiel pour favoriser un retour à l'emploi « sans couture » (emploi, formation, logement, hébergement, santé, mobilité, etc.).

Grâce à cette action de coordination, les partenaires peuvent être beaucoup plus réactifs, efficaces et détenir une information actualisée sur les différents dispositifs qui jalonnent le parcours de l'utilisateur.

ii. Réunions multi partenariales

En fonction des actions en cours ou des projets envisagés, les chefs de projets insertion participent à diverses réunions de coordination. Par exemple, le chef de projet se réunit régulièrement avec Pôle Emploi pour assurer la coordination et le suivi de l'accompagnement global. Cela peut être aussi des réunions de travail avec plusieurs acteurs réunis autour de problématiques liées à un public spécifique (tel que les personnes issues de la communauté des gens du voyage).

c. Ingénierie de projet

Grâce aux diagnostics partagés et des besoins recensés lors des actions d'animation et de coordination, les chefs de projets insertion peuvent proposer des actions territoriales ou départementales.

Pour cela, ils consacrent une partie de son temps de travail à la rédaction de notes, à des veilles documentaires, des temps de réflexion et à la méthodologie de projet, de la rédaction d'appels à projet ou de marchés publics, etc.

L'ingénierie de projet a pour objectif d'améliorer la coordination à la fois des dispositifs, des parcours des usagers et des acteurs gravitant autour et d'améliorer l'animation de toutes l'offres existantes de manière concertée. Il s'agit en quelques sortes du ciment qui permet d'ancrer le dynamisme et la volonté d'agir de tous les partenaires autour de l'insertion.

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

La loi Notre du 7/08/2015 a conforté les Départements dans leurs missions de solidarités humaines. A ce titre, le Département du Cantal intervient dans le champ de l'enfance, du handicap, de la gestion des allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH), de l'insertion et de l'emploi. Promouvoir l'égalité homme/femme est donc au cœur des missions du Département, principal acteur de la cohésion sociale et de la solidarité sur son territoire.

La prise en charge du handicap est une compétence majeure du Département qui se traduit par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques fortes pour répondre aux besoins individuels des personnes en situation de handicap. L'enjeu est d'apporter aux personnes qui sont confrontées à de telles difficultés des moyens en termes d'équipements et/ou d'accompagnements les plus appropriés à chaque situation pour assurer des conditions de vie adaptées et une meilleure insertion professionnelle. Pour renforcer la coordination et améliorer la prise en charge, les professionnels qui interviennent dans le champ de l'handicap seront invités à participer aux instances de coordination (Maison de l'autonomie, structures associatives...).

L'égalité des chances et la non-discrimination est une valeur phare du Département. En effet, l'opération "2024-Département du Cantal-Coordination de l'offre d'insertion et animation territoriale de la politique départementale d'insertion" est guidée par un objectif de réduction des inégalités sociales. La lutte contre toutes les formes de discrimination et la promotion de l'égalité des chances visent l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle, en privilégiant la mise en œuvre de parcours intégrés et personnalisés de soutien, de conseil et d'orientation, et l'accès à la formation, à l'enseignement, aux services sanitaires et sociaux, aux services de garde d'enfant et à internet. L'opération permettra donc d'être plus efficace dans ce rôle

Détaillez le calendrier de votre projet

L'opération débutera le 01/01/2024 et se terminera le 31/12/2024.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Non

Liste des principales actions

Les actions spécifiques envisagées sont citées également en parties précédentes, à savoir la mise en œuvre des vendredis de l'insertion, l'animation de cellules locales de réflexion, la participation et l'animation d'instances locales telles que les Equipes Pluridisciplinaires, les réunions inter partenariales, mais aussi avec des actions ponctuelles, mises en œuvre en fonction des besoins des acteurs et/ou des territoires comme les rendez-vous de l'emploi (avec les SIAE notamment). Ces actions seront construites et animées par les chefs de projets insertion territoriaux .

1- L'animation de l'insertion

Objectifs

- D'informer ces professionnels sur l'offre d'insertion en cours du Cd15, qu'elle soit sociale ou professionnelle.
- De faire remonter des informations sur des actions ou évènements des partenaires.
- D'échanger autour d'analyse partagée des besoins des publics (apprentissage du français, mobilisation des publics très éloignés de l'emploi, insertion sociale et professionnelle de femmes, de jeunes...) par les acteurs associatifs et les représentants institutionnels, préalable à l'élaboration de projets répondant aux besoins émergents sur les territoires.
- De mettre en place des focus thématiques soit en organisant l'intervention d'un partenaire spécifique à la thématique choisie soit en organisant des groupes de travail sur la problématique spécifique exprimée (pouvant donner lieu par la suite à une action innovante).

Contenu

● Cellule locale de réflexion par arrondissement

Il s'agit de réunir régulièrement les acteurs de l'insertion, c'est-à-dire les professionnels qui interviennent auprès des personnes éloignées de l'emploi ou bénéficiaires des minimas sociaux (référénts uniques, partenaires de l'insertion, etc.).

En conclusion, les réunions trimestrielles favorisent l'évaluation des besoins spécifiques des publics, le recensement des offres d'insertion et de fait, l'ajustement ou le développement des offres au niveau local ou départemental. L'animation territoriale facilite ainsi l'interconnaissance des acteurs de l'insertion, de leurs dispositifs mais est également motrice dans l'émergence d'idées, de réflexions, de collaborations et d'actions.

● "Les vendredis de l'insertion"

Le Service Emploi Insertion du Conseil départemental du Cantal a créé « les Vendredis de l'insertion ».

Un vendredi par mois, l'intervention d'un ou plusieurs acteurs de l'insertion sociale ou professionnelle est proposée à divers partenaires à l'échelle départementale (SIAE, agences d'intérim, Pôle Emploi, CAP EMPLOI, Mission Locale, associations pour réfugiés, Fédération des Centres Sociaux, etc.). La programmation se fait soit sur sollicitation du Service Emploi Insertion du Département, soit sur sollicitation d'un partenaire qui souhaite présenter son activité.

Le mode de présentation est le suivant : présentation d'une ou plusieurs structures du champ de l'insertion sociale et professionnelle sur un temps donné puis échanges questions / réponses.

Chaque Vendredi de l'insertion permet d'enrichir les connaissances de chacun et de générer des échanges concrets. L'objectif est de renforcer le travail commun entre tous les acteurs pour simplifier et consolider l'efficacité de l'accompagnement des personnes vers l'emploi. Ces vendredis de l'insertion sont animés par les chefs de projets insertion.

2-La coordination

Objectifs:

- apporter un appui technique lors de différentes instances comme les équipes pluridisciplinaires,
- créer un lien entre les différents acteurs gravitant autour des parcours des bénéficiaires pour faciliter l'interconnaissance des évolutions de parcours,
- Etre ressource auprès des référents uniques et des partenaires (vision d'ensemble, connaissances du cadre réglementaire lié au RSA, des dispositifs, etc.)

Contenu

● Comités de suivis

Pour chaque dispositif mis en œuvre par le Département, bien souvent au travers de conventionnements, le Cd15 pilote des comités de suivis. Il s'agit de réunions mensuelles ou trimestrielles permettant de faire un point d'étape à la fois sur l'action en elle-même, sa coordination et sur le parcours des bénéficiaires.

Animés par les chefs de projets insertion, ces comités permettent d'assurer la coordination sous divers angles : le dispositif, les participants, les acteurs gravitant autour du parcours.

Le parcours des participants est ainsi similaire à une chaîne dont les comités de suivi seraient les maillons de liaisons. Le suivi partagé des parcours entre partenaires est essentiel pour favoriser un retour à l'emploi « sans couture » (emploi, formation, logement, hébergement, santé, mobilité, etc.).

Grâce à cette action de coordination, les partenaires peuvent être beaucoup plus réactifs, efficaces et détenir une information actualisée sur les différents dispositifs qui jalonnent le parcours de l'utilisateur.

● Réunions multi partenariales

En fonction des actions en cours ou des projets envisagés, les chefs de projets insertion participent à diverses réunions de coordination. Par exemple, le chef de projet se réunit régulièrement avec Pôle Emploi pour assurer la coordination et le suivi de l'accompagnement global. Cela peut être aussi des réunions de travail avec plusieurs acteurs réunis autour de problématiques liées à public spécifique (tel que les personnes issues de la communauté des gens du voyage).

● Ingénierie de projet

Grâce aux diagnostics partagés et des besoins recensés lors des actions d'animation et de coordination, le chef de projet peut proposer des actions territoriales ou départementales.

Pour cela, il consacre une partie de son temps de travail à la rédaction de notes, à des veilles documentaires, des temps de réflexion et à la méthodologie de projet, de la rédaction d'appels à projet ou de marchés publics, etc.

L'ingénierie de projet a pour objectif d'améliorer la coordination à la fois des dispositifs, des parcours des usagers et des acteurs gravitant autour et d'améliorer l'animation de toutes l'offres existantes de manière concertée. Il s'agit en quelques sortes du ciment qui permet d'ancrer le dynamisme et la volonté d'agir de tous les partenaires autour de l'insertion.

L'animation territoriale est mise en œuvre à deux échelles :

- Territoriale : le territoire d'intervention des chefs de projets insertion épouse le périmètre d'intervention des Maisons de la solidarité départemental (Mauriac- Aurillac et St Flour). Les chefs de projet territoriaux sont donc les référents du SEI sur ces territoires.
- Départementale : à l'échelle du département du Cantal pour une diffusion et des thématiques plus globales.

Pour favoriser la participation du plus grand nombre et limiter les freins, les réunions sont disponibles soit par visioconférence soit en présentiel.

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le suivi administratif général de l'opération est assuré par le service emploi insertion au sein duquel:

- 0.0435 ETP de l'agent de gestion afin de participer à la saisie dans MDFSE+ du demande de concours FSE et du dossier de demande de paiement
- 0.0435 ETP du chef de service emploi insertion afin d'assurer la formalisation de la demande dans le respect des procédures internes et de la réglementation, assurer la saisie du dossier de demande, du dossier de bilan de l'opération FSE, veiller à la conformité de la réalisation de l'opération.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2018

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

3 ETP de chef(fe)s de projet insertion qui consacreront 100% de leur temps à la mission: coordination des parcours, animation de la politique d'insertion, appui technique, ingénierie de projet. Ils interviendront sur tout le département. Leur implantation territoriale au sein des Maisons de la Solidarité Départementale (Mauriac-Aurillac et St Flour) favorisera une réponse de proximité.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Pour les personnels chargés de la mise en œuvre opérationnelle : Contrats de travail + avenants/arrêtés, lettres de mission, bulletins de paie.

Par ailleurs, chaque chef de projet insertion fournira les feuilles d'émargement ainsi que les relevés de conclusion ou prises de notes ou documents de présentation pour chaque réunion auquel il participe.

Un bilan qualitatif et quantitatif sera produit faisant apparaître :

- les écarts entre les actions prévues et celles mises en œuvre,
- le calendrier réalisé,
- les résultats obtenus,
- les moyens humains et les prestations mobilisées,
- le nombre de participants et les partenaires accompagnés.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Les collectes de données (feuilles d'émargement des réunions, compte rendus..) seront assurées par l'agent de gestion après transmission par les chefs de projets.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Le soutien du Fonds social européen Plus (FSE+) sera mentionné sur tous les supports de communication utilisés pour la mise en œuvre de l'opération. Les partenaires seront ainsi informés du co-financement de l'opération par l'Union européenne via :

- L'apposition de l'emblème de l'Union européenne sur l'ensemble des supports de communication et de la mention « Cofinancé par l'Union européenne » qui figurera en toutes lettres à côté de l'emblème,
- Une description succincte du projet sera faite sur une page dédiée du site internet officiel du Conseil départemental du Cantal. Cette description fera apparaître la finalité et les résultats de l'opération. Le soutien de l'Union Européenne sera mis en lumière.

L'emblème et la mention Cofinancé par l'Union européenne sera (ou Financé par l'Union européenne) seront apposés :

- Sur les documents et matériel de communication à destination du public.
- La présence des logos et la mention sur des affiches d'accueil du bâtiment, Espace Georges Pompidou, Pôle de la solidarité départementale, au format minimum A3 sera visible du public,
- Les signatures mail
- La page Facebook du Département

Des photos attestant de l'affichage des logos et de la mention ainsi qu'une copie écran de notre site internet seront fournies lors du dépôt du bilan de l'opération.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Aucune donnée renseignée											
Total			0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF _LUG _NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/ (3)	Inté rima ire	Plac e joi nte
DPE _01	Morgane ALBEAUX	Cheffe de projet insertion St Flour	50 000,00 €	1 456	1 456	100,00 %	50 000,00 €	34,34 €	Non	Non
DPE _02	Martine SEMETE	Cheffe de projet Aurillac	54 519,00 €	1 820	1 820	100,00 %	54 519,00 €	29,96 €	Non	Non
DPE _03	En cours de recrutemen t	Cheffe de projet Mauriac-Aurillac	49 487,00 €	1 669	1 669	100,00 %	49 487,00 €	29,65 €	Non	Non
Tot al			154 006,00 €				154 006,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	154 006,00 €	100,00 %
Total	154 006,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Le temps passé des salariés affectés à 100% sera justifié par la production des pièces suivantes : Contrat de travail, Bulletins de salaire, Lettres de missions.

Aucun salarié ne relève de contrats aidés.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

sans objet

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Frais de transports, d'hébergement et de restauration	Aucune dépense	sans objet	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPEXT_01	Sans objet	Sans objet	Sans objet	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAK_01	Autres	Sans objet	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de personnel, dépenses de participants, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	154 006,00 €	154 006,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	10 780,42 €	10 780,42 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	154 006,00 €	93,46 %	154 006,00 €
Dépenses de personnel	154 006,00 €	100,00 %	154 006,00 €
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	10 780,42 €	6,54 %	10 780,42 €
Total	164 786,42 €	100,00 %	164 786,42 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financeurs	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
	98 871,85 €	100,00 %			
Financement européen sollicité	98 871,85 €	100,00 %	98 871,85 €	100,00 %	
FSE+	98 871,85 €	100,00 %	98 871,85 €	100,00 %	Non
Total	98 871,85 €	100,00 %	98 871,85 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	164 786,42 €	100,00 %	164 786,42 € 100,00 %
Dépenses directes	154 006,00 €	93,46 %	154 006,00 € 93,46 %
Dépenses indirectes	10 780,42 €	6,54 %	10 780,42 € 6,54 %
Total des ressources	164 786,42 €	100,00 %	164 786,42 € 100,00 %
Financement européen sollicité	98 871,85 €	60,00 %	98 871,85 € 60,00 %
Autofinancement	65 914,57 €	40,00 %	65 914,57 € 40,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 16 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 29/11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 22/11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 22/11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 22/11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel	importé le 29/11/2023	Oui
Contrat de travail Martine SEMETE	importé le 11 /01/2024	Oui
Budget Principal 2022	importé le 22/11/2023	Oui
Budget Principal 2020	importé le 22/11/2023	Oui
Arrêté délégation de signature	importé le 22/11/2023	Oui
CV Morgane ALBEAUX	importé le 23/11/2023	Oui

CV Martine SEMETE	importé le 23/11/2023	Oui
CDD Morgane ALBEAUX	importé le 23/11/2023	Oui
CDI Morgane ALBEAUX	importé le 23/11/2023	Oui
Avenant Temps Partiel Morgane ALBEAUX	importé le 23/11/2023	Oui
Lettre de mission L. Granger	importé le 27/11/2023	Oui
Lettre de mission C. Izoulet	importé le 27/11/2023	Oui
Lettre de mission M. Albeaux	importé le 27/11/2023	Oui
Lettre de mission M. Semeté	importé le 27/11/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
 5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
 6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
 7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
 8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'opérateur « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :

- a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'

affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.

14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

GRANGER

Prénom

Laurence

Téléphone

+33 6 72 33 46 01

Adresse mail

lgranger@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-28

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Opération 202303969 - CD 15

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s) : Marie-Hélène CHASTRE et Sylvie LACHAIZE se retirent et ne participent pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-28 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets "Inclusion sociale 2024" n° ARA-OI621 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 162 085 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 270 141,67 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 60 % au Conseil départemental du Cantal pour l'opération n°202303969 « 2024 CD - Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 21 ans par l'Aide Sociale à l'Enfance du Cantal ».

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202303969

Date de dépôt initiale de la demande : 30/11/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 CD - Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 21 ans par l'Aide Sociale à l'Enfance du Cantal

Numéro de dossier

202303969

Candidat

Raison sociale : DEPARTEMENT DU CANTAL

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.1

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

270 141,67 €

Subvention FSE sollicitée

162 085 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

22150001000014

Raison sociale

DÉPARTEMENT DU CANTAL

Adresse

28 AV GAMBETTA
15000 15015 AURILLAC

Statut juridique

Département

Nature juridique

Département

Code NAF (APE) et activité

N8411Z - Administration publique générale

Type de porteur de projet

Conseil départemental

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

FAURE

Prénom

Bruno

Adresse mail

bfaure@cantal.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- SALSON Franck Directeur Action Sociale Emploi Insertion Logement fsalson@cantal.fr +33 7 85 68 74 70
- GRANGER Laurence Cheffe du Service Emploi Insertion lgranger@cantal.fr +33 6 72 33 46 01
- ETIENNE Jean-Claude Directeur Général des Services jcetienne@cantal.fr +33 6 07 96 58 74
- TEMPLAR - COSTANT Marc Responsable des affaires européennes mtemplar@cantal.fr 0607415860
- TREMOUILLE Hervé Directeur Enfance-Famille htremouille@cantal.fr +33 6 42 04 70 33

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Nathalie	DEMAI	ndemai@cantal.fr	Porteur de projet
Nathalie	DUPOND	ndupond@cantal.fr	Porteur de projet
Hervé	TREMOUILLE	htremouille@cantal	Porteur de projet
Hervé	TREMOUILLE	htremouille@cantal.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Inclusion sociale

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI621

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.1 - Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Le Conseil Départemental, collectivité compétente pour l'Enfance-Famille, est confronté depuis ces dernières années à un surcroît d'activités important. Alors que 262 enfants étaient confiés à l'ASE au 31/12 /2019, on en comptait 404 au 31 /10/2023, soit une augmentation de 55 % en 3 ans. Ceci s'explique tant par l'augmentation du nombre d'enfants placés, y compris les Mineurs Non Accompagnés, que la durée d'accompagnement allant au-delà de 18 ans pour les jeunes majeurs impactant l'activité des professionnels socio-éducatifs. Cette surcharge met en péril l'accompagnement des jeunes de plus en plus fragilisés et dont les situations sont de plus en plus complexes.

Par ailleurs, cette opération s'inscrit dans l'objectif national d'éviter toute « sortie sèche » des jeunes confiés à l'ASE à leur majorité et donc à la sortie du dispositif de protection de l'enfance.

Ce projet est également conforme au Schéma Départemental pour l'enfance 2022+–2026 qui traduit l'engagement politique du Conseil Départemental auprès des jeunes les plus fragiles afin de les aider et les accompagner.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Il est déterminant que le Département puisse assurer un suivi de qualité des publics confiés par la justice pour lutter contre l'exclusion sociale. Face à la recrudescence des jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (soit par la justice ou pour admission provisoire administrative), il s'agit de renforcer une équipe éducative pluridisciplinaire intervenant dans l'accompagnement social et éducatif.

Il s'agit d'une opération incluant environ 120 jeunes, âgés de 16 à 21 ans, confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance et pour lesquels cet accompagnement a pour but de faciliter leur inclusion sociale.

L'opération vise la mise en œuvre d'actions soutenant le développement des enfants à risque dont le premier objectif est de prévenir et/ou de lutter contre l'exclusion et la pauvreté infantile en vue de leur intégration sociale. Il s'agit également de renforcer l'autonomie des jeunes dont les jeunes majeurs et les mineurs non accompagnés pour leur intégration sociale (accompagnement dans le logement et/ou dans la mobilité, accès aux droits et/ou à la santé, inclusion sociale via des activités culturelles, sportives et/ou de loisirs).

Détaillez le contenu de votre projet

Il s'agit de mettre en œuvre un accompagnement global social. Les professionnels socio-éducatifs (éducateurs spécialisés et/ou psychologues) coconstruisent un projet pour chaque enfant ou jeune majeur. Ils s'assurent de sa réalisation. En fonction des axes du projet de l'enfant ou du jeune majeur, ils travaillent à la prise d'autonomie du jeune, à sa socialisation, à son épanouissement personnel et culturel et à la construction de son projet scolaire et/ou professionnel.

Ils accompagnent l'enfant ou le jeune majeur à son domicile (hébergement autonome, chez les parents, dans son lieu d'accueil...). Cela suppose un travail d'accompagnement important et régulier avec l'ensemble des intervenants auprès de l'enfant et du jeune majeur et des différents membres de l'équipe

pluridisciplinaire qui tous, avec leurs spécificités, concourent à une réflexion commune (réunion d'équipe, synthèse, supervision...) pour accompagner, soutenir, aider, rassurer le jeune tant au niveau de la prise en charge quotidienne que des différents projets qui sont construits pour et avec lui (scolaire, médical, loisir,

liens familiaux...).

Ils rendent compte de leur action et de l'évolution de l'enfant dans des écrits à destination du Juge des enfants. Il peut être amené à conduire une évaluation sociale afin de déterminer l'âge et l'isolement du Mineur Non Accompagné (MNA/MIE).

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

L'opération concerne sans distinction les jeunes filles/garçons de 16 à 18 ans confiés par la Justice et les jeunes femmes/hommes s'inscrivant à la suite de leur majorité jusqu'à 21 ans dans un contrat jeune majeur. Dans l'accompagnement, chaque professionnel veille à l'égalité des droits F/H et à l'égalité des chances en veillant à lutter contre les discriminations en tout genre. Les jeunes en situation de handicap bénéficient du même accompagnement en mobilisant le cas échéant des intervenants/partenaires

extérieurs spécialisés (MDPH...). S'il n'y a pas d'actions spécifiques visant au respect des principes "égalité femmes/hommes", "lutte contre les discriminations" ou "accessibilité des personnes en situation de handicap", ils sont pris en compte de manière transversale tout au long du parcours d'accompagnement.

Détaillez le calendrier de votre projet

L'opération se déroule au fil de l'eau. Il y a des entrées et des sorties permanentes au sein de l'accompagnement des jeunes de 16 à 21 ans.

Le jeune rentre dans le dispositif soit :

- par placement de la justice (ou admission provisoire administrative)
- à 16 ans lorsqu'il est déjà accompagné par l'ASE,
- à 18 ans lorsqu'il signe un contrat "jeune majeur";

Le jeune bénéficie d'un accompagnement spécifique en réponse à ses besoins et attentes et en cohérence avec son projet pour l'enfant ou son projet pour l'autonomie.

Le jeune sort du dispositif soit :

- par fin du placement par la Justice et non renouvellement
- à 18 ans lorsqu'il ne signe pas un contrat "jeune majeur"
- à l'issue de leur contrat "jeune majeur" s'il n'est pas renouvelé
- à 21 ans

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Les principales actions sont :

- La co-construction du projet pour l'enfant ou du projet pour l'autonomie
- L'accompagnement social
- La levée des freins sociaux (logement, mobilité, santé, accès aux droits...)
- L'inclusion sociale via des activités culturelles, sportives et/ou de loisirs
- La coordination des intervenants et des différents membres de l'équipe pluridisciplinaire
- Le lien avec la justice et la famille, le cas échéant

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
60	60	120

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Le Département du Cantal assure le suivi administratif du projet par :

la mobilisation des agents de la Direction Enfance Famille (environ 0,46 ETP) :

- Hervé TREMOUILLE - Directeur - Encadrement de l'ensemble des activités de la Direction Enfance Famille - 0,02 ETP (environ 35 heures)
- Nathalie DEMAY - Chef de service Aide Sociale à l'Enfance - Pilotage de l'Aide Sociale à l'Enfance - 0,04 ETP (environ 70 heures)
- Nathalie DUPOND - Gestionnaire administrative - Suivi administratif et comptable du projet - 0,4 ETP (environ 640 heures)
- Gestionnaire administratif en cours de recrutement - Suivi administratif auprès des travailleurs sociaux 0,3 ETP (environ 480 ETP)

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

L'équipe pluridisciplinaire de l'Aide Sociale à l'Enfance affectée à la mise en œuvre opérationnelle de l'accompagnement des jeunes de 16 à 21 ans se compose de 12 éducateurs spécialisés et de 1 psychologue coordonnés par 2 référents de Mission Educative. Cela représente un équivalent moyen de 5,8 ETP. Chaque professionnel est titulaire d'un diplôme d'Etat (Educateur spécialisé - Psychologue - Assistant social) dont les missions sont d'accompagner (cf. fiche de poste).

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Les pièces justificatives de réalisation du projet seront :

- les fiches de poste ou lettres de mission pour les professionnels accompagnant les jeunes,
- les contrats de travail ou dernier arrêté des personnels en charge de la mise en œuvre opérationnelle,
- les bulletins de paie des personnels en charge de la mise en œuvre opérationnelle,
- la production d'un bilan rendant compte des écarts,
- la fiche de suivi d'accompagnement pour chaque jeune,
- les feuilles d'émargement pour chaque entretien physique.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Le Département assurera la collecte des données participant à l'aide de questionnaires entrée et d'un questionnaire sortie qui seront conservés jusqu'à leur saisie dans le système d'information MaDémarcheFSE+. Ils seront détruits après la saisie dans le cadre du respect du registre RGPD du Département. Concernant les indicateurs entité, ils seront saisis directement sur MaDémarcheFSE+.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Le Département assurera une information auprès des usagers et des partenaires par la mention de l'emblème européen et de la mention de l'intervention de l'Union européenne sur tous les supports de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération et destinés au public ou aux participants (supports administratifs, site internet, articles dans la brochure départementale, affichage...).

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Aucune donnée renseignée											
Total			0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Le public ciblé sont les enfants et les jeunes majeurs concernés par une situation d'exclusion relevant des dispositifs ASE, y compris les MNA.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Les pièces justificatives pour l'éligibilité des jeunes sont :

- un justificatif d'âge (carte nationale d'identité, titre de séjour, jugement de minorité du tribunal)
- une mesure de placement (ordonnance de placement du tribunal contrat d'admission ou provisoire) ou un contrat jeune majeur

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Le Département assurera la collecte des données participant à l'aide de questionnaires entrée et d'un questionnaire sortie remplis lors des entretiens entre les jeunes et les travailleurs sociaux. Ils seront conservés jusqu'à leur saisie dans le système d'information MaDémarcheFSE+ par l'agent gestionnaire. Ils seront enfin détruits après la saisie dans le cadre du RGPD.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF. LIG NE	Non du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/ (3)	Inté rima lire	Plac e joi nante
DPE _01	BEQUET Pauline	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _02	CHIVA Luna	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _03	CONSTANT Laury	Educatrice jeunes enfants	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _04	DENOIX Ophélie	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _05	FAUBLADIER Marion	Assistante de service social	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _06	MIELVAQUE Pauline	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui

DPE _07	MORIZE Laura	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _08	PERAUX Alison	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _09	POUGET Amaury	Educateur spécialisé	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _10	SIOZARD Fanny	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _11	ROUX François	Educateur spécialisé	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _12	ROSIER Sonia	Educatrice spécialisée	40 501,00 €	728	1 820	40,00 %	16 200,40 €	22,25 €	Non	Oui
DPE _13	En cours de recrutement	Psychologue	40 501,00 €	1 820	1 820	100,00 %	40 501,00 €	22,25 €	Non	Oui
Tota			528 513,00 €				234 905,80 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	234 905,80 €	100,04 %
Total	234 905,80 €	100,04 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Le temps passé par les agents affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération sera justifié par une lettre de mission attestant de la quote-part de leur temps de travail consacré à la mise en oeuvre opérationnelle du projet.

Chaque éducateur spécialisé est affecté à l'opération pour 0,4 ETP et le psychologue est affecté à 100% soit 1 ETP, à taux fixe conformément à la lettre de mission attestant de la quote-part de leur temps de travail consacré à la mise en oeuvre opérationnelle du projet.

Ces personnels ne relèvent pas d'un contrat aidé.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Non concerné

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailler la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	Place jointe
DPF_01	Achats de fournitures et matériels non amortissables	Aucune dépense	0	0,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				0,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DREXT_01	Aucun	0	0	0000000000000000	0,00 €	Non
Total					0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	0,00 €	0,00 %
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	Aucune	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 15% sur les dépenses de personnel pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	234 905,80 €	234 905,80 €
Dépenses Indirectes	35 235,87 €	35 235,87 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	234 905,80 €	86,96 %	234 905,80 € 86,96 %
Dépenses de personnel	234 905,80 €	100,00 %	234 905,80 € 100,00 %
Dépenses de fonctionnement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de prestations externes	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %
Dépenses indirectes	35 235,87 €	13,04 %	35 235,87 € 13,04 %
Total	270 141,67 €	100,00 %	270 141,67 € 100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financeurs	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
	162 085,00 €	90,91 %			
Financement européen sollicité	162 085,00 €	90,91 %	162 085,00 €	90,91 %	
FSE+	162 085,00 €	100,00 %	162 085,00 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	16 200,40 €	9,09 %	16 200,40 €	9,09 %	
Etat	16 200,40 €	100,00 %	16 200,40 €	100,00 %	Non
Total	178 285,40 €	100,00 %	178 285,40 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	270 141,57 €	100,00 %	270 141,57 € 100,00 %
Dépenses directes	234 905,80 €	86,96 %	234 905,80 € 86,96 %
Dépenses indirectes	35 235,87 €	13,04 %	35 235,87 € 13,04 %
Total des ressources	270 141,57 €	100,00 %	270 141,57 € 100,00 %
Financement européen sollicité	162 085,00 €	60,00 %	162 085,00 € 60,00 %
Financements publics nationaux	16 200,40 €	6,00 %	16 200,40 € 6,00 %
Autofinancement	91 856,27 €	34,00 %	91 856,27 € 34,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 09 /10/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 30 /11/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 16 /11/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable	importé le 16 /11/2023	Oui
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 16 /11/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 16 /11/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel	importé le 16 /11/2023	Oui
Compte de résultat 2021	importé le 16 /11/2023	Oui
Compte de résultat 2020	importé le 16 /11/2023	Oui
Diplôme P Beguet	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme L Chiva	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme L Constant	importé le 24 /01/2024	Oui

Diplôme O Denoix	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme M Faubladiér	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme P Mielvaque	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme L Morize	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme A Peraux	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme A Pouget	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme F Siozard	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme F Roux	importé le 24 /01/2024	Oui
Diplôme S Rosier	importé le 24 /01/2024	Oui
Bulletin de salaire S Rosier	importé le 24 /01/2024	Oui
Budget Prévisionnel ASE 2024	importé le 24 /01/2024	Oui
Bulletin salaire P. Beguet	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire L. Chiva	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire L. Constant	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire O. Denoix	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire M. Faubladiér	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire P. Mielvaque	importé le 18 /01/2024	Oui

Bulletin salaire L. Morize	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire A. Peraux	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire A. Pouget	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire F. Sizord	importé le 18 /01/2024	Oui
Bulletin salaire F. Roux	importé le 18 /01/2024	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.

« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :

- a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;

- c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne: [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
- 4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.
 - 5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
 - 6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
 - 7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
 - 8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;

- d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.
11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses

directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.

14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

TREMOUILLE

Prénom

Hervé

Téléphone

+33 6 42 04 70 33

Adresse mail

htremouille@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-29

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Opération 202304622 - DAHLIR

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-28 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets « Inclusion sociale - 2024 » n°ARA-OI621 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de programmer 16 504,15 € de Fonds Social Européen Plus au titre de la convention de subvention globale SG2022026 « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 », sur un montant total éligible de 31 631,15 € soit un taux de cofinancement FSE+ de 52,18 % à l'association DAHLIR pour l'opération n°202304622 « 2024 - DAHLIR Cantal - La mise en mouvement au service d'une meilleure insertion sociale ».

- **AUTORISE** le versement d'une avance de 50 % de la subvention programmée au bénéficiaire, soit 8 252,07 €, sous réserve de la signature de la convention attributive d'aide FSE+.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global du concours FSE+ ainsi engagé sera prélevé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 041 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304622

Date de dépôt initiale de la demande : 02/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 - DAHLIR Cantal - La mise en mouvement au service d'une meilleure insertion sociale

Numéro de dossier

202304622

Candidat

Raison sociale : DAHLIR

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.1

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

31 631,15 €

Subvention FSE sollicitée

16 504,15 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/CR40%

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

75218622100145

Raison sociale

DAHLIR

Adresse

8 IMP DU VIADUC
43700 BRIVES-CHARENSAC

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N9499Z - Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire

Type de porteur de projet

Autres associations

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

BERTRAND

Prénom

André

Adresse mail

abertrand@dahlir.fr

Fonction dans l'organisme

Président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- BARUCH Pierre Emmanuel Directeur pebaruch@dahlir.fr +33 6 82 04 72 03

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Claire	BARTHELEMY	cbarthelemy@dahlir.fr	Porteur de projet
Pierre-Emmanuel	BARUCH	pebaruch@dahlir.fr	Porteur de projet
Davy	Dentresangle	ddentresangle@dahlir.fr	Porteur de projet

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Inclusion sociale

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI621

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.1 - Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Analyse générale :

De nombreux liens de cause à effet sont démontrés entre l'insertion sociale et situation de précarité socio-économique. Afin de surmonter cette situation et lutter contre celle-ci, l'accumulation des freins peut s'avérer trop importante pour une gestion individuelle par la personne. L'accompagnement dans une logique de parcours intégré et dans une démarche d'approche globale de la personne semble donc incontournable pour favoriser l'insertion sociale ; et à ce titre là la situation au regard du loisir apparaît comme indicateur dans le cadre du déficit social de la personne mais également comme un outil permettant d'améliorer l'insertion sociale.

Données spécifiques du Cantal : Comme rappelé dans le cadre de l'AAP, plus de 13% de la population cantalienne vit sous le seuil de pauvreté. Bien que ce taux soit inférieur à la moyenne nationale (14,8%) et européenne (16,8%), la pauvreté touche davantage certains groupes et catégories de la population, notamment, les femmes et les enfants, les jeunes de moins de 30 ans ou les personnes issues de l'immigration. L'inclusion sociale et l'accès aux soins de santé restent problématiques dans les zones rurales.

Le DAHLIR œuvre dans cet écosystème partenarial rassemblant les acteurs du champ du social depuis plusieurs années (2017). Dans le cadre de cette action nous avons pu mettre en place des comités techniques et des comités de pilotage qui ont permis d'affirmer depuis 2020 tout l'intérêt d'une action basée sur une entrée loisir avec comme outil spécifique "l'activité physique" et plus récemment "l'activité culturelle". Dans le cadre de l'analyse des actions passées, de la mesure d'impact, de l'analyse des besoins et de la projection d'une action efficiente, il a été soulevé l'importance de développer une action destinée aux publics en situation de vulnérabilité sociale afin de travailler les freins à l'insertion sociale. En effet tous les acteurs mobilisés lors des temps d'échanges s'accordent sur l'intérêt d'un parcours complémentaire à partir du support du loisir (activités physiques et/ou culturelles).

Au vu du contexte émis dans le cadre de l'appel à projet nous pouvons afficher deux principales forces :

- Le travail d'accompagnement spécifique déjà mené auprès des publics ciblés plus particulièrement
- L'expérimentation préalable de notre projet

Le sens de l'action DAHLIR :

Le dispositif DAHLIR Insertion utilise l'activité physique et plus largement l'activité de loisirs (physique, culturelle, artistique, bénévolat...) pour les personnes en situation de vulnérabilité sociale :

- support de l'inclusion,
- levier/outil dans un parcours d'insertion sociale.

C'est pourquoi, nous proposons une offre sportive à destination des personnes en situation de vulnérabilité sociale, fortement éloignée de l'emploi, afin de lever des freins pour redynamiser leur parcours d'insertion sociale.

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Objectif général : Favoriser l'insertion sociale des publics en situation de vulnérabilité sociale

Objectifs spécifiques :

- Créer une dynamique d'acteurs en faveur d'un projet d'insertion sociale par les activités de loisirs
- Utiliser l'activité physique comme outil de l'insertion sociale
- Utiliser les activités culturelles comme outil de l'insertion sociale
- Assurer un accompagnement individualisé respectant le concept d'universalisme proportionné
- Favoriser la levée des freins et obstacles à l'insertion sociale

Objectifs opérationnels :

- Outiller la démarche d'accompagnement sociale à partir du loisir

Travailler sur des objectifs personnalisés et réalisables identifiés par la personne et ses référents de parcours (travailleurs sociaux,...).

- Travailler les compétences transversales à partir de l'outil support du loisir en accord avec les objectifs de départ

Exemples : l'esprit d'équipe, la prise de décision, la confiance en soi, la posture, le respect du cadre et d'autrui, le dépassement de soi, son positionnement dans le groupe...

- Assurer la synergie du réseau d'acteurs

Co-construire et mettre en synergie un réseau d'acteurs autour de la personne afin de sécuriser son parcours global jusqu'à son autonomie et éviter des ruptures d'accompagnement (en lien avec les professionnels de l'insertion, clubs/associations, institutionnels). Informer sur les droits d'accès à la pratique de loisirs et faciliter l'intégration sociale de la personne par un accompagnement individualisé vers une pratique de loisir autonome et pérenne en partant de sa demande jusqu'à l'adhésion vers un club ou une association de son choix.

- Pérenniser l'insertion sociale

Permettre à la personne accompagnée de se s'intégrer dans la société via un suivi de proximité et concomitant à l'ensemble des professionnels gravitant autour de son projet d'insertion.

Détaillez le contenu de votre projet

Le dispositif DAHLIR Insertion dans le cadre du projet "la mise en mouvement au service d'une meilleure insertion sociale" utilise l'activité de loisirs comme un outil pour sensibiliser au vivre ensemble et à l'apprentissage de certaines normes sociales.

Outil complémentaire pour les partenaires du champ du social c'est un moyen d'aborder d'une manière différente les freins persistants au logement, à la santé, à la parentalité...

1 - La co-construction au cœur de nos actions :

L'implantation du dispositif DAHLIR INSERTION au sein d'un territoire répond à des diagnostics préalables et à une demande des acteurs du territoire en concertation avec les services de l'état (DREETS, DDETS, Conseils Départementaux).

Par conséquent, les actions de l'association DAHLIR et sa démarche d'accompagnement prennent en compte les spécificités des territoires (acteurs, contexte géographique...). Des rencontres avec les différents partenaires sont organisées en amont de la mise en place de l'action pour informer et affiner le sens de cette dernière et co-construire les modalités d'exécution afin de rendre la complémentarité la plus efficiente possible. En effet, l'adhésion et l'investissement de l'ensemble des professionnels du réseau partenarial sont essentiels à la réussite de l'action.

Sur le département du Cantal cette étape de co-construction a pleinement été réalisée, les différents acteurs sont mobilisés et favorables au projet. Suite aux échanges qui ont découlées de la projection de l'année 2023, il apparaît important, autant pour les partenaires institutionnels qu'opérationnel de pouvoir proposer un projet à destination des publics en situation de vulnérabilité sociale. Ce projet découle des actions précédemment menées dans le cadre du FSE avec l'identification et la création de deux parcours complémentaires.

Le suivi s'effectue en comité technique et comité de pilotage.

- Liste des partenaires institutionnels avec lesquels nous travaillons dans le cadre de ce projet :

DRAC Aura

DREETS Aura / DDETS 15 : Pôle hébergement logement solidarité, Politique de la ville

Conseil Départemental du Cantal : Pôle action sociale, emploi, insertion, logement (Service Insertion ; Cellule FSE)

- Liste des partenaires opérationnels engagés activement dans le projet (liste non exhaustive des partenaires actifs)

ANEF AURILLAC

ANEF ST FLOUR

FORUM REFUGIES

APT

SERVICE ACTION SOCIAL DEPARTEMENT

Notre action à vocation à se développer sur l'ensemble du département, après un démarrage sur le secteur d'Aurillac elle vis à se renforcer sur les secteurs de Mauriac et Saint-Flour ; de nouveaux partenaires devraient rejoindre l'action au cours de l'année 2024, les acteurs volontaires pourront rejoindre le projet.

2 - Des étapes adaptées et adaptables au projet de chacun

Le DAHLIR Insertion propose différentes étapes dans sa démarche d'accompagnement adaptables et ajustables au projet globale de la personne.

- 1ère étape : Repérer les personnes et identifier leurs besoins.

Le repérage des personnes cibles peut s'opérer par des professionnels de l'insertion mais également par les clubs et associations du territoire. En revanche, l'orientation des personnes vers l'action DAHLIR Insertion est réalisée par des travailleurs sociaux (Conseil Départemental, dispositif Accueil Hébergement Insertion, CPH, CHRS, pension de famille...) préalablement coordonnés avec le DAHLIR.

En effet, afin de garantir le sens de l'action (public cible, enjeux, finalités) il est indispensable que notre interlocuteur privilégié soit le référent de parcours social de la personne accompagnée. Les personnes ciblées par notre accompagnement présentent une typologie et des parcours de vie très variés. Par conséquent, la démarche d'accompagnement au regard des objectifs individuels fixés est spécifique à chaque personne.

- 2ème étape : Proposer un accompagnement individualisé au plus près des envies de la personne

Le/la chargé(e) d'accompagnement DAHLIR est un(e) professionnel(le) des sciences et techniques en activités physiques adaptées. A ce titre, il est expert de la prise en charge dans son champ d'intervention des publics cibles et du tissu associatif territorial. L'association DAHLIR a fait le choix de positionner un unique interlocuteur (chargé d'accompagnement) pour les personnes accompagnées et leurs référents tout au long de son parcours et son suivi.

Dans le cadre de cette deuxième étape nous retrouvons trois phases complémentaires, non obligatoire (pour la phase 1) et non hiérarchisées (des retours en arrière peuvent se faire au gré des besoins). Ces phases sont détaillées dans la description des principales actions.

Il est important de préciser que si l'outil support reste le même, la phase 1 est totalement adaptée à la finalité du projet, on ne retrouve ainsi pas la même structuration et méthodologie en fonction des objectifs du projet ; il en est de même pour la phase 2.

3 - Le numérique au service de l'accompagnement des bénéficiaires :

L'association DAHLIR a mis en place un support informatique : le progiciel DAHLIR.

Celui-ci permet d'échanger et d'avoir une traçabilité commune avec les référents sociaux. Cela permet de suivre régulièrement l'évolution des objectifs individuels fixés en croisant les observations et les indicateurs de chacun.

Cet outil sert de carnet de liaison, avec pour finalité d'ajuster au mieux l'accompagnement, le suivi ainsi que les objectifs et le projet de la personne accompagnée.

Il a notamment pour vocation d'être le gage de la qualité de l'accompagnement que nous recherchons et d'avoir une vision fine du territoire d'intervention. Son utilisation sert de support à l'analyse en cas de rupture dans le parcours d'un bénéficiaire, afin de mettre en exergue le point ou les éléments de bascule.

Notre action a vocation à couvrir l'ensemble du département du Cantal, ce maillage ce fait au fur et à mesure du développement ; à cet instant des permanences ont lieu sur les secteurs suivants :

- Aurillac
- Saint-Flour
- Mauriac

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

Les Interventions menées dans le cadre du DAHLIR INSERTION sont pour tous les publics (femmes et hommes).

Des actions communes aux différents partenaires sont réalisées au moins 2 fois par an pour favoriser la mixité des publics.

L'esprit même du DAHLIR est de permettre à tous d'avoir accès aux mêmes droits et notamment les loisirs. Dans les statuts il est précisé « le principe d'accessibilité généralisée, qu'il s'agisse de l'école, de l'emploi, de la culture, des loisirs, doit permettre une participation des personnes en situation de handicap à la vie sociale en organisant la cité autour d'eux ». L'association a pour objet de participer à l'intégration régulière et pérenne des personnes en situation de handicap dans les loisirs en milieu ordinaire. La notion de handicap est appréhendée de manière la plus large possible : elle englobe tout type de handicap dont le handicap social (personnes en situation d'isolement, d'exclusion, de déracinement). Le sport est ainsi utilisé comme un levier d'inclusion sociale. Pour permettre de répondre aux obstacles liés à la situation des personnes nous nous appuyons sur notre réseau de partenaires et des professionnels de l'insertion pour privilégier l'accès aux droits communs (garde d'enfants, mobilité, aide à la prise de licence...), trouver des solutions avec les clubs et associations (coût de l'adhésion, co-voiturage...) ou encore solliciter des associations caritatives (bourse aux vêtements,...). L'objectif de cette collecte (chaussures et tout matériel sportif confondu) est de permettre l'accès au sport tout en luttant contre les inégalités sociales et éviter toutes formes de discrimination.

Détaillez le calendrier de votre projet

L'action (phase 1 à 3) se déroule de façon continue du 01/01/2024 au 31/12/2024 avec des entrées et sorties permanentes dans le cadre de l'accompagnement collectif et individuel ; Voici la présentation du calendrier avec le démarrage des différentes étapes partenariales (la phase 3 est incluse de fait dans la continuité des phases 1 et 2).

- 2024
- Phase 1 :

ANEF AURILLAC : démarrage en janvier

ANEF ST FLOUR : démarrage en janvier

FORUM REFUGIES : démarrage en janvier

- Phase 2 :

ANEF AURILLAC : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

ANEF ST FLOUR : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

FORUM REFUGIES : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

APT : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

SERVICE ACTION SOCIAL DEPARTEMENT : orientation au fil de l'eau à partir du mois de janvier

D'autres partenariats pourront venir s'ajouter en cours d'année, l'action est en développement ; si le nombre de participant est limité en rapport au temps disponible il n'y a pas de limite au niveau des structures.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

Notre projet s'articule autour de 3 phases opérationnelles destinées à l'accompagnement du public et nécessite deux phases préalables de repérage et/ou orientation du public.

- Phase préalable 1 : Le repérage et/ ou l'orientation du public

Le repérage directement par l'association se fait à cet instant essentiellement au niveau des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville avec notre médiateur de Quartier présent sur la ville d'Aurillac ; une réflexion est à l'étude au niveau des ZRR mais celle-ci n'a pas abouti concrètement à cet instant. L'aller-vers : via sa présence quotidienne au sein du quartier le médiateur DAHLIR est repéré comme un « tiers de confiance », une personne à part entière de la vie de quartier. Il va au-devant des habitants afin d'échanger avec eux, de faire connaître sa mission et peut-être ainsi faire rejaillir une envie de pratique d'activité de loisirs, support au projet de vie global de la personne.

L'orientation se travaille quant à elle avec les différents partenaires sociaux.

- Phase préalable 2 : L'engagement et la formalisation d'objectifs

Après le repérage et/ou l'orientation vers l'action il s'agit de formaliser l'engagement de la personne et les objectifs associés. Cette phase est réalisée conjointement par les 3 parties (participants, partenaire, DAHLIR) lors d'un entretien mais également formalisées par écrit.

- Phase I : La remise en mouvement et revalorisation de la personne par la pratique de l'activité physique.

Les bénéficiaires ont besoin dans un premier temps de soutien, d'accompagnement, et de sécurité. Sur la forme, cette première phase s'appuiera donc sur une approche bienveillante recherchant avant tout la revalorisation personnelle. C'est une phase de découverte d'activités sportives des personnes en situation de vulnérabilité sociale en groupe restreint. Une séance hebdomadaire d'une heure trente est organisée pour lever les freins identifiés et construire un projet sportif et/ou associatif en lien avec le référent social.

Basés sur de la multi-activité, avec des entrées et sorties au fil de l'eau, ces ateliers de remobilisation social par le sport n'excèdent pas 10-12 personnes.

Sur le fond, replacer la personne à l'initiative de ces choix lui permettra de se mobiliser sans se sentir contrainte. Le plaisir valorisé par une identification de la réussite, la mise en place d'indicateurs précis, la formalisation d'objectifs à court terme clairs et accessibles, seront autant de leviers qui permettront de mobiliser une motivation intrinsèque à la source d'un engagement pérenne.

Les activités vont être abordées pour donner l'occasion de mobiliser des compétences sociales, relationnelles, comportementales, et transversales.

De plus, l'activité physique offre un cadre ludique à l'apprentissage du français et des codes socio-culturels pour les personnes bénéficiaires de la protection internationale et primo arrivantes. En effet, en associant la démonstration à la parole, en prenant le temps de reformuler les consignes, les règles et en proposant des temps d'échanges collectifs et individuels, les séances d'activités physiques renforcent le parcours linguistique de la personne.

La durée de participation pour les bénéficiaires de ces ateliers est en moyenne de 9 mois. Selon la nature et l'importance des freins sociaux, un cadrage temporel trop strict de l'action ne serait pas bénéfique, ni en adéquation avec le respect de la personne qui reste actrice de son projet.

Certains bénéficiaires n'effectuent pas la bascule en phase 2 pour diverses raisons, pour autant la phase 3 reste activée pour l'accompagnement social.

- Phase II : L'inclusion et la réinsertion sociale.

La confiance en soi, en l'autre, le plaisir de s'engager, l'ouverture aux autres, le développement de liens sociaux et l'acquisition d'autres compétences transversales stimulent la personne à se projeter et à émettre un projet d'inclusion au sein d'un club sportif ou d'une association de loisirs. A noter que l'accès au bénévolat peut en faire partie.

Dans cette nouvelle étape de parcours, le/la chargé(e) d'accompagnement DAHLIR a pour rôle de mettre tout en œuvre pour faciliter son inclusion.

1/ Prendre en compte le projet de la personne à travers un ou plusieurs entretiens : ces derniers vont permettre d'affiner le projet et d'identifier les obstacles éventuels tels que la mobilité, la parentalité (ex : garde d'enfants), les moyens financiers, la disponibilité...

2/ Se coordonner avec la personne et son référent de parcours, et indirectement d'autres professionnels qui sont susceptibles de lever les obstacles identifiés tout au long de la construction du projet (ex : assistante sociale...) en s'appuyant sur le droit commun.

3/ Rencontrer les professionnels et les bénévoles de l'association ou du club en amont et lors de l'accueil de la personne. Le DAHLIR fait ainsi le lien entre les besoins et les attentes de la personne avec l'offre territoriale la plus pertinente pour y répondre. Cela implique parfois un accompagnement de l'association ou du club pour la mise en place d'adaptations (temporelles, financières, matérielles...).

4/ Se rendre avec la personne sur la/les séances d'essais programmées avec la structure de loisir. Cette étape permet au chargé d'accompagnement DAHLIR de s'assurer que l'ensemble des parties prenantes adhère au projet et qu'il ne subsiste plus d'obstacles.

5/ Rendre compte régulièrement aux référents de parcours de l'avancée du projet : de la demande à l'adhésion de la personne avec des échanges directs, ainsi que via le progiciel de l'association DAHLIR. Cela permettra à ces derniers de prendre en compte les événements pour travailler le projet social de la personne.

Cette phase a pour ambition de contribuer à la réinsertion sociale des usagers.

Certains des bénéficiaires de l'action n'ont pas besoin de passer par la phase 1 et peuvent être accompagnés de manière individuelle directement vers la phase 2.

Ce besoin est notamment défini par les partenaires orienteurs et des bénéficiaires ainsi que par la connaissance du milieu associatif et des possibles par le chargé d'accompagnement DAHLIR.

● Phase III : Le suivi de projet

Si la personne pratique une activité de façon autonome, ce n'est pas pour autant que la pérennité du projet est garantie ; de la même façon ce n'est pas parce que la personne ne bascule pas sur une phase 2 que l'évolution et la levée de certains freins ne sont pas présentes.

En effet, il est important de rester à l'écoute et en alerte de façon collective pour éviter des ruptures d'accompagnement et ainsi pouvoir anticiper les nouveaux obstacles liés à des changements de situation. Ainsi, le DAHLIR réalise régulièrement un suivi du projet de loisir auprès de la personne, des structures de loisirs, du référent social... Il s'agit d'une étape nécessaire pour anticiper de nouveaux obstacles face auxquels la personne pourrait se retrouver démunie. De même, l'arrêt d'une pratique sportive est le premier indicateur de la dégradation d'une situation sociale d'une personne, qui amène le référent de parcours social à être vigilant sur les autres domaines (logement, santé...).

Le/la chargée d'accompagnement DAHLIR, à travers son suivi de projet de loisir ainsi que le référent de parcours, via son suivi social, trouvent là encore une complémentarité dont l'objectif est d'accompagner la personne à être autonome dans la gestion de ces projets.

Le nombre de participant à l'opération est calculé en fonction des ETP fléchés sur l'action mais également sur les évolutions de l'action notamment au niveau de l'inclusion de nouveaux partenariats.

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
20	20	40

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Oui

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

3 personnes assurent le suivi administratif associé au projet :

- Davy Dentresangle, Responsable Opérationnel 0.025 ETP ==> Gestion financière
- Claire Barthelemy, Assistante administrative 0.05ETP ==> Gestion administrative
- Louise Clerc, Responsable territorial Cantal 0,1 ETP ==> Gestion administrative et financière

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2023

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

Emmanuel Moesse, chargé d'accompagnement QPV : 0.2 ETP ; Educateur Sportif formé à la médiation socioprofessionnelle par le loisir (Baccalauréat + BPJEPS)

Vanessa Muratet , chargée d'accompagnement, coordinatrice du DAHLIR Insertion : 0.3 ETP ; Conseillère en Economie Sociale et Familiale, Educatrice Sportive, formée à l'accompagnement socio-professionnel par le loisir(BTS + BPJEPS)

Dimitri Chateaneuf (à compter du 22/01/2024), chargé d'accompagnement : 0.2 ETP ; Travailleur social (Educateur Jeunes Enfants) formé à l'accompagnement socio-professionnel par le loisir

Soit un total de : 0.7 ETP sur 2023.

Intervention Phase 1 : celles-ci seront réalisées par Vanessa Muratet

- Préparation, animation et bilan de la séance
- Confidentialité des informations
- Point régulier avec les travailleurs sociaux et professionnels du service public de l'emploi
- Bilan de chaque séance (quantitatif et qualitatif) dans les 48h
- Participation au Comité technique et Comité de Pilotage
- Gestion du matériel pédagogique

Afin d'assurer un lien entre la phase 1 et la phase 2, des réunions peuvent être organisées entre l'éducateur sportif, les référents emploi et le bénéficiaire.

Suivi phase 2 : celles-ci seront réalisées par Vanessa Muratet , Emmanuel Moesse ou le chargé d'accompagnement recruté, en fonction des orientations.

- Entretien individuel avec le bénéficiaire demandeur pour affiner le projet sportif (motivations, disponibilités...)
- Accompagnement sur la première séance
- Travail en lien avec les CIP pour résoudre les obstacles : coût de la licence, déplacement....
- Suivi tout au long de l'année
- Mise en place du réseau
- Travail avec les clubs pour un accueil de qualité mais aussi avec les différents acteurs du champ socio-professionnel
- Formation des éducateurs sportifs susceptibles d'intégrer la démarche (au besoin)
- Repérage des publics en situation d'insertion socio-professionnelle

Suivi phase III : celles-ci seront réalisées par Vanessa Muratet , Emmanuel Moesse ou le chargé d'accompagnement recruté, en fonction des orientations.

- Organisation d'actions en partenariat avec les acteurs sociaux (forum sport et emploi par exemple)
- Évitement des ruptures d'accompagnement

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

- Feuille d'émargement attestant de l'engagement dans un accompagnement DAHLIR pouvant comporter 3 étapes (Phase 1, Phase 2 et Phase 3) qui précisera les envies d'activités et la/les date(s) d'entretien(s)
- Feuilles d'émargement lors de chaque séance Phase 1 cosignées par le participant et le chargé d'accompagnement/éducateur DAHLIR
- Un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre les actions, du calendrier réalisé, des résultats obtenus
- Feuilles d'émargement lors de réunions d'équipe, Comité technique, Comité de pilotage précisant l'objet, l'heure de début et de fin de réunion, signées par l'ensemble des personnes présentes.
- Bilan et Compte-rendu des Comités techniques et du Comité de pilotage
- Pour les dépenses de personnel affectés à l'opération : les fiches de postes, les lettres de mission (les salariés n'étant pas affecté à 100% à l'opération), les contrats de travail et les bulletins de salaire.

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre ?

Nous utiliserons, en format papier, le "Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le programme national Fonds social européen Plus « emploi, inclusion, jeunesse et compétences »". La collecte des questionnaires sera assurée par les salariés de l'association affectés à l'opération. Les informations recueillies seront renseignées pour chaque participant sur MDFSE+ à l'entrée du participant dans l'opération et à sa sortie. La saisie des questionnaires sur MDFSE+ sera assurée par l'équipe administrative dédiée au projet.

Les salariés affectés à l'opération sont garants du contrôle des données de la fiche de prescription et de la récupération des données d'éligibilité des participants.

L'équipe administrative composée de Claire Barthelemy et Louise Clerc est garante du rassemblement des documents, de leurs classements et stockage et de la restitution de l'ensemble des éléments lors du bilan.

Claire Barthélemy est responsable de la base de données et de son incrémentation sur la plateforme MDFSE + à partir du fichier Excel d'import des données participants MDFSE +.

Davy Dentreangle est responsable des éléments associés aux justificatifs de réalisation et tout ce qui concerne les aspects financiers.

Après saisie des informations sur la plateforme MFSE + le questionnaire papier sera détruit, celle-ci sera assurée par l'équipe administrative dédiée au projet.

De plus, l'association DAHLIR a mis en place un support informatique : le progiciel DAHLIR. Celui-ci permet une traçabilité du suivi et de la saisie des participants.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

Nous nous engageons à respecter les deux principes suivants :

- Apposer l'emblème de l'Union Européenne sur l'ensemble des supports et occupant une place de choix
- Utiliser la mention « Cofinancé par l'Union Européenne » figurant en toutes lettres à côté de l'emblème.

Nous veilleront ainsi à :

- La présence du logo de **l'emblème de l'Union européenne et la mention "Cofinancé par l'Union européenne"** sur les feuilles d'émargement, les fiches d'orientation, les bilans, comptes-rendus, les communications relatives aux événements sur les réseaux sociaux et autres supports de présentation relatifs à l'opération financée.
- La présence de **l'emblème de l'Union européenne et la mention "Cofinancé par l'Union européenne"** sur le site internet ainsi que sur les signatures de mails des salariés affectés à l'opération.
- Une information, la présence des logos et la mention sur des affiches d'accueil de notre bâtiment au format minimum A3 annonçant que le projet est cofinancé par le FSE + sera visible du public.
- Une information des partenaires et des participants à travers une présentation sur le rôle joué par l'Europe dans l'action.

Des photos attestant de l'affichage des logos et de la mention ainsi qu'une copie écran de notre site internet et des signatures de mails seront fournies lors du dépôt du bilan de l'opération.

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financier	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Conseil départemental			156 122,00 €	9,09 %		197 490,00 €	10,70 %		251 446,00 €	12,95 %	
Conseil départemental	ALLIER	DS	22 000,00 €	1,28 %	Non	23 000,00 €	1,25 %	Non	24 400,00 €	1,26 %	Non

Conseil départemental	PUY DE DOME	DS	40 622,00 €	2,37 %	Non	64 490,00 €	3,49 %	Non	83 546,00 €	4,30 %	N o n
Conseil départemental	RHONE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	20 000,00 €	1,08 %	Non	20 000,00 €	1,03 %	N o n
Conseil départemental	CANTAL	DS	32 000,00 €	1,86 %	Non	39 000,00 €	2,11 %	Non	43 500,00 €	2,24 %	N o n
Conseil départemental	HAUTE LOIRE	DS	45 500,00 €	2,65 %	Non	49 000,00 €	2,65 %	Non	57 000,00 €	2,94 %	N o n
Conseil départemental	HAUTES ALPES	QPV - DS - DH	16 000,00 €	0,93 %	Non	2 000,00 €	0,11 %	Non	23 000,00 €	1,18 %	N o n
État			777 002,67 €	45,24 %		752 361,52 €	40,76 %		703 585,84 €	36,23 %	
État	DDETS AIN	QPV	6 000,00 €	0,35 %	Non	46 836,00 €	2,54 %	Non	40 833,48 €	2,10 %	N o n
État	DDETS ALLIER	QPV	0,00 €	0,00 %	Non	21 581,00 €	1,17 %	Non	16 897,13 €	0,87 %	N o n
État	DDETS HAUTES ALPES	QPV - DS	5 147,00 €	0,30 %	Non	89 799,00 €	4,86 %	Non	47 901,08 €	2,47 %	N o n

État	DDETS CANTAL	QPV - DS	2 000,00 €	0,12 %	Non	23 152,00 €	1,25 %	Non	29 907,08 €	1,54 %	N o n
État	DDETS DROME	DI	35 000,00 €	2,04 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	35 000,00 €	1,80 %	N o n
État	DDETS LOIRE	QPV	20 000,00 €	1,16 %	Non	39 181,00 €	2,12 %	Non	27 950,96 €	1,44 %	N o n
État	DDETS HAUTE LOIRE	QPV - DI	65 200,00 €	3,80 %	Non	46 182,00 €	2,50 %	Non	57 801,03 €	2,98 %	N o n
État	DDETS PIUY DE DOME	QPV	8 500,00 €	0,49 %	Non	22 635,52 €	1,23 %	Non	30 401,08 €	1,57 %	N o n
État	DRAC AURA	DI	10 000,00 €	0,58 %	Non	6 750,00 €	0,37 %	Non	6 800,00 €	0,35 %	N o n
État	DRJSCS	DI	19 225,67 €	1,12 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	MINISTERE DE LA JUSTICE	DI	6 000,00 €	0,35 %	Non	6 000,00 €	0,33 %	Non	6 000,00 €	0,31 %	N o n

État	DREETS AURA	DI-QPV	80 000,00 €	4,66 %	Non	250 000,00 €	13,54 %	Non	225 000,00 €	11,59 %	N o n
État	DREETS PACA	DI	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	60 000,00 €	3,09 %	N o n
État	PIC PACA	DI	270 430,00 €	15,75 %	Non	58 320,00 €	3,16 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	ANS	DS-DH	147 500,00 €	8,59 %	Non	80 200,00 €	4,34 %	Non	61 000,00 €	3,14 %	N o n
État	DRAÏES PACA	QPV - DS	0,00 €	0,00 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	Non	5 300,00 €	0,27 %	N o n
État	DRAÏES AURA	QPV - DI - DS - DH	102 000,00 €	5,94 %	Non	60 725,00 €	3,29 %	Non	32 800,00 €	1,69 %	N o n
État	MINISTÈRE INTERIEUR	DI	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	20 000,00 €	1,03 %	N o n
Autres collectivités territoriales			44 000,00 €	2,56 %		96 500,00 €	5,23 %		98 450,00 €	5,07 %	

Autres collectivités territoriales	COM AGGLO BOURG EN BRESSE	DI	5 000,00 €	0,29 %	Non	4 000,00 €	0,22 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO AURILLAC	DS	2 000,00 €	0,12 %	Non	2 000,00 €	0,11 %	Non	3 000,00 €	0,15 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO LE PUY	QPV	5 000,00 €	0,29 %	Non	2 500,00 €	0,14 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO BILLOM	DS	0,00 €	0,00 %	Non	20 000,00 €	1,08 %	Non	35 000,00 €	1,80 %	N o n
Autres collectivités territoriales	ANCT	DI-QPV	20 000,00 €	1,16 %	Non	30 000,00 €	1,63 %	Non	20 000,00 €	1,03 %	N o n
Autres collectivités territoriales	METROPOLE DE LYON	DI-DH	12 000,00 €	0,70 %	Non	37 000,00 €	2,00 %	Non	38 200,00 €	1,97 %	N o n
Autres collectivités territoriales	COM AGGLO GAP	QPV - DI	0,00 €	0,00 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	Non	1 250,00 €	0,06 %	N o n
Autres organismes publics			740 322,00 €	43,11 %		799 468,00 €	43,31 %		888 546,00 €	45,75 %	

Autres organismes publics	CNAF	DH	0,00 €	0,00 %	Non	15 000,00 €	0,81 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics	ARS AURA	DS	579 792,00 €	33,76 %	Non	578 238,00 €	31,33 %	Non	581 038,00 €	29,92 %	N o n
Autres organismes publics	ARS PACA	DS	6 000,00 €	0,35 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Autres organismes publics	CAF ALLIER	DH	16 000,00 €	0,93 %	Non	25 000,00 €	1,35 %	Non	40 000,00 €	2,06 %	N o n
Autres organismes publics	CAF CANTAL	DH	22 000,00 €	1,28 %	Non	37 000,00 €	2,00 %	Non	100 000,00 €	5,15 %	N o n
Autres organismes publics	CAF HAUTES ALPES	DH	19 900,00 €	1,16 %	Non	25 000,00 €	1,35 %	Non	23 240,00 €	1,20 %	N o n
Autres organismes publics	CAF HAUTE LOIRE	DH	29 130,00 €	1,70 %	Non	39 370,00 €	2,13 %	Non	51 500,00 €	2,65 %	N o n
Autres organismes publics	CAF PUY DE DOME	DH	40 000,00 €	2,33 %	Non	40 000,00 €	2,17 %	Non	60 000,00 €	3,09 %	N o n

Autres organismes publics	CPAM ALLIER	DS	1 000,00 €	0,06 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	1 000,00 €	0,05 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM CANTAL	DS	2 000,00 €	0,12 %	Non	3 360,00 €	0,18 %	Non	5 000,00 €	0,26 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM HAUTE LOIRE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	6 500,00 €	0,35 %	Non	4 288,00 €	0,22 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM PUY DE DOME	DS	4 500,00 €	0,26 %	Non	7 500,00 €	0,41 %	Non	7 500,00 €	0,39 %	N o n
Autres organismes publics	CPAM RHONE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	2 000,00 €	0,11 %	Non	2 000,00 €	0,10 %	N o n
Autres organismes publics	MSA HAUTE LOIRE	DS	0,00 €	0,00 %	Non	500,00 €	0,03 %	Non	500,00 €	0,03 %	N o n
Autres organismes publics	MSA AUVERGNE	DS	20 000,00 €	1,16 %	Non	20 000,00 €	1,08 %	Non	12 500,00 €	0,64 %	N o n
Total			1 717 446,67 €	100,00 %		1 848 819,52 €	100,00 %		1 942 027,84 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

L'orientation des personnes vers l'action DAHLIR Insertion est réalisée par des professionnels dans le cadre de l'accompagnement socio-professionnel, préalablement coordonnés avec le DAHLIR.

Le public ciblé sont les personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion

Le dispositif DAHLIR Insertion accompagne :

- les bénéficiaires des minimas sociaux ;
- les ressortissants de pays tiers y compris ceux sous statut de protection ;
- les personnes sous main de justice ;
- les personnes sans domicile fixe ;
- les foyers monoparentaux.

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

Pour les bénéficiaires des minimas sociaux :

- Attestation pour les bénéficiaires de l'ASS
- Attestation RSA ou AAH délivrée par la CAF ou la MSA

Pièces complémentaires :

- CAF pour foyers monoparentaux,
- Récépissé, Attestation de demandeur d'Asile, Titre de séjour pour les publics sous protection
- Justificatif d'orientation sur une problématique sociale par le service Action Social du Département

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

La collecte des données

- Nous utiliserons le "Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le programme national Fonds social européen Plus « emploi, inclusion, jeunesse et compétences »"

Les informations recueillies seront directement renseignées pour chaque participant sur MDFSE+ à l'entrée de l'opération.

Après saisie des informations sur la plateforme MFSE + le questionnaire papier sera détruit, celle-ci sera assurée par Claire Barthelemy.

L'association DAHLIR a mis en place un support informatique : le progiciel DAHLIR. Celui-ci permet d'échanger et d'avoir une traçabilité commune avec les référents socio-professionnels. Cela permet de suivre régulièrement l'évolution des objectifs individuels fixés en croisant les observations et les indicateurs de chacun. Cet outil sert de carnet de liaison, avec pour finalité d'ajuster au mieux l'accompagnement, le suivi ainsi que les objectifs et le projet de la personne accompagnée. Il a notamment pour vocation d'être le gage de la qualité de l'accompagnement que nous recherchons et d'avoir une vision fine du territoire d'intervention. Son utilisation sert de support à l'analyse en cas de rupture dans le parcours d'un bénéficiaire, afin de mettre en exergue le point ou les éléments de bascule.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF. LIG NE	Nom du salarié	Fonction	Base de dépenses (Salaires annuels chargés) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (6) = (1)* (4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)=(1)/ (3)	Inté rima ire	Plac e joi nante
DPE _01	Muratet Vanessa	Chargé d'accom pagnement	36 000,00 €	546	1 820	30,00 %	10 800,00 €	19,78 €	Non	Oui
DPE _03	Moesse E rmanuel	Chargé d'accom pagnement QPV	27 500,00 €	364	1 820	20,00 %	5 500,00 €	15,11 €	Non	Oui
DPE _04	Chateau eur Dimitri	Chargé d'accom pagnement	31 450,00 €	343	1 714	20,01 %	6 293,68 €	18,35 €	Non	Oui
Total			94 950,00 €				22 593,68 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	22 593,68 €	100,00 %
Total	22 593,68 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

Tous les salariés affectés à l'opération sont affectés à un taux fixe sur l'opération, la lettre de mission reprenant la quotité de temps de travail dédié à l'opération viendra justifié celui-ci. La nature du contrat est précisé sur la lettre de mission : Emmanuel Moesse : salarié en contrat via l'ASP, sous forme d'un CDI ; contractualisation par une convention de financement entre l'état et le DAHLUR. Vanessa Muratet salariée en CDI contrat classique. Dimitri Chateauneuf salarié en CDI contrat classique.

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

Nous n'avons pas de salarié affecté à un temps variable.

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 40% sur les dépenses de personnel pour le calcul des coûts restants

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	22 593,68 €	22 593,68 €
Coûts restants	9 037,47 €	9 037,47 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	22 593,68 €	71,43 %	22 593,68 €
Dépenses de personnel	22 593,68 €	100,00 %	22 593,68 €
Coûts restants	9 037,47 €	28,57 %	9 037,47 €
Total	31 631,15 €	100,00 %	31 631,15 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	16 504,15 €	52,18 %	16 504,15 €	52,18 %	
FSE+	16 504,15 €	100,00 %	16 504,15 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	15 127,00 €	47,82 %	15 127,00 €	47,82 %	
ASP - Convention adulte relais	4 512,00 €	29,83 %	4 512,00 €	29,83 %	Oui
DDETS Cantal - Bop 177	3 000,00 €	19,83 %	3 000,00 €	19,83 %	Oui
DRAC AURA	700,00 €	4,63 %	700,00 €	4,63 %	Oui
DREETS Aura - Bop 104	5 865,00 €	38,77 %	5 865,00 €	38,77 %	Oui
DREETS Aura - Bop 177	1 050,00 €	6,94 %	1 050,00 €	6,94 %	Oui
Total	31 631,15 €	100,00 %	31 631,15 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	31 631,15 €	100,00 %	31 631,15 € 100,00 %
Dépenses directes	22 593,68 €	71,43 %	22 593,68 € 71,43 %
Coûts restants	9 037,47 €	28,57 %	9 037,47 € 28,57 %
Total des ressources	31 631,15 €	100,00 %	31 631,15 € 100,00 %
Financement européen sollicité	16 504,15 €	52,18 %	16 504,15 € 52,18 %
Financements publics nationaux	15 127,00 €	47,82 %	15 127,00 € 47,82 %
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 € 0,00 %

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 27 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 05 /12/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 01 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable		Non
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 01 /12/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 01 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 01 /12/2023	Oui
Statuts	importé le 01 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 01 /12/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 01 /12/2023	Oui
Justification plan de financement	importé le 02 /12/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :
 - a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation

professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

BARUCH

Prénom

Pierre Emmanuel

Téléphone

0682047203

Adresse mail

pebaruch@dahlir.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-30

Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Rejet de l'opération 202304725 - FIT

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-26 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets « Insertion professionnelle hors Insertion par l'Activité Économique - 2024 » n°ARA-OI621 ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de rejeter l'opération n°202304457 « 2024 - FIT - Apprendre le français pour l'intégration dans le Cantal » portée par l'association FIT au motif de la non-conformité de l'opération à l'appel à projets « Inclusion sociale - 2024 » n°ARA-OI621.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Dossier de demande de subvention : 202304457

Date de dépôt initiale de la demande : 01/12/2023

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

2024 -FIT- Apprendre le français pour l'intégration dans le Cantal

Numéro de dossier

202304457

Candidat

Raison sociale : FORMATION INSERTION TRAVAIL

Priorité d'investissement

1

Objectif spécifique

1.1

Période prévisionnelle de réalisation du projet

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Coût total prévisionnel

91 335,2 €

Subvention FSE sollicitée

51 335,2 €

Taux co-financement FSE+

DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Programme

Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences

IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Organisme

N° SIRET

35146922600044

Raison sociale

FORMATION INSERTION TRAVAIL

Adresse

64 RUE LAMARTINE
63000 CLERMONT-FERRAND

Statut juridique

Association déclarée

Nature juridique

Personne morale de droit privé

Code NAF (APE) et activité

N8559A - Formation continue d'adultes

Type de porteur de projet

Autres organismes de formation

Représentant légal

Civilité

Monsieur

Nom

MORAND

Prénom

Renaud

Adresse mail

fit-formation@orange.fr

Fonction dans l'organisme

président

Y a-t-il une délégation de signature ?

Oui

Déléataire(s) de signature

- GRAND Pascal Directeur fit-formation@orange.fr 0616999029

Contacts

Les contacts de suivi externe à ma Démarche FSE +

Prénom	Nom	Email	Profil
Christel	Fiessinger	c.fiessinger@fit-formation.net	Porteur de projet
Cécile	GUEIDAN	plateforme.alf@gmail.com	Porteur de projet
Pascal	Grand	fit-formation@orange.fr	Porteur de projet
Céline	Sermèze	c.sermeze@fit-formation.net	Porteur de projet - Saisie des participants

CONTEXTE GLOBAL

Référence de l'appel à projets

Intitulé de l'appel à projets

2024_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Inclusion sociale

Numéro de l'appel à projets

ARA-OI621

Région administrative

Auvergne-Rhône-Alpes

Priorité d'investissement

1 - Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

Objectif spécifique

1.1 - Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

Date de fin de l'appel à projets

03/12/2023

Lien vers la description complète

<https://www.fse.gouv.fr>

Lieu de réalisation du projet

Périmètre géographique

Départemental

Département

Cantal

CONTEXTE PROJET

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Ce projet s'inscrit dans le cadre des politiques publiques nationales marquant leur volonté d'intégration des migrants et plus particulièrement des réfugiés. Le département du Cantal a mis en place une politique d'accueil et affiche sa volonté d'intégration de ces personnes sur son territoire. Cette volonté se traduit par un engagement fort des pouvoirs publics, des collectivités locales, des associations, des entreprises pour que cette intégration réussisse.

La maîtrise du français par ces publics est une condition majeure de leur intégration sociale et professionnelle. Près de 80% de ces personnes ont besoin d'acquérir un niveau élémentaire de maîtrise du français. L'offre de formation linguistique évolue en permanence et se diversifie: augmentation du nombre d'heures OFII; actions linguistiques à visée professionnelle par Pôle Emploi, ... Il apparaît utile que les personnes concernées s'inscrivent dans un parcours d'apprentissage du français cohérent. Toutefois, pour certains parcours, cette offre reste inadaptée à court terme. C'est pourquoi ce projet prévoit la mise en place de trois actions complémentaires, passerelles vers l'offre proposée par les acteurs publics.

A noter qu'en 2023, l'offre de formation est sensiblement réduite en raison des conditions de demande de subvention FSE. Nous prévoyons de maintenir une offre "minimale" de 3 actions de formation sur la période septembre/décembre 2023.

Ces offres se concentrent sur les publics dont le parcours d'apprentissage est bloqué du fait de leur niveau faible de maîtrise de la langue, les publics analphabètes et les publics préparant une certification.

La DDTES PP 15 anime et coordonne l'action des acteurs départementaux. Elle demande à FIT, au travers cette action, de porter et d'animer un dispositif centré sur la notion de parcours d'apprentissage du français pour l'intégration

Présentez les finalités / résultats attendus de votre projet

Ce projet s'adresse à toutes personnes, éloignées de l'emploi, ayant besoin d'améliorer leur maîtrise de la langue française et en particulier les réfugiés dans le Cantal pour favoriser leur insertion socioprofessionnelle.

Pour environ 120 personnes reçues et évaluées, l'objectif est que 60% d'entre elles puissent être orientées vers une action d'apprentissage du français.

Détaillez le contenu de votre projet

Ce projet recouvre deux axes.

Axe 1. accueillir, évaluer la situation de la personne, l'orienter suivre son parcours

Si la maîtrise de compétences de communication orale et écrite en français est indispensable à l'intégration des migrants, l'apprentissage du français doit être réalisé en cohérence avec les capacités et aptitudes de chacun d'une part et d'autre part avec son projet social et/ou professionnel.

Le parcours d'apprentissage du français doit être construit avec les autres acteurs de l'intégration.

Cette coconstruction se réalise avec :

- Le ou les organismes de formation chargé(s) de la mise en œuvre des actions de formation (voir point 2)
- Les acteurs de l'accompagnement des migrants : Forum Réfugiés, Aurore, France Terre d'Asile
- Le Conseil Départemental pour les personnes bénéficiant d'un accompagnement social
- Pôle Emploi, la Mission Locale, voire Cap Emploi dans le cadre de l'accompagnement vers l'emploi
- Le cas échéant, les acteurs de l'Insertion par l'activité économique pour les migrants bénéficiant de ces dispositifs
- Les associations caritatives notamment dans le cadre des propositions complémentaires liées à l'apprentissage du français

En pratique, la plateforme ALF assure l'accueil, l'évaluation, l'orientation et le suivi du parcours.

L'**accueil** de la personne s'engage dès la demande formulée par l'accompagnateur social ou professionnel via notre outil numérique.

A ce stade du parcours, le formulaire intégré à cet outil décrit l'état civil de la personne, la situation sociale et professionnelle de la personne, la motivation de la demande. Le justificatif d'éligibilité FSE est joint, en principe, par l'accompagnateur, au moment du dépôt de la demande sur l'outil numérique.

Cette demande est réceptionnée par l'évaluateur.trice de la plateforme ALF. Celui/celle-ci vérifie l'éligibilité, si nécessaire reprend contact avec l'expéditeur, puis engage la programmation de l'évaluation sociolinguistique.

Elle/il prépare et envoie une convocation par sms et par mail à la personne pour fixer le rendez-vous. Cette formalité est indispensable pour les personnes comprenant peu ou mal le français, elle réduit les risques d'incompréhension ou d'oubli.

En fonction du volume de demandes à traiter, le délai pour un rendez-vous varie entre une semaine et un mois.

Les informations contenues dans la demande sont intégrées au logiciel de suivi des parcours de la plateforme ALF via la prescription en ligne ou saisie dès réception par l'évaluateur.

L'évaluatrice.teur accueille physiquement la personne, lui présente la plateforme et débute l'évaluation sociolinguistique.

L'**évaluation sociolinguistique** permet à la fois d'évaluer le niveau de maîtrise du français et la cohérence entre ce niveau et le projet d'emploi ou d'insertion.

L'évaluatrice.teur conduit un entretien oral et fait passer des tests écrits. Les compétences linguistiques sont évaluées autant que les compétences à communiquer en français en contexte social. La grille d'entretien permet de faire un état des lieux sur la situation socioprofessionnelle de la personne. En écho à la prescription de l'accompagnateur de parcours, c'est l'adéquation entre le niveau sociolinguistique et le projet d'insertion (socio)professionnelle qui est évaluée. Les besoins de la personne en terme d'apprentissage sont déterminés au regard de ses besoins en terme d'insertion. En fonction de l'offre de formation existante sur le territoire, la coordinatrice/évaluatrice propose la ou les orientations les plus pertinentes.

Les données issues de l'évaluation et les propositions d'orientation sont rédigées et intégrées au bilan dont une copie **est transmise au prescripteur qui remettra une copie à la personne concernée.**

Ce bilan complété est renvoyé, ordinairement par mail, dans tous les cas, à l'accompagnateur qui a formulé la demande. Si nécessaire, l'évaluateur/trice de la plateforme prend contact téléphoniquement avec celui-ci pour apporter des précisions.

Dans tous les cas, la décision de l'entrée en formation reste de la responsabilité de l'accompagnateur social ou professionnel.

Le **suivi du parcours** prend différentes formes :

- L'évaluateur.trice assure pour toute personne évaluée un suivi à en moyenne 6 mois pour s'assurer que la personne a pu débiter son apprentissage, quelle que soit la formation suivie
- pour les personnes intégrant les actions spécifiques d'apprentissage intégrées à ce projet (voir ci dessous) la coordinatrice/évaluatrice assure un suivi constant en lien avec l'organisme de formation
- En cas de difficulté ou si le projet de la personne a évolué, la conseillère ALF peut proposer une nouvelle orientation
- A l'issue d'une formation linguistique, elle peut réévaluer la situation de la personne pour lui proposer, si possible, une suite de parcours

Les différentes données liées à son parcours sont inscrites dans l'outil numérique et le tableau général de suivi des parcours.

A l'issue d'un parcours ou en fin d'année, la personne est recontactée pour compléter les éléments liés à la sortie FSE.

Axe 2. Mettre en place une offre d'apprentissage complémentaire

Les besoins d'apprentissage de chaque personne varient selon leur projet social et professionnel. La plateforme ALF oriente en priorité sur les solutions de droit commun: actions Pôle Emploi, OFII, ...

Toutefois, ces offres peuvent ne pas répondre aux besoins des personnes. C'est pourquoi le projet 2024 prévoit la mise en place de trois offres.

Chacune des actions permet de former entre 8 et 14 personnes.

Action 1 – maîtrise du français pour l'accès au droit commun

Objectif pédagogique : Atteindre le niveau pour gagner en autonomie et s'inscrire dans l'environnement

Compétences orales : se présenter en continu et participer à un échange simple avec divers interlocuteurs

Compétences écrites : recopier, remplir un formulaire, reconnaître le vocabulaire usuel et les documents courants

Stratégies d'apprentissage : apprendre à apprendre, devenir apprenant

Visites pédagogiques d'entreprise et/ou visites culturelles

Volume : 150 heures, une action prévue en 2024

Action 2 – maîtriser les fondamentaux de la langue française (public alpha-post alpha principalement)

Acquérir des compétences linguistiques de base en compréhension ainsi qu'en expression à l'oral et à l'écrit

Donner à l'apprenant les connaissances fondamentales de la lecture et écriture en Français

Contenu pédagogique :

Compétences orales : Comprendre une annonce publique, une indication simple, des instructions simples, une information chiffrée, comprendre l'heure. Acquérir les compétences linguistiques permettant de s'adapter aux situations de la vie quotidienne : se présenter, exprimer un besoin...

Compétences écrites : identifier la signalétique, comprendre des instructions simples, des informations de bases, des informations chiffrées, reconnaître la nature et la fonction d'écrits simples. Produire des messages courts pour demander ou transmettre des informations personnelles

Stratégies d'apprentissage : développer des méthodes de travail en vue de favoriser les apprentissages de la langue française

Activités ou visites favorisant la compréhension de l'environnement socioculturel de l'apprenant

Volume : 340 heures

Une action en 2024.

Action 3-Préparation à l'intégration réussie

Acquérir les compétences linguistiques permettant de valider les niveaux de langue du Cadre européen commun de référence pour les langues nécessaires pour répondre aux prérequis à l'entrée en formation professionnelle et pour justifier des compétences nécessaires à l'accès à un poste de travail...

Contenu pédagogique:

Compétences orales : Développer la compréhension et l'expression orale en langue française pour répondre aux exigences de la certification visée

Compétences écrites : - Développer la compréhension des écrits et produire un message écrit en langue française pour répondre aux exigences de la certification visée

Stratégies d'apprentissage : Préparer les participants aux modalités des examens des certifications visées, examens blancs.

Volume : 100h, une action 3 en 2024

Décrivez quelles sont les actions mises en œuvre ou envisagées au sein de votre organisation ou dans le cadre de ce projet pour veiller au respect de l'égalité femmes-hommes, à l'absence de discrimination et à l'accessibilité des personnes handicapées

L'intégration des femmes migrantes, notamment professionnelle, reste une difficulté. L'entrée en formation linguistique va permettre d'engager ce processus d'intégration. En 2024, une attention particulière sera portée à ces parcours.

Les conditions d'accueil (locaux, équipements, ...) et d'accompagnement sont ouvertes aux personnes en situation handicap.

Détaillez le calendrier de votre projet

entre janvier et mars 2024: réception et évaluation sociolinguistiques

entre avril et décembre 2024, mise en place des 3 actions de formation et poursuite des évaluations sociolinguistiques.

Cette opération comprend-elle des participants ?

Oui

Liste des principales actions

voir contenu du projet

Nombre prévisionnel de participants

Hommes	Femmes	Total
60	60	120

Viabilité financière et publicité

Disposez-vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE+/FTJ est sollicité ?

Non

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet (nombre d'ETP, fonction et missions.)

Pascal Grand, Directeur de FIT, pour la préparation du dossier FSE, la rédaction des cahiers des charges, la conclusion de la convention, le suivi des engagements pris, le suivi administratif et financier, la gestion sociale liée au projet, le bilan de l'action. En 2024, le temps consacré à ces tâches est estimé à 0,1 ETP.

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE+/FTJ ?

Oui

Si oui, en quelle année ?

2015

Moyens humains affectés à la mise en œuvre opérationnelle de chaque action (nombre d'ETP, compétences, missions...)

- David Lefebvre, évaluateur de la plateforme depuis le 23 janvier 2023 assure la quasi totalité des accueil, évaluation, orientation et suivi de parcours . Le temps consacré par David sur cette action est de 14 heures par semaine soit environ 0,4 ETP. David a notamment une expérience significative de formateur FLE et savoirs de base. (voir CV)

- Le temps consacré à cette action par Cécile Gueidan, coordinatrice, est estimé à 450 heures sur l'opération soit la moitié de son temps total annuel de travail (900 heures à l'année) soit environ 0,3 ETP. La seconde moitié de son temps de travail est consacrée à une opération similaire sur le département de Haute Loire. Cécile a une expérience significative de conseillère, coordinatrice et formatrice FLE (voir CV).

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

- Pour les évaluations sociolinguistiques et suivi des personnes par l'évaluatrice.teur ALF: feuille de présence mensuelle cosignée par les personnes reçues et l'évaluatrice.teur mentionnant l'heure de début et l'heure de fin.
- pour les actions de formation: un bilan pour chaque action rendant compte des écarts entre action, calendrier réalisé, résultats obtenus, nombre de participants,
- Attestation de formation
- fiche signée par l'organisme de formation et le participant pour la formation linguistique (fiche établie par demi journée de formation)
- bulletins de paies des intervenants

Quelles sont les modalités de collecte de données (indicateurs entités et indicateurs participants le cas échéant) que vous prévoyez de mettre en œuvre?

Les indicateurs entités sont saisis directement dans MDFSE

Les données concernant les indicateurs participants sont collectées à chaque nouvelle prescription, intégrées à l'outil de suivi des parcours et transférées dans MDFSE +.

Aucun document papier n'est converti.

Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE+/FTJ du projet

- l'intitulé du projet est " Apprendre le français pour l'intégration dans le Cantal 2024 est cofinancé par le FSE"

- l'utilisation des logos (drapeau "Union européenne" et l'Europe s'engage en France avec le FSE) ainsi que la mention le projet est cofinancé par le FSE sur l'ensemble des documents liés à l'action

· la mention de l'intervention communautaire et des logos dans les documents de promotion de l'action

- les outils de communication avec les partenaires de l'action
- tout document de promotion de l'action
- les feuilles de présence en suivi individuel ou groupe
- les feuilles de réunion avec les acteurs du projet
- le document de bilan de l'action

Ressources publiques perçues

Liste des aides reçues d'organismes publics

Type de financeur	Financeur	Projet aidé	Montant 2021		Aides de minimis - 2021	Montant 2022		Aides de minimis - 2022	Montant 2023		Aides de minimis - 2023
			€	%		€	%		€	%	
Union européenne			284 800,00 €	52,01 %		172 400,00 €	39,87 %		0,00 €	0,00 %	
Union européenne	Conseil Départemental	Plateforme Mobilité43	89 800,00 €	16,40 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non

Union européenne	Conseil Départemental	Insertion par la Mobilité 63	70 000,00 €	12,78 %	Non	70 000,00 €	16,19 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Union européenne	Conseil Départemental	Plateforme ALF 63	67 000,00 €	12,24 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Union européenne	Conseil Départemental	Plateforme ALF 15	58 000,00 €	10,59 %	Non	102 400,00 €	23,88 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
Conseil départemental			90 000,00 €	16,44 %			37,00 %		20 000,00 €	100,00 %	
Conseil départemental	Conseil Départemental	Plateforme Mobilité 43	20 000,00 €	3,65 %	Non	90 000,00 €	20,81 %	Non	20 000,00 €	100,00 %	N o n
Conseil départemental	Conseil Départemental	Insertion par la Mobilité 63	70 000,00 €	12,78 %	Non	70 000,00 €	16,19 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État			92 800,00 €	16,95 %			16,19 %		0,00 €	0,00 %	
État	DREETS	Plateforme ALF	70 000,00 €	12,78 %	Non	70 000,00 €	16,19 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n
État	SPIP	Plateforme Mobilité 43	2 800,00 €	0,51 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	N o n

État	DDETS	Plateforme ALF 15	20 000,00 €	3,65 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Autres collectivités territoriales			50 000,00 €	9,13 %		0,00 €	0,00 %		0,00 €	0,00 %	
Autres collectivités territoriales	Pôle Emploi	Plateforme Mobilité43	50 000,00 €	9,13 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Conseil régional			30 000,00 €	5,48 %		30 000,00 €	6,94 %		0,00 €	0,00 %	
Conseil régional	Conseil Régional AURA	Plateforme Mobilité43	30 000,00 €	5,48 %	Non	30 000,00 €	6,94 %	Non	0,00 €	0,00 %	Non
Total			547 600,00 €	100,00 %		432 400,00 €	100,00 %		20 000,00 €	100,00 %	

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement FSE+/FTJ est-il intégralement mis en œuvre par voie de marché (ou prestations externes) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les surcoûts liés à l'emploi de travailleurs handicapés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE+/FTJ vise-t-il à compenser les coûts de l'assistance fournie aux travailleurs défavorisés ?

Non

Les actions mises en œuvre grâce au cofinancement FSE+/FTJ sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Eligibilité du public

Caractéristiques du public ciblé

Ce projet s'adresse à toutes les personnes en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable dont les inactifs, les jeunes, les seniors, les demandeurs d'emploi de longue durée ou confrontées à la récurrence du chômage, les bénéficiaires des minimas sociaux, les personnes rencontrant des difficultés liées à la langue française compromettant leur retour durable à l'emploi

Les personnes éligibles à l'action doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- être éloigné de l'emploi
- être orienté par un accompagnateur social ou professionnel
- avoir un besoin d'apprentissage du français pour faciliter l'intégration sociale et/ou professionnelle

Sur la base de quel(s) type(s) de pièces, vérifierez-vous et justifierez-vous l'éligibilité des participants ?

L'éligibilité des participants sera apportée par une attestation d'éloignement de l'emploi ou de situation de précarité:

- inscription Pôle Emploi ou mission locale
- minimas sociaux (RSA, AAH, ...)
- pass IAE
- contrat PEC

Quelles dispositions avez-vous prises pour assurer la collecte et le suivi des données participants ?

Les informations concernant chaque participant et le document d'éligibilité sont collectés dès la prescription réalisée par le référent social ou professionnel. La fourniture de ces éléments est une obligation avant de recevoir toute personne.

Ainsi, l'évaluateur ou l'évaluatrice s'assure de la complétude du dossier puis intègre ces éléments au logiciel de suivi des parcours.

Si le dossier est incomplet, il demande au prescripteur de fournir les éléments manquants. Si cela n'est pas possible, la personne ne peut être intégrée à l'action.

PLAN DE FINANCEMENT

Structuration

Profil de plan de financement

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Avez vous des dépenses de tiers à présenter ?

Non

Avez vous des dépenses en nature à présenter ?

Non

Dépenses directes de personnel

Dépenses de personnel au coût réel

Année 1 - 2024

REF- LIGN E	Nom du salarié	Foncti on	Base de dépenses (Salaires annuels charges) (1)	Activité liée à l'opération (2)	Activité totale (3)	Part de l'activité liée à l'opération (4)=(2)/(3)	Dépenses liées à l'opération (5) = (1)*(4)	A titre indicatif: coût unitaire (5)-(1)/(3)	Intér inair e	Pièce joint e
DPE_ 01	GUIEIDA N Cécile	coordi natrice	24 000,00 €	450	900	50,00 %	12 000,00 €	26,67 €	Non	Non
DPE_ 02	LEFEVRE David	évalua teur	13 000,00 €	600	600	100,00 %	13 000,00 €	21,67 €	Non	Non
Total			37 000,00 €				25 000,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de personnel

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	25 000,00 €	100,00 %
Total	25 000,00 €	100,00 %

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à 100% ou à taux fixe sur l'opération ? (exp: une lettre de mission, d'une fiche de poste ou d'un contrat de travail attestant de la quote part de leur temps de travail consacré au projet) ?

par les lettres de missions et contrats de travail joints

Avec quels documents justifierez-vous le temps passé des salariés affectés à temps variable à la réalisation du projet? (exp: logiciel de suivi des temps, fichier excel)

sans objet

Dépenses directes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIG NE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Expliciter l'assiette et le taux nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Achat réalisé	Procédure d'achat	pièce jointe
DPF_01	Locations de matériel et de locaux nécessitées par l'opération	location d'un bureau à l'Alpaca	loyer mensuel de 480 euros	5 760,00 €	Non	Sans objet	Non
Total				5 760,00 €			

Tableau récapitulatif des dépenses directes de fonctionnement

Poste de dépenses	Année1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	5 760,00 €	100,00 %
Total	5 760,00 €	100,00 %

Dépenses directes de prestations

Dépenses de prestations au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Objet	Détails	Prestataire sélectionné	Siret	Dépenses liées à l'opération	Place jointe
DPEXT_01	formation linguistique	action 1 accès aux droits			13 500,00 €	Non
DPEXT_02	formation linguistique	action 2 alpha			30 600,00 €	Non
DPEXT_03	formation linguistique	action 3 prépa intégration			10 500,00 €	Non
Total					54 600,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de prestations

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
Dépenses liées à l'opération	54 600,00 €	100,00 %
Total	54 600,00 €	100,00 %

Dépenses directes de participants

Dépenses de participants au coût réel

Année 1 - 2024

REF_LIGNE	Type de dépenses	Détailier la nature des dépenses	Préciser les bases de calcul, si nécessaire	Dépenses liées à l'opération	Pièce jointe
DPAE_01	Autres	0	0	0,00 €	Non
Total				0,00 €	

Tableau récapitulatif des dépenses directes de participants

Poste de dépenses	Année 1 - 2024	
	€	%
	0,00 €	0,00 %
Dépenses liées à l'opération		
Total	0,00 €	0,00 %

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses forfaitisées

Application du taux forfaitaire de 7% sur les dépenses de participants, dépenses de personnel, dépenses de prestations externes, dépenses de fonctionnement pour le calcul des dépenses indirectes

Poste de dépense	Année 1 - 2024	Total
Dépenses de personnel	25 000,00 €	25 000,00 €
Dépenses de fonctionnement	5 760,00 €	5 760,00 €
Dépenses de prestations externes	54 600,00 €	54 600,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 €
Dépenses Indirectes	5 975,20 €	5 975,20 €

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1 - 2024		Total
Dépenses directes hors dépenses de tiers et en nature	85 360,00 €	93,46 %	85 360,00 €
Dépenses de personnel	25 000,00 €	29,29 %	25 000,00 €
Dépenses de fonctionnement	5 760,00 €	6,75 %	5 760,00 €
Dépenses de prestations externes	54 600,00 €	63,96 %	54 600,00 €
Dépenses de participants	0,00 €	0,00 %	0,00 €
Dépenses indirectes	5 975,20 €	6,54 %	5 975,20 €
Total	91 335,20 €	100,00 %	91 335,20 €
			100,00 %

Ressources prévisionnelles

Tableau récapitulatif des ressources prévisionnelles

Financiers	Année 1 - 2024		Total	Périmètre identique	Attestation de co-financement
Financement européen sollicité	51 335,20 €	56,21 %	51 335,20 €	56,21 %	
FSE+	51 335,20 €	100,00 %	51 335,20 €	100,00 %	Non
Financements publics nationaux	40 000,00 €	43,79 %	40 000,00 €	43,79 %	
DDETSPP Central	20 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €	50,00 %	Non
DREETS Aura	20 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €	50,00 %	Non
Total	91 335,20 €	100,00 %	91 335,20 €	100,00 %	

Synthèse

Tableau récapitulatif général

Type	Année 1 - 2024		Total
Total des dépenses	91 335,20 €	100,00 %	91 335,20 €
Dépenses directes	85 360,00 €	93,46 %	85 360,00 €
Dépenses indirectes	5 975,20 €	6,54 %	5 975,20 €
Total des ressources	91 335,20 €	100,00 %	91 335,20 €
Financement européen sollicité	51 335,20 €	56,21 %	51 335,20 €
Financements publics nationaux	40 000,00 €	43,79 %	40 000,00 €
Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 €

VALIDATION

Pièces jointes

Liste des pièces jointes obligatoires à joindre à votre demande

Pièces à fournir	Détails	Pièce jointe
Document attestant la capacité du représentant légal	importé le 13 /11/2023	Oui
Délégation de signature	importé le 01 /12/2023	Oui
Relevé d'identité bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC	importé le 01 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur certifiant que la TVA n'est pas récupérable	importé le 01 /12/2023	Oui
Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)	importé le 01 /12/2023	Oui
Compte de résultat et bilans des 3 derniers exercices clos	importé le 01 /12/2023	Oui
Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant		Non
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture	importé le 01 /12/2023	Oui
Statuts	importé le 01 /12/2023	Oui
Attestation sur l'honneur de la régularité fiscale et sociale de l'organisme	importé le 01 /12/2023	Oui
Contrat d'engagement républicain	importé le 01 /12/2023	Oui
bilan et résultat 2022	importé le 01 /12/2023	Oui
bilan et résultat 2020	importé le 01 /12/2023	Oui
contrats de travail	importé le 01 /12/2023	Oui
lettres de mission signées	importé le 01 /12/2023	Oui

Obligations

L'octroi des aides FSE+ ou FTJ vous soumet à un certain nombre d'obligations visant au respect des principes et règles de bonne gestion des aides publiques et à faire connaître l'action de l'Union européenne :

1. Vous devez respecter le droit européen applicable, notamment les règles de mise en concurrence, la réglementation sur les aides d'Etat ainsi que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre de votre opération.
2. Conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, vous vous engagez à respecter les principes du contrat d'engagement républicain pour bénéficier de subventions publiques.
3. Concernant la publicité du cofinancement FSE+ ou FTJ, vous devez informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ ou FTJ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans l'article 50 du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021.
« Les bénéficiaires [...] font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération [...] :
 - a. En fournissant sur le site web professionnel ou les sites de médias sociaux du bénéficiaire, lorsque ces sites existent, une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris de sa finalité et de ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
 - b. En apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par les Fonds sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération, qui sont destinés au public ou aux participants ;
 - c. En apposant publiquement des plaques ou des panneaux d'affichage dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels ou l'achat d'équipement commence, en ce qui concerne : [...] les opérations soutenues par le FSE+, le FEAMP, le FSI, le FAMI et l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
 - d. En apposant publiquement, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, sur support papier ou électronique, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds (cette obligation ne s'applique pas aux actions de l'objectif spécifique « Lutter contre la privation matérielle en apportant une aide alimentaire et/ou une assistance matérielle aux personnes les plus démunies ») ;
 - e. Pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action de communication et en y associant la Commission et l'autorité de gestion responsable en temps utile. [...] » ;
4. Vous devez suivre de façon distincte dans votre comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : vous devez ainsi être en capacité d'isoler, au sein de votre comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

5. Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles de l'opération, les dépenses doivent être conformes aux règles nationales et européennes d'éligibilité des dépenses, en particulier celles fixées dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022.
6. En vue du paiement des aides FSE+ ou FTJ, vous devez remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution établi(s) dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises.
7. Hormis le cas de dépenses couvertes par un forfait, seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont éligibles. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée. Elles doivent être éligibles par nature conformément au décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 précité.
8. Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution intermédiaire ou final transmis par l'applicatif « Ma Démarche FSE+ ». A ce titre, vous devez communiquer au service gestionnaire l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle. Seront notamment attendus :
 - a. Les pièces justifiant du respect de l'obligation de publicité liée au soutien de l'opération par le FSE+ ou le FTJ ;
 - b. Les pièces justifiant de la réalisation de l'opération ;
 - c. Les pièces comptables justifiant des dépenses déclarées au réel ;
 - d. Les pièces comptables permettant de justifier du rattachement des dépenses déclarées à l'opération ;
 - e. Les justificatifs liés aux ressources encaissées à la date du bilan ;
 - f. Les pièces justificatives relatives à l'éligibilité des participants accompagnés et valorisés au bilan si tel est le cas.
9. Pour toutes les opérations pour lesquelles il est possible d'identifier nominativement des participants, vous avez l'obligation de renseigner dans le système d'information Ma Démarche FSE+ au fil de l'eau et pour chaque participant les données relatives à l'identification du participant, à sa situation à l'entrée et à la sortie immédiate de l'opération. Il est en outre nécessaire de renseigner les indicateurs relatifs au projet (indicateurs dits « entités »), prévues dans la réglementation européenne.
10. A ce titre, et conformément au Règlement général n°2016/679 sur la protection des données et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous avez la responsabilité de respecter les obligations en matière de sécurité et de confidentialité des données collectées, notamment en termes de loyauté, de finalité du traitement, d'intégrité des données et d'information des participants. Conformément auxdits textes, le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la protection des données de la Délégation générale à l'emploi et à la formation

professionnelle à l'adresse suivante : dgefp.protectiondesdonnees@emploi.gouv.fr. Le bénéficiaire s'engage à informer les participants de leurs droits dans ce domaine. Les participants doivent en outre être informés des dispositions mentionnées à l'article 32 de la loi susmentionnée.

11. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives des dépenses déclarées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit à minima cinq ans à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'autorité de gestion verse le dernier paiement au bénéficiaire, sans préjudice des règles régissant les aides d'Etat. Vous serez informé de cette date par le service gestionnaire.
12. Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, vous vous engagez à vous soumettre à tout contrôle administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de votre comptabilité, effectué par le service gestionnaire ou toute autre instance nationale ou européenne habilitée.
13. Le suivi des temps des personnels valorisés sur l'opération doit être conforme aux modalités définies par le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022. A ce titre, pour les personnels affectés à temps fixe par mois sur l'opération concernée, les pièces sont des copies de fiches de poste ou des copies de lettres de mission ou des copies des contrats de travail. Ces documents précisent les missions, la période d'affectation des personnels à la réalisation du projet et doivent avoir été acceptés par l'autorité de gestion. Pour les personnels affectés à temps variable à la réalisation de l'opération, les pièces sont des copies de fiches de temps, à minima mensuelles datées et signées par le salarié et son responsable hiérarchique, ou des extraits de logiciel de gestion de temps permettant de tracer le temps dédié à l'opération. Leurs rémunérations sont comptabilisées dans le poste de dépenses directes de personnel. En revanche, la rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc.) est comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes.
14. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations liées à un cofinancement par le FSE+ ou FTJ et je m'engage à respecter les dispositions en matière de suivi des entités et des participants

Oui

Choix du signataire

Nom

GRAND

Prénom

Pascal

Téléphone

0616999029

Adresse mail

fit-formation@orange.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-31

**Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Rejet de l'opération 202304357 -
UDAF - Maison des familles itinérantes**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-28 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets FSE+ "Inclusion sociale – 2024" n°ARA-OI621 ;

Considérant le mail du porteur de projet UDAF en date du 31 janvier 2024 faisant part de son choix d'abandonner la demande de subvention N°202304357 déposée sous MDFSE+ ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de rejeter l'opération n°202304357 intitulée « Maison des familles itinérantes » déposée par le porteur de projet UDAF dans le cadre de l'appel à projets « Inclusion sociale - 2024 » puis abandonnée via MaDémarcheFSE+.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-32

**Sélection des opérations FSE+ 2024 - Inclusion sociale - Rejet de l'opération 202304576 -
UDAF - La maison du numérique**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le décret modifié n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les Fonds européens ;

Vu le décret n°2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu la modification de l'instruction budgétaire et comptable M52 des Départements et de leurs établissements publics administratifs, annexée à l'arrêté du 21 octobre 2003 modifié ;

Vu le Programme national FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences n°2021FR05SFPR001 ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le projet de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » et donnant délégation à la Commission Permanente la mise en œuvre de la convention et la sélection des opérations cofinancées par du FSE+ « Emploi-Inclusion-Jeunesse Compétences » ;

Vu la délibération n°23CP07-28 de la Commission Permanente du 29 septembre 2023 approuvant l'appel à projets "Inclusion sociale 2024" n° ARA-OI621 ;

Considérant le mail du porteur de projet UDAF en date du 31 janvier 2024 faisant part de son choix d'abandonner la demande de subvention N°202304576 déposée sous MDFSE+ ;

Après avoir pris connaissance du rapport d'instruction et des avis émis par le comité de programmation régional, le comité de préprogrammation et le service instructeur ;

- **DECIDE** de rejeter l'opération n°202304576 intitulée « La maison du numérique » déposée par le porteur de projet UDAF dans le cadre de l'appel à projets « Inclusion sociale - 2024 » puis abandonnée via MaDémarcheFSE+.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-33

Chéquier PASSCANTAL saison 2024-2025 - Convention avec les partenaires

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD03-4 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 décidant la reconduction du chéquier PASSCANTAL pour quatre nouvelles saisons (2024-2025, 2025-2026, 2026-2027, 2027-2028) ;

Vu la délibération n°23CD05-23 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la jeunesse pour 2024 et l'inscription des crédits relatifs notamment au chéquier activités PassCantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre ;

- **ACTE** le renouvellement, pour quatre nouvelles saisons (2024-2025, 2025-2026, 2026-2027, 2027-2028), du dispositif chéquier PASSCANTAL en faveur des jeunes âgés de 3 à 17 ans dont la résidence principale se situe dans le Cantal.

- **APPROUVE** les modalités de mise en oeuvre du chéquier pour la saison 2024-2025.

- **CONFIRME** la composition suivante du chéquier :

- 1 chèque activités sportives ou culturelles de 18 € (contre 12 € précédemment),
- 1 chèque activités sportives (dont UNSS) ou culturelles de 5 €,
- 1 chèque activités sportives, culturelles ou de loisirs de 5 €,
- 2 chèques cinéma d'un montant respectif de 3 €,
- 2 chèques pour l'achat de livres ou de partitions de musique d'un montant respectif de 4,50 €,
- 2 chèques activités saisonnières estivales ou hivernales d'un montant respectif de 8 €,
- 2 chèques ski alpin d'un montant respectif de 8 €,
- 5 chèques accueil de loisirs d'un montant respectif de 5 €.

- **ADOpte** la convention à établir pour la campagne 2024-2025 entre le Conseil départemental et chaque partenaire, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention avec chacun des partenaires.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CHEQUIER ACTIVITES PASSCANTAL

SAISON 2024-2025

CONVENTION D'ADHESION DES PARTENAIRES

Entre les soussignés :

Le Conseil départemental du Cantal, Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du 29 mars 2024.

Ci-après dénommé, « le Département du Cantal ».

D'une part,

ET

La structure.....

Dont le siège est à

Représentée par

En sa qualité de

N° de Siret.....

Ci-après dénommé, le partenaire.

D'autre part,

Préambule

Dans le cadre de son action en faveur de la jeunesse et de sa politique d'aide à l'accès aux sports, à la culture, aux accueils de loisirs et aux transports, le Département du Cantal souhaite reconduire, **à partir du 17 juin 2024 et jusqu'au 16 juin 2025**, une opération destinée à favoriser la pratique et la découverte d'activités sportives, culturelles et de loisirs, en dehors du temps scolaire et périscolaire.

Cette opération se matérialise par la mise à disposition auprès des jeunes **âgés de 3 à 17 ans (nés entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2021) dont la résidence principale se situe dans le Cantal**, d'un chéquier de réduction d'une valeur de **100 €** accessible au prix de **8 €**.

Il se compose de 16 chèques détaillées ci-après :

- 1 chèque activités sportives ou culturelles de **18 €** pour une adhésion, un abonnement, un stage,
- 1 chèque activités sportives (dont UNSS) ou culturelles de **5 €** pour une entrée, découverte,
- 1 chèque activités sportives ou culturelles ou de loisirs de **5 €** pour une entrée, découverte,
- 2 chèques cinéma de **3 €**,
- 2 chèques achat de livres ou partition de musique de **4,50 €**,
- 2 chèques activités saisonnières estivales ou hivernales de **8 €**,
- 2 chèques « ski alpin » de **8 €**,
- 5 chèques accueil de loisirs/séjours de **5 €**.

Ce chéquier de réduction permet d'encourager la pratique régulière ou ponctuelle d'une activité ou bien de découvrir des manifestations dans tout le département. Il permet aussi de fréquenter les Accueils de Loisirs Sans Hébergement ou de partir en camps de vacances agréés par la DSDEN.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre du partenariat entre le Conseil départemental et les structures susceptibles de proposer les activités qui correspondent aux 16 chèques du chéquier PASSCANTAL.

Elle permet de préciser les modalités d'encaissement de ces chèques par ces structures dans le cadre de leur utilisation par les familles et de leur remboursement ensuite.

Ce remboursement s'opère dans le cadre d'un marché passé par le Département et le prestataire DOCAPOSTE APPLICAM basé à METZ chargé de la gestion de ces remboursements.

Article 1 : Choix des partenaires

Ne seront retenues comme partenaires que les structures cantaliennes reconnues par le Conseil départemental dans le cadre de ses politiques sectorielles et disposant d'un professionnel qualifié pour l'activité proposée ou faisant appel à un prestataire extérieur qualifié.

Pourront être partenaires, **à titre exceptionnel** :

- des structures dont le siège social est situé en dehors du département mais qui proposent une activité dans le Cantal qui n'existe pas par ailleurs,
- des structures, dans les départements limitrophes, proposant une activité au plus près des familles cantaliennes,
- des structures ne disposant pas de personnel qualifié et proposant une activité exclusive de loisirs (ex. parcs d'attractions, structures gonflables, aquapark, escape game ...). Ces structures pourront encaisser le chèque « activités sportives ou culturelles ou de loisirs » pour une entrée de 5 € sous réserve de validation par le Conseil départemental de l'activité proposée.

Aucune structure à connotation politique ou religieuse ne pourra être sélectionnée. Le Conseil départemental est le seul habilité à valider le choix des partenaires et les activités du partenaire.

Article 2 : Adhésion au dispositif

Le partenaire déclare expressément adhérer, selon les modalités définies dans la présente convention, au dispositif mis en place par le Département du Cantal. Il accepte pour la durée de la convention, les chèques contenus dans le chéquier comme mode de paiement, et relevant de son domaine d'activité (voir annexe).

Article 3 : Utilisation des chèques

Le chéquier est utilisable sur le territoire départemental, du **17 juin 2024 jusqu'au 16 juin 2025**.

Les chèques ne peuvent être utilisés si la valeur du règlement est inférieure ou égale à la valeur faciale du chèque concerné.

Dans le cadre d'une adhésion, d'un stage ou d'un abonnement, les chèques d'une valeur respective de 18 € et de 5 € sont cumulables pour les thématiques sport et/ou culture.

De même, dans le cadre d'un stage, ces chèques sont cumulables avec les chèques de 8 € activités saisonnières estivales ou hivernales, sous réserve que l'activité ait lieu entre le 17 juin 2024 et le 15 septembre 2024 ou entre le 14 décembre 2024 et le 31 mars 2025.

Le chèque « activités sportives ou culturelles ou de loisirs » de 5 € n'est cumulable avec aucun autre chèque lorsqu'il s'agit de régler une entrée dans une structure proposant une activité dite de loisirs (ex. : parcs d'attractions, structures gonflables, aquapark, escape game...).

Article 4 : Engagements du partenaire

Le partenaire s'engage à accepter, pour la durée de la présente convention, et uniquement pour les activités pour lesquelles il a conventionné, les chèques contenus dans le chéquier comme titre de paiement.

Le partenaire déclare :

- Que son établissement est ouvert au public, et conforme à ce titre à l'ensemble des obligations légales notamment en terme de condition d'encadrement et d'accueil (hygiène et sécurité).
- Qu'il accepte de mettre à disposition du public, les documents d'information destinés à promouvoir l'opération Chéquier Activités PASSCANTAL.
- Qu'il apposera, dans son établissement et ou sur tout autre endroit aisément accessible et visible du public, les moyens d'informations fournis, signalant au public son appartenance au réseau des partenaires acceptant les chèques du chéquier activités PASSCANTAL.
- Qu'il accepte d'agir envers le bénéficiaire du chéquier comme envers tout autre personne bénéficiaire de la structure.
- **Qu'il vérifie préalablement l'identité du bénéficiaire par la production d'une pièce d'identité ou du livret de famille ou du passeport.**
- **Qu'il s'engage à n'accepter que les chèques pour lesquels il a signé la convention en référence à l'annexe de la présente convention.**
- **Avoir pris une assurance spécifique en responsabilité civile pour la couverture des activités proposées.**
- Qu'il s'engage à n'échanger les chèques, ni contre de l'argent, même partiellement, ni contre d'autres produits (carterie, catalogue, programme, etc. ...) qu'il pourrait vendre.

Article 5 : Responsabilité

Le Département du Cantal n'est en aucun cas responsable des accidents qui pourraient survenir chez un partenaire lors de la pratique d'une activité par un bénéficiaire du dispositif.

Article 6 : Liste des partenaires

Le Département du Cantal s'engage à faire figurer le nom, l'adresse et les coordonnées téléphoniques du partenaire dans un guide d'information à destination de chacun des jeunes concernés par le dispositif. Chacun d'eux, pourra avoir accès à ce guide sur le site internet du Département du Cantal. Le Département est le seul à décider de l'adhésion ou non d'un partenaire au dispositif.

Article 7 : Transmission des informations du partenaire

Le partenaire s'engage à communiquer les informations à paraître dans le guide des partenaires en complétant le plus précisément possible les pages 5 & 6 de la présente convention.

Article 8 : Remboursement du partenaire

Le partenaire retournera une fois par mois à ses frais, au siège de DOCAPOSTE APPLICAM, l'ensemble des chèques collectés et acceptés comme titre de paiement, accompagnés d'un bordereau de remboursement fourni au préalable par le Département du Cantal et dûment complété. Il gardera comme preuve de remise le coupon prédécoupé de chaque chèque.

Une copie de ce bordereau complété sera par ailleurs adressée au Département du Cantal au moment de l'envoi au siège de DOCAPOSTE APPLICAM. Si le Département du Cantal n'est pas destinataire de cet exemplaire, les services ne pourront pas intervenir en cas de litige avec le prestataire.

Le partenaire sera remboursé au prix de la valeur faciale du chèque accepté, si l'activité mentionnée sur ce chèque figure bien dans les activités validées par le Département conformément aux informations figurant en annexe de la présente convention.

Pour être acceptés au remboursement, les chèques doivent porter au verso le cachet du partenaire et la date de remise.

Les chèques reçus par DOCAPOSTE APPLICAM seront remboursés, au plus tard, dans un délai d'un mois après réception.

Les chèques sont valables jusqu'au 16 juin 2025 et seront remboursés jusqu'à la date butoir du 16 juillet 2025. Cette période de validité doit être impérativement respectée pour obtenir le remboursement de la valeur faciale indiquée sur chaque chèque. Toute demande de remboursement transmise après cette date sera rejetée.

Article 9 : Encaissement des chèques

Le partenaire potentiel s'engage à n'encaisser les chèques PASSCANTAL que lorsqu'il a conventionné avec le Conseil départemental, **tout chèque encaissé avant la signature de la convention entre les deux parties ne sera pas remboursé.**

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature jusqu'au 16 juin 2025.

Article 11 : Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité, le partenaire s'engage à avertir DOCAPOSTE APPLICAM et le Département du Cantal. La présente convention s'arrêtera automatiquement.

Article 12 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par le partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

Le Département peut à tout moment résilier cette convention dans l'hypothèse où l'opération Chéquier Activités PASSCANTAL viendrait à faire l'objet d'une suppression ou d'une modification profonde résultant de décisions prises par les organes délibérants du Département du Cantal.

Si le partenaire ne respecte pas les termes de la présente convention, le Département du Cantal pourra résilier à tout moment la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention pour quelque motif que ce soit ne permettra aucune indemnisation du partenaire par le Département du Cantal. Cependant, son exécution se prolongera jusqu'à remboursement total des prestations offertes dans un délai de 2 mois à compter de la date de résiliation.

En cas de résiliation, pour quelque cause que ce soit, le partenaire s'engage à cesser immédiatement toute référence et toute utilisation promotionnelle.

Article 13 : Juridiction compétente

Tout litige intervenant dans le cadre de l'application de la présente convention sera soumis, à défaut de règlement amiable, au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Le.....
Pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président,
Bruno FAURE

Fait à.....
Pour le partenaire,

CHEQUIER ACTIVITES PASSCANTAL 2024/2025

FICHE DE PRESENTATION DES PARTENAIRES

NOM ET ADRESSE EXACTE DU SIEGE DE LA STRUCTURE OU DU RESPONSABLE DE LA STRUCTURE
(à compléter OBLIGATOIREMENT) :

.....

.....

.....

ADRESSE EXACTE DU LIEU DE PRATIQUE (s'il est différent du siège)
(à compléter OBLIGATOIREMENT) :

.....

.....

.....

COORDONNEES TELEPHONIQUES ET EMAIL DE LA STRUCTURE OU DE SON RESPONSABLE
(à compléter OBLIGATOIREMENT) :

.....

.....

NOM – PRENOM ET QUALIFICATION DES INTERVENANTS : Brevet fédéral ou Brevet d'État ou Diplôme d'État ou curriculum vitae pour les artistes intervenants
(à compléter OBLIGATOIREMENT pour les structures encaissant les chèques activités sportives et/ou culturelles) :

.....

.....

.....

ACTIONS PAYANTES POUR LESQUELLES LES CHEQUES PEUVENT ÊTRE UTILISÉS :

➤ **SPORT et/ou CULTURE :**

- Adhésion, abonnement, stage (chèque de 18 €) : oui ☐ non ☐
Si oui, préciser la nature :

- Découverte, entrées spectacle, match, autre manifestation (chèque de 5 €) : oui ☐ non ☐
Licence UNSS

➤ **SPORT et/ou CULTURE et/ou LOISIRS :**

- Découverte, entrées spectacle, match, autre manifestation (chèque de 5 €) : oui ☐ non ☐

➤ **CINEMA** (chèque de 3 €) : oui ☐ non ☐

➤ **LIVRES OU PARTITION DE MUSIQUE** (chèque de 4,5 €) : oui ☐ non ☐

➤ **ACTIVITES SAISONNIERES ESTIVALES OU HIVERNALES** (chèque de 8 €) : oui ☐ non ☐

Du 17 juin 2024 au 15 septembre 2024

Du 14 décembre 2024 au 31 mars 2025

Si oui, préciser l'activité (activité qui est obligatoirement liée à la saison) :

➤ **FORFAIT « SKI ALPIN »** - SAEM Super-Lioran – (chèque de 8 €) : oui ☐ non ☐

➤ **ACCUEIL DE LOISIRS/SEJOURS** - (chèque de 5 €) : oui ☐ non ☐

DATE ET SIGNATURE DU PARTENAIRE :

Le responsable du présent traitement est le Président du Conseil départemental du Cantal. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion des bénéficiaires des actions mises en place en faveur des jeunes dans le cadre du dispositif PASSCANTAL et des dispositifs qui y sont rattachés. Les destinataires des données sont : les agents de la mission PASSCANTAL du Conseil départemental, ainsi que l'entreprise DOCAPOSTE APPLICAM, fournisseurs des chèquiers PASSCANTAL. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous pouvez accéder aux données personnelles vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de celles-ci en formulant votre demande, avec justificatif d'identité, auprès du Délégué à la Protection des Données du Département du Cantal, 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC Cedex, dpo@cantal.fr.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-34

Aide aux collèges publics pour les transports occasionnés par les déplacements pédagogiques

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'éducation et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **ATTRIBUE** aux collèges publics une aide financière pour un montant global de 86 162 € au titre de la participation aux dépenses occasionnées par les activités pédagogiques selon les modalités précisées dans le tableau en annexe de la délibération.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 657381 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Etablissement	subvention proposée
Maurice Peschaud Allanche	2 510,00 €
La Ponétie Aurillac	4 000,00 €
La Jordanne Aurillac	4 000,00 €
Jeanne de la Treilhe Aurillac	3 935,00 €
Jules Ferry Aurillac	4 000,00 €
Louis Pasteur Chaudes Aigues	4 000,00 €
Georges Pompidou Condat	3 998,00 €
Val de Cère Laroquebrou	4 000,00 €
Pierre Galéry Massiac	4 000,00 €
Le Méridien Mauriac	3 959,00 €
Portes du Midi Maurs	4 000,00 €
Marcellin Boule Montsalvy	4 000,00 €
Georges Pompidou Murat	4 000,00 €
Gorges de la Truyère Pierrefort	4 000,00 €
Raymond Cortat Pleaux	4 000,00 €
Georges Bataille Riomès Montagnes	3 792,00 €
Henri Mondor Saint Cernin	3 968,00 €
Blaise Pascal Saint Flour	4 000,00 €
La Vigière Saint Flour	4 000,00 €
Jean Dauzié Saint Mamet	4 000,00 €
Jean de la Fontaine Vic sur Cère	4 000,00 €
Georges Brassens Ydes	4 000,00 €
	86 162,00 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-35

Bourses départementales d'enseignement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD03-5 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 relative à l'évolution du dispositif d'attribution des bourses départementales d'enseignement ;

Vu la délibération n°23CD05-23 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la jeunesse pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu la délibération n°23CD05-24 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 relative à l'attribution de la 1^{ère} vague des bourses départementales d'enseignement pour l'année 2023-2024 ;

- **ATTRIBUE** à 121 bénéficiaires les bourses départementales d'enseignement auxquels ils peuvent prétendre au titre de l'année scolaire 2023-2024, conformément aux montants qui figurent sur les listes annexées à la présente délibération.

Le montant total de l'attribution s'élève à 17 150 € réparti comme suit :

- 11 775 € pour 97 collégiens,
- 5 375 € pour 24 étudiants.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au Chapitre 65 Nature 65131 Fonction 288 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE BENEFICIAIRES BOURSES COLLEGES 2023-2024 VAGUE 2

NOM	PRENOM	CANTON	MONTANT BOURSE
		Mauriac	100 €
		Aurillac 3	150 €
		Aurillac 3	150 €
		Mauers	100 €
		Naucelles	150 €
		Aurillac 1	100 €
		Riom les Montagnes	125 €
		Saint Flour 1	100 €
		Aurillac 2	150 €
		Aurillac 2	125 €
		Aurillac 1	150 €
		Vic sur Cère	100 €
		Mauers	100 €
		Naucelles	125 €
		Saint Flour 2	100 €
		Saint Flour 1	150 €
		Saint Flour 2	100 €
		Mauers	100 €
		Saint Flour 2	100 €
		Aurillac 2	100 €
		Aurillac 2	100 €
		Saint Flour 2	100 €
		Mauers	125 €
		Aurillac 3	100 €
		Aurillac 2	100 €
		Naucelles	100 €

		Aurillac 3	150 €
		Mauriac	150 €
		Mauriac	150 €
		Apajon sur Cère	100 €
		Maur	100 €
		Vic sur Cère	100 €
		Neuvéglise	150 €
		Aurillac 2	125 €
		Aurillac 2	125 €
		Maur	125 €
		Apajon sur Cère	100 €
		Maur	100 €
		Ydes	100 €
		Apajon sur Cère	150 €
		Aurillac 2	150 €
		Aurillac 2	150 €
		Apajon sur Cère	100 €
		Aurillac 3	150 €
		Maur	100 €
		Maur	150 €
		Vic sur Cère	100 €
		Vic sur Cère	100 €
		Saint Flour 1	150 €
		Saint Flour 1	150 €
		Maur	150 €
		Saint Flour 1	100 €
		Saint Flour 2	150 €
		Mauriac	150 €
		Apajon sur Cère	150 €
		Apajon sur Cère	150 €
		Ydes	100 €
		Mauriac	125 €
		Maur	150 €
		Aurillac 3	150 €
		Maur	125 €

		Ydes	125 €
		Arpajon sur Cère	100 €
		Vie sur Cère	100 €
		Mauriac	125 €
		Saint Flour 2	125 €
		Saint Flour 2	125 €
		Naucelles	150 €
		Ydes	100 €
		Saint Flour 1	100 €
		Riom és Montagnes	100 €
		Saint Flour 2	150 €
		Naucelles	100 €
		Saint Flour 1	100 €
		Murat	125 €
		Saint Flour 2	100 €
		Saint Flour 2	100 €
		Aurillac 2	100 €
		Saint Flour 1	150 €
		Aurillac 1	100 €
		Aurillac 2	100 €
		Naucelles	100 €
		Aurillac 2	150 €
		Murs	125 €
		Saint Flour 1	100 €
		Aurillac 2	125 €
		Arpajon sur Cère	100 €
		Ydes	125 €
		Naucelles	100 €
		Arpajon sur Cère	100 €
		Aurillac 1	100 €
		Mauriac	150 €
		Aurillac 2	150 €
		Aurillac 2	150 €
		Aurillac 2	150 €
		Saint Paul des Landes	150 €

LISTE BENEFICIAIRES BOURSES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR 2023-2024 VAGUE 2

NOM	PRENOM	CANTON	MONTANT BOURSE
		Mauriac	100 €
		Naucelles	300 €
		Neuvéglise	150 €
		Saint Paul des Landes	100 €
		Aurillac 2	300 €
		Neuvéglise	375 €
		Naucelles	375 €
		Mauris	100 €
		Ydes	100 €
		Aurillac 2	300 €
		Ydes	150 €
		Murat	100 €
		Riomès Montagnies	100 €
		Riomès Montagnies	100 €
		Murat	300 €
		Murat	100 €
		Mauriac	525 €
		Saint Flour 1	100 €
		Neuvéglise	100 €
		Aurillac 1	225 €
		Naucelles	450 €
		Aurillac 3	100 €
		Arpajon sur Cère	375 €
		Ydes	450 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-36

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Salers -
Rénovation et requalification du camping du Falgoux**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-13 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement relevant du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Salers pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : aménagement d'une aire de camping-car et en une partie de la rénovation du gîte d'étape et du bâtiment d'accueil/sanitaires du camping, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
158 000 € H.T.	Conseil départemental CCD - 18,99 %	30 000 €
Base de dépense éligible pour le Département	Autofinancement - 81,01 %	128 000 €
158 000 € H.T.	TOTAL	158 000 €

- **ATTRIBUE** à la Commune du Falgoux une subvention de 30 000 € pour les travaux de rénovation et de réhabilitation du camping communal (troisième tranche) ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 158 000 € H.T. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire du Pays de Salers pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-37

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Commune du Rouget-Pers - Création de deux cellules commerciales

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

***Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) :** Gilles COMBELLE se retire et ne participe pas au vote.*

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n° 23CD02-10 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du nouveau projet de territoire établi au titre du Contrat Cantal Développement 2022-2027 de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de création de deux cellules commerciales, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents. Les équipements mobiliers sont exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
435 850 € HT	Conseil départemental	60 000 €
Base de dépense éligible pour le Département : 385 000 €	Etat (DETR)	130 755 €
	Autofinancement	245 095 €
TOTAL		435 850 €

- **ATTRIBUE** à la Commune du Rouget-Pers une subvention de 60 000 € pour les travaux de création de deux cellules commerciales ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 385 000 € HT.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-38

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Hautes Terres Communauté -
Réhabilitation de la piscine municipale de Massiac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) : Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n°23CD02-11 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions du nouveau projet de territoire établi au titre du Contrat Cantal Développement 2022-2027 de Hautes Terres Communauté ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues, à savoir les travaux de réhabilitation de la piscine municipale, incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents, les frais d'acquisition de mobilier étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
	Conseil départemental	328 179 €
	Conseil Régional	350 000 €
	Agence de l'Eau	101 500 €
	Etat DETR 2022	405 159 €
	DETR/DIAG	6 500 €
	Autofinancement	1 938 220 €
	TOTAL	3 129 558 €

3 129 558€ H.T.
Base de dépense éligible pour le département :
2 187 863 € H.T.

- **ATTRIBUE** à la Commune de Massiac une subvention de 328 179 € pour les travaux réhabilitation de la piscine municipale incluant les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 2 187 863 € H.T.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-39

Convention de mise à disposition d'un local au sein de la MSD de Mauriac en faveur de la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local au sein de la MSD de Mauriac en faveur de la CARSAT, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL AU SEIN
DE LA MAISON DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE DE MAURIAC
EN FAVEUR DE LA CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 29 mars 2024,
D'une part,

Et

LA CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE SANTÉ AU TRAVAIL (CARSAT), sis 3 Rue Eloy Chapsal - 15000 AURILLAC, représentée par son Directeur, Jean-Christophe CRULLI
Ci-après dénommé le locataire ou CARSAT,
D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

La Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au Travail est un organisme de droit privé de la sécurité sociale ayant une mission de service public. Cet organisme, ayant une compétence régionale, est responsable de l'orientation des personnes qui cotisent auprès des Caisses d'assurance vieillesse et maladie. Il intervient également pour informer les assurés et pour les accompagner afin qu'ils puissent liquider leurs droits à la retraite dans les meilleures conditions.

Dans le cadre de ses missions, la CARSAT est amenée à rencontrer des assurés sur le bassin de Mauriac. Le Département est ainsi sollicité pour la mise à disposition de locaux.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'accueil de la CARSAT dans le local mis à disposition à la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac propriété du Département du Cantal.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition de la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au Travail un bureau selon les disponibilités ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant à la Maison de la Solidarité Départementale de Mauriac, sise 28 rue d'Enchalade,

- Tous les 3èmes vendredis du mois, de janvier à juin et de septembre à décembre, de 9h à 12h et de 13h30 à 16h.

En cas de besoin à un autre moment, la CARSAT effectuera une demande spécifique.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le local mis à disposition de la CARSAT est à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule aux présentes.

La Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au Travail informera l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Le personnel de la CARSAT s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état le bureau tel qu'il l'a trouvé à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité de la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au Travail, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

La Caisse d'Assurance Retraite et de Santé Au Travail voit sa responsabilité engagée en cas de dommages aux biens ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 19 avril 2024 pour une durée de trois ans. Elle se renouvellera de manière expresse à la demande du locataire.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour la Caisse d'Assurance Retraite et de Santé
Au Travail,

Jean-Christophe CRULLI

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-40

Espaces Naturels et Ruraux - Conventions d'objectifs avec les associations partenaires

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-35 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions dans le domaine de la préservation, de la valorisation des espaces naturels et de l'aménagement foncier rural et donnant délégation à la Commission permanente pour examiner les projets de conventions de partenariat avec les associations compétentes dans les domaines de l'environnement et l'attribution des subventions correspondantes ;

- **APPROUVE** les conventions annuelles d'objectifs établies entre le Département et les quatre structures associatives suivantes :

- le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) de Haute Auvergne,
- le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) d'Auvergne,
- la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDAAPPMA),
- la Mission Haies,

telles qu'elles figurent en annexe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

- **ATTRIBUE** les subventions suivantes, aux bénéficiaires désignés dans le tableau ci-après, en soutien à la mise en œuvre des programmes d'actions décrits dans les conventions annuelles d'objectifs pour l'année 2024 :

Bénéficiaire	Objet	Montant total éligible (budget estimatif)	Subvention
CPIE de Haute Auvergne	Convention d'objectifs	75 500 €	18 000 €
CEN Auvergne	Convention d'objectifs	22 360 €	10 950 €
Fédération Départementale pour la Pêche (FDAAPPMA)	Convention d'objectifs	127 810 €	21 255 €
UFHA - Mission Haies	Convention d'objectifs	29 640 €	11 778 €

Les dépenses d'un montant global de 61 983 € seront imputées sur les crédits :

- du chapitre 65 nature 6574 fonction 738 du budget départemental pour un total de 46 728 €,
- du chapitre 204 nature 20422 fonction 738 du budget départemental pour un total de 15 255 €.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS N°24/C....

Entre

Le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 23 février 2024,

d'une part,

et

La **Maison des Volcans**, association désignée Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement de Haute Auvergne, sis Château Saint-Etienne 15 000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Bernard PROULT,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJECTIFS ET CONTENU DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'accompagnement du Département à la mise en œuvre d'un programme d'animation, d'information et d'éducation à l'environnement envers tous les publics, porté par le C.P.I.E. de Haute Auvergne, durant l'année 2024.

Dans le cadre de la présente convention, le C.P.I.E. développera plus précisément les points suivants :

- **Éducation à l'environnement et au développement durable**
 - séances pédagogiques à l'attention des élèves des écoles primaires du Cantal sur les thèmes suivants : eau (rivières, zones humides, eau potable, assainissement...), milieux naturels, paysage et biodiversité, énergies renouvelables, développement durable...
 - appui méthodologique et informations environnementales aux enseignants dans la construction de leurs projets pédagogiques,
 - organisation et animations de rencontres grand public, diffusion d'expériences et de connaissances...
- **Actions envers les territoires et expérimentations**
 - Développement et animation du Point d'Information Biodiversité (PIB)
 - Animation de plusieurs programmes de sciences participatives :
 - « Un dragon ? Dans mon jardin ! »
 - Jardin'R...

- **Participation aux démarches départementales**

- accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre des politiques départementales (Schéma départemental de gestion des milieux aquatiques, Stratégie en faveur des Espaces Naturels Sensibles,...).

Pour mettre en œuvre ces missions, deux réunions (réunion de lancement et de bilan) seront organisées avec les services concernés du Conseil départemental.

Un programme opérationnel sera établi entre les deux parties en début d'exercice et annexé à la présente convention. Le contenu de ce programme peut être amené à évoluer en cours d'année au regard de contextes particuliers dans la mesure où ces évolutions ne remettent pas en cause les objectifs de la convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Les deux partenaires s'accordent sur le dispositif suivant :

- Le C.P.I.E. apporte les moyens techniques et le savoir-faire nécessaires ainsi que son expérience acquise sur le terrain dans les domaines de l'animation et de l'éducation à l'environnement, de la connaissance et de la gestion de l'environnement.
- Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement la réalisation du programme d'actions ci-annexé.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION

Pour conduire l'ensemble de ces activités de sensibilisation à l'environnement, d'information et de contribution à la connaissance de l'environnement, le C.P.I.E. s'appuiera sur son équipe pluridisciplinaire. Le soutien apporté par le Département s'ajoutera à celui de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, pour l'animation du Centre de Ressources, les actions de sensibilisation à l'environnement, le fonctionnement général de la structure.

Il est rappelé que dans un objectif de développement de la mission générale les différentes actions détaillées dans le programme d'actions annexé pourront bénéficier d'autres subventions. De même, la présente convention n'exclut pas d'autres formes de partenariat technique et financier entre le C.P.I.E. et le Département.

Le C.P.I.E. informera le Conseil départemental du déroulement des activités à partir des éléments présentés annuellement en assemblée générale de l'association et communiqués à l'U.N.C.P.I.E. Il produira notamment un compte rendu détaillé de la mise en œuvre de la présente convention. Le Conseil départemental s'attache à préserver et à faire respecter l'autonomie et la spécificité du C.P.I.E.

ARTICLE 4 – MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DEPARTEMENTALE

Afin de soutenir la mise en œuvre du programme d'actions décrit en annexe et dont le coût global est évalué à 75 500 €, le Département versera au C.P.I.E. une subvention d'un montant de **18 000 €** (soit un taux de participation de 24%).

Cette subvention sera répartie comme suit :

- 6 000 € en faveur du programme d'animations pédagogiques,
- 6 500 € en soutien aux actions envers les territoires et expérimentations,
- 4 500 € au titre de la participation aux démarches départementales,
- 1 000 € au titre du suivi et bilan de la convention.

Le paiement sera effectué en 2 versements :

- 1/ premier acompte de 70% après signature de la convention,
- 2/ solde sur présentation d'un compte-rendu technique et financier d'exécution des missions au plus tard le 10 décembre 2024.

La subvention sera versée à l'ordre de :

Association Maison des Volcans
Compte n°16806 / 04821 / 21651698000 / 21

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – RESILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

8.1 – Sanctions

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans accord écrit des conditions d'exécution de la convention par le C.P.I.E., le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de sa subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

8.2 – Contrôle de l'administration

Le C.P.I.E. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation des missions qui lui ont été confiées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

8.3 – Evaluation

Un comité de suivi, associant les services du Conseil départemental et l'équipe technique du C.P.I.E., assurera un accompagnement de la mission.

Il est rappelé que l'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Fait en deux exemplaires à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Le Président du C.P.I.E. de Haute Auvergne,

Bruno FAURE

Bernard PROULT

ANNEXE

PROGRAMME PREVISIONNEL DES ACTIONS ET JUSTIFICATIF FINANCIER

1/ Éducation à l'environnement et au développement durable

- Animations pédagogiques à destination des scolaires

Le C.P.I.E. propose aux écoles du département une vingtaine de thèmes d'activités différents, pour les cycles 1, 2 et 3. Ces thèmes liés à l'environnement et au développement durable sont répartis en 6 axes : Eau, Biodiversité, Changement climatique, Agir pour l'Environnement et Approche géographique du territoire.

En complément des animations, le CPIE apportera des appuis méthodologiques et des informations environnementales aux enseignants qui le consulteront pour une aide à la construction de leurs projets pédagogiques. L'objectif fixé est d'une centaine d'animations correspondant à environ 70 jours d'animation et de préparation.

- Actions d'éducation pour tous

Le C.P.I.E. proposera sur divers thèmes de l'environnement, en lien avec l'actualité ou des projets partenariaux :

- l'organisation et la réalisation au minimum de 4 animations envers le grand public incluant promotion, conception et création des outils de présentation,
- la participation à des forums, manifestations éco-touristiques, foires,
- la diffusion d'information via Internet et par la presse locale. Ce porter à connaissance sera développé dans le Département en vue d'une meilleure diffusion dans les territoires.

Le nombre de jours d'animation est estimé à 10 auxquels s'ajoutent la préparation, la promotion, le suivi et les frais liés aux déplacements. En fonction des thèmes développés, le CPIE recherchera des aides complémentaires auprès d'autres partenaires (CABA, Agence de l'eau Adour-Garonne, Agence Régionale de Santé, DREAL, fonds européens).

Coût total de l'action.....40 000 €
Département : subvention au taux de 15%.....6 000 €

2/ Actions envers les territoires et expérimentations

Le C.P.I.E. interviendra également dans plusieurs démarches novatrices sur le Département et initiées localement ou nationalement, afin d'améliorer la connaissance de l'environnement, de développer des actions d'animations et de sensibilisation auprès des acteurs locaux (porter à connaissance) et d'élaborer des outils méthodologiques. Le nombre de jours de travail est estimé à 60 jours.

- **Développement du Point d'Information Biodiversité (PIB)** qui a pour objectif de mettre à disposition du territoire une information pertinente sur la biodiversité du Cantal, de diffuser la connaissance acquise lors des programmes de sciences participatives développés par le CPIE et d'études diverses et d'animer des séances de sensibilisation. Le PIB se veut être un outil mobilisateur qui invite et donne des clés pour agir en faveur de la biodiversité.
- **Animation de plusieurs programmes de sciences participatives** auxquels tous les citoyens peuvent contribuer volontairement par de la collecte d'observations.

- « **Un Dragon ! dans mon jardin ?** » programme de sensibilisation et de protection des milieux aquatiques favorables aux Amphibiens en direction des populations et des acteurs territoriaux qui se traduit par des actions de sensibilisation, de communication presse, d'échanges avec des participants et des activités de conseils aux particuliers pour la gestion des milieux aquatiques.
- **Bienvenue dans mon jardin au naturel, Projet Jardin'R** : "Renouveau jardinier dans les territoires ruraux"- Animation d'un réseau de jardiniers, formation sur la biodiversité domestique et le changement climatique
- **Grand défi Biodiversité 2025** : préparation de l'édition 2025.

Coût total de l'action.....30 000 €
Département : subvention au taux de 21,66%**6 500 €**

3/ Soutien à la participation aux démarches départementales

Cet accompagnement bénéficie prioritairement à la Mission Espaces naturels et ruraux puis aux services d'autres directions, sur demande liée à des projets spécifiques.

- *Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles*
 - ✓ Participation à l'animation et à la relance du réseau de sites ENS : participation à des réunions des comités de suivi locaux et à l'élaboration de schémas directeurs de gestion des sites en vue de la définition de nouveaux contrats ENS,
 - ✓ Participation à différentes actions pilotées par le Conseil départemental dans le cadre de la Stratégie départementale en faveur des ENS : participation à la journée d'échanges avec les porteurs de projets ENS, animations sur des ENS...
 - ✓ Participation à l'élaboration de la Stratégie départementale en faveur de la biodiversité

Nb de jours : 7 jours

- *Réaménagement des cours de collèges en faveur de la biodiversité*

Accompagnement à la définition d'une méthodologie pour le réaménagement des cours de collèges à partir de l'exemple du collège de Pierrefort et travail sur une réponse globale sur cette problématique.

Nb de jours : 2 jours

Coût total de l'action4 500 €
Département : subvention au taux de 100%**4 500 €**

Suivi de la convention

Nb de jours : 2 jours 1 000 €
Département : subvention au taux de 100%**1 000 €**

Montant global des actions	75 500 €
Autofinancement CPIE et autres financements.....	57 500 €
Contribution du Département	18 000 €
(Soit un taux d'aide de 24%)	

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

N°24/C....

ENTRE

Le **DÉPARTEMENT DU CANTAL**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, autorisé à cet effet par délibération de la Commission permanente en date du 23 février 2024,

D'UNE PART,

ET

Le **CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS D'AUVERGNE**, dénommé ci-après CEN Auvergne, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, Moulin de la Croûte, rue Léon Versepuy, 63 200 RIOM, représenté par sa Présidente, Madame Éliane AUBERGER, autorisée à cet effet par délibération du Conseil d'administration en date du 19 janvier 2024,
N° RNA W 634000109
N° SIRET : 344 896 998 00020

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

- Le CEN Auvergne est une association loi 1901 agréé par l'État et la Région Auvergne en tant que Conservatoire d'espaces naturels (article L414-11 du Code de l'environnement). Il est également agréé au titre de la protection de l'environnement (article L141-1 du code de l'environnement) et au titre d'entreprise solidaire (article L3332-17-1 du code du travail). Il est adhérent à la Fédération Nationale des Conservatoires d'espaces naturels.

Les actions menées par le CEN Auvergne s'inscrivent dans une démarche d'intérêt général en faveur de la protection de l'environnement.

Créé en 1989, le CEN Auvergne a pour objet principal la conservation des richesses biologiques, ethnobotaniques, géologiques et esthétiques des milieux, sites et paysages de l'Auvergne.

Afin de renforcer la cohérence de ses interventions sur l'ensemble du territoire régional et les relations avec ses différents partenaires, le CEN Auvergne a défini ses orientations stratégiques autour de trois axes principaux et deux axes transversaux :

- *Assurer la préservation in situ du patrimoine naturel prioritaire* en confortant, gérant et pérennisant un réseau de sites CEN par la création, le développement et la gestion d'un réseau de sites,
- *Démultiplier les actions en faveur du patrimoine naturel en s'impliquant dans les politiques publiques* et en accompagnant les gestionnaires d'espaces naturels, en se positionnant comme partenaire technique aussi bien en termes d'expertise scientifique, d'aide à la décision ou de gestion de sites
- *Démultiplier les actions en favorisant la sensibilisation et la formation/information au patrimoine naturel* du grand public comme des décideurs, les professionnels de l'espace et de l'aménagement du territoire et acteurs locaux
- *Assurer une meilleure efficacité des actions* en participant au développement de la connaissance écologique
- *Conforter un fonctionnement satisfaisant, global et équilibré de l'association "CEN Auvergne"* en travaillant notamment sur la gouvernance associative, l'image du CEN, une vie salariée dynamique et épanouissante, une assise financière durable.

- Le Département souhaite conforter sa politique en faveur de la gestion, la préservation et la valorisation des espaces naturels et, dans cet objectif, amplifier les actions engagées dans le cadre de ses différents programmes d'intervention : réseau des espaces naturels sensibles, schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques, aménagement foncier et routier.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention annuelle d'objectifs a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat entre le Département et le CEN Auvergne pour l'année 2024.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA CONTRIBUTION DEPARTEMENTALE

Le Conseil départemental versera au CEN Auvergne une contribution d'un montant de **10 950 €** afin de soutenir la mise en œuvre du programme d'actions décrit en annexes 1 et 2 et dont le coût global est estimé à 22 360 € (soit un taux de participation de 48,97%).

Cette subvention sera répartie comme suit :

- 4 785 € en accompagnement des politiques publiques et des gestionnaires d'espaces naturels,
- 5 500 € en faveur de la création et de la gestion d'un réseau de sites naturels,
- 665 € au titre du suivi et bilan de la convention.

Pour rappel, le coût prévisionnel de la mise en œuvre du programme d'actions comprend toutes les dépenses occasionnées lors de la réalisation des actions, sur la base de coûts journaliers détaillés ci-après, auxquels s'ajoutent les frais de mission.

Base des coûts pour l'année 2024

Type d'activités	Description	Coût
Mission – expertise - étude	Animation de projet Expertise écologique et naturaliste Étude de terrain Rédaction d'études et plan de gestion	665 €/j
Frais de mission	Véhicule de service Indemnité panier	0,45 €/km 8,07 €

ARTICLE 4 – CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

Le programme d'actions défini pour l'année 2024 est précisé et détaillé en annexe 2.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DEPARTEMENTALE

Le paiement de la contribution départementale sera effectué en 2 versements :

- 1/ premier acompte de 70% après signature de la convention,
- 2/ solde sur présentation, **au plus tard le 10 décembre de l'année en cours**, du bilan technique et financier d'exécution des missions, précisant le montant effectif des dépenses de l'année et du programme prévisionnel d'actions.

La subvention sera versée à l'ordre de :

Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne

Agence de Chamalières du Crédit Coopératif

Banque : 42559 Guichet : 10000 Compte : 08004688863 Clé RIB : 81

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0046 8886 381

Code BIC : CCOPFRPPXXX

Fait en deux exemplaires à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

La Présidente du Conservatoire d'espaces naturels
d'Auvergne,

Bruno FAURE

Éliane AUBERGER

ANNEXE 1

BUDGET PREVISIONNEL

				Contribution Département	
	Nb de j	Coût unitaire	Coût total	%	Montant
1/ Accompagnement des politiques publiques et des gestionnaires d'espaces naturels					
Accompagnement et conseil technique aux services du Conseil départemental	7 frais	665 € 130 €	4 655 € 130 €	100%	4 785 €
2/ Création, développement et gestion d'un réseau de sites					
Suivi gestion site ZH Alleuzet			7 050 €	29%	2 048 €
Gestion ZH Lac de Virargues			2 160 €	35%	756 €
Suivi gestion Bois de Condamine			2 620 €	35%	918 €
Suivi gestion Chastel Marlhac			5 080 €	35€	1 778 €
3/ Suivi général de la convention	1	665 €	665 €	100%	665 €
TOTAL			22 360 €	48,97%	10 950 €

ANNEXE 2

DETAIL DU PROGRAMME D'ACTIONS

1/ Accompagnement des politiques publiques et des gestionnaires d'espaces naturels

1.1. Accompagnement et conseil technique dans le cadre de la mise en œuvre des politiques départementales

Cet accompagnement bénéficie prioritairement à la Mission Espaces Naturels et Ruraux puis aux services de la Direction des Routes, sur demande liée à des travaux spécifiques.

- *Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles*
Participation à l'animation et à la relance du réseau de sites ENS : participation à des réunions des comités de suivi locaux et à l'élaboration de schémas directeurs de gestion des sites en vue de la définition de nouveaux contrats ENS
- *Participation à l'élaboration de la Stratégie départementale Biodiversité par le Conseil départemental*
- *Participation aux groupes de travail de portée départementale*
Participation aux groupes de travail et de réflexion thématiques et aux différentes commissions traitant de sujets environnementaux (CDAF, CCAF, CDESI...).
- *Autres sollicitations non prévues à ce jour, liées aux thèmes d'intervention de la présente convention*

2/ Création, développement et gestion d'un réseau de sites

Le CEN Auvergne assure, dans le Cantal, la gestion directe de plus de 34 sites naturels, en s'appuyant sur des démarches de concertation et en recherchant la maîtrise foncière ou d'usage.

En 2024, il est prévu d'assurer le suivi du site de la zone humide d'Alleuzet (Les Termes) en lien avec la Commune, le lycée de Saint-Flour pour un chantier pédagogique et la prise de contact avec la DRAC pour la préservation du dolmen, le suivi du site du Bois de la Condamine à Saint-Vincent de Salers avec l'amélioration des connaissances au niveau de la flore, le suivi du site de Chastel-Marlhac (Le Monteil) avec notamment la préparation des travaux de restauration de la zone humide centrale (lien avec les propriétaires voisins, la commune et les exploitants agricoles).

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

N°24/C.....

Entre

- le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC cedex, représenté par son Président Monsieur Bruno FAURE, autorisé à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 23 février 2024, ci-après dénommé, le Département,

d'une part,

et

- la **Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique du département du Cantal**, sis 14 Allée du Vialenc 15 000 Aurillac, représentée par son Président, Monsieur Marc GEORGER, ci-après dénommée, la Fédération départementale,

d'autre part,

Préambule

- Le législateur a organisé le monde de la pêche en confiant aux associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (AAPPMA) et à leur fédération départementale des responsabilités importantes dans la gestion halieutique et piscicole et la protection des milieux aquatiques. Celles-ci ont été mises en avant par la loi Pêche de 1984 et sont notamment renforcées par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 avec la création d'une fédération nationale de la pêche en France (FNPF) et d'une redevance « protection des milieux aquatiques » (PMA).

La Fédération de pêche et de protection des milieux aquatiques du Cantal apporte conseils techniques, administratifs et juridiques à ses 15 AAPPMA qui représentent près de 14 000 pêcheurs. Reconnue d'utilité publique, agréée au titre de la protection de l'environnement, la fédération compte aujourd'hui 7 salariés.

Dans le cadre de ses missions d'intérêt général, la Fédération départementale :

- assure la coordination de la gestion des ressources piscicoles et halieutiques, la surveillance du patrimoine piscicole et le suivi des procédures d'infraction au code de l'Environnement ;
- réalise des études sur la connaissance du milieu aquatique et sur l'appréciation d'impacts de perturbations sur les écosystèmes aquatiques ;
- met en œuvre des opérations de restauration des milieux aquatiques, d'entretien et de valorisation ;
- s'investit dans des actions d'information, de communication, de sensibilisation à la protection du milieu aquatique et de formation sur les écosystèmes aquatiques.

La Fédération départementale a aussi pour mission le développement durable de la pêche amateur. Par cela elle concourt à l'essor du tourisme et de l'activité économique du département. Elle met en œuvre des actions de promotion et de découverte de la pêche de loisir, elle participe à la police de la pêche.

- De son côté, le Département a reçu, au titre de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques, une compétence d'assistance technique auprès des collectivités pour l'entretien et la gestion des milieux aquatiques.

Il considère que la préservation ou la restauration du bon état des milieux aquatiques répond à des enjeux essentiels de régulation hydraulique, de préservation d'un patrimoine naturel essentiel à la biodiversité, d'alimentation en eau potable ou de développement des loisirs liés à l'eau, dont la pêche de loisirs ou sportives. Plus largement l'eau et les milieux aquatiques sont des éléments emblématiques de la qualité des milieux naturels et des paysages du département. Ils participent fortement à l'image du territoire et de ses productions et constituent un facteur essentiel d'attractivité et de développement.

En vue de mieux apprécier et faire connaître ces enjeux et construire une politique globale, le Département assure la mise en œuvre, l'animation et le suivi du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques.

Les principales missions développées dans ce cadre concernent les thématiques suivantes.

▪ **L'animation territoriale**

Il s'agit d'assurer une animation locale auprès des collectivités en vue d'accompagner l'émergence et la définition de programmes de gestion intégrée des milieux aquatiques et d'apporter aux collectivités locales, une assistance technique et administrative dans leurs démarches de structuration et d'élaboration d'outils de gestion. Dans le même temps, l'accompagnement de la mise en œuvre des programmes de gestion existants et la participation à des projets de connaissance, gestion et restauration des cours d'eau et zones humides est poursuivie. Enfin, le Département propose de coordonner l'action des acteurs de l'eau au niveau départemental notamment par l'animation de groupes thématiques.

▪ **L'acquisition et la diffusion de connaissance**

Il s'agit notamment de poursuivre :

- la réalisation de l'Atlas des zones humides,
- le développement et l'actualisation d'une base de données sur les milieux aquatiques,
- la mise en place de réseaux de suivi de la qualité des cours d'eau.

▪ **L'expertise technique**

Dans ce cadre, le service :

- apporte une expertise et un appui technique sous forme de porters à connaissance, analyse des données et pré-évaluation de l'impact du projet, conseils juridiques,... auprès des différents services du Conseil départemental, en particulier de la Direction des routes, ou de collectivités,
- informe, sensibilise et forme ces mêmes services à une meilleure connaissance et prise en compte des milieux aquatiques dans la mise en œuvre des projets du Département.

▪ **La communication**

Afin de sensibiliser aux enjeux des milieux aquatiques, il est proposé :

- la mise à jour ou finalisation de supports et sites Internet,
- un accompagnement à la réalisation de documents pédagogiques ou outils de communication par un apport de connaissances notamment.

Considérant les enjeux, leurs compétences respectives et les objectifs partagés dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de développement et de promotion de la pêche amateur, la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques et le Département du Cantal s'accordent sur l'intérêt d'une concertation et d'un partenariat d'actions dans un objectif de cohérence, d'efficacité et de synergie de leurs interventions, développé dans le cadre de cette convention.

À cette fin, il est convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le contenu et les modalités de mise en œuvre du partenariat instauré pour l'année 2023, entre le Département et la Fédération départementale.

Les deux parties s'engagent dans la mise en place du programme d'actions défini à l'article 2.

Ce programme se décline en 2 orientations :

- le tourisme, la promotion de la pêche et la sensibilisation aux milieux aquatiques,
- la mise en œuvre coordonnée des politiques publiques dans le cadre du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques.

Par la présente convention, la Fédération départementale s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec sa stratégie, les actions relevant de l'orientation 1. L'initiative est conjointe avec le Département pour les actions de l'orientation 2, proposées dans la présente convention.

Cette approche correspond parfaitement aux objectifs de préservation des cours d'eau et zones humides et de la ressource en eau, définis dans le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et vient compléter les démarches engagées dans ce cadre.

ARTICLE 2 – CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

Les actions mises en œuvre dans le cadre de la présente convention répondront aux orientations suivantes.

Orientation 1 : Tourisme, promotion de la pêche et sensibilisation aux milieux aquatiques

1. Promotion touristique de la pêche (en concertation avec le Service Tourisme du Conseil départemental et Cantal Destination)

Dans le but de promouvoir le tourisme Pêche dans le Cantal, la Fédération départementale contribuera à un développement cohérent et efficace de cette véritable filière touristique d'activités de pleine nature en :

- développant et diffusant des supports de promotion et en accompagnant les Offices de tourisme,
- proposant des ateliers pêche-nature dans les territoires afin de permettre la découverte et la pratique de la pêche par des jeunes et des touristes en partenariat avec des AAPPMA volontaires.

2. Sensibilisation au patrimoine piscicole et aux milieux aquatiques

- Valorisation du patrimoine piscicole : afin de valoriser les spécificités du Cantal (espèces sauvages, patrimoniales, cours d'eau préservés) tant sur le plan halieutique que patrimonial, la Fédération départementale valorisera les connaissances acquises dans ce domaine par la diffusion de supports d'information ou rapports d'études et par la participation à des réunions ou actions de sensibilisation.
- Éducation à l'environnement, auprès des jeune : afin de sensibiliser le jeune public, la Fédération départementale poursuivra l'organisation d'interventions à sa propre initiative et sa participation aux journées environnement organisées par les collectivités locales.

3. Actions de communication

- Mutualisation entre les différents outils de communication de la Fédération départementale et du Département : une cohérence et une mutualisation entre les différents outils de communication (sites Internet, documents de promotion...) des deux parties sera recherchée.
- Réalisation de supports et outils de communication adaptés : la Fédération, qui participe ponctuellement à des événementiels et salons nationaux, réalise des supports et outils de communication adaptés en cohérence avec le Comité régional du tourisme d'Auvergne (CRDTA) et Cantal Destination.

Orientation 2 : Mise en œuvre coordonnée des politiques publiques dans le cadre du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques

Les moyens du Département et de la Fédération départementale seront mobilisés, de façon concertée, pour une meilleure prise en compte des milieux aquatiques dans la définition et la mise en œuvre de projets, et pour un accompagnement et une mobilisation des acteurs locaux dans la gestion globale de l'eau.

1. Accompagnement technique aux services du Département

La Fédération départementale sera sollicitée pour apporter un appui au Service Environnement et aménagement rural et à la Direction des Routes, afin de veiller à la prise en compte des milieux aquatiques dans l'intervention du Conseil départemental. Dans le cadre de ses compétences, le Département peut participer à la gestion de milieux aquatiques, mais également être directement maître d'ouvrage d'aménagements susceptibles d'impacter les milieux aquatiques.

- Formulation et transmission d'avis techniques de la Fédération dans différents domaines (gestion de sites ENS, opération d'aménagement foncier, demande ou renouvellement d'autorisation d'installations hydroélectriques) ;
- Expertise des projets et ouvrages routiers sous maîtrise d'ouvrage départementale : identification des enjeux, suivi de chantiers...

2. Animation territoriale et gestion des milieux aquatiques

- Sensibilisation des acteurs locaux à l'engagement d'une démarche de gestion globale des milieux aquatiques à l'échelle de bassins cohérents : dans ce cadre, la Fédération pourrait mobiliser sa connaissance des problématiques et enjeux et son expertise technique lors de l'élaboration de programmes territoriaux ;
- Réalisation ou accompagnement à la réalisation d'actions de gestion inscrites dans les programmes de gestion territoriaux et/ou contribuant à l'amélioration de la qualité des milieux aquatiques ;
- Partage des connaissances, notamment en vue du développement d'une base de données départementale sur les milieux aquatiques, hors données financées par des fonds propres.

Le programme technique et financier des actions pour l'année 2024 est détaillé en annexe à la présente convention.

Pour mettre en œuvre ces missions, deux réunions (réunion de lancement et de bilan) seront organisées avec les services concernés du Conseil départemental.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Les deux parties s'accordent sur le dispositif suivant :

- La Fédération départementale apporte les moyens techniques et le savoir-faire nécessaires ainsi que son expérience acquise sur le terrain dans les domaines de la gestion des milieux aquatiques et de la pêche.
- Le Département s'engage à soutenir financièrement la réalisation du programme d'actions ci-annexé.

Les données échangées ne peuvent être utilisées dans un autre cadre que celui de cette convention.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

La Fédération départementale s'engage à formuler ses avis, conseils et propositions en toute objectivité et avec le double souci d'indépendance et de professionnalisme.

Il est précisé que les différentes actions détaillées dans le programme d'actions annexé pourront bénéficier d'autres subventions. De même, la présente convention n'exclut pas d'autres formes de partenariat technique et financier entre la Fédération et le Département.

Le Département s'attache à préserver et à faire respecter l'autonomie et la spécificité de la Fédération départementale.

ARTICLE 5 – MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DEPARTEMENTALE

Afin de soutenir la mise en œuvre du programme d'actions décrit en annexe dont le coût global est estimé à 127 810 €, le Département versera à la Fédération départementale une contribution d'un montant de **21 255 €** soit un taux de participation de 16,63%).

Cette subvention sera répartie comme suit :

- 6 000 € en faveur des actions relevant du tourisme, de la promotion de la pêche et de la sensibilisation aux milieux aquatiques,
- 15 255 € en faveur des actions relevant de la mise en œuvre de politiques publiques dans le cadre du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques.

Le paiement sera effectué en 2 versements :

1/ premier acompte de 50% après signature de la convention,

2/ solde sur présentation d'un compte-rendu technique et financier d'exécution des missions, au plus tard le 10 décembre de l'année de la convention.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 20234

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, qui pourra notamment permettre la prise en compte d'éventuelles subventions européennes.

ARTICLE 8 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

9.1 – Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans accord écrit des conditions d'exécution de la convention par la Fédération départementale, le Département peut suspendre ou diminuer le

montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de sa subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

9.2 – Contrôle de l'administration

La Fédération départementale s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation des missions qui lui ont été confiées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

9.3 – Evaluation

Un comité de suivi, associant les services du Département et l'équipe technique de la Fédération départementale assurera un accompagnement de la mission.

Au terme de la convention, la Fédération produira, dans un délai de trois mois, un bilan financier et technique.

Il est rappelé que l'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Fait en deux exemplaires à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Le Président de la Fédération départementale des
Associations Agréées pour la Pêche et la
Protection du Milieu Aquatique du département du
Cantal,

Bruno FAURE

Marc GEORGER

ANNEXE

PROGRAMME PREVISIONNEL ET JUSTIFICATIF FINANCIER

ORIENTATION 1 : Tourisme, promotion de la pêche et sensibilisation aux milieux aquatiques

- Action 1 : Accompagnement des ateliers pêche-nature

La pérennisation de 28 ateliers pêche-nature (APN) voulue par la Fédération de pêche du Cantal et les AAPMA volontaires permet de faire découvrir les milieux aquatiques du Cantal à travers la pratique de la pêche.

Trois types d'APN, selon les AAPMA, peuvent être proposés :

- APN à destination des adolescents pour l'acquisition des bases pratiques de toutes les techniques de pêche,
- APN « estivaux » à destination des familles et des touristes non pêcheurs : offre touristique supplémentaire et structurée, sensibilisation sur les espèces exotiques envahissantes.
- APN à destination des adultes pour l'acquisition des bases pratiques de toutes les techniques de pêche ou la confortation de certaines techniques.

ORIENTATION 2 : Mise en œuvre des politiques publiques dans le cadre du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques

- Action 2 : Étude IPR sur les stations du RCD

La Fédération de pêche réalise chaque année des pêches électriques (inventaires, sondages et sauvetages) sur plusieurs cours d'eau du département. Lors de ces missions, une fiche détaillée est établie avec des renseignements sur la station, les résultats des captures (population et espèces présentes) et l'Indice Poissons Rivière calculé.

Afin d'améliorer et compléter la connaissance de la qualité biologique des stations du Réseau de Contrôle Départemental, pour lesquelles sont effectuées 2 indices biologiques (IBG et IBD), sur 20 stations par an, la Fédération réalisera les suivis piscicoles sur ces mêmes stations.

- Action 3 : Étude de connaissance de cours d'eau

Dans la continuité du travail réalisé en 2022 sur le Cirque de Récusset, la Fédération assurera un suivi thermique des cours d'eau du site ENS (pose de sondes thermiques et analyse des résultats)

- Action 4 : Expertises techniques

La Fédération contribuera à l'élaboration de la Stratégie départementale en faveur de la biodiversité en mobilisant son expertise et en participant au comité de pilotage mis en place dans ce cadre.

Actions	Montant total	Participation CD Cantal
Ateliers Pêche Nature	100 000 €	6 000 €
Étude IPR sur stations RCD	25 110 €	12 555 €
Étude de connaissance cours d'eau	1 350 €	1 350 €
Expertises techniques	1 350 €	1 350 €
Total	127 810 €	21 255 €

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS N°24/C....

ENTRE

Le **DÉPARTEMENT DU CANTAL**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, autorisé à cet effet par délibération de la Commission permanente en date du 23 février 2024,

ET

L'Union des Forêts et des Haies Auvergne Rhône-Alpes, dénommé ci-après UFHA, sis Maison de la Forêt et du Bois BP 104-Marmilhat 63 370 LEMPDES, représentée par sa Présidente, Madame Anne-Marie BAREAU,

D'UNE PART,

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

- L'UFHA est une association loi 1901. Elle est un organe représentatif de la Forêt Privée (massifs forestiers et linéaires champêtres) pour la Région Auvergne Rhône-Alpes. Elle réunit les Syndicats, les Coopératives, les Centres d'Études Techniques et Économiques Forestières (CETEF) et Centre Départemental d'Études et de Formation à la gestion Forestière (CEDEFOR), le Centre régional de la Propriété Forestière (CRPF) et leur permet de regrouper au niveau régional des moyens pour les aider dans leurs missions.

Elle dispose également d'une compétence technique en faveur de l'arbre hors forêt : "la Mission Haies Auvergne". Elle est un acteur reconnu des collectivités territoriales et de l'État.

- Le Département souhaite conforter sa politique départementale en faveur des haies et arbres champêtres autour de 3 axes : préserver, reconstituer et sensibiliser sur les linéaires champêtres ; et dans cet objectif, a décidé de poursuivre le soutien aux actions conduites par la Mission Haies depuis 1996.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'accompagnement du Conseil départemental à la mise en œuvre d'un programme d'actions porté par l'UFHA et la Mission Haies en matière de préservation, reconstitution et valorisation des linéaires champêtres pour l'année 2024.

ARTICLE 2 – CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

Dans le cadre de la présente convention et conformément à son objet social, l'UFHA développera plus précisément les points suivants :

- **Appui technique et conseil aux porteurs de projet sur le bocage et actions de communication**
 - élaboration et mise en œuvre de programmes de plantations de haies,
 - expertise technique et accompagnement de projets d'aménagement de l'espace de façon à favoriser la prise en compte du bocage,
 - organisation de journées techniques sur divers thèmes liés aux haies.
- **Accompagnement technique des politiques départementales**
 - suivi des opérations d'aménagement foncier : accompagnement du bureau d'études chargé de l'étude d'impact et du géomètre, sensibilisation des membres des CCAF, organisation des bourses d'échanges d'arbres et des plantations,
 - accompagnement à la réalisation de projets portés par le Département : milieu naturel, projets routiers.

Pour mettre en œuvre ces missions, deux réunions (réunion intermédiaire et de bilan) seront organisées avec les services concernés du Conseil départemental. Le programme technique et financier des actions est annexé à la présente convention.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Les deux partenaires s'accordent sur le dispositif suivant :

- L'UFHA apporte les moyens techniques et le savoir-faire nécessaires, via la Mission haies, ainsi que son expérience acquise sur le terrain dans les domaines de l'arbre hors forêt.
- Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement la réalisation du programme d'actions ci-annexé.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION

L'UFHA s'engage à formuler ses avis, conseils et propositions en toute objectivité et avec le double souci d'indépendance et de professionnalisme.

Le Conseil départemental s'attache à préserver et à faire respecter l'autonomie et la spécificité de l'UFHA.

ARTICLE 5 – MODALITES D'ATTRIBUTION ET DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DEPARTEMENTALE

Afin de soutenir la mise en œuvre du programme d'actions décrit en annexe dont le coût global est estimé à 29 640 €, le Conseil départemental versera à l'UFHA une subvention d'un montant de **11 778 €**.

Cette subvention sera répartie comme suit :

- 2 418 € en faveur d'un appui technique et conseil aux porteurs de projet sur le bocage,
- 9 360 € pour l'accompagnement technique des politiques départementales.

Le paiement sera effectué en 2 versements :

1/ premier acompte de 50% après signature de la convention,

2/ solde sur présentation au plus tard le 10 décembre 2024 d'un compte-rendu technique et financier d'exécution des missions.

La subvention sera versée à l'ordre de :

Union des Forêts et des Haies Auvergne Rhône Alpes - Compte n° 16806 / 01200 / 46040021050 / 67

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature et se termine au 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, notamment afin d'envisager la prise en compte d'éventuelles subventions européennes.

ARTICLE 8 – RESILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

9.1 – Sanctions

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans accord écrit des conditions d'exécution de la convention par l'UFHA, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de sa subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

9.2 – Contrôle de l'administration

L'UFHA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation des missions qui lui ont été confiées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

9.3 – Evaluation

Un comité de suivi, associant les services du Conseil départemental et l'équipe technique de l'UFHA, assurera un accompagnement de la mission.

Il est rappelé que l'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Fait en deux exemplaires à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Bruno FAURE

La Présidente de l'Union des Forêts et des Haies
Auvergne-Rhône-Alpes,

Anne-Marie BAREAU

PREVISIONNEL DES ACTIONS 2024 ET JUSTIFICATIF FINANCIER

Ce programme est établi sur une appréciation des besoins au moment de la rédaction de la convention. Il ne s'agit que d'un prévisionnel, réajustable dans la limite du budget alloué et en cohérence avec les objectifs définis.

1/ Appui technique et conseil aux porteurs de projet sur le bocage

La Mission Haies souhaite poursuivre l'organisation de programmes de valorisation des arbres hors forêt (notamment plantation et entretien) sur des territoires identifiés comme prioritaires et/ou dans le cadre de programmes soutenus par le Département, en apportant un appui technique à la définition (évaluation des enjeux locaux, choix des essences, lieux de plantations, plan de gestion du bocage, ...) et à la réalisation du projet.

Actions	Détails	Jours prévus
Plantation ou gestion de linéaires champêtres	<u>1/ Appuis techniques</u>	
	- Châtaigneraie cantalienne : PAEC bassin versant Cère aval, suivi label haie PSE SAGE Célé / financement 10%	4
	- Formation d'agriculteurs à la demande (Initiative ADEAR ou autres) / financement 10%	1
	- Contrat territorial Alagnon : appui à la mise en œuvre du contrat (création d'outils de communication communs, COPIL), dont étude Paiement pour service environnementaux / financement 10%	15
	- Plateau du Limon (CVB PNRVA) et/ ou Cézallier (Auvergne estive) et /ou Sites N2000 de Palmont et Compaing / financement 10%	1
Animation et sensibilisation	- Accompagnement chantiers plantations avec équipe services civiques Unis-Cités / financement 100%	2
	<u>2/ Organisation des plantations (via les autres programmes) / financement 10%</u>	1
	<u>3/ Organisation de journées techniques sur divers thèmes liés aux haies</u>	
Appui aux territoires	Territoire de la CABA / sensibilisation élus (PCAET, TEN,...)	2
	Villes et villages fleuris (plantation et gestion végétal local) / financement 100%	
	<u>4/ Poursuite du plan de relance (ou via les autres programmes)</u>	20
TOTAL		52 jours

Coût total de la mission : 50 j x 390 €

20 280 €

Subvention du Conseil départemental :

(10%) 390 * 22 j

858 €

(100%) 390 € * 4 j

1 560 €

S/Total 1 : 2 418 €

2/ Accompagnement technique des politiques départementales

✓ Suivi des opérations d'aménagement foncier

Depuis de nombreuses années, le Département veille à la prise en compte de l'environnement lors des phases successives des opérations d'aménagement foncier (étude préalable, étude d'impact...). Ainsi, un travail important est mené en faveur des linéaires champêtres, et des outils ont été mis en place pour en assurer une préservation efficace lors des opérations d'aménagement foncier. Cela se traduit par une forte implication de la Mission Haies :

- en amont de la procédure, formation et sensibilisation des propriétaires et membres de la CCAF aux rôles des haies,
- accompagnement du bureau d'études environnement pour la réalisation du volet environnement de l'étude préalable et de l'étude d'impact,
- organisation de bourses d'échanges d'arbres en cours de procédure, de façon à encadrer les échanges d'arbres et à limiter les coupes abusives,
- organisation des plantations à la fin des opérations (mesures compensatoires des travaux connexes).

Communes	Actions	Jours prévus
VIRARGUES	Participation à la CCAF et aux demi-journées de permanence pendant l'enquête publique, mise à jour de la bourse d'arbres si nécessaire	4
ANDELAT	Finalisation et suivi des plantations 2023	1
TOTAL		5

✓ Accompagnement à la réalisation de projets portés ou soutenus par le Département

* **Projets en faveur du milieu naturel**

Travail collaboratif sur les bosquets de pins avec la LPO et Saint-Flour Communauté (réunions, outils de communication commun) 2 j

* **Appui à l'élaboration de la Stratégie départementale en faveur des ENS**

Expertise mobilisée lors du diagnostic du patrimoine naturel et des enjeux du Cantal, participation au comité de pilotage mis en œuvre dans ce cadre 4 j

* **Appui / assistance pour une gestion durable de ligneux de bord de route**

a) Finaliser et réaliser un programme de plantations

Appui technique aux plantations en collaboration avec la Mission ENR et les services du PRDI
Participation à la définition d'un accord cadre 11 j

Sites pressentis pour 2024 : secteur nord-est (St-Saturnin, St-Amandin, ...)

Suivi plantations réalisées en 2022 et début 2023 (planèze, St-Santin-Cantalès)

b) Autres 2 j

Coût total de la mission : 24 jours x 390 €

9 360 €

Subvention du Conseil départemental : taux de 100%

S/Total 2 : 9 360 €

Montant global des actions	29 640 €
Contribution du Conseil départemental (39,74%)	11 778 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-41

Espaces Naturels Sensibles - Contrat ENS site de Chastel-sur-Murat et subvention pour le pilotage et l'animation des sites de Hautes Terres Communauté

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*
***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) : Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°18CD06-20 du Conseil départemental du 20 décembre 2018 approuvant les principes de la stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur les projets de conventions de partenariat et d'attribution des subventions correspondantes ainsi que sur la déclinaison opérationnelle ;

Vu la délibération n°19CP04-26 de la Commission Permanente du 24 mai 2019 approuvant la stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et validant le programme d'actions pour la période 2019-2028 ;

Vu la délibération n°19CD03-19 du Conseil départemental du 28 juin 2019 validant le dispositif d'accompagnement financier en faveur de la préservation et de la gestion des Espaces Naturels Sensibles ;

Vu la délibération de Hautes Terres Communauté du 14 décembre 2023 approuvant le schéma directeur de gestion défini pour le site des estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat pour la période 2024-2028 et le plan de financement correspondant à sa mise en œuvre ;

- APPROUVE le contrat ENS estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat à intervenir entre le Département et Hautes Terres Communauté, porteur de projet du site, dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer avec Hautes Terres Communauté ledit contrat ENS.

- **APPROUVE** le schéma directeur de gestion de site des estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat et le programme d'actions défini pour la période 2024-2028, pour un coût global de 85 525 € H.T. et une participation prévisionnelle du Conseil départemental de 32 610 € (correspondant à un taux de 40 % d'une dépense éligible de 81 525 €).

- **ATTRIBUE** à Hautes Terres Communauté, une subvention de 10 480 € en soutien à la mission d'ingénierie interne, relative au pilotage et à l'animation de la gestion des sites ENS de son territoire, sur la base d'un coût estimé à 26 200 € T.T.C.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits du chapitre 65 fonction 738 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Contrat ENS

Estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat



2024-2028

ENTRE

Le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta 15 015 Aurillac cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, autorisé par délibération en date du 29 mars 2024,

Ci-après dénommé le Département,

D'UNE PART,

ET

Hautes Terres Communauté, **porteur de projet**, sis 4, rue du Faubourg Notre Dame, 15300 MURAT représenté par Monsieur Didier ACHALME, Président, autorisé par délibération en date du 14 décembre 2023,

Ci-après dénommé le porteur de projet,

D'AUTRE PART,

VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de Chastel-sur-Murat en date du 23 septembre 2007 sollicitant le classement des Estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat en Espace Naturel Sensible, et la délibération de la Commission permanente du Conseil Général en date du 26 octobre 2007, approuvant ce classement,

VU la délibération n°19CP04-26 de la Commission permanente du 24 mai 2019 approuvant la Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et validant le programme d'actions pour la période 2019-2028,

VU la délibération de Hautes Terres Communauté, en date du 14 décembre 2023 et la délibération n° de la Commission permanente du 29 mars 2024, approuvant le nouveau programme d'actions de gestion et de valorisation des Estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat et le plan de financement correspondant à sa mise en œuvre pour la période 2024 à 2028,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans la continuité du contrat ENS signé le 27 novembre 2007, et afin de poursuivre la préservation et la gestion des Estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat, un nouveau schéma directeur de gestion a été élaboré par Hautes Terres Communauté, porteur de projet du site.
Ce schéma comprend notamment un programme d'actions définissant les modalités de préservation et de gestion du site pour la période 2024-2028.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT ENS

Le contrat ENS a pour objet de définir le **rôle et l'engagement respectif de chacune des parties** en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi du programme d'actions du schéma directeur, figurant en annexe 1 du présent contrat, pour la période allant de 2024 à 2028.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE PORTEUR DE PROJET

Hautes Terres Communauté porte la mise en œuvre du schéma directeur de gestion Estives et tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat et les actions qui lui sont associées.

En conséquence, Hautes Terres Communauté s'engage à :

- assurer la coordination de la mise en œuvre du programme d'actions du schéma directeur et pour cela, à développer une mission d'animation, en interne ou par l'intervention d'un prestataire (assistance à maîtrise d'ouvrage).
- réaliser les actions (études, travaux, mesures de gestion et d'ouverture au public, acquisitions...) pour lesquelles elle a été identifiée comme maître d'ouvrage, telles que définies dans le schéma directeur, et dans cet objectif, à :
 - établir, pour chacune des opérations définies, un dossier de demande de subventions destiné à l'ensemble des partenaires financiers,
 - inscrire sur son budget les crédits nécessaires,
 - préparer, annuellement, un bilan technique et financier de la réalisation des actions et de leurs résultats et à le transmettre au Conseil départemental un mois avant la date anniversaire de la signature du contrat.
- organiser la concertation avec les partenaires (organisation d'un comité de suivi annuel, de réunions techniques...) et échanger régulièrement avec les services du Conseil départemental.
- prendre toutes les dispositions auprès des propriétaires privés concernés par la mise en œuvre du programme de gestion et de valorisation du site, et notamment par l'accès du public. Elle contracte les assurances relatives aux dommages qui seraient causés aux visiteurs du site et aux autres tiers.
- participer aux actions développées dans le cadre de l'animation du réseau ENS.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le **Département** veille à la mise en place et à la cohérence du réseau départemental de sites ENS. Il est responsable de l'attribution du classement en Espace Naturel Sensible. Il assure le pilotage et la mise en œuvre de la Stratégie départementale en faveur des ENS.

En conséquence, le Département s'engage à :

- apporter un appui technique au porteur de projet ou à son représentant pour la mise en œuvre du programme d'actions mentionné à l'article 1,
- soutenir financièrement la réalisation des actions prévues, conformément à la nature et aux modalités de ses interventions.

Cet accompagnement reste subordonné à l'ouverture des moyens financiers suffisants correspondant à l'annualité de son budget et sera arrêté sur présentation d'un dossier complet de demande de subvention, comportant notamment la délibération du maître d'ouvrage, à la suite d'une instruction technique et réglementaire par les services du Département.

En cas de modification du montant de l'action et/ou du taux de subvention, le dossier correspondant sera présenté à la Commission permanente du Conseil départemental pour examen et décision d'attribution de l'aide sollicitée.

- délimiter, si nécessaire, un périmètre de préemption.
- assurer la valorisation du réseau départemental par le développement d'actions de sensibilisation ou de communication, et partager et valoriser la connaissance acquise sur les sites du réseau, en assurant la diffusion des données.
- encadrer la labellisation des sites pour garantir la qualité et la cohérence du réseau.
- développer l'animation du réseau d'acteurs et assurer la réalisation d'actions pilotes.

ARTICLE 4 – SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT

Ce contrat reposant sur une démarche partenariale, les signataires s'engagent à une **information réciproque et suivie** relative à la mise en œuvre du programme d'actions. Dans cet objectif, un **comité de suivi** sera constitué et se réunira une fois par an.

Le contrat fait l'objet d'une **évaluation annuelle** après présentation par le porteur de projet d'un bilan technique et financier, et d'une **évaluation globale** au terme des 5 années de validité, permettant de proposer de nouvelles modalités de gestion et de valorisation du site ainsi que les conditions de renouvellement du contrat ENS.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES CLAUSES ET MODALITES D'APPLICATION

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat seront définies d'un commun accord entre les parties et pourront faire l'objet d'un avenant, dans les conditions suivantes :

- redéploiement de crédits entre les différentes opérations du programme d'actions au regard d'actualisations de coûts,
- adaptation du contenu d'une action, suppression d'une action ou inscription d'une nouvelle action dans la limite de la contribution globale du Département, définie dans le contrat ENS.

L'établissement d'un avenant au contrat ENS ne pourra intervenir qu'à partir de la seconde année de mise en œuvre. Aucune demande de modification au cours de la dernière année ne sera acceptée. Il sera soumis pour décision à la Commission permanente du Conseil départemental. Cet avenant présentera les éléments modifiés du contrat, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de préservation et gestion du site ENS.

ARTICLE 6 – DUREE DU CONTRAT ET RESILIATION

Le présent contrat prend effet le jour de sa signature jusqu'à la date anniversaire de l'année n+5.

Il peut être résilié par le Département en cas de non-respect des engagements du porteur de projet, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du contrat peut être liée :

- à la non-exécution d'actions ou à une modification substantielle des conditions de réalisation, sans accord écrit préalablement sollicité,
- au non-respect des objectifs de préservation, de gestion et de valorisation du site et de son intégrité.

La résiliation du contrat entraînera le retrait du classement en Espace Naturel Sensible et l'annulation des subventions attribuées.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de Hautes Terres Communauté,

Bruno FAURE

Didier ACHALME

ANNEXE 1 – PROGRAMME D’ACTIONS ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNELS

Actions	Précédents Moynens ++ Falière ++	Année de mise en œuvre				Matériaux d'équipement potentiels	Coût estimatif	Financement prévisionnel - Financements potentiels			
		2024	2025	2026	2027			CD 15-18NS	HTC	AELB	FEDER
AXIS 1 - AMELIORER LA COMMANCHE											
Action 1.1 : Inventaire du collège de topographes	++	5 000 €				HTC	5 000 €				
Action 1.2 : Etat des lieux des municipalités	+		4 000 €			PRM/VA (cours 10/2000)	4 000 €			x	
Action 1.3 : Inventaires des amphibies Options : Etude source des genévrières vertes + préparation des habitats d'été - animation grand public	+			9 300 €		HTC	9 300 €	2 140 €	3 210 €	x	
	+			1 625 €		HTC	1 625 €	670 €	1 000 €	x	
Action 1.4 : Suivi hebdomadaire des cours d'eau	++	x	x	x	x	HTC	Financement fractionné 4,1				
Action 1.5 : Mise à jour de la cartographie d'habitats	+++		15 000 €			HTC	15 000 €	6 000 €	9 000 €	x	
Sous-total							31 825 €	18 110 €	17 221 €	-	
AXIS 2 - GEREER DURABLEMENT LE SITE											
Action 2.1 : Restaurer / intervenir les cours d'eau et zones humides des lacs de bassin versant	+++	Année projet			Travaux	SIGAL	FO 3.2 Contrat Territorial Argenteau			x	
Action 2.2 : Equipement de travaux de gestion conservatoire sur les stations de Flatau / Hagant / Lumignon (stations)	+		5 000 €			HTC	5 000 €	2 000 €	3 000 €	x	
Action 2.3 : Constatation avec l'ACCA de Chatel sur Muret concernant la gestion cynégétique	+	x				HTC	-				
Sous-total							5 000 €	2 000 €	3 000 €	-	
AXIS 3 - VALORISER LE SITE ET SENSIBILISER A SON PATRIMOINE											
Action 3.1 : Favoriser la découverte organisée du site Animations grand public	++	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	HTC	5 000 €	2 000 €	3 000 €	x	
	++	x				HTC	Financement fractionné 4,1				
Action 3.2 : Améliorer la découverte du site en autonomie Initiatives de découverte	+++	9 000 €	10 000 €			HTC	18 000 €	8 000 €	9 000 €	x	
						HTC					
Sous-total							20 000 €	10 000 €	12 000 €	-	
AXIS 4 - AMELIORER LE COMMANCHE EN + pour les Moynens											
Action 4.1 : Assurer l'information du comant	+++	4 000 €	4 000 €	4 000 €	3 750 €	HTC	21 750 €	8 700 €	13 000 €		
Action 4.2 : Evaluation du comant	+++				7 750 €	HTC	7 750 €	3 100 €	4 650 €		
Sous-total							15 750 € + Evaluation annuelle	80 700 €	17 700 €	-	
TOTAL							15 000 €	20 500 €	10 850 €	3 200 €	
Moynens annuelle								32 010 €	49 710 €	-	3 200 €
											13 700 €

Espace Naturel Sensible



ENS des estives du plateau de Chastel-sur-Murat



Programme d'actions 2024-2028

FA N°1.1	Inventaire du cortège de bryophytes				Priorité ++	
Volet	Amélioration des connaissances					
Echelle	Site ENS					
Maître d'ouvrage	HTC					
CARACTERISTIQUES DE L'ACTION						
CONTEXTE ET ENJEUX						
L'ENS du plateau de Chastel-sur-Murat, d'une superficie de 240 ha environ, est occupé par de nombreuses estives ainsi que des tourbières et zones humides d'une grande diversité fonctionnelle, elles-mêmes lieux d'une diversité importante de communautés et d'espèces végétales. Suite au diagnostic fonctionnel des tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat, mené par Pierre GOUBET en 2020, le complexe de la Tioule et notamment la tourbière moyenne, apparaît comme prioritaire pour l'acquisition de connaissances. Cette étude recommande par exemple la réalisation d'un inventaire floristique détaillé des bryophytes car le potentiel du lieu en termes de richesse spécifique et d'espèces rares ou à statut est grand.						
OBJECTIF DE L'ACTION						
L'objectif de cette étude est d'effectuer une évaluation complète de la biodiversité des bryophytes dans le complexe tourbeux moyen de la Tioule. Cette étude vise à documenter la composition des communautés de bryophytes, à identifier les espèces présentes, et à évaluer l'état de conservation de cet écosystème unique. Les autres habitats propices à l'installation d'espèces remarquables de bryophytes sur le site ENS seront prospectés à la marge.						
DESCRIPTION DE L'OPERATION						
Cette action réside en l'inventaire des bryophytes et la définition des enjeux liés aux espèces présentes.						
CONDITIONS DE REALISATION						
<u>Conditions préalables à la réalisation :</u> <ul style="list-style-type: none">- Travail réalisé en prestation- Utilisation d'un protocole reproductible						
<u>Rendu de l'opération :</u> <ul style="list-style-type: none">- Rapport d'expertise compilant l'ensemble des éléments produits et comprenant les objectifs, la méthodologie, les résultats, leurs analyses, les enjeux identifiés et des préconisations d'actions de gestion/suivi/conservation. Le tout complété par des cartes et des photographies.- Rapport pédagogique (vulgarisation du rapport d'expertise)- Compilation des données brutes (données SIG, fichiers, tables...)- Présentation des résultats en comité technique et/ou en comité de suivi						
<u>Indicateurs de suivi :</u> <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'espèces et leurs statuts- Nombre et types de préconisations programmées et/ou mises en oeuvre						
COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel		Environ 5 000 €				
Types de dépenses		Fonctionnement				
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Inventaire des bryophytes	HTC	Environ 5 000 €				
PARTENAIRES TECHNIQUES						
CBNMC, CEN, CD 15, PNRVA						
PARTENAIRES FINANCIERS						
CD15 + autres à déterminer						

FA N°1.2	Etat des lieux des rhopalocères				Priorité +	
Volet	Amélioration des connaissances					
Echelle d'intervention	Site ENS					
Maître d'ouvrage	PNRVA					
CARACTERISTIQUES DE L'ACTION						
CONTEXTE ET ENJEUX						
Le dernier inventaire de papillons de jour réalisé dans le cadre du DOCOB du site Natura 2000 « Tourbière et zones humides du nord-est du massif cantalien », animé par le Parc des Volcans, date de 2012. Ainsi, une nouvelle campagne de prospection sur le site permettrait d'actualiser ces données historiques afin de mieux connaître les espèces présentes et leur répartition et d'identifier les enjeux qui en découlent.						
OBJECTIF DE L'ACTION						
L'objectif de cette étude est de réaliser un état des lieux de la biodiversité des rhopalocères (papillons de jour) sur le site ENS de Chastel-sur-Murat. Cette étude vise à documenter les espèces de papillons présentes, à évaluer leur abondance, à identifier les menaces qui pèsent sur leur habitat, et à contribuer à la conservation de ces insectes emblématiques.						
DESCRIPTION DE L'OPERATION						
L'opération consiste à établir l'état des lieux des populations de rhopalocères pour connaître leur répartition géographique, leur effectif et leur dynamique. Cela permettra de définir les enjeux liés aux espèces recensées :						
<ul style="list-style-type: none">• Préparation du travail de terrain (bibliographie, étude des cartes, ...)• Inventaires• Analyse des données & cartographie• Rédaction du rapport avec préconisations						
CONDITIONS DE REALISATION						
<u>Conditions préalables à la réalisation :</u>						
<ul style="list-style-type: none">- Travail réalisé dans le cadre de l'animation du site N2000 englobant le site ENS- Cahier des charges établi- Protocole reproductible						
<u>Rendu de la mission :</u>						
<ul style="list-style-type: none">- Rapport d'expertise compilant l'ensemble des éléments produits et comprenant les objectifs, la méthodologie, les résultats, leurs analyses, les enjeux identifiés et des préconisations d'actions. Le tout complété par des cartes et des photographies.- Atlas cartographique- Rapport pédagogique (vulgarisation du rapport d'expertise)- Transmission des données brutes (données SIG, fichiers, tables...)- Présentation des résultats en comité technique et/ou en comité de suivi						
<u>Indicateurs de suivi :</u>						
<ul style="list-style-type: none">- Nombre d'espèces et répartition- Nombre et types de préconisations programmées et/ou mises en œuvre						
COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel		Environ 4 000€				
Types de dépenses		Investissement				
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Etat des lieux des espèces de rhopalocères présentes sur le site ENS	PNRVA Animation N2000			Environ 4 000 €		
PARTENAIRES TECHNIQUES						
HTC, CD15, SHNAO, CEN Auvergne						
PARTENAIRES FINANCIERS						
CD15 + autres à déterminer						

FA N°1.3	Inventaire des amphibiens	Priorité +
Volet	Amélioration des connaissances	
Echelle	Habitats favorables à l'espèce	
Maître d'ouvrage	HTC	
CARACTERISTIQUES DE L'ACTION		
CONTEXTE ET ENJEUX		
Le groupe taxonomique des amphibiens fut étudié sur le site ENS, et plus particulièrement sur la tourbière de Brujaleine, à travers le protocole PopAmphibiens mis en œuvre en 2012, 2014 et 2016. Il apparaît nécessaire de poursuivre l'acquisition de connaissances sur ce groupe taxonomique et particulièrement sur la caractérisation de la population de Triton crêté. La détermination des espèces appartenant au complexe des Grenouilles vertes, actuellement testée par le CPIE de Haute Auvergne, pourrait également s'appliquer à ce site.		
OBJECTIF DE L'ACTION		
L'objectif de cette étude est d'actualiser et améliorer les connaissances sur les populations d'amphibiens présentes sur le site avec une attention particulière portée au Triton crêté (Triturus cristatus) sur les habitats favorables à cette espèce.		
DESCRIPTION DE L'OPERATION		
L'opération consiste à reconduire le suivi du Triton crêté selon le protocole POP Amphibiens sur l'aire de la tourbière de Brujaleine (pour comparer l'évolution avec les données 2012, 2014 & 2016) et faire des passages ciblés sur le Tritons crêtés (3 sessions proposées mais modulable en fonction des sites à prospecter) :		
<ul style="list-style-type: none">• Préparation du travail de terrain (bibliographie, étude des cartes, ...)• Inventaires terrain :<ul style="list-style-type: none">○ 1 passage de jour « espèces précoces » : sur Brujaleine pour PopAmphibiens + pour sonder sur le reste de l'ENS○ minimum 3 passages « tritons » avec pose de nasses l'après-midi puis relevé nocturne dont 1 session sur Brujaleine pour PopAmphibien○ 1 passage tarif « grenouilles vertes » : sur Brujaleine pour PopAmphibiens + pour sonder sur le reste de l'ENS = 1,25 j• Analyse des données & cartographie• Rédaction du rapport de synthèse avec propositions d'actions de gestion, de suivi et/ou de conservation		
Options : <i>Cette opération peut également inclure les options suivantes pour l'étude sonore des grenouilles vertes / présentation en réunion / animation :</i> <ul style="list-style-type: none">- Pose d'un enregistreur sonore sur le site à l'occasion des prospections et analyse des chants au bureau- Présentation des résultats en réunion (préparation et présentation)- Animation pour le public en soirée		
CONDITIONS DE REALISATION		
Conditions préalables à la réalisation : <ul style="list-style-type: none">- Travail réalisé en prestation- Cahier des charges établi- Protocole reproductible		
Rendu de la mission : <ul style="list-style-type: none">- Rapport d'expertise compilant l'ensemble des éléments produits et comprenant les objectifs, la méthodologie, les résultats, leurs analyses, les enjeux identifiés et des préconisations d'actions. Le tout complété par des cartes et des photographies.- Atlas cartographique- Rapport pédagogique (vulgarisation du rapport d'expertise)- Transmission des données brutes (données SIG, fichiers, tables...)- Présentation des résultats en comité technique et/ou en comité de suivi et autre compte rendu au besoin		
Indicateurs de suivis : <ul style="list-style-type: none">- Surface prospectée- Nombre d'espèces- Répartition des espèces		

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel	Environ 5 350 € sans option Environ 7 025 € avec options					
Types de dépenses	Fonctionnement					
ACTION	Maitre d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Reconduction du protocole PopAmphibiens	HTC				Environ 5 350 €	
Option étude sonore des grenouilles vertes					Environ 1 000 €	
Option présentation en réunion					Environ 450 €	
Option animation grand public					Environ 225 €	

PARTENAIRES TECHNIQUES	
CD 15, CEN, PNRVA	
PARTENAIRES FINANCIERS	
CD15 + autres à déterminer	

FA N°1.4	Suivi thermique des cours d'eau					Priorité ++	
Volet	Amélioration des connaissances						
Echelle	Site ENS						
Maître d'ouvrage	HTC						
CARACTERISTIQUES DE L'ACTION							
CONTEXTE ET ENJEUX							
<p>Les sondes thermiques mises à disposition par le CD15 en 2023, ont permis d'initier un suivi thermique sur les tourbières ennoyées du site avec la pose de 5 sondes :</p> <p>- Champagnac amont et aval</p> <p>- Brujaleine amont, aval et intermédiaire</p> <p>Ces sondes relèvent la température tous les jours et toutes les heures et permettent de connaître l'évolution de la température sur les lames d'eau étudiées et l'éventuel impact sur les cours d'eau/milieus à l'aval.</p>							
OBJECTIF DE L'ACTION							
<p>Poursuivre le suivi thermique des tourbières débuté en 2023 pour acquérir des données sur une période conséquente et connaître l'évolution des températures au fil du temps et des saisons mais aussi identifier les potentielles anomalies thermiques.</p>							
DESCRIPTION DE L'OPERATION							
<p>L'opération consiste à installer, entretenir et relever des sondes de température pour analyser l'évolution thermique des lames d'eau au fil du temps, identifier les variations saisonnières et les éventuelles anomalies thermiques</p>							
CONDITIONS DE REALISATION							
<p>Conditions préalables à la réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none">- Conventonnement avec le CD15 pour l'utilisation des sondes- Travail réalisé en interne- Mettre en place un protocole d'analyse systématique des données recueillies							
<p><u>Rendu de l'opération :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Produire des rapports réguliers présentant les résultats du suivi thermique (illustrés de cartes et photos)- Partager ces rapports avec les parties prenantes concernées pour interpréter les résultats et détecter d'éventuelles tendances- Compilation des données brutes (données SIG, fichiers, tables...)- Présentation des résultats en comité technique et/ou en comité de suivi							
<p><u>Indicateurs de suivi :</u></p> <p>Comparaisons et interprétation des résultats au fil du temps et en lien avec d'autres sites naturels comparables</p>							
COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE							
Coût prévisionnel		Compris dans l'action 4.1					
Types de dépenses		Fonctionnement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier					
		2024	2025	2026	2027	2028	
Suivi thermique	HTC	1 jr	1 jr	1 jr	1 jr	1 jr	
PARTENAIRES TECHNIQUES							
CD 15, PNRVA							
PARTENAIRES FINANCIERS							
CD15							

FA N°1.5	Mise à jour de la cartographie d'habitats				Priorité +++	
Volet	Amélioration des connaissances					
Echelle	Site ENS					
Maître d'ouvrage	HTC					
CARACTERISTIQUES DE L'ACTION						
CONTEXTE ET ENJEUX						
Une cartographie des habitats naturels CHANES a été réalisé en 2006 à l'échelle du site Natura 2000 « Tourbières du nord-est du massif cantalien ». Ces données ont été en partie actualisées par P.GOUBET qui a décrit les habitats des zones humides du site étudiées lors de son étude en 2020. Compléter ces données par la caractérisation des habitats hors zones humides permettrait de mieux connaître les enjeux liés aux habitats naturels identifiés.						
OBJECTIF DE L'ACTION						
L'objectif de cette action est d'actualiser la cartographie d'habitats existante sur le site afin de mieux cibler les enjeux à prendre en compte dans la gestion du site.						
DESCRIPTION DE L'OPERATION						
L'opération consiste à mettre à jour la cartographie des habitats naturels du site (hors zones humides) : <ul style="list-style-type: none">• Préparation du travail de terrain (bibliographie, étude des cartes, ...)• Inventaires terrain• Analyse des données & cartographie et identification d'indicateurs de suivi• Rédaction du rapport de synthèse avec préconisations de gestion pour la préservation de ce patrimoine.						
CONDITIONS DE REALISATION						
<u>Conditions préalables à la réalisation :</u> <ul style="list-style-type: none">- Travail réalisé en prestation- Cahier des charges établi- Protocole reproductible						
<u>Rendu de la mission :</u> <ul style="list-style-type: none">- Rapport d'expertise compilant l'ensemble des éléments produits et comprenant les objectifs, la méthodologie, les résultats, leurs analyses, les enjeux identifiés et des préconisations d'actions. Le tout complété par des cartes et des photographies.- Atlas cartographique- Rapport pédagogique (vulgarisation du rapport d'expertise)- Transmission des données brutes (données SIG, fichiers, tables...)- Présentation des résultats en comité technique et/ou en comité de suivi et autre compte rendu au besoin						
<u>Indicateurs de suivis :</u> <ul style="list-style-type: none">- Surface prospectée- Nombre d'espèces et types d'habitats inventoriés- Etat de conservation des habitats et statuts- Répartition géographique						
COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel		Environ 15 000 €				
Types de dépenses		Fonctionnement				
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Cartographie d'habitats	HTC		Environ 15 000 €			
PARTENAIRES TECHNIQUES						
CD 15, PNRVA, CEN Auvergne, CBNMC, Auvergne estives						
PARTENAIRES FINANCIERS						
CD15 + autres à déterminer						

FA N°2.1	Restaurer / préserver les cours d'eau et zones humides des têtes de bassin versant	Priorité +++
Volet	Gestion	
Echelle	Complexe de la Tioule	
Maître d'ouvrage	SIGAL (cadre CT Alagnon)	

CARACTERISTIQUES DE L'ACTION	
CONTEXTE ET ENJEUX	
<p>Les zones humides sont au cœur des enjeux prioritaires à l'échelle du bassin versant de l'Alagnon car elles contribuent à la qualité et la quantité de la ressource en eau, le maintien de la biodiversité, la qualité des habitats d'espèces et la lutte contre les causes et les effets du changement climatique. Sur la base des actions passées et des enjeux connus, le SIGAL souhaite poursuivre leur préservation et leur restauration entreprises sur le territoire du BV, notamment sur les têtes de bassin versant en rive gauche, comptant de nombreuses zones humides.</p> <p>Cette action est priorisée selon les secteurs géographiques parmi lesquels est ciblé le site ENS de Chastel sur Murat. Suite à l'étude fonctionnelle des zones humides menée par Pierre GOUBET en 2020, et aux menaces/dégradations identifiées à travers les diagnostics MAEC en 2022 par Auvergne Estives et le Parc des Volcans, la préservation et la restauration des cours d'eau et zones humides du complexe de la Tioule apparaissent comme prioritaire à l'échelle de ce site ENS.</p>	
OBJECTIF DE L'ACTION	
L'objectif de cette action est de préserver la qualité des milieux aquatiques du complexe de la Tioule et de leurs annexes pour restaurer et préserver cet écosystème vital.	
DESCRIPTION DE L'OPERATION (cf FO 3.2.3 CT Alagnon)	
<p>Mise en œuvre d'aménagements agro-pastoraux et travaux de restauration des têtes de bassin versant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant projets : montage technique, échanges avec les gestionnaires, et le suivi de la mise en œuvre des travaux, seront réalisés par le CEN Auvergne en lien fort avec le technicien rivière du SIGAL - montage financier, la recherche de prestataires, le montage de marchés publics le cas échéant, le lancement des travaux et les paiements seront suivis par le Maître d'ouvrage 	
CONDITIONS DE REALISATION	
<p><u>Conditions préalables :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Concertation préalable, disponibilité et motivation de l'ensemble des acteurs (élus ; gestionnaires...) - Signature de conventions pour la réalisation de travaux et aménagements - Ressources humaines nécessaires, acquisition des financements - Signature de conventions d'objectifs – partenariats techniques <p><u>Indicateurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Surface de tête de BV restaurée (ha) 	

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel	Financé dans le cadre du Contrat territorial Alagnon					
Types de dépenses	Investissement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Travaux de restauration des têtes de bassin – AVP et travaux	SIGAL (cadre CT)	AVP	Travaux			

PARTENAIRES TECHNIQUES
HTC, CD15, CEN Auvergne, FDPMA 15, PNRVA, Auvergne estives
PARTENAIRES FINANCIERS
AELB

FA N°2.2	Expérimentation de travaux de gestion conservatoire sur les stations de Fluteau nageant (Luronium natans)	Priorité +
Volet	Gestion	
Echelle d'intervention	Stations de Fluteau nageant connues sur le site ENS	
Maître d'ouvrage	HTC	

CARACTERISTIQUES DE L'ACTION

CONTEXTE ET ENJEUX

La présence du Fluteau nageant (*Luronium natans*) est historiquement citée sur 4 secteurs du site Natura 2000 « tourbières et zones humides du nord-est du massif cantalien ». Dans le cadre du programme d'animation 2024 de ce site, le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne prévoit un inventaire de l'espèce afin d'actualiser les données et d'obtenir des connaissances solides sur la présence de l'espèce, sa répartition et la dynamique des populations. Action qui pourrait engendrer la proposition de contrat Natura 2000, avec des gestionnaires volontaires, pour la conservation de cette espèce. Deux des stations historiquement connues se situent sur le site ENS de Chastel-sur-Murat, sur les complexes tourbeux de Brujaleine et la Tioule.

OBJECTIF DE L'ACTION

L'objectif de cette action est de planifier et mettre en œuvre une expérimentation visant à améliorer la gestion et la préservation des stations de Fluteau nageant dans un contexte de conservation de la biodiversité. Elle interviendra à la suite de la démarche d'acquisition de données et contractualisation menée par le PNRVA dans le cadre de l'animation Natura 2000.

DESCRIPTION DE L'OPERATION

Expérimentations pour évaluer l'influence des niveaux d'eau et du pâturage sur la dynamique de l'espèce :

Elaboration d'une stratégie d'expérimentation sur la base de retours d'expérience

- objectifs clairs
- méthodes de gestion
- calendrier
- ressources nécessaires
- autorisations

Mise en œuvre de l'expérimentation de gestion conservatoire

Suivi et évaluation : Des mesures de suivi régulières seront mises en place pour évaluer l'efficacité des travaux de gestion conservatoire et pour ajuster les actions en fonction des résultats

CONDITIONS DE REALISATION

Conditions préalables à la réalisation :

- Amélioration des connaissances de l'espèce dans le cadre de l'animation Natura 2000
- Propositions de contractualisation = base de travail pour expérimentation de gestion

Indicateur de suivi :

- Actions proposées et mises en œuvre
- Suivi des stations de Fluteau nageant ciblées

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel	Environ 5 000 €					
Types de dépenses	Fonctionnement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Expérimentation opérations conservatoires du Fluteau nageant	HTC		Environ 5 000 €			

PARTENAIRES TECHNIQUES

CBN MC, CEN, PNRVA, CD 15

PARTENAIRES FINANCIERS

CD15 + autres à déterminer

FA N°2.3	Concertation avec l'ACCA de Chastel sur Murat concernant la gestion cynégétique	Priorité +
Volet	Gestion	
Echelle d'intervention	Site ENS	
Maître d'ouvrage	HTC	

CARACTERISTIQUES DE L'ACTION
CONTEXTE ET ENJEUX
<p>L'ACCA de Chastel-sur-Murat poursuit l'activité de chasse sur le site à travers des battues régulières au gros gibier ainsi que la chasse au gibier d'eau ; bien que le gibier d'eau ait moins d'intérêt qu'avant sur ce site du fait des zones en eau libre qui se referment progressivement (tourbières initialement mises en eau par la fédération des chasseurs pour créer des pièces d'eau à vocation cynégétique). Actuellement, les lâchés de canards colvert représentent 50 à 60 individus sur les tourbières de Brujaleine et Champagnac, et leur agrainage représente environ 100 kg de grain.</p> <p>Ces pratiques soulèvent plusieurs questions concernant la gestion du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Peut-on lutter contre la fermeture des milieux en supprimant les ligneux sur certaines zones dans un but cynégétique ? - La réouverture de ces milieux à vocation paysagère est-elle envisageable ? - A cette échelle, est-il nécessaire de cadrer les lâchés de canards et leur agrainage sur le site afin de limiter leur impact sur les milieux ? - Dans quel état se trouvent les différentes digues du site ? Quel est leur avenir ?
OBJECTIF DE L'ACTION
L'objectif de cette action de concertation est de réunir les gestionnaires de l'ENS, les membres de l'ACCA et d'éventuels partenaires techniques ou experts pour échanger autour de ces interrogations et aboutir à des décisions consensuelles.
DESCRIPTION DE L'OPERATION
Réunion de concertation autour de sujets liés à la chasse pratiquée sur le site.
CONDITIONS DE REALISATION
<p><u>Conditions préalables à la réalisation :</u></p> <p>Identification des personnes à inviter à ces échanges</p> <p><u>Indicateur de suivi :</u></p> <p>Perspectives et conclusions de cette réunion</p>

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel	Compris dans l'action 4.1					
Types de dépenses	Fonctionnement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Expérimentation opérations conservatoires du Fluteau nageant	HTC	x				

PARTENAIRES TECHNIQUES
FDC 15, GP Champagnac, PNRVA, CD 15...
PARTENAIRES FINANCIERS
CD15

FA N°3.1	Favoriser la découverte organisée du site				Priorité ++	
Volet	Valorisation et sensibilisation					
Echelle d'intervention	Site ENS					
Maître d'ouvrage	HTC					
CARACTERISTIQUES DE L'ACTION						
CONTEXTE ET ENJEUX						
Véritable petit musée des tourbières du Cantal, le site ENS de Chastel-sur-Murat n'est que rarement mis en valeur à travers des propositions d'animations ou événements à destination du grand public. Les quelques actions de ce type déjà menées sur le site se sont souvent organisées à l'initiative des animateurs du territoire ou en lien avec la programmation ENS du département. D'autres visites organisées du site, telles que les sorties scolaires, sont effectuées à travers l'appel à projets Cantal'ENS Collèges proposé par le Département du Cantal. Mais les autres niveaux scolaires ne sont pour le moment pas ciblés pour la découverte de cet ENS.						
OBJECTIF DE L'ACTION						
L'objectif de cette action est de faire connaître le site, valoriser son patrimoine en développant et diversifiant l'offre d'animations sur le site tant vis-à-vis des publics visés que des thématiques abordés.						
DESCRIPTION DE L'OPERATION						
1. Animations grand public Choix et programmation des animations/soirées/conférences/visites guidées (HTT) → Pourront parfois s'inscrire dans des événements nationaux et/ou locaux (exemple : nuit de la chouette, fête de la nature...) Communication de ce programme Suivi qualitatif et financier de ces animations						
2. Sensibilisation des scolaires Afin de renforcer la sensibilisation et l'éducation à l'environnement des jeunes, seront proposés : <ul style="list-style-type: none">- un appel à projets à l'attention des écoles primaires du territoire (commun à tous les ENS du territoire de HTC). Il permettra d'accompagner la réalisation de projets pédagogiques proposés par les enseignants sur le site ENS.- la création de supports pédagogiques (fiches ou cahiers) destinés aux enseignants, et la mise à disposition de ces supports pédagogiques.						
CONDITIONS DE REALISATION						
Conditions préalables à la réalisation : <ul style="list-style-type: none">- Recherche et prise de contact avec des structures partenaires pouvant proposer des animations au grand public (locaux et visiteurs), sur des thématiques diversifiées (EEDD, culture, agriculture, bien être...)- Liste des écoles du territoire- Cohérence avec les autres programmes d'animations du territoire et des partenaires						
Indicateur de suivi : <ul style="list-style-type: none">- Animations grand public : nombre d'animations réalisées, diversité des contenus, nombre de participants ; nombre de partenaires impliqués dans les animations- Sensibilisation des scolaires : nombre d'écoles ayant répondu à l'appel à projets, nombre de classes engagées, nombre d'élèves bénéficiaires, nombre de sorties réalisées						
COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE						
Coût prévisionnel		Environ 5 000 €				
Types de dépenses		Fonctionnement				
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Animations grand public	HTC	Environ 1 000 €	Environ 1 000 €	Environ 1 000 €	Environ 1 000 €	Environ 1 000 €
Projet avec les scolaires		Financé dans le cadre de l'animation du site FA 4.1				
PARTENAIRES TECHNIQUES						
CD15, HTC, acteurs de l'EEDD, acteurs de la culture, HTT, PNRVA, SIGAL, CPIE, GP Champagnac, Auvergne estives						
PARTENAIRES FINANCIERS						
CD15 + autres à déterminer						

FA N°3.2	Améliorer la découverte du site en autonomie	Priorité +++
Volet	Valorisation	
Sous-volet	Adéquation fréquentation et enjeux biodiversité	
Echelle d'intervention	Sentier de randonnée	
Maître d'ouvrage	HTC	

CARACTERISTIQUES DE L'ACTION

CONTEXTE ET ENJEUX

Un sentier d'interprétation avait été réalisé dans le cadre du premier contrat ENS sur le site. Ces équipements ont été très appréciés des visiteurs mais sont aujourd'hui vieillissant et fortement dégradés. Il paraît nécessaire de supprimer ces équipements, de sécuriser le tracé du circuit et de renouveler le balisage pour un meilleur accueil des visiteurs.

OBJECTIF DE L'ACTION

L'objectif de cette fiche action est de planifier et mettre en œuvre l'amélioration du tracé du sentier de découverte de Chastel sur Murat en renouvelant le balisage et en retirant les supports endommagés, afin d'offrir une expérience de randonnée plus sûre et agréable aux visiteurs tout en les sensibilisant à l'activité d'élevage essentielle sur le site et aux bonnes pratiques à mettre en œuvre en zone d'estive.

DESCRIPTION DE L'OPERATION

- Rénovation du balisage en incluant la signalétique pastorale développée par le PNRVA et Auvergne estives
- Cadrage et sécurisation du sentier
- Entretien régulier du sentier par les services techniques et le service randonnée de HTC
- Propositions de nouveaux supports pédagogiques

CONDITIONS DE REALISATION

Conditions préalables à la réalisation :

- Localisation des points faibles du sentier (tracé et/ou panneaux)
- Choix d'alternatives adaptées

Indicateur de suivi :

- Sentier sécurisé, balisé et entretenu
- Equipements détériorés retirés
- Nouveaux supports de valorisation

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE

Coût prévisionnel	Environ 15 000 €					
Types de dépenses	Investissement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Sécurisation, balisage et retrait des équipements	HTC	Environ 5 000 €				
Nouveaux supports de valorisation			Environ 10 000 €			

PARTENAIRES TECHNIQUES

CD15, HTT, PNR Volcans d'Auvergne, LPO, CEN Auvergne, OFB, FDPMA 15, FDC 15, BE Interprétation de sites naturels, Associations EEDD, GP Champagnac, Auvergne estives

PARTENAIRES FINANCIERS

CD15 + autres à déterminer

FA N°4.1	Assurer l'animation du contrat	Priorité +++
Volet	Animation gouvernance	
Sous-volet	Coordination / Animation	
Echelle d'intervention	Site ENS	
Maître d'ouvrage	HTC	

CARACTERISTIQUES DE L'ACTION

CONTEXTE ET ENJEUX

En 2019, le Conseil Départemental du Cantal a adopté une nouvelle stratégie en faveur des espaces naturels sensibles. Dans ce cadre, les élus de Hautes Terres communauté ont engagé le renouvellement du label des 5 ENS présents sur le territoire (dont le Lac du Pêcher) et la mission d'animation de la gestion de ces sites en interne.

OBJECTIF DE L'ACTION

Mettre en œuvre le programme d'actions
Assurer la coordination et le suivi des actions
Faire des membres du comité de suivi des ambassadeurs du site

DESCRIPTION DE L'OPERATION

Fiche de poste qui comprend :

- définition et lancement des actions
- animation du site (contacts partenaires et usagers, élaboration de dossiers de consultation, suivi des prestataires et chantiers, rédaction de rapports annuels techniques et financiers...)
- veille sur le terrain
- recherche de financements et demandes de subventions
- coordination du projet ENS avec les autres projets de territoire et les autres services d'HTC
- suivi administratif du site
- réunion et animation du comité de suivi annuel
- réunion et animation de comités techniques en fonction des dossiers en cours, pour aider à la décision du comité de suivi et du gestionnaire

CONDITIONS DE REALISATION

Rendu de l'opération :

Supports de présentation
Comptes-rendus de réunions
Bilan annuel technique et financier synthétisant la réalisation des actions

Indicateurs de suivi :

Bilans d'activité annuels
Nombre de comité de suivi
Nombre de comité techniques
Nombre de participants à chacun des comités

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE

Coût prévisionnel	87 jrs = environ 21 750 €					
Types de dépenses	Fonctionnement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
	HTC	18 jrs	18 jrs	18 jrs	18 jrs	15 jrs

PARTENAIRES TECHNIQUES

Tous les partenaires techniques identifiés dans les fiches actions précédentes

PARTENAIRES FINANCIERS

CD15 (ENS)

FA N°4.2	Evaluation du contrat	Priorité +++
Volet	Animation gouvernance	
Sous-volet	Evaluation	
Echelle d'intervention	Site ENS	
Maître d'ouvrage	HTC	

CARACTERISTIQUES DE L'ACTION

CONTEXTE ET ENJEUX

En 2019, le Conseil Départemental du Cantal a adopté une nouvelle stratégie en faveur des espaces naturels sensibles. Dans ce cadre, les élus de Hautes Terres communauté ont engagé le renouvellement du label des 5 ENS présents sur le territoire (dont le Lac du Pêcher) et la mission d'animation de la gestion de ces sites en interne.

OBJECTIF DE L'ACTION

Evaluer la mise en œuvre de ce plan de gestion et proposer des actions pour celui à suivre

DESCRIPTION DE L'OPERATION

Suivi

Définir des indicateurs de suivi de la gestion sur 5 ans (espèces et paramètres) en concertation avec les partenaires et mettre en œuvre le suivi :

- Indicateurs de suivi et de réalisation du schéma directeur

Organiser et suivre l'évaluation externe

Au terme du contrat, la collectivité confiera à un prestataire l'évaluation finale de la mise en œuvre du contrat ENS (bilan de la mise en œuvre du programme d'actions et intégration de l'évaluation de l'état de conservation du site) en vue d'une analyse et de propositions d'un nouveau programme d'actions.

CONDITIONS DE REALISATION

Modalités de réalisation de l'opération :

Indicateurs de suivis renseignés

Rapport final d'évaluation

Nouveau programme d'actions prévisionnel avec chiffrage des actions

COÛT ESTIMATIF (€HT) / PHASAGE

Coût prévisionnel	Environ 7 750 €					
Types de dépenses	Fonctionnement					
ACTION	Maître d'ouvrage	Calendrier				
		2024	2025	2026	2027	2028
Evaluation externe du schéma directeur	HTC					7 000 €
Accompagnement du prestataire						3 jrs = environ 750 €

PARTENAIRES TECHNIQUES

Tous les partenaires techniques identifiés dans les fiches actions précédentes

Prestataire pour évaluation externe

PARTENAIRES FINANCIERS

CD15 (ENS)

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-42

Lutter contre les campagnols terrestres - Subvention au Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles d'Ally - Brageac - Chaussenac - Escorailles - Sainte-Eulalie

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absents excusés ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n°23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre ;

- **DECIDE** d'accorder au Groupement de Défense contre les Organismes Nuisibles d'Ally - Brageac - Chaussenac - Escorailles - St Eulalie, dont le siège social est situé à la Mairie - 15700 ALLY, une subvention d'un montant de 1 662 € pour l'acquisition d'une charrue spécifique pour la lutte contre les campagnols terrestres. Cette aide a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense H.T. de 3 324 €.

La subvention accordée relève du régime cadre notifié SA 107520 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-43

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2024 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions inscrites ci-après :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Marcellin Boule Montsalvy	achat d'un combiné cutter coupe légumes	2 061,49 €	1 443 €
Collège Georges Pompidou Murat	réparation d'un lave-vaisselle	682,20 €	478 €
Collège Louis Pasteur Chaudes Aigues	remplacement du ventilateur de la cellule de refroidissement	996 €	697 €
TOTAL			2 618 €

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.*

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-44

Remise des biens mobiliers réformés aux Domaines

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article R3211-41 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental à remettre les biens mobiliers réformés pour leur mise en vente aux enchères par les Domaines sur leur site dédié.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CP03-45

Protocole d'accord transactionnel - Marché public de travaux lié au remplacement de la chaudière du collège Marcellin BOULE à Montsalvy

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à quatorze heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 4 mars 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Sophie BÉNÉZIT donne pouvoir à M. Christophe VIDAL, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à M. Bruno FAURE, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Considérant la nécessité de rectifier l'erreur relative au marché public de travaux n°2021M0238 en date du 23 septembre 2021 lié au remplacement de la chaudière existante par deux chaudières à granulés au sein du collège Marcellin Boule à Montsalvy ;

- **VALIDE** les termes du protocole d'accord transactionnel à conclure entre le Conseil départemental du Cantal et ENGIE ENERGIE SERVICES, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit protocole et tout acte s'y rapportant.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

Le **Département du Cantal**, dont le siège est Hôtel du Département, 28 rue Gambetta 15015 Aurillac, France, représenté par son Président en exercice autorisé à signer le présent protocole par délibération du de la Commission Permanente du Conseil départemental du 29 mars 2024 (annexe 1) ;

Ci-après désigné « le Département » ;

D'une part,

ET :

L'entreprise **ENGIE ENERGIE SERVICES**, ENGIE Solutions, dont le siège est à CLERMONT-FERRAND CEDEX 2 (63017) Agence Auvergne-Lozère, ZI Le Brézet, 16 rue Pierre Boulanger, représentée par Monsieur Stéphane FREBILLOT, Directeur Régional ;

D'autre part,

Ci-après désignés conjointement « Les Parties » ;

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Dans le cadre du marché public de travaux n°2021M0238 en date du 23 septembre 2021 lié au remplacement de la chaudière existante par deux chaudières à granulés au sein du collège Marcellin Boule à Montsalvy, c'est à tort et par erreur que le Conseil départemental a appliqué dans l'acte d'engagement de la TVA sur les CEE (Certificats d'Economie d'Energie), correspondant à la somme de 6 600,00 Euros ($33\,000\text{ € CEE} \times 20\% = 6\,600,00\text{ €}$).

Suite à cette erreur, ENGIE a donc perçu en trop la somme de 6 600,00 Euros, correspondant à la TVA appliqué à tort sur les CEE et que les dispositions en matière de commande publique ne permettent pas de procéder à la régularisation de la situation autrement que par le présent protocole transactionnel.

Les parties se sont ainsi réunis afin de régler le litige les opposant et mettre en œuvre la juste application de la TVA au seul prix des travaux, de telle manière à ce qu'aucune partie ne se trouve lésée à l'issue du règlement.

CECI EXPOSE, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 : Modification de l'acte d'engagement du marché n° 2021M0238

Afin de régulariser la situation, les parties décident, par le présent protocole, de modifier comme suit l'acte d'engagement du marché n°2021M0238 en date du 23 septembre 2021 :

- Remplacer purement et simplement le paragraphe suivant :

« Article 9 – Signature

.../...

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Retenue	Code	Libellé	Montant HT	Montant TTC
	PSE 1	Fourniture et mise en place d'une GTC		
	PSE 2	Contrat de maintenance		
	PSE 3	CEE récupérables	33 000 €	33 000 €

Le montant global de l'offre acceptée par le pouvoir adjudicateur est porté à :

Montant HT : 205 332,04 Euros

TVA (taux de 20%) : 41 066,40 Euros

Montant TTC : 246 398,44 Euros

Soit en toutes lettres : deux cent quarante-six mille trois cent quatre-vingt-dix-huit euros et quarante-quatre centimes

.../... »

Par :

« Article 9 – Signature

.../...

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

	HT	TVA	TTC
Situation de base	238 332,04	47 666,41	285 998,45
CEE	-33 000,00	0,00	-33 000,00
total	205 332,04	47 666,41	252 998,45

Le montant global de l'offre acceptée par le pouvoir adjudicateur est porté à :

Montant HT : 205 332,04 Euros

TVA (taux de 20%) : 47 666,41 Euros

Montant TTC : 252 998,45 Euros

Soit en toutes lettres : deux cent cinquante-deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit euros et quarante-cinq centimes.

.../... »

Le reste est et demeure inchangé.

Article 2 Engagements des parties

2-1 Engagements d'ENGIE ENERGIE SERVICES

- **ENGIE ENERGIE SERVICES s'engage à rembourser au Conseil départemental** la somme de 6 600,00 Euros correspondant à la différence entre le montant de la TVA appliquée à tort sur le montant des CEE.

- L'entreprise **ENGIE ENERGIE SERVICES** renonce définitivement et irrévocablement à toutes demandes, réclamations, actions et recours de quelque nature qu'ils soient, aux contestations nées ou à

naître, se rapportant de manière directe ou indirecte au présent protocole relatif au marché de travaux lié au remplacement de la chaudière existante par deux chaudières à granulés au collège Marcellin Boule à Montsalvy, sans préjudice des droits et actions attachés à l'exécution forcée du présent accord.

Il renonce irrévocablement à tout recours à l'encontre du Département du Cantal en ce qui concerne l'objet du protocole une fois celui-ci réalisé.

2-2 Engagements du Département du Cantal

- Le Département du Cantal renonce définitivement et irrévocablement à toutes demandes, réclamations, actions et recours de quelque nature qu'ils soient, aux contestations nées ou à naître, se rapportant de manière directe ou indirecte au présent protocole relatif au marché de travaux lié au remplacement de la chaudière existante par deux chaudières à granulés au collège Marcellin Boule à Montsalvy, sans préjudice des droits et actions attachés à l'exécution forcée du présent accord.

Il renonce irrévocablement à tout recours à l'encontre de l'entreprise ENGIE ENERGIE SERVICES en ce qui concerne l'objet du protocole une fois celui-ci réalisé.

Chaque partie signataire du présent protocole conserve la charge éventuelle des honoraires des professionnels intervenus pour son compte (avocat, expert ou autre).

Article 3 Autorité de chose jugée

Il est expressément convenu entre les parties que le présent accord, sous réserve de sa parfaite exécution, constitue entre elles une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et revêt ainsi l'autorité de la chose jugée, conformément aux dispositions de l'article 2052 du Code civil.

Les parties reconnaissent avoir disposé du temps et des conseils nécessaires à la conclusion du présent accord.

Fait en deux exemplaires originaux

(Faire précéder la signature de la mention « Lu et approuvé – bon pour transaction »)

Pour le Département du Cantal,
Le Président,

Bruno FAURE

Pour ENGIE ENERGIE
SERVICES,
Le Directeur Régional,

Stéphane FREBILLOT

ANNEXES AU PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

1. Délibération de la Commission Permanente du 29 mars 2024
2. Acte d'engagement

PROJET